SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL SMDEA D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT
l'eau durable
e-mail : smdea@smdea.com

S. Deridal (DRT)

D 30438/1-2

agence de l'eau
rhône méditerranée & corse
2-4, allée de Lodz
69363 LYON Cedex 07
Tél. 04 72 71 26 00 - Fax 04 72 71 26 01

ÉTUDE DIAGNOSTIQUE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

PIECES ANNEXES

COMMUNE DE VEUREY VOROIZE

Département de l'Isère

Septembre 2004

20, rue de Comboire - Espace Comboire - 38130 Echirolles
Siret 253 800 841 000 12 - URSSAF 380 88010450083 Tél 04 76 40 21 00 - Fax 04 76 33 14 24

SOMMAIRE DES ANNEXES

Informations générales

- Démographie : tableaux références 1975 / 1999 de la population (Données INSEE).

Compteurs

- Procès verbal d'essai N° 7 800.
- Document "Le compteur d'eau".
- Etude "L'influence du vieillissement sur les débits des compteurs d'eau".

Recherche de fuites

- Rapport de la recherche de fuites par corrélation acoustique.

Qualité de l'eau

- Rapport hydrogéologique sur les sources Brunetières, Mr J. BIJU-DUVAL, 19 Juillet 1994.
- "Quelques Points de repères pour la lecture d'une analyse bactériologique" – Doc. DDASS Isère.
- "Les eaux d'alimentation" –Fiche technique santé environnement, DDASS Isère.
- "L'information des usagers et des collectivités".
- "L'information du public dans les villes de plus de 3500 habitants"- Doc. DDASS.
- Décret N° 89-3 du 3 Janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles.
- Décret N° 94-841 du 26 Septembre 1994 relatif aux conditions d'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine.
- Décret N° 2001-1220 du 20 Décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ; in "Le moniteur" du 18 Janvier 2002.
- L'Arrêté du 4/11/2002 relatif aux modalités d'évaluation du potentiel de dissolution du plomb pris en application de l'article 36 du Décret 2001-1220.
- La Circulaire N° 2002/592 concernant l'application de l'Arrêté du 4/11/2002 relatif aux modalités d'évaluation du potentiel de dissolution du plomb pris en application de l'article 36 du Décret 2001-1220.

Défense incendie

- Annexe VII de l'Arrêté préfectoral du 19/01/99 "Ressources en eau pour la défense incendie". "Prévention et lutte contre l'incendie" in "Collectivités territoriales Infos N° 52" – Juin 2002.
- "Drôle d'égalité…"article de H. Chauveau.
- Article L 2212-2 du Code Général des Collectivités territoriales.

Législation

- Arrêté du 10 Juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées.
- Règlement Sanitaire Départemental : articles 1 à 20.
- Code de la Santé Publique : Chapitre III –Des eaux potables.
- Loi N° 92-3 sur l'eau du 3 Janvier 1992 : texte intégral.
- Règlement du services des eaux – commune de Veurey Voroize.
- ''règlement du service des eaux''- modèle de règlement, doc. SMDEA - Mars 2002.

SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL SMDEA D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT
l'eau durable
e-mail : smdea@smdea.com

ÉTUDE DIAGNOSTIQUE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Informations générales

20, rue de Comboire - Espace Comboire - 38130 Echirolles
Siret 253 800 841 000 12 - URSSAF 380 88010450083
Tél 04 76 40 21 00 - Fax 04 76 33 14 24

INSEE
RHÔNE ALPES

Direction Régionale
165 rue Garibaldi
69401 LYON CEDEX 3
Tel : 04 78 63 28 15
Fax : 04 78 63 25 25
www.insee.fr

Evolutions démographiques 1962-1999

Commune : Veurey-Voroize

Code géographique : 38540

Population sans doubles comptes 1999 :	1 317
Superficie en (km²) :	12,2
Densité en 1999 (hab/km²) :	108,0

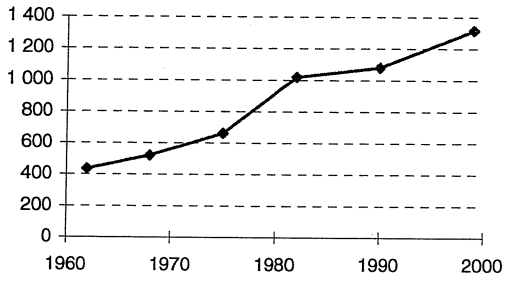
fiche profil

Évolution de la population

	1968	1975	1982	1990	1999
Population sans doubles comptes	521	661	1 020	1 080	1 317

Source : Recensements de la population (dénombrements)

Évolution de la population

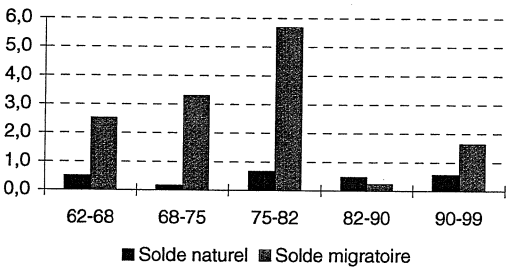


Évolution démographique

	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999
Naissances	52	49	83	93	126
Décès	38	42	45	53	65
Solde naturel	14	7	38	40	61
Solde migratoire	71	133	321	20	176
Variation totale	85	140	359	60	237

Source : Recensements de la population (dénombrements), Etat civil

Composantes du taux de variation
Taux annuel moyen en %

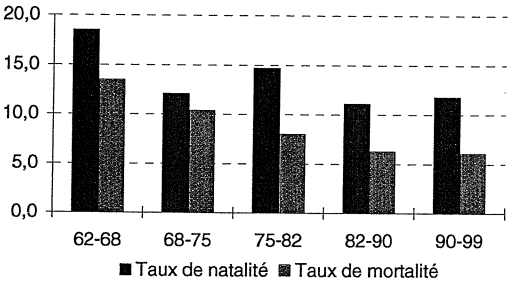


Taux démographiques (moyennes annuelles)

	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999
Taux d'évolution global en %	3,02	3,47	6,36	0,72	2,23
- dû au solde naturel en %	0,50	0,17	0,67	0,48	0,57
- dû au solde migratoire en %	2,52	3,30	5,69	0,24	1,65
Taux de natalité pour en ‰	18,50	12,10	14,70	11,10	11,80
Taux de mortalité pour en ‰	13,50	10,40	8,00	6,30	6,10

Source : Recensements de la population (dénombrements), Etat civil

Taux de natalité et de mortalité
Taux annuel moyen en ‰



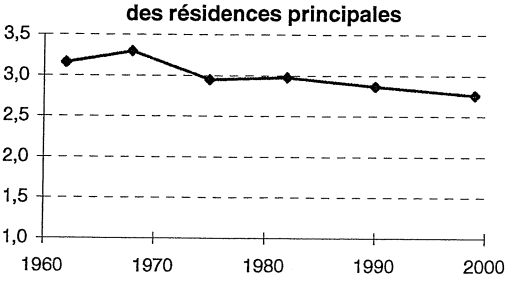
Évolution du nombre de logements

	1968	1975	1982	1990	1999
Ensemble des logements	177	221	339	412	493
Résidences principales	158	204	328	366	467
Nombre moyen d'occupants des résidences principales	3,30	2,95	2,98	2,87	2,76
Résidences secondaires*	19	16	8	29	15
Logements vacants	0	1	3	17	11

* à partir de 1990, comprend les logements occasionnels

Source : Recensements de la population (dénombrements)

Nombre moyen d'occupants des résidences principales



© INSEE

SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL SMDEA D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT
l'eau durable
e-mail : smdea@smdea.com

ÉTUDE DIAGNOSTIQUE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Compteurs

20, rue de Comboire - Espace Comboire - 38130 Echirolles
Siret 253 800 841 000 12 - URSSAF 380 88010450083
Tél 04 76 40 21 00 - Fax 04 76 33 14 24

isère Conseil Général

REPARATION ET ENTRETIEN DE COMPTEURS D'EAU
DE TOUTES MARQUES ET DE TOUS SYSTEMES
Atelier Agrée D.R.I.R.E.

LHENRY Père & Fils

SA au Capital de 250 000 €
1 rue Camille Saint-Saëns 38320 POISAT
Téléphone 04.76.25.11.05 Télécopie 04.76.25.81.03

C.C.P. GRENOBLE
20041-01017-0022577Y028 96
R.C. 56 B 327

RM N° 381
S.I.R.E.T. 056503279 00012
Code APE 332 B
TVA intracommunautaire
FR 21 056 503 279

P.V. N° 7800

POISAT LE 05 MARS 2004

V/REF : VEUREY-VOROIZE

Essayé par : A.F.

5 COMPTEURS

S.M.D.E.A.
20 RUE DE COMBOIRE
38130 ECHIROLLES

PROCES-VERBAL D'ESSAI

N° COMPTEUR	ANNEE	INDEX EN M3	MARQUE / TYPE	VIT. / VOL.	Ø	QN m³/h	CLASSE	SIM	RESULTAT EN % (l/h) QMAX	Qt	Qmin	CONFORME *
39030428	65	5665	DOAT S60	Vitesse	15	1,5	A	non	3000 +1,6	150 +8	60 +15	Non
2015	71	4448	EDC Doris sec	-	-	-	-		+2,8	+3	-3	Oui
534095	77	5073	Schlum Doris sec	-	-	-	-		-5,2	-2,5	-5	Non
509972	77	4099	Schlum SM1	-	-	-	B	oui	3000 -0,2	120 +0,2	30 +0,15	Oui
151363	95	783	Schlum Floslar	-	-	-	C	oui	3000 -0,1	22,5 +2	15 -0,5	Oui

DEBIT D'ESSAIS	* TOLERANCES DRIRE POUR LES COMPTEURS D'EAU EN SERVICE	
	EAU FROIDE	EAU CHAUDE
Débit Maximum (Qmax)	+ ou - 4%	+ ou - 6%
Débit de transition (Qt)	+ ou - 4%	+ ou - 6%

LE COMPTEUR D'EAU

I LES CLASSES METROLOGIQUES

II DEUX SYSTEMES DE COMPTAGE

III TROIS SYSTEMES DE TRANSMISSION

IV GENERALITES SUR LE COMPTEUR

I LES CLASSES METROLOGIQUES

- Les différences entre les classes métrologiques : A ; B ; C
- la moins sensible étant la A, les meilleures la B et C
- La différence se situe uniquement au niveau des faibles débits, des seuils d'exactitude à partir desquels la réglementation garantit une précision de ± 5 % sur le débit minimum = Qmin
  ± 2 % sur le débit de transition = Qt

- **Le débit minimum Qmin** est donc le débit à partir duquel la réglementation garantit une précision de comptage de ± 5 %

- **Le débit de transition Qt** est donc le débit à partir duquel la réglementation garantit une précision de de comptage de ± 2 %

- **Au delà de ces 2 débits** toutes les performances métrologiques quelle que soit la classe sont les mêmes soit ± 2 % jusqu'au débit maxi **Qmax**

- **Le débit Nominal Qn** est le débit auquel on peut utiliser un compteur en fonctionnement permanent 24 H sur 24 sans altérer ses performances : il est égal à la **moitié du débit maxi Qmax** et constitue l'appellation actuelle du compteur.

- **Exemple** : un compteur de 15 mm (Qmax = 3 m3/h QN = 1,5 m3/h)

  en classe B
  on garantit une précision de ± 5 % à partir de 30 l/h (Qmin)
  on garantit une précision de ± 2 % à partir de 120 l/h (Qt)

  en classe C
  on garantit ± 5 % à partir de 15 l/h (Qmin)
  on garantit ± 2 % à partir de 22,5 l/h (Qt)

- **La différence entre les différentes classes métrologiques** A ; B ; C se situe donc uniquement au niveau de la **SENSIBILITE** et non de la **PRECISION**

- Un compteur de classe C n'est pas plus précis qu'un compteur de classe B, il est plus sensible aux très faibles débits.

- Les valeurs des débits par classes métrologiques sont données dans L'ANNEXE I

- Les valeurs des tolérances pour tous les compteurs **neufs** sont de : ± 5 % et ± 2 %

- Les valeurs sont doublées pour les compteurs **en service** : ± 10 % et ± 4 %

II DEUX SYSTEMES DE COMPTEUR

A) LE COMPTEUR DE VOLUME

Le compteur volumétrique est basé sur la mesure d'un volume d'eau connu : la chambre de mesure dans laquelle se déplace un PISTON ROTATIF. Chaque tour de piston correspond à un volume donné.

B) LE COMPTEUR DE VITESSE

Le compteur de vitesse est basé sur la vitesse de rotation d'une TURBINE ou d'une HELICE.

Nous ne parlerons pas ici des débitmètres et autres systèmes de comptage : Electromagnétiques, Ultra son etc.... qui ne sont pas agréés par les poids et mesures (SIM ou DRIRE) et avec lesquels on ne peut donc pas facturer de l'eau.

- Seul le compteur d'eau mécanique est agréé

VOLUME

7  Plaque séparation

6 



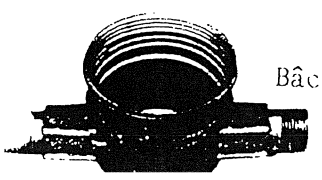
4 

3  Entraineur

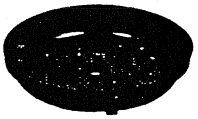
2a 

2  Boîte à piston
Piston

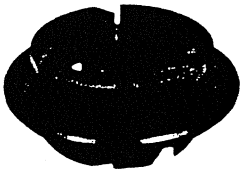
1  Filtre

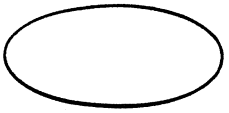
 Bâche

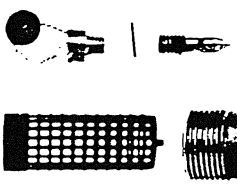
VITESSE

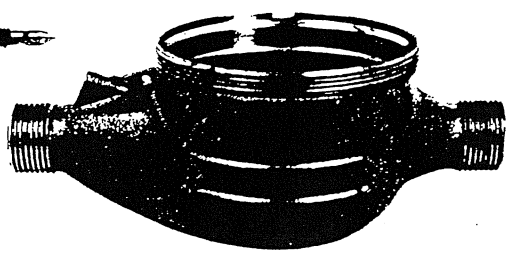
Platine à chicanes H 

Turbine (8) K 

Boîte d'injection (7) L 

Joint de boîte d'injection M
Vis de réglage (12) N 





Filtre (11) O

Bâche (9) P

II LA TRANSMISSION DU MOUVEMENT

La transmission du mouvement du moteur (piston turbine ou hélice) au totalisateur peut se faire de 3 manières différentes :

1) **Transmission directe : compteur NOYE** :
l'eau envahit totalement tout le mécanisme :

- Bonne sensibilité
- Risque d'encrassage ou de blocage (eau du réseau pas toujous très propre)
- Risque de mauvaise lisibilité : dépôt sur le cadran
- Risque de condensation (buée) si mauvaise purge : bulle d'air

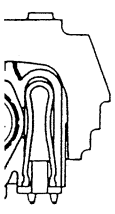
2) **Transmission par Presse Etoupe ou magnétique (aimants) compteur SEC** :
l'eau n'envahit pas le totalisateur, cadran dans l'air

- Bonne sensibilité (entraînement magnétique)
- Cadran toujours propre : pas de dépôt
- Risque de condensation (buée), peut être supprimé à l'aide d'un essuie-glace

3) **Transmission par Presse Etoupe avec bain d'huile compteur MIXTE** :
totalisateur sous bain d'huile

- Bonne sensibilité PE reporté au niveau des m3 : couple important
- Bonne lubrification des rouleaux chiffrés (liquide lubrificateur)
- Cadran toujours lisible et propre : pas de dépôt
- Pas de phénomène de condensation (buée)

HNIQUE DU BAIN D'HUILE
RAINEMENT PAR P.E.



capuchon absorbe produit antigel

- Le liquide antigel, qui baigne les tambours chiffrés, est séparé de l'eau mesurée par un presse étoupe à joint torique.
- En fait, ce presse étoupe reste parfaitement étanche sans avoir à "serrer" sur l'axe des tambours, car il n'est soumis à aucune différence de pression : l'équilibrage des pressions entre l'intérieur et l'extérieur de l'enceinte est constamment assuré par la déformation d'une paroi souple, doigt de gant (6), qui absorbe toutes les variations de volume du liquide antigel.

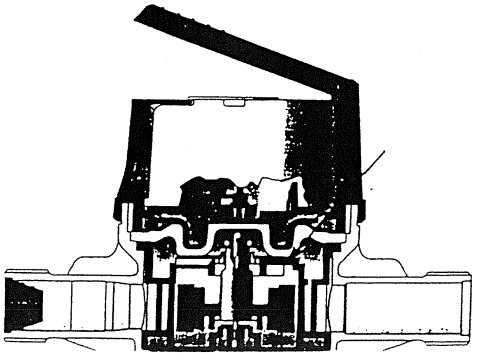
  Ce dispositif d'équilibrage minimise le frottement du joint torique sur l'axe et rend le presse étoupe pratiquement inusable
- En outre, ce faible couple résistant ne peut amoindrir la sensibilité du compteur car, n'intervenant dans la chaîne cynématique qu'en un point où la rotation d'axe est lente (10 m³ au tour), il devient négligeable devant l'importance du couple moteur en ce point

COMPTEUR EXTRA SEC
ENTRAINEMENT MAGNETIQUE

La transmission magnétique permet d'avoir un totalisateur extra-sec. Le train d'engrenages et le totalisateur sont dans une enceinte étanche à l'eau et à l'air.

La turbine est la seule pièce du compteur en mouvement dans l'eau.

L'endurance de Flodis est assurée par la qualité du pivotage et la lévitation de la turbine dans les débits



IV GENERALITES SUR LES COMPTEURS

- Un compteur doit toujours être protégé par un **FILTRE** : Voir notice **FILTRE**
- Les compteurs filetés à raccords possèdent un filtre incorporé
- Les compteurs à brides nécessitent un filtre extérieur.

- Un compteur doit toujours être protégé par un **CLAPET.** (règlement sanitaire en annexe)
On préférera toujours un clapet extérieur au clapet incorporé. Celui-ci devra être posé à la SORTIE du compteur pour le protéger des retours d'eau chaude ou pollution etc....

- Un compteur ne doit pas être posé avant d'avoir effectué un rinçage de la canalisation, (copeaux terre etc....).

- Un compteur doit être bien purgé lors de la pose. Le passage d'air dans un compteur détruit le mécanisme L'eau est le lubrifiant du mécanisme.

- La pression n'a aucune influence sur la métrologie.

Un compteur DIVISIONNAIRE est un compteur permettant la répartition interne des consommations il est placé après un compteur général. Sa longueur n'est pas normalisée : 80, 105, 110, 130 mm.

Un compteur de PREMIERE PRISE est placé directement sur l'alimentation générale. Sa longueur est normalisée (170 mm pour un compteur ϕ 15 mm) (Norme AFNOR en annexe).

Lorsque l'on parle d'un compteur ϕ 15 mm : c'est le ϕ de passage. Le filetage est toujours un ϕ au dessus : exemple un compteur à 15 mm (maxi 3 m3/h QN 1,5 m3/h) est fileté 20/27 ou 3/4 P.

Les compteurs sont soumis aux contrôles du SIM (service des instruments de mesure) depuis le,
1er janvier 1978 pour les compteurs avec un Qn inférieur à 15 m3/h
1er janvier 1980 pour les compteurs avec un Qn supérieur à 15 m3/h

- Depuis cette date les compteurs sont poinçonnés, et l'on verse à l'Etat une taxe de poinçonnage (SIM).

- La réglementation, l'approbation, la vérification et l'utilisation des compteurs d'eau ont paru au Journal officiel n° 1440 de 1977 Décret 76-130 DU 26/01/76 (extrait de décret en annexe).

- Aujourd'hui la DRIRE (direction régionale de l'industrie et de la recherche et de l'environnement remplace le SIM).

- La longévité d'un compteur domestique (15 à 40 mm) est de l'ordre de 10 à 15 ans : suivant la qualité de l'eau et de l'utilisation.

- La longévité d'un gros compteur (50 à 500 mm) est de l'ordre de 7 à 10 ans : suivant la qualité de l'eau et de l'utilisation.

- Tous les fabricants et tous les réparateurs doivent être équipés de bancs d'étalonnage agréés par la DRIRE et raccordés BNM (Bureau National de la Métrologie).

- En annexe, l'agrément de nos bancs.

APPLICATION DES DECRETS DU SIM

					CLASSE C		CLASSE B		CLASSE A	
			mm	Qn m3/h	Qmax m3/h	Qmin l/h	Qt l/h	Qmin l/h	Qt l/h	Qmin l/h	Qt l/h
			15	1,5	3	15	22,5	30	120	60	150
			20	2,5	5	25	37,5	50	200	100	250
			25	3,5	7	35	52,5	70	280	140	350
			30	5	10	50	75	100	400	200	500
			40	10	20	100	150	200	800	400	1 000
			50	15	30	90	225	450	3 000	1 200	4 500
ERREURS TOLEREES	**EAU FROIDE** modèles approuvés	Vérification primitive		± 2%		± 5 %	± 2 %	± 5 %	± 2 %	± 5 %	± 2 %
		"en service"		± 4%		± 10 %	± 4 %	± 10 %	± 4 %	± 10 %	± 4 %
	modèles non approuvés **	Vérification primitive		± 3%		± 8 %	± 3 %	± 8 %	± 3 %	± 8 %	± 3 %
		"en service"		± 4%		± 10 %	± 4 %	± 10 %	± 4 %	± 10 %	± 4 %
	EAU CHAUDE	"en service"		± 6%		± 10 %	± 6 %	± 10 %	± 6 %	± 10 %	± 6 %

** Classement réglementaire pour les compteurs en service non approuvés :

- Compteurs volumétriques : Classe C
- Compteurs de vitesse à turbine ou hélice suspendue : Classe B
- Compteurs à hélice axiale : Classe A

Courants
novembre-décembre 1992

EAU POTABLE

L'INFLUENCE DU VIEILLISSEMENT SUR LES DÉBITS DES COMPTEURS D'EAU

Dominique NARBÉ-BURU et Jean-Paul RAYNEAU (*)



L'étude menée par le syndicat départemental des eaux de la Vienne révèle que l'âge des compteurs a une réelle influence sur les débits enregistrés.
Le sous-comptage peut atteindre 30 % sur des compteurs âgés de plus de quinze ans. Ce bilan prouve, s'il en était besoin, la nécessité d'un renouvellement du parc des compteurs gérés directement ou indirectement par les communes.

Le Siveer a mené diverses études diagnostic de réseau avec le concours de la société Proxima.
Dans le cadre de ces études, il s'imposait d'évaluer les volumes d'eau non comptabilisés et, donc, d'apprécier la qualité du comptage des ventes.



(*) Siveer, Syndicat départemental des Eaux de la Vienne
55, rue de Bonneuil-Matours
86000 Poitiers.

Courant
novembre-décembre 1992

COMPOSITION DE L'ÉCHANTILLON

Compteurs diamètre 12-15 mm, type : vitesse jets multiples noyés

TRANCHE D'ÂGE	NOMBRE DE COMPTEURS DU PARC	CONSOMMATION MOYENNE ANNUELLE DE CHAQUE COMPTEUR m³/an	CONSOMMATION ANNUELLE GLOBALE DE LA CATÉGORIE m³	NOMBRE DE COMPTEURS DE L'ÉCHANTILLON
Inf. à 10 ans	277	87	24 099	21
10 à 15 ans	161	138	22 218	21
16 à 20 ans	49	105	5 145	15
Sup. à 20 ans	81	109	8 829	24

Fig. 1

Cette démarche a conduit tout naturellement à procéder à un étalonnage d'un échantillon de compteurs représentatif du parc de la collectivité concernée, et parmi les critères d'échantillonnage il a été retenu le diamètre et l'âge du compteur.

Cet article résume les principaux résultats des différentes mesures réalisées lors d'une étude concernant une commune de la Vienne.

Il s'agit d'un parc constitué en grande partie de compteurs de diamètre 12-15 mm, de type « vitesse jets multiples noyés » dont certains ont jusqu'à trente ans d'âge.

Chaque compteur de l'échantillon a fait l'objet d'un étalonnage « 3 points » sur un banc d'essai :

au débit minimum (Q. min) ;
- au débit de transition (Qt) ;
- au débit nominal (Qn).

Puis chaque catégorie a été affectée d'un pourcentage d'erreur à chacun de ces trois débits obtenu par la moyenne arithmétique des erreurs relevées sur chacun des compteurs qui la composent (voir encadré).



La constitution de l'échantillon

Pour la famille des compteurs de diamètre 12-15 mm (groupés), on a classé les compteurs selon les tranches d'âge suivantes :

- moins de 10 ans ;
- 10 à 15 ans ;
- 16 à 20 ans ;
- plus de 20 ans.

Et pour chacune de ces catégories, on a prélevé environ 10 % du parc complet, en choisissant les compteurs dont la consommation moyenne annuelle est la plus proche de la consommation moyenne annuelle de la famille rapportée au nombre de compteurs qui la composent (fig. 1).

Les erreurs de comptage

Les résultats des mesures réalisées selon la méthodologie décrite permettent d'évaluer les défauts de comptage pour la période d'activité du compteur (fig. 3).

Quelle que soit la tranche d'âge considérée, on constate un sous-comptage pour les compteurs du parc étudié (diamètre 12-15 mm, type jets multiples noyés). Ce sous-comptage demeure inférieur à 5 % pour les compteurs d'âge inférieur à 15 ans,

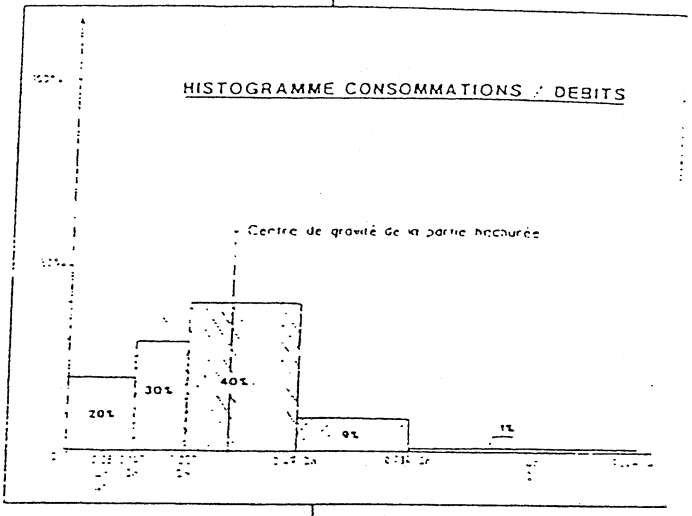
Comptes
novembre-décembre 1992

LA PONDÉRATION DES ERREURS DE COMPTAGE

Les erreurs de comptage ont été pondérées :
- par la consommation réelle de chaque catégorie (à partir de la consommation moyenne annuelle) ;
- par la répartition des consommations en fonction des débits à partir d'un histogramme statistique (fig. 2) qui montre que :
  - 20 % de la consommation est enregistrée à un débit moyen voisin du débit de transition.
  - 80 % de la consommation est enregistrée à un débit moyen de 0.344 Q nominal (abscisse du centre de gravité des pavés 30 %, 40 %, 9 %, 1 %).

Pour chaque catégorie on a donc finalement retenu :
- l'erreur au débit de transition ;
- l'erreur à 0,344 Q nominal (obtenue par interpolation des erreurs relevées au débit de transition et au débit nominal).

Puis, en appliquant l'erreur relevée au débit de transition à 20 % de la consommation de la catégorie et celle calculée à 0.344 Q nominal à 80 % de cette consommation, on a ainsi déterminé l'erreur pondérée pour chaque catégorie.



mais il atteint 14 % pour la tranche d'âge 15-20 ans. Pour les compteurs d'âge supérieur à 20 ans, le sous-comptage diminue de façon anormale. Il faut sans doute attribuer ce phénomène au fait que, lors du vieillissement d'un compteur, un phénomène d'encrassement provoque le freinage du mécanisme et est la cause d'un sous-comptage plus ou moins rapide. Mais dans le cas des compteurs à jets multiples, on constate pour certains compteurs très âgés, une obstruction des orifices distributeurs d'eau qui, en provoquant une augmentation de la vitesse d'eau, induit un surcomptage notoire ; en conséquence, l'erreur de comptage est peu significative pour les compteurs de tranche d'âge supérieure à 20 ans.

Une partie de l'eau consommée chez certains abonnés s'effectue à un débit inférieur au débit de démarrage des compteurs : fuites légères de robinets ou de chasses d'eau de débit moyen unitaire de 5 à 10 l/h. Ce défaut de comptage est alors étroitement lié au débit de démarrage du compteur.

Afin de corréler ce défaut de comptage avec le vieillissement des compteurs, la société Proxima a procédé à la mesure du débit de démarrage sur l'échantillon de compteurs selon les diverses tranches d'âge : une tranche d'âge supplémentaire de 0 à 5 ans a été constituée afin de mesurer plus finement le phénomène (fig. 4 et 5).

On constate que, sur les compteurs récents (d'âge inférieur à 5 ans), le débit de démarrage est relativement faible, de l'ordre de 5 l/h, ce qui correspond à peu près au débit de démarrage annoncé par le constructeur.

En revanche, pour les compteurs plus âgés, le débit de démarrage est nettement plus important et atteint des valeurs de 13 à 14 l/h pour des compteurs présentant plus de 15 ans d'âge ; l'incidence sur le défaut de comptage est alors particulièrement sensible.

Afin de quantifier le défaut de comptage lié au débit de démarrage du compteur, il a été pris en compte :
- un facteur d'inactivité du compteur de 0,94 considérant qu'en moyenne la durée du débit de transit liée à la consommation domestique est d'environ 1 h 30 par jour ;
- le fait que statistiquement on observe des fuites de type goutte à goutte sur les robinets et les chasses d'eau chez 15 % des abonnés.

Sur ces bases on a évalué le défaut de comptage pour chaque tranche d'âge et déterminé l'erreur pondérée à partir des consommations moyennes annuelles de chaque catégorie (fig. 6).

On voit que pour les compteurs récents (d'âge inférieur à 5 ans), l'erreur demeure relativement faible et répond aux caractéristiques habituelles des compteurs neufs. Pour les compteurs d'âge compris entre 5 et 15 ans, l'erreur avoisine les 10 % et s'aggrave nettement après 15 ans pour atteindre, en moyenne 15 %.

En cumulant les défauts de comptage en période d'activité et d'inactivité du compteur, on peut estimer le défaut de comptage global selon les tranches d'âge (fig. 7).

Pour les compteurs d'âge inférieur à 15 ans, le défaut de comptage avoisine les 10 %, la cause principale est imputable au débit de démarrage des compteurs qui demeure cependant, pour cette tranche d'âge, relativement satisfaisant.

Comarb
novembre - décembre 1992

DÉFAUTS DE COMPTAGE SELON L'ÂGE DES COMPTEURS DURANT LA PÉRIODE D'ACTIVITÉ DES COMPTEURS

[redacted]

TRANCHE D'ÂGE	ERREUR À Qt %	ERREUR À 0,344 Qn %	ERREUR PONDÉRÉE m³/an	ERREUR PONDÉRÉE %
Inf. à 10 ans	- 1,12	- 3,75	- 777	- 3,2
10 à 15 ans	- 2,37	- 1,9	- 443	- 2
16 à 20 ans	- 10,88	- 15,38	- 745	- 14,5
Sup. à 20 ans	- 0,55	- 0,375	- 36	- 0,4

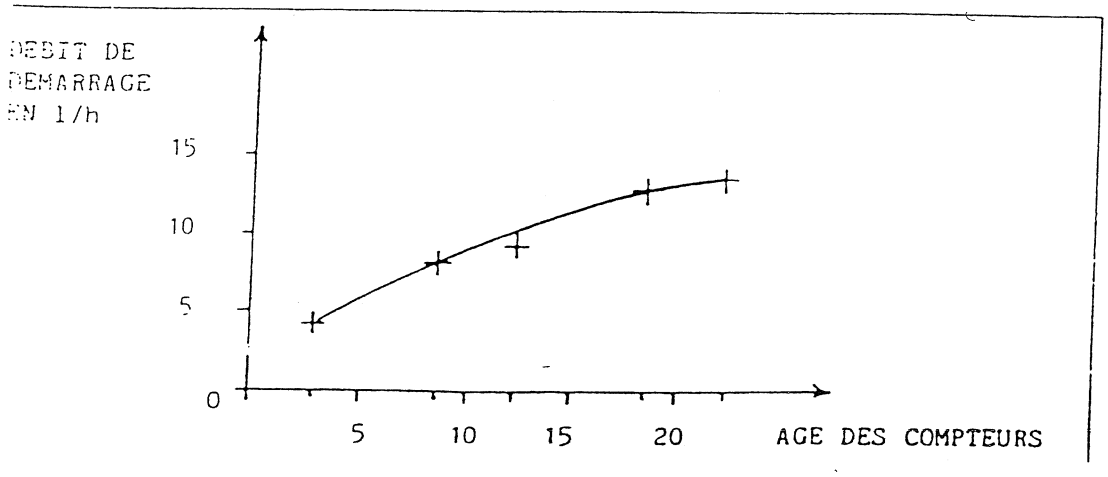
Fig. 3

DÉBITS DE DÉMARRAGE DES COMPTEURS SELON LES TRANCHES D'ÂGE

[redacted]

TRANCHE D'ÂGE	NOMBRE DE COMPTEURS DE L'ÉCHANTILLON	NOMBRE DE COMPTEURS DU PARC	DÉBITS DE DÉMARRAGE (l/h)
Inf. à 5 ans	10	72	4,95
5 à 10 ans	11	205	6,65
10 à 15 ans	21	161	9,33
16 à 20 ans	15	49	12,8
Sup. à 20 ans	24	61	13,8

Fig. 4



Influence du vieillissement sur le débit de démarrage des compteurs

[redacted]

Courants
novembre - décembre 1992

DÉFAUTS DE COMPTAGE SELON L'ÂGE DES COMPTEURS DURANT LA PÉRIODE D'INACTIVITÉ DES COMPTEURS

TRANCHE D'ÂGE	CONSOMMATION MOYENNE GLOBALE ANNUELLE DE LA CATÉGORIE (m^3/an)	ERREUR PONDÉRÉE (m^3/an)	ERREUR PONDÉRÉE %
Inf. à 5 ans	8 642	- 440	- 5.1
5 à 10 ans	15 457	- 1 684	- 10.9
10 à 15 ans	22 218	- 1 855	- 8.3
16 à 20 ans	5 145	- 775	- 15
Sup. à 20 ans	8 829	- 1 381	- 15.6

Fig. 6

DÉFAUTS DE COMPTAGE GLOBAL SELON L'ÂGE DES COMPTEURS

TRANCHE D'ÂGE	ERREUR PONDÉRÉE EN PÉRIODE D'ACTIVITÉ DU COMPTEUR		ERREUR PONDÉRÉE EN PÉRIODE D'INACTIVITÉ DU COMPTEUR		ERREUR PONDÉRÉE GLOBALE	
	m^3/an	%	m^3/an	%	m^3/an	%
Inf. à 10 ans	- 777	- 3,2	- 2 124	- 8.8	- 2 906	- 12
10 à 15 ans	- 443	- 2	- 1 855	- 8.3	- 2 298	- 10.3
16 à 20 ans	- 745	- 14.5	- 775	- 15	- 1 520	- 29.5
Sup. à 20 ans	- 36	- 0.4	- 1 381	- 15.6	- 1 417	- 16

Fig. 7

% utilisés pour le calcul

Courant
novembre - décembre 1992

Pour ce qui concerne les tranches d'âge supérieures à 15 ans le sous-comptage est particulièrement aggravé par le défaut de comptage aux faibles débits, il se situe alors entre 15 et 30 %.

Une politique du renouvellement des compteurs

L'étude menée par le Siveer et la société Proxima, concernant l'influence du vieillissement sur le débit des compteurs d'abonnés et ses conséquences sur les défauts de comptage d'un parc de compteurs, a permis de mieux appréhender les modalités d'une politique de renouvellement des compteurs.

Ainsi, pour le parc considéré compteurs de diamètre 12-15 mm de type vitesse à jets multiples noyés, le sous-comptage du parc est voisin de 10 % pour les compteurs présentant moins de 15 ans d'âge. Il atteint 30 % pour les compteurs de la tranche d'âge 15-20 ans. Au-delà de 20 ans, on constate que le sous-comptage se stabilise vers 16 %, cette réduction du phénomène est liée au fait que, pour les compteurs à jets multiples, le vieillissement aggrave le sous-comptage aux faibles débits, mais réduit ce défaut pour les compteurs très âgés aux débits importants, en raison de l'obstruction des orifices distributeurs d'eau situés à l'intérieur du compteur, occasionnant une augmentation de la vitesse de l'eau, paramètre déterminant le débit enregistré.

A la lumière de cette étude, il apparaît qu'après 15 ans, d'âge le défaut global du parc de compteurs s'aggrave de 50 à 100 % ; le Siveer soucieux d'améliorer la qualité du comptage de ses collectivités adhérentes, s'est résolument engagé dans une politique de renouvellement des compteurs en renouvelant chaque année, selon les possibilités financières de chaque collectivité, 7 à 10 % de leur parc de manière à maintenir, à terme, un parc de compteurs d'âge inférieur à 15 ans. ■



SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL SMDEA D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT
l'eau durable
e-mail : smdea@smdea.com

ÉTUDE DIAGNOSTIQUE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Recherche de fuites

20, rue de Comboire - Espace Comboire - 38130 Echirolles
Siret 253 800 841 000 12 - URSSAF 380 88010450083 Tél 04 76 40 21 00 - Fax 04 76 33 14 24
isère Conseil Général

SMDEA
l'eau durable

20 rue de Comboire
Espace Comboire
38130 Echirolles
Tel: 04 76 40 21 00
Fax: 04 76 33 14 24
e-mail: smdea@smdea.com

RAPPORT
DE
RECHERCHE DE FUITES
PAR
CORRÉLATION ACOUSTIQUE



Commune de
VEUREY-VOROIZE

Le 19 Mars, 20 Avril et 12 Mai 2004

Responsable : Monsieur PEYLIN Hervé

VEUREY-VOROIZE

PERIODE	**19 Mars, 20 Avril et 12 Mai 2004**
NOM DE L'AGENT	**M. BRODER**
LINEAIRE INSPECTE	**899 m**
LIEU D'INTERVENTION	**VEUREY**
PLANS DE RECOLEMENT	**OUI**
FUITES SUR BRANCHEMENT	**2**
FUITES SUR CANALISATION	**1**
FUITES SUR ELEMENTS	**0**
NOMBRE DE FUITES TROUVEES	**3**

DEVELOPPEMENT

Rue ou lieu-dit	*Nature de la canalisation*	*Diamètre*	*Distance inspectée*	*observations*
Vendredi 19 Mars 2004				
Côte du Perron	F	Ø 60	62 m	**V: 1289 m/s**
Fuite sur canalisation, en face de chez M. LESBROS J.Marc.				
Mardi 20 Avril 2004				
Route du Berryl	F	Ø 80	50 m	**V: 1252 m/s**
Fuite sur Brt, Mme LAZZAROTO.				
Mercredi 12 Mai 2004				
Ch. des Combes	F	Ø 60	115 m	**PSC (Tirage)**
Ch. des Combes / Béryl	F	Ø 60	90 m	**PSC**
Cimetierre	F	Ø 60	35 m	**RAS**
Béryl	F	Ø 60	82 m	**PSC**
Béryl	F	Ø 60	48 m	**PSC**
Béryl	F	Ø 60	90 m	**PSC**
Route de MONTAUD	F	Ø 60	50 m	**Réducteur de Pression**
Route de MONTAUD	F	Ø 60	127 m	**PSC**
Route de MONTAUD	F	Ø 125	150 m	**PSC**
Fuite sur Brt, M. MICHEL Jean-Louis, n° 17.				

CONCLUSIONS

Cette campagne de détection de fuite conduite par Mr PEYLIN Hervé et accompagné par Mr BRODER pour sa connaissance du réseau nous a amené aux conclusions suivantes :

PHASE 1 Présentation de la méthodologie:

La localisation des fuites sera effectuée par corrélation acoustique.
Le corrélateur utilise comme principe de fonctionnement la ressemblance entre 2 signaux vibratoires résultant du bruit de fuite. Il détermine la différence de temps nécessaire à la vibration pour atteindre 2 capteurs placés aux extrémités de la canalisation .
La précision de localisation varie de 0,20 à 0,50m en fonction de l'éloignement des capteurs.

PHASE 2 Récapitulatif des fuites détectées.

Vendredi 19 Mars 2004

Côte du Perron	F	Ø 60	62 m	**V: 1289 m/s**

Fuite sur canalisation, en face de chez M. LESBROS J.Marc.

Mardi 20 Avril 2004

Route du Berryl	F	Ø 80	50 m	**V: 1252 m/s**

Fuite sur Brt, Mme LAZZAROTO.

Mercredi 12 Mai 2004

Route de MONTAUD	F	Ø 125	150 m	**PSC**

Fuite sur Brt, M. MICHEL Jean-Louis, n° 17.

LEGENDE

A	=	Acier
AC	=	Amiante Ciment
BRT	=	Branchement d'un Abonné
B.T.	=	Bâtiment
D	=	Distance entre capteurs
F	=	Fonte
M	=	Mètre
PI	=	Poteau Incendie
PSC	=	Pic sur capteur
PVC	=	Polychlorure de Vinyle
RAS	=	Rien à signaler
V	=	Vitesse de propagation
.....	=	Corrélation incertaine

SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL SMDEA D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT
l'eau durable
e-mail : smdea@smdea.com

ÉTUDE DIAGNOSTIQUE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Qualité de l'eau

20, rue de Comboire - Espace Comboire - 38130 Echirolles
Siret 253 800 841 000 12 - URSSAF 380 88010450083
Tél 04 76 40 21 00 - Fax 04 76 33 14 24

isère Conseil Général

Préfecture de l'Isère

direction départementale de l'agriculture et de la forêt

EAU-EPN-JBD/JM

COURRIER ARRIVÉ LE
- 4 AOUT 1994
MAIRIE DE 38113 VEURE

Commune de VEUREY VOROIZE

OBSERVATIONS sur les sources de BRUNETIERE

AVIS sur LES RESSOURCES POTENTIELLES

1 - Sources de BRUNETIERE

La commune est alimentée exclusivement par cinq sources situées vers le lieu-dit Brunetière à un peu plus de 600 m d'altitude. Elles se répartissent selon deux bassins versants distincts : celui du torrent de l'Echalance (cours amont de la Voroize) et celui du ruisseau du Grand Pré.

a) le torrent de l'Echalance :

Depuis l'écroulement d'une partie de la falaise de la Buffe, dans le haut du bassin, il montre un régime parfaitement instable alternant des phases d'érosion marquée du lit et des phases de dépôts abondants de matériaux accrochés aux versants.

Trois captages existent à proximité du cours d'eau (numérotés de 1 à 3 sur le plan) ; ils présentent de graves problèmes de turbidité lors de pluies violentes, entraînant leur mise hors service temporaire.

Lors d'une visite des lieux le 10 Juin 1994 avec Monsieur PERCONTE (Garde communal, gestionnaire de ces captages), j'ai procédé à des mesures comparatives de températures et conductivités électriques des eaux (indication de la minéralisation totale).

../..

Captage 1 : situé en rive droite ; l'émergence est à environ 5 m au-dessus du lit du torrent (ce qui exclut une relation proche)

C = 313 µS t : 8,1°

A noter que des eaux de ruissellement peuvent se déverser au-dessus du captage à partir du chemin de Brunetière.

Captage 2 : le drain semble provenir du versant ; il est à 1,5 m sous le niveau du sol, au droit du torrent

C = 359 µS t : 9,1°

Captage 3 : un peu au-dessus du lit du torrent, deux drains de caractéristiques identiques

C = 312 µS t : 8,2°

Torrent : l'observation du lit à l'amont de la zone de captage montre une très grande hétérogénéité des matériaux ; de nombreuses poches ou niveaux de graviers et cailloutis très perméables sont visibles. C'est probablement par de tels cheminements que de l'eau du torrent peut parvenir aux captages

C = 290 µS t : 7,1°

Les différences de conductivité indiquent qu'il n'y a pas d'alimentation exclusive des captages par le torrent, mais une certaine participation (turbidité en cas de crues), sans doute plus élevée pour les émergences 1 et 3.

Par ailleurs, l'identité des eaux des captages 1 et 3 indique qu'il s'agit de la même circulation.

Les débits des captages sont, d'après Monsieur PERCONTE, très conditionnés par celui du torrent. A titre indicatif le débit total (1 + 2 + 3) était de 330 l/mn quelques jours avant ma visite.

L'apport d'eau torrentielle aux captages se fait par des chenaux plus perméables, qu'il est impossible de localiser ; le cheminement est obligatoirement plus long pour le captage 1 (compte tenu de la topographie) mais insuffisant pour assurer une filtration correcte. Il faut préciser que la participation du torrent est sans doute permanente bien qu'à des taux variables, même si elle ne se manifeste de façon directement visible qu'occasionnellement par la turbidité.

Ce type de fonctionnement étant lié à la configuration géologique du bassin versant, il n'existe pas de solution pour remédier de façon efficace et définitive aux perturbations constatées.

../..

Toute tentative de stabilisation du bassin versant amont peut avoir un effet bénéfique, mais qui ne sera que partiel est toujours aléatoire.

Afin d'éviter une fastidieuse surveillance en périodes de pluies, il pourrait être avantageux d'équiper le regard général de collecte d'un turbidimètre déclenchant automatiquement une surverse dès qu'un niveau pré-réglé est dépassé.

b) Ruisseau du Grand Pré :

A l'inverse du précédent, son lit est parfaitement stabilisé, en particulier au niveau des captages 4 et 5, par d'abondants dépôts de tuf. Sa conductivité 370 µS est le signe d'une certaine minéralisation ; il est peut-être alimenté en partie par quelques sources - Températures 8,8°.

Captage 4 : situé dans le pré en rive gauche du ruisseau

C = 391 µS t : 8,6°
Débit : 120 l/mn (le 10.06.1994)

Source 5 : elle est captée en rive droite du ruisseau. L'eau est amenée dans l'ouvrage 4

C = 388 µS t : 8,6°
Débit : 100 l/mn

Les eaux des deux captages ont des caractéristiques identiques, et sont d'ailleurs à peine plus minéralisées que l'eau du ruisseau.

Le débit total d'étiage indiqué pour ces deux sources est de l'ordre de 160 l/mn. Elles ne posent aucun problème et sont les deux seules à pouvoir être utilisées en cas de pluies violentes sur le massif.

2 - AUTRES RESSOURCES POSSIBLES

Comme il n'existe pas d'autres ressources gravitaires à une altitude comparable à celle des captages actuels, les ressources potentielles sont à rechercher au niveau de la vallée.

a) Source des Cordées :

Cette émergence à 192 m d'altitude, en pied de versant a une origine karstique très probable (alimentation par les calcaires du jurassique supérieur du versant est de la Cuche). Elle est visible au bord de la route (passage sous buse). Son débit était de 10 à 12 l/sec. (niveau du rejet dans le canal) le 10.06.1994, mais il est certainement très variable. Je l'avais estimé à 3 l/sec. lors d'une visite le 23.09.1983. Il existe, à 100 m au Nord-Ouest, au-dessus de

../..

la maison isolée, une grotte (débit nul) qui peut constituer le trop plein de la source (et aussi l'accès éventuel à la circulation principale).

C = 417 µS (minéralisation modérée) t : 10,5°

Cette eau présente une contamination fécale et ne pourrait donc être utilisée qu'avec un traitement adapté (voir analyse du 23.09.1983).

b) <u>Nappe de la Vallée de l'Isère</u> :

Toute la partie basse et plane de la commune est située sur les alluvions de l'Isère, qu'on peut considérer, a priori, comme aquifères. Dans l'optique d'une alimentation en eau potable il faut toutefois écarter toutes les zones déjà trop urbanisées ou industrialisées, où la mise en place de périmètres de protection ne serait plus possible. Sur ces critères, subsisteraient deux secteurs : l'un en limite amont (Sud) de la commune, vers NOYAREY, et l'autre, plus réduit, entre Petit Port et le canal du Ruisset.

Il faut signaler toutefois que des industriels utilisant l'eau de cette nappe semblent rencontrer certains problèmes de qualité physico-chimique ; ce point est à préciser par la collecte des analyses disponibles.

L'ombilic de Petit Port semble susceptible de bénéficier d'une alimentation karstique non négligeable, par l'intermédiaire de la dalle de calcaires urgoniens (versant Sud-Est de la Dent de Moirans, lieu-dit "la Roche") s'ennoyant sous les alluvions de l'Isère au lieu-dit Morestel (carrière).

Ces possibilités ne sont pour l'instant qu'hypothétiques, déduites de la configuration géologique de la commune et devraient faire l'objet d'études plus approfondies, en particulier par géophysique.

C) <u>Ressources extérieures</u> :

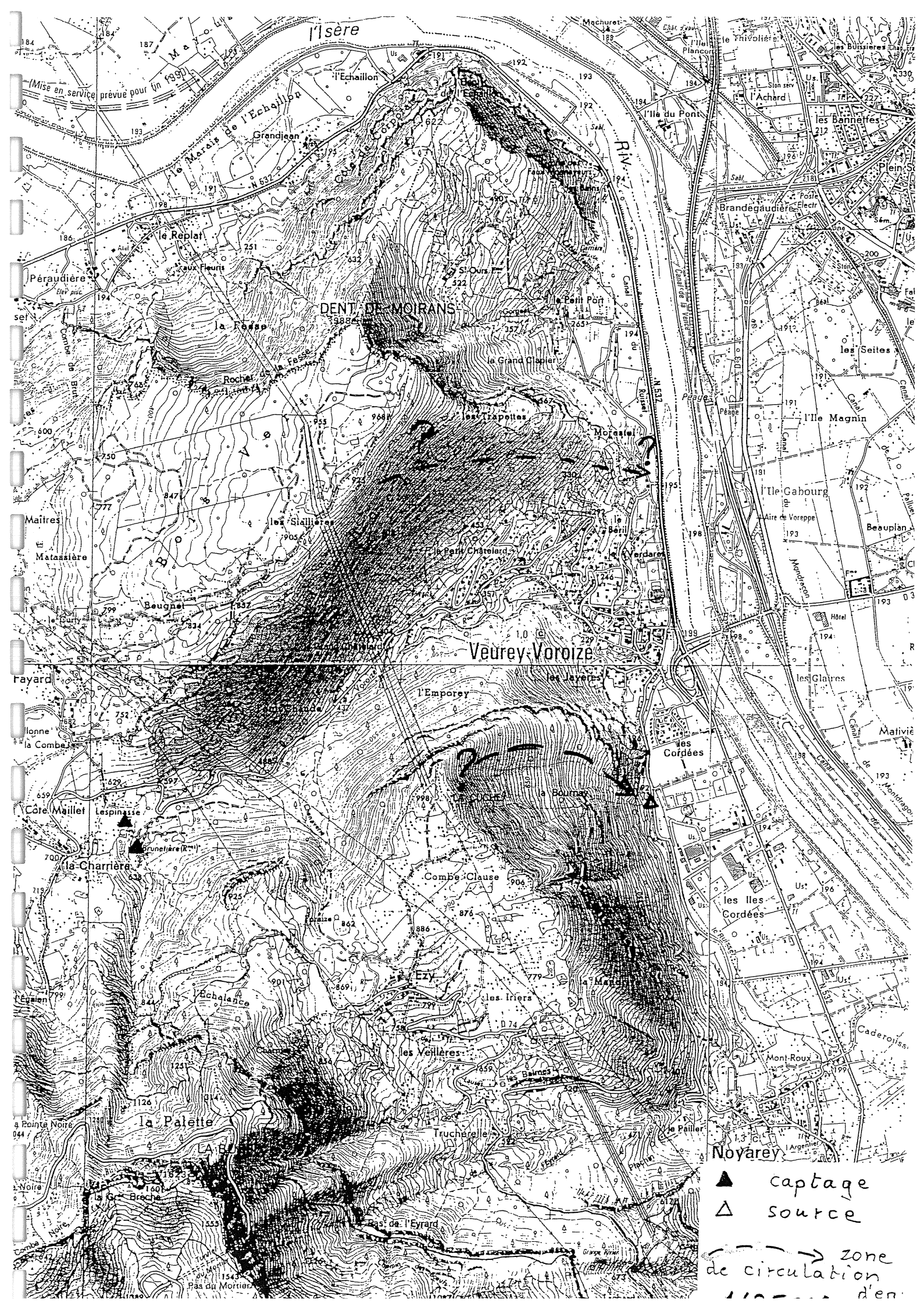
- le SIERG assure dans la limite de 60 l/mn un appoint modeste pour l'alimentation de la partie basse. Une alimentation plus importante ne peut être envisagée sans prolongement d'une conduite principale ; opération pour l'instant en attente, en raison de son prix élevé,

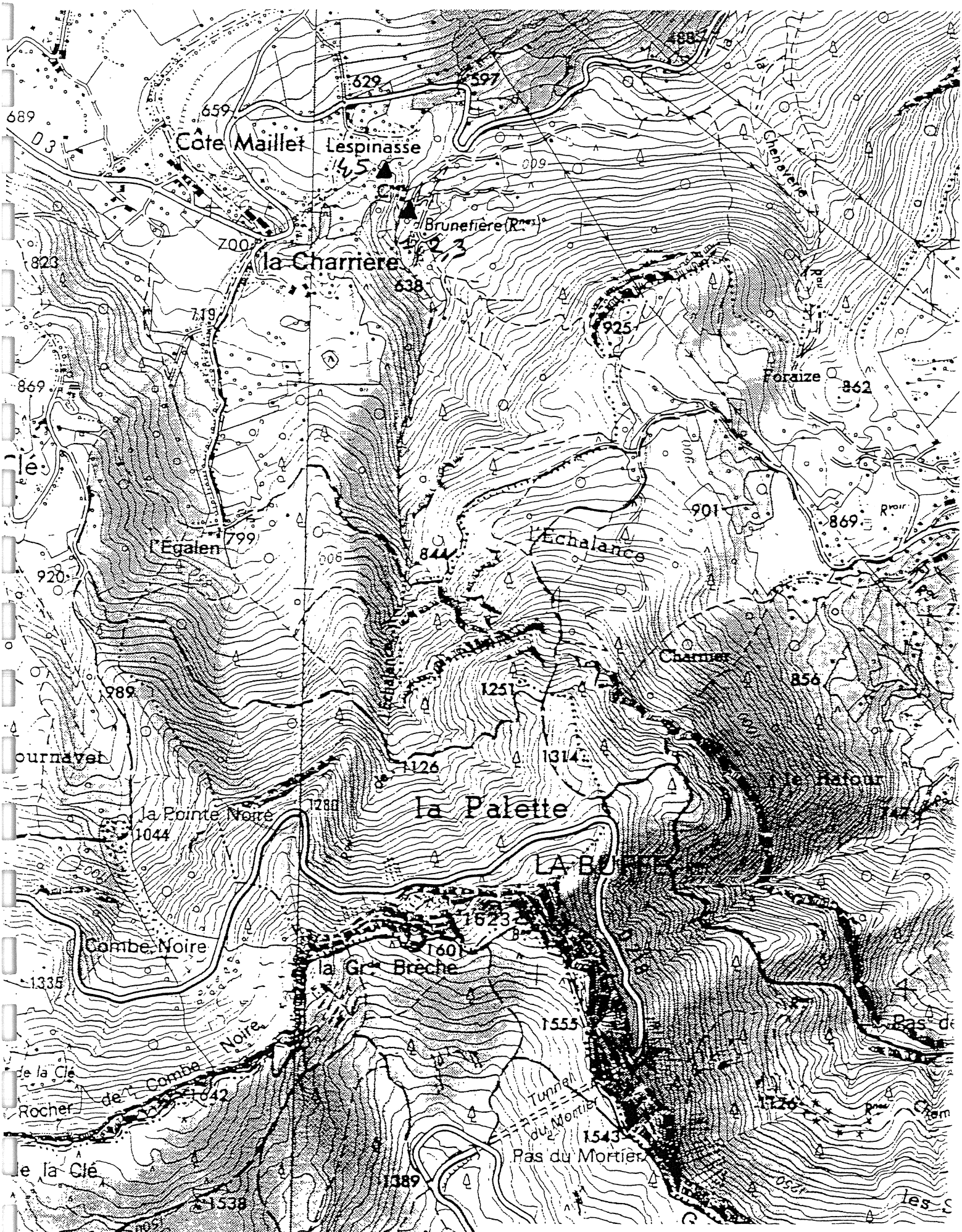
- de l'autre coté de l'Isère une conduite de 200 mm existe jusqu'au NOVOTEL ; par contre, une fourniture d'eau à la Commune de VEUREY VOROIZE ne peut être envisagée tant que la capacité de stockage de VOREPPE n'aura pas été augmentée.

Fait à GRENOBLE, le 19 JUILLET 1994

l'HYDROGEOLOGUE,

J. BIJU-DUVAL


l'Isère
(Mise en service prévue pour fin 1990)
le Marais de l'Echaillon
l'Echaillon
Grandjean
le Replat
Péraudière
DENT DE MOIRANS
la Fesse
Rocher de la Fesse
le Grand Clapier
les Trapettes
Morastel
le Petit Pont
St Ours
Maîtres
Matassière
les Siallières
le Petit Châtelard
le Verdaret
le Béril
Beugnet
le Curty
Veurey-Voroize
Rayard
les Jayères
l'Emporey
les Glaires
les Cordées
la Bourray
Côte Maillet
Lespinasse
la Charrière
Combe Clause
les Iles Cordées
Ezy
les Iriers
l'Echalance
les Veillères
la Palette
Trucherelle
le Pailler
Noyarey
Mont-Roux
Pas de l'Eyrard
Pas du Mortier
l'Ile du Pont
l'Ile Magnin
l'Ile Gabourg
les Seites
les Bannettes
Brandegaudière
Aire de Voreppe
Beauplan
Canal de la Bourne
Canal de Mondragon
Canal de Roybon
Canal de la Vence
Canal du Rival
Canal de Pesage
N 532
D 74
Sion
Sablons
Hôtel
▲ captage
△ source
zone de circulation d'en



Etendue des bassins-versants des sources de Brunetière

1/12500

ZONE DE PROTECTION IMMEDIATE

ZONE DE PROTECTION RAPPROCHEE

ZONE DE PROTECTION ETENDUE

CAPTAGES (emplacements exacts à préciser)

Chemin Départemental N° 3 de 629 MONTAUD

SECTION B

SECTION D

47 50 51 46 45 48 49 41 40 39 27 26 35 36 38 28 75 29 25 30 24 23

PRE 5

RUISSEAU DU GRAND

42 43 44

2 1 3

Chemin aux ARCELLINS

Chemin de BRUNETIERE

C.D.3

Topf. de l'Echalance

EGALEN DES ARCELINS

COMMUNE DE VEUREY

CAPTAGES DE BRUNETIERE

Le 10 Juillet 1982

LABORATOIRE RÉGIONAL D'ANALYSES DES EAUX
agréé par le Ministère de la Santé
Gèré par l'AS.PO.SAN (Association regie par la loi de 1901)

Adresse
Laboratoire d'Hygiène de la Faculté de Médecine
38700 La Tronche
Tél. (76) 42.52.89 / poste 361
ou (76) 42.05.73

Professeur R. MAGNIN, Directeur

RÉSULTATS D'ANALYSE D'EAU

TYPE III (1)

N° 53456

Pour le compte de : D.D.A.
Lieu de prélèvement : "Les Cordées" - VEUREY
Point d'eau - Réseau de distribution :
Origine de l'eau : Source non captée
Eau non traitée
Causes évidentes de contamination :
Prélèvement effectué le 23.09.83 à 13H par M. BIJU DUVAL
Importance des pluies dans les 10 jours précédents : Faibles
Température atmosphérique du lieu de prélèvement : 20° Température de l'eau : 11°0
Mode de transport du prélèvement : durée de celui-ci :
Analyse commencée le à

Conductivité en microS cm^{-1} à 20°C	391
(2) Nombre d'Escherichia coli dans 100 ml	40
(3) Nombre de bactéries coliformes dans 100 ml	120
(4) Nombre de Clostridiums sulfito-réducteurs dans 100 ml	
(5) Nombre de streptocoques fécaux dans 100 ml	60

CONCLUSIONS :

Présence de germes test de contamination fécale. Eau présentant une contamination bactériologique importante : ne doit pas être utilisée sans épuration préalable.

Date : 4 octobre 1983

Le Directeur

Quelques points de repères pour la lecture d'une analyse bactériologique

Selon le type d'analyses réalisé, différents germes ayant leur propre spécificité en matière de surveillance de la qualité de l'eau sont recherchés. Les indicateurs de contamination fécale constituent les principaux marqueurs d'une pollution microbiologique.

Les premiers éléments d'interprétation repris ci-dessous devraient faciliter la lecture du bulletin d'analyses.

DENOMINATION	INFORMATION FOURNIE	NORME
Coliformes thermotolérants	Indicateurs d'une contamination d'origine fécale	0/100 ml
Streptocoques fécaux	Indicateurs d'une contamination d'origine fécale	0/100 ml
Coliformes totaux	Indicateurs généraux Indicateurs de l'efficacité de la désinfection	0/100 ml dans 95 % des analyses
Bactéries aérobies revivifiables à 22°	Indicateurs généraux L'évolution de la flore bactérienne est un indicateur de l'état du réseau	(1) Eau non traitée < 100/1ml Eau traitée < 20/1ml
Bactéries aérobies revivifiables à 37°	Indicateurs généraux L'évolution de la flore bactérienne est un indicateur de l'état du réseau	(1) Eau non traitée < 10/1ml Eau traitée < 2/1ml
Spores de bactéries anaérobies sulfito-réductrices	Indicateurs du pouvoir de filtration du terrain naturel ou de l'unité de traitement	1/20 ml

(1) Il s'agit de valeurs recommandées pour ce paramètre

S A N T E
ENVIRONNEMENT
FICHES TECHNIQUES

4

LES EAUX D'ALIMENTATION

LES PERIMETRES DE PROTECTION

SOMMAIRE

UN OUTIL DE PRESERVATION
LE ROLE DE LA COLLECTIVITE
LES NOUVELLES REGLES

La délivrance en vue de l'alimentation humaine d'une eau conforme aux normes sanitaires est l'une des responsabilités importantes des collectivités. Pour répondre à cet objectif, la protection de la ressource en eau doit apparaître comme une priorité et ce, quelles que soient les filières de traitement mises en œuvre. En complément aux indispensables actions générales de préservation du milieu, les périmètres de protection s'affirment comme l'outil privilégié pour prévenir et diminuer toute cause de pollution susceptible d'altérer la qualité des eaux prélevées.

Par le passé, leur instauration s'est heurtée à de nombreuses difficultés : complexité et longueur des procédures, insuffisance des études, manque de précision des servitudes...

Leur pertinence et leur efficacité supposent, en effet, une réflexion préalable intégrant des éléments techniques, administratifs et économiques, ainsi qu'une connaissance approfondie du site. C'est pourquoi il a paru nécessaire de réaliser un "guide d'emploi" des périmètres de protection proposant plusieurs fiches opérationnelles destinées aux responsables, élus, techniciens chargés de leur établissement.

LES PERIMETRES DE PROTECTION : UN OUTIL DE PRESERVATION

Définition des périmètres :

Les périmètres de protection correspondent à un zonage établi autour des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine en vue d'assurer la préservation de sa qualité. Définis sur la base de critères hydrogéologiques, ils conduisent à l'instauration de servitudes.

TROIS PÉRIMETRES SONT AINSI DÉFINIS :

- Le périmètre de protection immédiate : il correspond à l'environnement proche du point d'eau. Il est acquis par la collectivité, clôturé, et toute activité y est interdite. Il a pour fonction principale d'empêcher la détérioration des ouvrages et d'éviter les déversements de substances polluantes à proximité immédiate du captage.

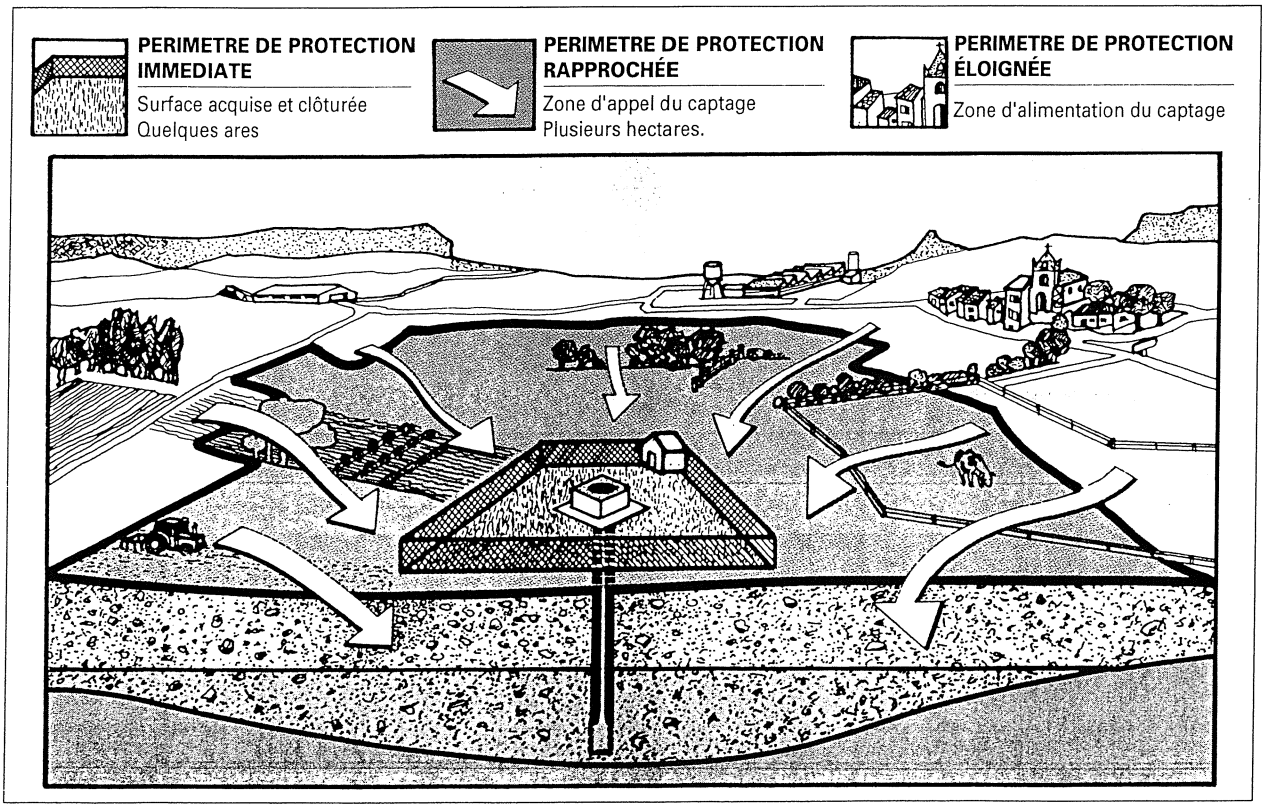
- Le périmètre de protection rapprochée : il délimite un secteur, en général de quelques hectares, en principe calqué sur "la zone d'appel" du point d'eau. Il doit protéger le captage vis-à-vis de la migration souterraine des substances polluantes. A l'intérieur de ce périmètre, toutes les activités susceptibles de provoquer une pollution sont interdites ou soumises à des prescriptions particulières (constructions, rejets, dépôts, épandages...).

- Le périmètre de protection éloignée : facultatif, il correspond à la zone d'alimentation du point d'eau, voire à l'ensemble du bassin versant. Il est créé dans le cas où certaines activités peuvent être à l'origine de pollutions importantes et lorsque des prescriptions particulières paraissent de nature à réduire significativement les risques.

Ces périmètres de protection sont proposés par un expert indépendant - l'hydrogéologue agréé. Le rapport géologique constitue une pièce maîtresse en vue de la mise en place d'une protection réglementaire.

Les captages concernés

En application de l'article L.20 du Code de la Santé Publique, tous les points d'eau destinée à la consommation humaine superficiels ou souterrains doivent faire l'objet d'une autorisation de prélèvement et d'institution des périmètres de protection. La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a étendu cette exigence, qui ne concernait auparavant que les captages réalisés après le 16 décembre 1964, à tous les ouvrages antérieurs qui ne bénéficient pas d'une protection naturelle efficace. Cette procédure doit être menée dans un délai de 5 ans.



Pourquoi une autorisation ?

La protection des sites de prélèvement entre fréquemment en conflit avec d'autres intérêts : voies de circulation, urbanisation, activités agricoles. Aussi, l'arrêté préfectoral d'autorisation de prélèvement et d'institution des périmètres de protection doit rendre les servitudes de protection opposables au tiers. Ce texte est l'aboutissement d'une procédure complexe décrite dans l'intercalaire 4A. L'intérêt de cet acte est multiple car il permet :

— d'autoriser les prélèvements pour un débit donné et de participer ainsi à la gestion cohérente de la ressource en eau,

— d'acquérir les terrains et les droits d'eau nécessaires,

— de rendre les différentes prescriptions opposables aux tiers,

— d'indemniser les servitudes,

— de prendre en compte la protection du point d'eau dans les Plans d'Occupations des Sols,

— d'informer et de sensibiliser les usagers des zones de protection.

LE ROLE DE LA COLLECTIVITE DANS LA MISE EN PLACE DES PERIMETRES

Au cours de la procédure d'autorisation, le rôle de la collectivité s'avère déterminant à plusieurs stades.

Lancement de la procédure

La collectivité, maître d'ouvrage :

- délibère et, le cas échéant, confie le montage du dossier à un organisme spécialisé public ou privé,
- rassemble ou réalise les études préalables nécessaires,
- sollicite les aides financières.

A noter que pour les captages existants, un programme départemental dans lequel le Conseil Général intervient comme maître d'ouvrage délégué, permet de procéder à la régularisation de plusieurs dizaines de points d'eau chaque année.

Suivi de l'instruction

La procédure d'établissement des périmètres est longue. Si les collectivités en assurent rarement elles-mêmes la conduite, elles ont néanmoins à intervenir tout au long de son déroulement. Le rôle d'information de la population, et plus précisément des propriétaires ou usagers qui peuvent voir leurs terrains ou activités frappés de certaines restrictions, est primordial.

L'engagement d'une procédure de ce type est toujours l'occasion, par la réflexion générale qu'elle suppose, de réaliser des choix (abandon des captages les plus vulnérables, restructuration de réseaux, études comparatives de coûts...).

L'application sur le terrain

La signature de l'arrêté préfectoral et la notification des servitudes constituent le point de départ d'une mise en place effective des périmètres. Le maître d'ouvrage :

- engage les acquisitions et la clôture du périmètre immédiat,
- fait appliquer, en liaison avec les différents services (D.D.A.S.S., etc.), les différentes prescriptions (mise en conformité de rejets, dépôts, travaux de protection),
- s'assure de la transcription des périmètres au P.O.S.,
- réalise une surveillance continue des activités et informe régulièrement les usagers du secteur,
- évalue enfin l'efficacité des mesures prises.

Les aides

— L'Agence de l'Eau peut intervenir au niveau des opérations suivantes :

- études préalables
- prise en charge de la procédure administrative
- acquisition de terrains et clôture des périmètres de protection immédiate
- travaux de mise en conformité
- indemnisation des servitudes au cas par cas.

— le Conseil Général intervient selon ses critères habituels.

DE NOUVELLES REGLES

La concertation

Elle conditionne la transparence et l'efficacité de la procédure.

L'aboutissement de la procédure de mise en place des périmètres de protection suppose une concertation suivie entre les différents partenaires que sont :

- la collectivité assistée, le cas échéant, d'un bureau d'étude spécialisé,
- le Conseil Général*,
- la D.D.A.F. qui assure l'instruction de la procédure administrative,
- la D.D.A.S.S. qui effectue le suivi et le contrôle de la mise en place des périmètres,
- l'hydrogéologue agréé qui propose une définition des périmètres au vu d'un dossier technique fourni par la collectivité,
- organismes publics, type Chambre d'Agriculture..., dont le concours est requis pour régler certains conflits d'usage.

L'avis de ces intervenants devra être requis au minimum lors du déclenchement de la procédure, de la visite de l'hydrogéologue agréé, et de la mise en application des prescriptions.

*maître d'ouvrage délégué dans le cadre du programme départemental de mise en conformité.

Le diagnostic préalable

Toutes sources et tous risques de pollution devront avoir été examinés et pris en compte.

De la qualité du dossier initial va dépendre la pertinence des délimitations des différents secteurs et des servitudes. C'est là l'objet des intercalaires joints qui s'adressent aux personnes chargées d'instruire les dossiers au sein des collectivités locales, de l'administration et des bureaux d'étude :

- **intercalaire 4B :** les éléments à fournir à l'hydrogéologue agréé,
- **intercalaire 4C :** les différentes pièces nécessaires au dossier d'instruction,
- **intercalaire 4D :** grille "inventaire des risques de pollution".

Un calendrier

L'engagement contractuel sur un calendrier est un gage d'efficacité dans le déroulement de la procédure et son aboutissement.

La fixation d'un calendrier type, une meilleure connaissance des étapes de la procédure (intercalaire 4A) et l'acceptation, par l'ensemble des partenaires, de règles du jeu précises, doivent permettre de limiter les délais de l'instruction et de mener à leur terme tous les dossiers engagés.

BIBLIOGRAPHIE

- *Mission Politique de l'Eau "Protection des ressources"* D.D.A.S.S. - ISERE / AVRIL 1992
- *La protection des captages d'eau - Cahiers Techniques n° 24* Ministère de l'Environnement 1989
- *Guide méthodologique d 'établissement des périmètres de protection. Manuels et Méthodes n° 19* B.R.G.M./1989

REFERENCES REGLEMENTAIRES

Lois :

- L.20 du Code de la Santé Publique
- L. 113 du Code Rural
- Loi sur l'eau du 3 janvier 1992

Décret modifié du 3 janvier 1989.

Arrêté du 10 Juillet 1989.

Circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection.

Circulaire Santé -Environnement du 8 janvier 1993 relative à l 'inventaire des points d 'eau à mettre en conformité avant le 3 janvier 1997.

S A N T E
ENVIRONNEMENT

4 A

PROCEDURE D'AUTORISATION D'UN CAPTAGE PUBLIC

- LE TABLEAU DE BORD -

COLLECTIVITE OU SON REPRESENTANT	SERVICES DE L'ETAT	DELAIS
1. Délibération		
2. Etablissement du dossier préparatoire Hydrogéologie, inventaire des risques de pollution, analyses		
3. Consultation de l'hydrogéologue agréé		
4. Etablissement du dossier d'instruction Dossier préparatoire, rapport de l'hydrogéologue agréé, états parcellaires...	**5. Dépôt du dossier complet à la D.D.A.F.**	T = 0
	6. Etablissement du dossier de consultation - Dossier d'instruction, notice explicative, ...	+ 40 jours
	7. Consultation des services - D.D.A.S.S. - D.R.I.R.E. - D.D.E. - Préconsultation du Conseil Départemental d'Hygiène si difficultés - Synthèse D.D.A.F, projet d'arrêté.....	+ 40 jours
	8. Préparation de l'Enquête Publique - Arrêté du Préfet - Nomination du Commissaire-Enquêteur ..... - Publicité	+ 30 jours
9. Notification de l'Enquête Publique aux propriétaires		+ 30 jours
	10. Enquête Publique.....	+ 20 jours
	- Réception du rapport du Commissaire-Enquêteur	+ 30 jours
	11. Consultation du Conseil Départemental d'Hygiène - Inscription à l'ordre du jour, rapport de présentation..... - Séance du Conseil Départemental d'Hygiène - Réception du procès-verbal	+ 45 jours + 20 jours
	12. Prise et publication de l'arrêté - Signature de l'arrêté et diffusion ..... - Publication au recueil des actes administratifs	+ 15 jours
13. Notification de l'arrêté préfectoral aux propriétaires		+ 30 jours
14. Inscription des servitudes à la conservation des Hypothèques		**T = 300 jours**
15. Mise à jour du POS		
16. Mise en application de l'arrêté sur le terrain Achats/Clôture, Travaux, Servitudes		

4 B

ELEMENTS A FOURNIR A L'HYDROGEOLOGUE AGREE

Afin de permettre à l'hydrogéologue agréé d'intervenir sur le terrain avec toutes les informations nécessaires à l'exercice de sa mission et afin de ne pas allonger inutilement les délais de sa consultation, il appartient à la collectivité de lui fournir, au plus tard le jour de l'enquête, les éléments suivants :

Les éléments cartographiques

— 1 jeu d'assemblage des plans cadastraux mis à jour correspondant au point d'eau et à sa zone d'alimentation proche. Le point d'eau, bien identifié, sera porté sur un exemplaire du plan cadastral

— 1 plan d'ensemble du secteur étudié, si nécessaire

Les conditions d'exploitation

— pour les pompages, le débit maximal horaire et journalier pour lequel l'autorisation est demandée

Le dossier préparatoire

où apparaîtra notamment :

— Les études préalables

La connaissance précise de la géologie et de l'hydrogéologie du site justifie la réalisation d'études techniques préalables. Ces dernières peuvent consister en :

- établissement d'une carte piézométrique,
- essais de pompages, caractéristiques hydrodynamiques,
- sondages électriques ou électromagnétiques pour connaître la nature et l'épaisseur des formations de recouvrement,
- traçages de ruisseaux, de zones d'infiltration pour mettre en évidence des relations.

— Les caractéristiques de l'ouvrage

- plan détaillé de l'ouvrage (longueur et orientation des drains, coupe et équipement du puits ou du forage). Une reconnaissance des parties captantes (inspection télévisée...) pour les drains, forages, peut être nécessaire,
- variations de débits ou variations des niveaux piézométriques,
- résultats des essais de pompage.

— L'inventaire des risques de pollution (intercalaire 4 D) et, éventuellement, les études spécifiques nécessaires.

— Le bilan "qualité des eaux"

Au vu de ce dossier, l'hydrogéologue peut exiger des études complémentaires :

- études hydrogéologiques spécifiques,
- études de risques particuliers (pratiques culturales, diagnostics pollution d'une exploitation agricole, d'une activité).

4 C

LE DOSSIER D'INSTRUCTION

Le dossier d'instruction constitué par la collectivité est adressé au service instructeur : la D.D.A.F. en vue du lancement de la procédure administrative.

Ce dossier comporte l'ensemble des pièces relatives aux différentes procédures menées de manière conjointe (demande d'autorisation d'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine, de D.U.P. des périmètres de protection, d'enquête parcellaire), soit :

1. La délibération de la collectivité maître d'ouvrage

2. Le descriptif technique détaillé

2.1. : Principes de l'alimentation de la collectivité
2.2. : Caractéristiques de la ressource
2.3. : Caractéristiques de l'ouvrage
2.4. : Inventaire des risques de pollution et éventuelles études spécifiques
2.5. : Installations de traitement et de surveillance
2.6. : Eventuelles mesures de sécurité (réseau de surveillance, interconnexion).

3. L'évaluation économique justifiant l'utilité publique de la solution proposée

Coûts des travaux : ouvrage, traitement

Coûts de la protection : acquisition, travaux, indemnisations

Estimation comparative des solutions alternatives.

Ex. :
— Interconnexion sur le réseau voisin.
— Etude sur les ressources souterraines dans le cas d'un recours à des eaux superficielles.

4. Le rapport de l'hydrogéologue agréé

5. Les analyses

— 2 analyses complètes (allègement possible par la D.D.A.S.S. en fonction de l'environnement du point d'eau)

— le bilan "qualité des eaux" :

- Etudes des paramètres sensibles (taux de conformité des résultats bactériologiques, évolution des teneurs en nitrates...).
- Etude spécifique de qualité pour les ressources vulnérables.

6. L'avis des Domaines

7. Le Plan et l'Etat parcellaire

4 D

INVENTAIRE DES RISQUES DE POLLUTION

L'OBJECTIF

— Obtenir une parfaite connaissance de l'état environnemental d'un point d'eau.

— Susciter, si nécessaire, les études complémentaires en cas de situations à risques ou en fonction des résultats du bilan "qualité des eaux" :

Ex. :

Etablissement classé	Etude de l'impact de l'activité
Exploitation agricole avec élevage	Etude bilan et maîtrise des pollutions
Teneurs en nitrates > 25 mg/l	Etudes des systèmes et pratiques culturales

— Proposer à l'hydrogéologue agréé un inventaire des risques aussi exhaustif que possible en vue de la définition des périmètres et servitudes.

LE CONTENU

— Une grille de recensement des activités par thème : agriculture, urbanisme... qui propose une légende cartographique ; lettre indicée pour des événements ponctuels : D1, 2, 3... = dépôts, R1, 2, 3... = rejets, etc., ou une cartouche couleur pour des éléments relatifs à l'occupation des sols. Cette grille peut être renseignée directement. Les documents graphiques et les descriptions détaillées d'activités seront insérés dans ce document.

— Une cartographie au 1/10 000 et un plan parcellaire au voisinage de l'ouvrage où sont reportés les principaux événements.

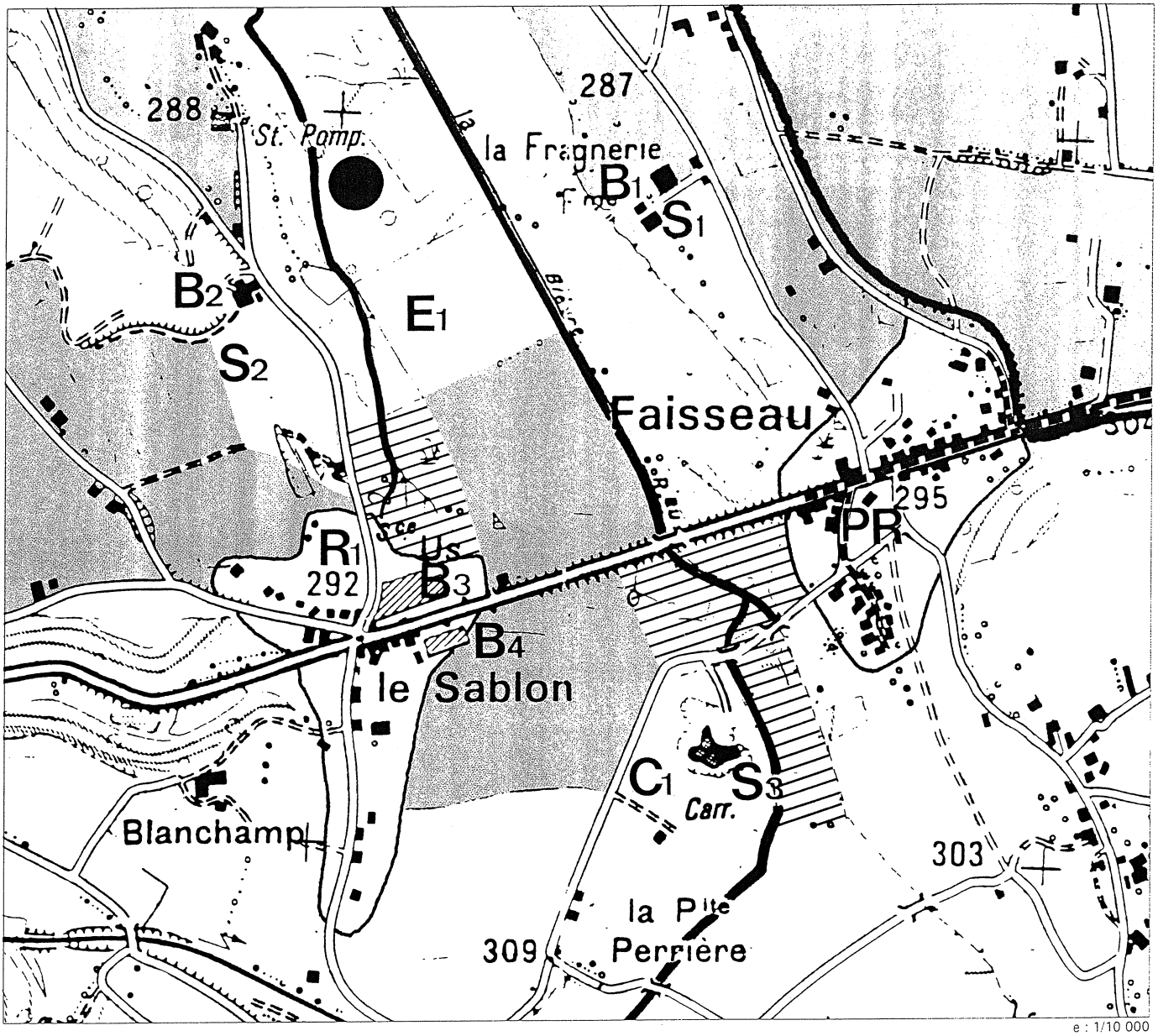
L'AIRE D'ETUDE

— 500 m à l'amont, voire au-delà si des conditions particulières favorisent un transit rapide vers la zone d'alimentation.

— 2 000 m ou l'ensemble du bassin versant pour les activités à risques importants (ex. : carrières, établissements industriels...).

EXEMPLE D'UNE CARTOGRAPHIE ACCOMPAGNANT UN INVENTAIRE DE RISQUES

(point d'eau : puits de la PRAIRIE - Collectivité : FAISSEAU)



Station de pompage de la PRAIRIE | Forêts | Zones marécageuses | Cultures | Prairies, parcs | Zones urbanisées

ASSAINISSEMENT

LE SABLON :
Assainissement individuel
R1 : rejet eaux usées

FAISSEAU :
réseau unitaire - - - - -
PR : poste de refoulement

ZONE ARTISANALE

B3 : laiterie du SABLON*
B4 : garage réparation auto*

AUTRES ACTIVITES

B1 : GAEC La Fragnerie, production laitière, 50 vaches*
S1 : Stockage fumier
B2 : porcherie maternité, 60 truies*
S2 : stockage lisier
C1 : carrière de la PERRIERE : arrêté préfectoral du 4.1.91*
S3 : stockage hydrocarbure 10 m³
E1 : épandage de lisiers

* ces activités font l'objet d'une analyse détaillée

FICHES TECHNIQUES

2

LES EAUX D'ALIMENTATION

La désinfection des eaux destinées à la consommation humaine par les rayonnements ultra-violets

SOMMAIRE

PRINCIPE DE FONCTIONNEMENT
MATERIEL
INSTALLATION ET EXPLOITATION

La désinfection de l'eau destinée à la consommation humaine a pour objectif la destruction des micro-organismes pathogènes, c'est-à-dire susceptibles de provoquer des maladies.

Le recours à un traitement ne dispense pas le responsable d'une distribution, de rechercher les ressources en eau de la meilleure qualité et d'en assurer la protection.

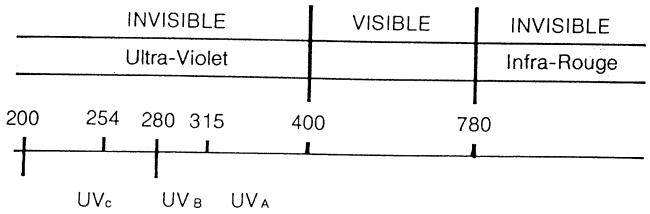
Les procédés chimiques de désinfection, à base de produits oxydants tels que le chlore gazeux, l'eau de javel ou l'ozone sont les plus répandus. Cependant, depuis quelques années, un procédé purement physique, qui utilise les propriétés des rayons ultra-violets, tend à se développer particulièrement dans les régions de montagne.

Les règles générales d'utilisation de cette technique ont été fixées par la circulaire du 19 janvier 1987 du Ministère chargé de la Santé.

La désinfection des eaux destinées à la consommation humaine par les rayonnements ultra-violets

COMMENT AGISSENT LES RAYONS ULTRA-VIOLETS ?

Les rayons UV font partie des radiations non visibles émises par le soleil, de longueur d'onde comprise entre 100 et 400 nanomètres (1 nanomètre ou nm = 10^{-9} mètre soit 1 millionième de mm).

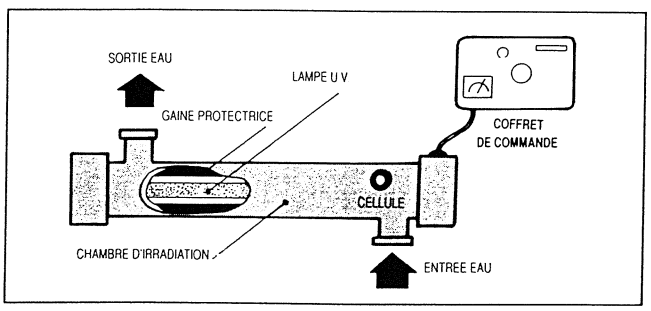


Seuls les UVc (longueur d'onde: 200 à 280 nm) ont un effet germicide : ils détruisent les bactéries, virus, champignons, levures, algues... en agissant directement sur des composés cellulaires essentiels. L'effet maximal est obtenu à la longueur d'onde de 253,7 nm.

DE QUOI SE COMPOSE UNE INSTALLATION DE DESINFECTION UV ?

On trouve, sur le marché, de nombreux modèles dont les débits spécifiques varient de moins de 1 m³/h à plus de 500 m³/h.

Tous les appareils se composent d'une chambre d'irradiation, à l'intérieur de laquelle l'eau est en contact avec le générateur, c'est-à-dire la ou les lampes. Un coffret de commande et divers dispositifs de contrôle et d'entretien complètent le système.



1° - La chambre d'irradiation

De forme cylindrique, elle est le plus souvent en acier inox ou en acier galvanisé. L'eau y circule en régime turbulent parallèlement aux lampes. Celles-ci sont généralement isolées du liquide par des gaines en silice.

L'appareil peut être installé en position verticale ou horizontale. Les pressions d'utilisations varient, suivant les modèles, entre 5 et 16 bars; la perte de charge est faible.

2° - Le générateur

Les lampes émettant des rayons ultra-violets ont l'aspect de "tubes néons" standards, mais contiennent un gaz chargé de vapeurs de mercure. Leur paroi est en quartz.

On distingue deux types de lampes : "Basse Pression" et "Haute Pression", de caractéristiques distinctes (puissance, rendement germicide, durée de vie, etc...).

3° - Les dispositifs connexes

La cellule photo-électrique de contrôle:

Pour désinfecter l'eau de manière efficace, la dose d'exposition, qui est le produit de l'intensité du rayonnement par le temps d'exposition, doit être, en tout point de la chambre d'irradiation, supérieure à 25 mW.s/cm².

Le respect de cette dose est lié aux paramètres suivants : transparence de l'eau, débit de transit, âge des lampes, encrassement des gaines protectrices.

La mesure en continu de l'intensité lumineuse reçue sur les parois de la chambre est donc indispensable. Elle s'effectue grâce à une cellule photo-électrique qui doit déclencher une alarme appropriée en cas de problème.

Le compteur horaire:

Le compteur de durée de vie des lampes est obligatoire.
A noter que chaque séquence marche-arrêt équivaut à environ 1 h de fonctionnement.

HYGIENE DU MILIEU

FICHES TECHNIQUES

3

LES EAUX D'ALIMENTATION

La désinfection des eaux par le chlore

SOMMAIRE

L'ACTION DU CHLORE
LES MATERIELS
INSTALLATION ET EXPLOITATION

Les eaux distribuées pour la consommation humaine doivent être conformes aux normes de potabilité. Il est essentiel, à cet effet, de rechercher les ressources en eau de la meilleure qualité, pouvant bénéficier d'une protection efficace contre les pollutions. Si tel n'est pas le cas, la désinfection des eaux peut s'avérer indispensable.

L'objectif de la désinfection est de détruire les micro-organismes pathogènes, c'est-à-dire susceptibles de porter atteinte à la santé des consommateurs.

Cette note se limitera volontairement à la présentation de systèmes de simple désinfection des eaux de consommation par le chlore. L'utilisation de cette technique seule, ne peut concerner que des eaux d'origine souterraine, les eaux superficielles nécessitant, en effet, des filières de traitement plus complexes.

Les dispositifs de nettoyage des gaines :

Certains appareils sont munis de telles installations, éventuellement automatisées, agissant par raclage des gaines.

Les robinets amont et aval de l'appareil :

Ils sont nécessaires pour faire des prélèvements d'eau.

Le débitmètre :

Son installation est très souhaitable quand les débits de transit varient de façon importante.

Les filtres :

Ils pourront être mis en place à l'amont de l'installation, si l'eau contient, même temporairement, des matières en suspension (argiles, limons, organismes microscopiques, etc...). Ils permettent une amélioration de la qualité physique de l'eau mais également de sa qualité optique ce qui contribue à une meilleure efficacité du traitement.

L'alarme :

Elle signale un défaut de fonctionnement : baisse de la dose d'exposition en deça du seuil critique, lampe hors-service, coupure de courant.
L'alarme peut être visuelle ou sonore. Une téléalarme est indispensable quand le site de traitement est isolé.

OU IMPLANTER L'INSTALLATION ? COMMENT LA DIMENSIONNER ?

1° - Les paramètres à prendre en compte

1.1. - Qualité de l'eau :

Ce procédé ne peut être réellement efficace que si l'eau est suffisamment limpide, c'est-à-dire perméable aux rayons ultra-violets.
La permeabilité de l'eau se détermine au laboratoire, en mesurant le pourcentage de l'intensité des rayons UVC qui traverse un échantillon d'eau d'une épaisseur donnée.

Plusieurs facteurs affectent cette perméabilité:
- la teneur en matière en suspension et colloïdes : la turbidité caractérise leurs concentrations. Elle doit être inférieure à 2 unités NTU, si possible inférieure à 1 NTU,
- la teneur en matière organique,
- la concentration de certains ions dissous: elle doit être inférieure à 0,2 mg/l pour le Fer et à 0,05 mg/l pour le Manganèse,
- la couleur de l'eau.

1.2. - Caractéristiques du réseau :

Contrairement à la désinfection par le chlore et ses dérivés, une eau traitée par UV ne contient pas une dose résiduelle de produit désinfectant. On peut donc craindre une dégradation de la qualité microbiologique des eaux en aval du traitement sur le réseau de distribution.

Aussi, ce procédé se conçoit pour des réseaux d'adduction / distribution en bon état, régulièrement entretenus (nettoyage des réservoirs, purges...).

1.3. - Débit de transit :

Il sera différent suivant que l'on place le système de traitement à l'amont ou à l'aval d'un réservoir. Quel que soit le choix retenu, le débit maximal doit être pris en compte.

1.4. - Autres paramètres :

- Proximité du réseau EDF,
- Accessibilité du lieu en toute saison,
- Place disponible dans le local pour l'installation et l'entretien de l'appareil,
- Estimation du coût du système par rapport au coût d'autres procédés.

2° - L'étude préalable

Le fonctionnement de 22 appareils de désinfection UV a été suivi en 1988/1989 par les DDASS de la région Rhône-Alpes. On a constaté une efficacité insuffisante du traitement pour certaines installations, manifestement sous-dimensionnées par le fait d'une mauvaise connaissance préalable des caractéristiques de l'eau, d'une prise en compte insuffisante des débits ou d'une filtration inefficace.

Une étude préalable à l'installation, prenant en compte les différents paramètres développés ci-dessus, s'avère donc indispensable. Dans cette optique, une fiche de renseignement peut être mise à la disposition des gestionnaires des réseaux.

Plusieurs analyses de la qualité de l'eau, comportant les éléments suivants, doivent être effectuées aux périodes les plus défavorables (pluviométrie importante...) : perméabilité aux UVc, turbidité, conductivité, fer, manganèse, matière organique, bactériologie.

COMMENT ASSURER L'ENTRETIEN DE L'INSTALLATION ?

Il convient de contrôler régulièrement le fonctionnement de l'appareil. En outre, les opérations périodiques d'entretien sont les suivantes:

- nettoyage des lampes, gaines, hublot de contrôle et filtres,
- remplacement des lampes suivant les spécifications du constructeur,
- réglage de la cellule photo-électrique, à intervalle régulier, par un laboratoire spécialisé,
- suivi de la qualité de l'eau, avant et après traitement.

LES POSSIBILITES DE FINANCEMENT

Les opérations de désinfection de l'eau réalisées par des collectivités publiques, font l'objet de subventions octroyées par le Conseil Général, dans le cadre des programmes de travaux et par l'Agence Financière de Bassin.

CONCLUSION

AVANTAGES	CONTRAINTES
Pas de modification des caractéristiques organoleptiques de l'eau (goût, odeur)	Coût d'investissement généralement important
Maintenance simple	Nécessité d'une alimentation électrique
Coût d'exploitation limité	Nécessité d'un entretien particulièrement soigné du réseau
Technique très bien placée pour les faibles débits	Absence de possibilité de contrôle immédiat sur le réseau
Traitement possible immédiatement à l'amont du 1er abonné	

IMPORTANT :

La mise en place d'un dispositif de désinfection aux rayons ultra-violets doit être précédée d'études préalables portant sur la connaissance des variations de la qualité de l'eau et sur le débit maximal à traiter.

LA DDASS DE VOTRE DEPARTEMENT :

SOUS QUELLE FORME EST UTILISE LE CHLORE ?

Le chlore et ses dérivés possèdent les caractéristiques suivantes :

	Forme physique du produit	Conditionnement	Teneur en Chlore	Stabilité du produit dans le temps
Chlore gazeux Cl_2	Gaz	- bouteilles de 30 à 50 kg de chlore - tanks de 500 et 1000 kg de chlore	99-100 %	Très bonne
Hypochlorite de Sodium ou Eau de Javel NaOCl	Liquide jaunâtre de densité # 1,21 (à 20°C)	- tourries de 20 ou 30 litres - bouteilles plastiques (12° à 18° chlorométrique) - berlingot (48° chlorométrique)	15 % au maximum	Perte d'environ 2° par mois
Hypochlorite de Calcium $(CaOCl)_2$	Solide blanc	- galets - poudre - granulés	60 à 70 %	Perte d'environ 2 % par an
Dioxyde de Chlore ClO_2	Gaz	Préparé dans la station de traitement (chlorite de sodium + chlore ou acide chlorhydrique)	—	Doit être utilisé rapidement après sa production

Seules les deux premières formes, statistiquement les plus utilisées, seront détaillées dans ce document.

L'hypochlorite de calcium est peu employé en France.

Attention : Ne pas confondre celui-ci avec les galets d'isocyanurates, utilisés pour le traitement des eaux de piscines, mais qui ne sont pas autorisés pour la désinfection des eaux de consommation humaine.

Le dioxyde (ou "bioxyde") de chlore, qui possède des propriétés spécifiques intéressantes, est généralement utilisé pour traiter des points d'eau de grosse ou moyenne importance.

COMMENT AGIT LE CHLORE ?

1° - Le chlore dans l'eau

En solution dans l'eau, le chlore gazeux et l'eau de javel existent sous différentes formes :

- le chlore moléculaire dissous, quand le pH est inférieur à 4 (cas exclus pour les eaux potables),
- l'acide hypochloreux : HCl 0
- les ions hypochlorites : $Cl\,0^-$

} qui forment le **chlore libre**

L'acide hypochloreux a une action désinfectante environ 100 fois plus forte que les ions hypochlorites, d'où son nom de chlore libre actif. Sa quantité sera d'autant plus élevée que le pH de l'eau sera bas. En pratique, il est souhaitable que celui-ci soit compris entre 6,5 et 8.

2° - L'action oxydante du chlore

Le chlore (HCl 0 et $Cl\,0^-$) agit sur différents composés éventuellement présents dans l'eau. Il réagit tout d'abord très rapidement avec certaines substances oxydables (sels de fer, de manganèse, nitrites...) pour former des composés oxydés et des chlorures, dont le pouvoir désinfectant est nul. La quantité de chlore consommée, dans ce cas, constitue la **demande immédiate.**

Puis, en présence d'ammoniaque et de certains composés organiques azotés, il forme des **chloramines** ou **chlore combiné.**

Les chloramines sont peu désinfectantes et donnent des goûts désagréables à l'eau. Il convient donc de les détruire. Ceci s'obtient simplement en injectant une quantité de chlore supérieure à celle qui est consommée par les substances oxydables et l'ammoniaque (chloration dite "au point critique" ou "break point"). L'excès de chlore se trouve alors sous forme libre, utilisable pour la désinfection.

Enfin, une eau de médiocre qualité, contenant des précurseurs organiques naturels (acides humiques) ou artificiels (pesticides), peut entraîner la formation de composés organo-chlorés, fortement suspectés d'être cancérigènes.

Ces précurseurs sont toutefois principalement rencontrés dans les eaux d'origine superficielle.

3° - L'action germicide

Le chlore pénètre à l'intérieur des micro-organismes tels que bactéries, virus, protozoaires... et les détruit en inhibant certaines réactions vitales de synthèse.

En présence de matières en suspension, les germes peuvent se fixer sur ces particules et diminuer ainsi l'efficacité de la désinfection. La turbidité de l'eau, qui caractérise la concentration en M.E.S. et colloïdes, doit donc être la plus faible possible et toujours inférieure à 1 N.T.U.

4° - Concentration et temps de contact

Une désinfection efficace s'obtient en respectant des conditions interdépendantes de concentration en chlore et de temps de contact entre le désinfectant et l'eau.

La concentration de chlore à injecter dépend :

- d'une part, de la qualité de l'eau à traiter,
- d'autre part, des caractéristiques du réseau : nature et état des matériaux, longueur des canalisations, temps de transit de l'eau...

En pratique, elle est déterminée de façon à obtenir les valeurs suivantes à deux endroits distincts :

Taux de chlore libre résiduel

- **A l'aval du traitement** (réservoir, bâche...) : 0,2 à 0,5 mg/l, après une durée de contact minimale de 15 minutes.
- **Sur le réseau de distribution** : en fonctionnement normal, la teneur ne devrait pas dépasser 0,1 mg/l.

Dans tous les cas, il sera donc nécessaire :

- d'injecter le chlore à l'amont ou à l'intérieur d'un réservoir, d'une bâche de stockage...,
- d'asservir le fonctionnement de l'appareil de désinfection au débit de l'eau à traiter.

QUEL MATERIEL CHOISIR ?

1° - L'étude préalable

L'installation du matériel le plus adapté au système de distribution de l'eau implique que soit réalisée préalablement une étude technique. Les aspects suivants sont à prendre en compte :

- qualité de l'eau brute,
- débit à traiter, variations éventuelles,
- caractéristiques du site d'implantation (surface disponible, accessibilité, desserte en électricité, sécurité...),
- type d'asservissement possible,
- facilité d'approvisionnement en produit désinfectant,
- disponibilité du personnel d'entretien,
- estimation du coût d'investissement.

2° - Les chloromètres

2.1 - Principe de fonctionnement

L'installation se compose :

- du stockage de chlore sous forme liquéfiée : bouteille(s) ou tank,
- du chloromètre, fixé sur la bouteille ou à un mur, qui permet de soutirer le chlore en phase gazeuse, au débit voulu,
- de l'hydroéjecteur, relié au chloromètre et installé sur une conduite d'eau de service (dérivation d'une canalisation plus importante). Le passage de l'eau dans l'hydroéjecteur créé une dépression qui permet l'aspiration du chlore gazeux et son mélange avec le liquide. Le système ne peut fonctionner que si l'eau de service respecte des conditions minimales de débit et de pression, précisées pour chaque cas par le constructeur.

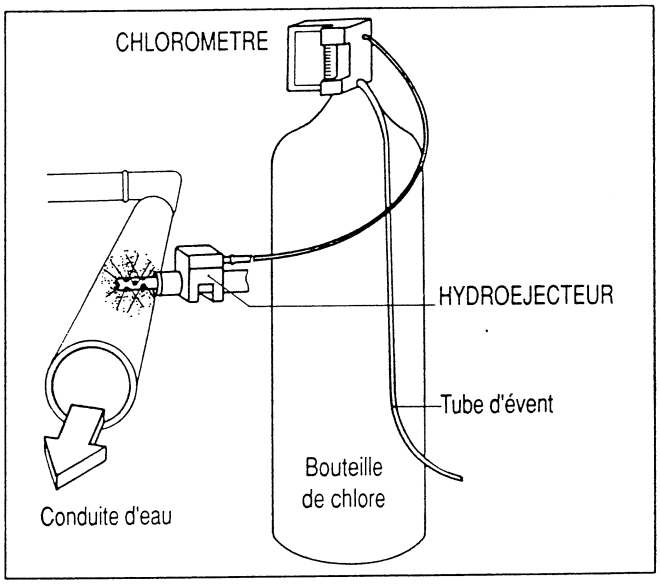


Figure 1 : Schéma d'installation d'un chloromètre.

Le débitmètre, monté sur le chloromètre, sera choisi en fonction du débit horaire de chlore nécessaire. Les débits mini et maxi disponibles sont respectivement de 2 g de chlore/ heure et de 4 kg/h.

Enfin, un chloromètre peut être relié à plusieurs débitmètres et traiter ainsi des canalisations distinctes à des débits différents.

2.2 - Sécurité

Les modèles les plus largement utilisés sont dits "à dépression" car l'installation - hydroéjecteur, tuyau et chloromètre - est toujours en dépression par rapport à l'air ambiant. De ce fait, tout défaut d'étanchéité entraîne l'introduction de l'air dans le système et non une fuite de chlore.

Le chlore gazeux étant un gaz incombustible, non explosif, mais toxique, certaines mesures de sécurité doivent systématiquement être respectées :

- stockage des bouteilles dans un local spécifique, peu profond et bien aéré,
- fixation des bouteilles par chaîne ou étrier à la paroi,

• présence d'un flacon d'ammoniaque et de coton dans le local permettant de détecter toute fuite de chlore lors du montage,
• présence d'un masque à gaz à l'extérieur de la pièce.

2.3 - L'asservissement

Il permet d'obtenir constamment la concentration en chlore adéquate, en adaptant la quantité de désinfectant injecté au débit de l'eau.

Dans le cas d'un puits, d'un forage ou d'une station de refoulement, le fonctionnement du chloromètre est commandé par la mise en route des pompes. L'eau chlorée peut être injectée au niveau des crépines, dans une bâche ou une canalisation sous pression.

Dans le cas d'un captage gravitaire dont le débit est variable, l'asservissement est généralement réalisé par la pose d'un compteur à tête émettrice sur la conduite d'adduction. Celui-ci envoie une impulsion qui déclenche le fonctionnement du système de chloration par l'intermédiaire d'une électro-vanne. L'alimentation électrique peut éventuellement être autonome (coffret électronique + batterie + panneaux solaires).

2.4 - L'entretien

Il est peu contraignant et facilement réalisable :

• Fréquemment :
- contrôle rapide du fonctionnement de l'installation.

• A chaque changement de bouteille :
- renouvellement du joint d'étanchéité en plomb et du filtre à chlore, contrôle de l'étanchéité (coton + ammoniaque).

• Périodiquement :
- vérification poussée de l'état des différents composants :
  • hydroéjecteur (clapet anti-retour...)
  • chloromètre (joints internes, débitmètre...)
  • inverseur automatique de bouteille
  • résistance des bouteilles par le revendeur.

3° - Les pompes doseuses

3.1 - Principe de fonctionnement

Il s'agit de pompes électro-magnétiques à membrane qui prélèvent la solution désinfectante dans un bac en polyéthylène d'une capacité de 30 à 1 000 litres et la refoulent à l'endroit voulu (conduite, réservoir, captage...).

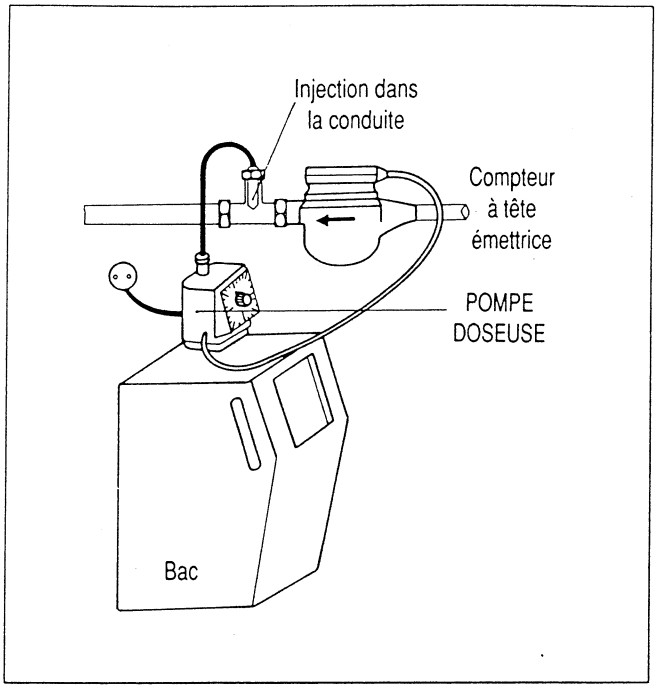


Figure 2 : Schéma d'installation d'une pompe doseuse.

De très nombreux modèles existent, dont les débits maximaux s'échelonnent de 0,15 litre/heure à 250 litres/heure. Certaines gammes peuvent être alimentées par batteries.

3.2 - La solution désinfectante

• **Concentration :**

La concentration de l'hypochlorite de sodium s'exprime en degré chlorométrique :
- 1° correspond à 3,17 g de chlore,
- 1 litre d'eau de javel à 48°Cl (soit 4 berlingots) contient donc 48 x 3,17 = 152 g de chlore.
d'où :
- 1 g de chlore équivaut à 1 000 : 152 = 6,6 ml d'eau de javel.

Ainsi, pour obtenir une concentration de 0,3 g de Cl_2/m^3 (ou 0,3 mg/l), il faudra injecter : 0,3 x 6,6 = 2 ml d'hypochlorite à 48°.

Si le débit du point d'eau est de 20 m^3/h, le débit horaire de désinfectant sera alors de 40 ml/h.

• **Dilution :**

Dans l'exemple ci-dessus, on devra donc diluer l'eau de Javel avec une eau douce (si nécessaire adoucie ou déminéralisée), afin d'éviter la précipitation de carbonate de calcium qui risque d'obstruer la crépine et divers organes de la pompe.

• **Conservation :**

La concentration de l'eau de javel diminue régulièrement dans le temps : perte d'environ 1/10ème de degré chlorométrique par jour. Aussi, il convient :

- de vérifier, si possible, le titre de la solution utilisée,
- de préparer la solution désinfectante pour une durée maximale de 15 jours,
- de stocker l'eau de Javel dans un endroit frais et à l'abri de la lumière,
- d'assurer une rotation rapide des stocks.

3.3 - Asservissement

Les techniques sont identiques à celles décrites pour le chloromètre.

3.4 - Sécurité

L'hypochlorite de sodium est un produit irritant pour les yeux, la peau et les autres tissus humains. Aussi, il est recommandé de préparer les solutions désinfectantes muni de gants et de lunettes de protection. De plus, les flacons d'acide doivent être éloignés des bacs de stockage, car le mélange des deux produits peut entraîner le dégagement de chlore gazeux.

3.5 - Entretien

Le bon fonctionnement de l'installation doit être contrôlé fréquemment (1 fois/jour). Dans ce sens, l'installation d'une alarme signalant un défaut, le cas échéant par télétransmission, accroît la sécurité du système.

Par ailleurs, un nettoyage périodique de l'appareillage : crépine, tuyaux, clapets, etc., est nécessaire. En cas d'entartrage, l'installation sera rincée avant, puis après nettoyage à l'acide chlorhydrique dilué.

Enfin, il est conseillé d'effectuer un étalonnage de la pompe afin d'apprécier la variation éventuelle du débit spécifique, une fois par an, en conditions réelles d'utilisation.

COMMENT CONTROLER LE TAUX DE CHLORE ?

1° - Utilité

La mesure régulière des taux de chlore libre résiduel et de chlore total, à l'aval du stockage et en différents points du réseau, est indispensable pour apprécier le bon fonctionnement du système. Cette mesure doit systématiquement être effectuée quotidiennement en différents points, suivant les caractéristiques du réseau.

L'efficacité de la désinfection est vérifiée également par les résultats d'analyses microbiologiques des échantillons prélevés sur l'eau brute et l'eau traitée.

Une concentration en désinfectant insuffisante ou nulle en distribution, indique une défaillance au niveau de l'installation de traitement ou une pollution sur le réseau (consommation de chlore par les matières organiques). Dans les deux cas, une enquête immédiate s'impose afin de pouvoir engager très rapidement les mesures permettant de rétablir la situation.

L'exploitant du réseau est tenu de prévenir les services de la D.D.A.S.S. lors de tout incident pouvant avoir des conséquences pour la santé publique.

2° - Les méthodes de mesure sur le terrain

Parmi les méthodes colorimétriques, celle utilisant le D.P.D. (coloration rouge) est la plus performante. En effet, elle permet de différencier le chlore libre et le chlore total et est peu sensible à la présence d'autres composés chimiques dans l'eau. Sa mesure s'avère facilement réalisable, rapide (quelques minutes) et fiable.

A l'inverse, la méthode à l'orthotolidine (coloration jaune) doit être abandonnée en raison de ses multiples inconvénients : pas de distinction des différentes formes du chlore, interférence avec d'autres substances chimiques, etc.

3° - Goûts de chlore désagréables

Des goûts de chlore désagréables pour les consommateurs peuvent intervenir en certaines occasions :

• eau distribuée de mauvaise qualité chimique entraînant la formation de chloramines ;

• taux de chlore libre résiduel trop élevé en distribution : supérieur à 0,4 - 0,5 mg/l.

Dans les deux cas, une vérification et un réglage adéquat de l'appareil de désinfection sont nécessaires. Des investigations complémentaires sont, de plus, indispensables dans la première hypothèse.

LES COUTS

1° - Investissement

Les coûts moyens du matériel (départ usine), exprimés en francs 1990 - hors taxe, sont de l'ordre de :

- chloromètre et hydroéjecteur : 15 000 à 20 000 F
- pompe doseuse + cannes : 5 000 à 6 000 F

Il convient de prendre en compte également les coûts de l'approvisionnement en réactif, du dispositif d'asservissement et, le cas échéant, du génie civil et de l'alimentation électrique.

2° - Exploitation

Les coûts varient de façon importante suivant le débit à traiter, la facilité d'approvisionnement en produit désinfectant et les caractéristiques techniques du système.

L'échelle de valeur pourra ainsi varier de 0,3 à 3 centimes le mètre cube d'eau traité (valeur 1990).

L'utilisation du chlore gazeux est généralement plus économique que celle de l'eau de Javel.

3° - Financement

Les installations de désinfection des eaux de consommation humaine peuvent être subventionnées par les Agences de Bassin et, suivant les cas, par les Conseils Généraux.

CONCLUSION

La désinfection de l'eau de consommation humaine par le chlore gazeux et l'hypochlorite de sodium a fait preuve d'efficacité depuis de nombreuses années. La mesure des taux de chlore résiduel permet de vérifier rapidement la bonne marche du système.

Le tableau suivant expose, pour différents paramètres, le désinfectant présentant le plus d'avantages. Il est important de noter qu'il s'agit là d'appréciations générales fondées sur l'expérience, qui sont susceptibles de varier, pour tel ou tel facteur, en fonction de caractéristiques propres aux réseaux.

Avantages relatifs des deux produits désinfectants :

	Chlore gazeux	Hypochlorite de sodium
Réglage (facilité - précision)	X	
Entretien	X	
Autonomie	X	
Entartrage (eau dure)	X	
Sensibilité au froid	X	
Approvisionnement local en désinfectant		X
Coût investissement		X
Coût fonctionnement	X	

On constate donc que le chlore gazeux présente généralement plus d'avantages que l'hypochlorite de sodium.

Quel que soit le système qui sera retenu, il est important de respecter les opérations suivantes :

A priori

- réaliser une étude préalable.

A posteriori

- assurer un entretien régulier,
- mesurer quotidiennement les taux de chlore résiduel.

LA DDASS DE VOTRE DEPARTEMENT :

Publié avec l'aide de l'ARRAPSH

Realisation Jean Brunet 76 51 66 79 - 92 66 24 50

L'INFORMATION DES USAGERS ET DES COLLECTIVITES

Le rôle de l'exploitant

Autosurveillance et Démarche Qualité

L'ensemble des analyses réalisées, par méthodes de référence ou par méthodes alternatives en laboratoires, sur le terrain, ou par analyseurs en continu, s'effectuent dans le cadre de la chaîne de mesure nationale intégrant le laboratoire central de référence de Saint Maurice (en cours d'accréditation), les laboratoires régionaux (tels ceux de Lyon, Rennes, Florange et d'Agen qui sont ou seront trés prochainement certifiés voire accrédités), , les laboratoires dits de proximité, et l'ensemble des équipements d'analyse mis en oeuvre sur le terrain.
Des intercalibrations analytiques internes sont réalisées périodiquement entre les différents laboratoires.

Dans ce contexte l'autosurveillance se répartit dans les 3 domaines suivants :

- l'autosurveillance permanente programmée, qui a vocation, en complément du programme de contrôle officiel permanent, à définir pour chaque unité de distribution une image aussi complète et représentative que possible de la qualité des eaux distribuées.

- l'autosurveillance réactive qui correspond d'une part aux contrôles effecectués pour le suivi des interventions sur les installations, et d'autre part aux contrôles occasionnels réalisés notamment en cas d'anomalies, de réclamations des consommateurs, et de non conformités.

- l'autosurveillance spécifique, qui correspond à des campagens d'analyses destinées à approfondir la connaissance des eaux distribuées sur un thème donné, ou dans des conditiond particulières;
Par exemple, ce type de recherche est nécessaire aujourd'hui sur les pestcicides dans certains sites: une réflexion commune sur ce sujet et en cours au sein du SPDE.

Les valeurs absolues ou statistiques ainsi que l' interprétation des résultats de cette autosurveillance doivent obligatoirement être traités avant d'être diffusés. Une gestion des données analytiques doit être donc établie afin de traduire ces données en termes du langage usuel. Il s'agit là d'un « passage obligé » pour la réussite d'une bonne communication des informations sur la qualité des eaux distribuées.

Sur le plan général les informations disponibles sur la qualité des eaux distribuées proviennent de deux bases de données :

- les résultats issus du Contrôle officiel mis en place par les autorités sanitaires dans le cadre réglementaire (décret 89-3 modifié avril 1995).

- les mesures de l'autosurveillance réalisées par le Distributeur d'eau.

Ce contrôle interne du produit depuis son captage jusqu'au robinet du consommateur est nécessaire aux exploitants pour maîtriser la qualité de l'eau, à savoir mieux appréhender les éventuels phénomènes épisodiques de dégradation de la qualité de l'eau et effectuer immédiatement possible les actions correctives en cas de non conformités.

Ces analyses sont réalisées par le distributeur d'eau dans le cadre des démarches qualités qui garantissent la validité des conditions d'analyse et de leurs résultats.

En ce qui concerne la Générale des Eaux cette autosurveillance répond également à l'engagement des Chartes Clienteles envers les consommateurs de nombreuses communes pour un suivi qualité de l'eau distribuée.
Le volume de ces informations générées par l'autosurveillance est important et peut représenter 2 à 3 fois celui du contrôle officiel (c'est le cas de la région Rhône Alpes, pour le compte des unités de distribution gérées par la Générale des Eaux).
Une partie de ces résultats permettent souvent d'avoir une image plus complète et donc plus objective dans le temps de la qualité de l'eau et peuvent ainsi être diffuser dans les limites de la circulaire de la DGS 94-7 du 17 janvier 1994

Cette démarche d'autosurveillance de la qualité des eaux distribuées s'effectue dans le cadre du programme national d'assurance qualité engagé par la Générale des Eaux de maîtrise de la qualité de l'eau (programme AQUA et Certification ISO 9002), qui concerne en particulier :

- l'établissement et la mise en oeuvre des programmes d'autosurveillance
- la gestion des données qualité (base de données informatiquue SIEP)
- le prélèvement et l'acheminement des échantillons
- les méthode d'analyse utilisées.

Les procédures et les modes opératoires associés sont déclinés . Leurs bonnes applications sur le terrain sont vérifiees par des audits internes ou externes.

LES EAUX D'ALIMENTATION

5

L'INFORMATION DES USAGERS SUR LA QUALITE DE L'EAU

SOMMAIRE

L'ENJEU ET LES PRINCIPES
LES OBLIGATIONS
LA MISE EN ŒUVRE

Les eaux destinées à la consommation humaine font l'objet d'une surveillance régulière notamment dans le cadre du contrôle sanitaire exercé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Les usagers doivent pouvoir disposer des résultats de ce suivi et apprécier la qualité globale de l'eau délivrée par le réseau qui les dessert.

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a, dans cette optique, introduit la nécessité d'informer régulièrement les usagers sur la qualité de l'eau distribuée et en a précisé les moyens. Le Maire occupe une place essentielle dans ce dispositif.

LES ENJEUX DE L'INFORMATION

La distribution d'eau doit concourir au bien-être de l'usager. Pour cela, l'eau d'alimentation ne doit pas porter atteinte à sa santé ou être à l'origine de désagrément et il importe qu'il en soit convaincu.C'est pourquoi, il est indispensable que le consommateur sache que cette eau est protégée, surveillée et contrôlée. Outre l'instauration d'un rapport de confiance, la mise en œuvre d'une information régulière des abonnés doit :

- *favoriser la sensibilisation de tous à la nécessité d'une eau de qualité et à sa protection,*
- *être l'occasion d'expliquer les investissements nécessaires en matière d'amélioration de la qualité des eaux,*
- *permettre de mieux gérer, pendant un éventuel épisode de pollution, la communication en direction du public, et de préparer ainsi des réactions individuelles positives.*

Bien informer, apparaît comme l'une des responsabilités majeures du gestionnaire d'une distribution publique.

LES PRINCIPES DE L'INFORMATION

La transparence est une vertu essentielle pour délivrer une information de qualité. Tous les efforts consentis dans ce domaine peuvent être réduits à néant si le consommateur suspecte une manipulation.

L'information devra donc répondre aux principes :

- **de clarté** : les documents devront être libellés en des " termes simples et compréhensibles par tous les usagers ",
- **de vérité** : l'ensemble des résultats doit être communiqué, y compris les résultats non conformes qui, paradoxalement, augmentent la confiance dans la qualité de l'information. De plus, l'origine des données, qu'il s'agisse des résultats issus du contrôle sanitaire ou de l'autosurveillance réalisé par l'exploitant, devra être clairement identifiée,
- **de rapidité** : la mise à jour des informations devra être immédiate dès réception de nouveaux documents, résultats ou bilans.
- **d'accessibilité** : les lieux où l'information est disponible, les modalités d'accès, la nature des documents consultables doivent être clairement précisés aux usagers. D'autre part, la collectivité devra pouvoir répondre, après consultation d'experts (D.D.A.S.S., exploitant...) aux questions des usagers. Le respect de l'ensemble de ces exigences constitue une contrainte forte pour les collectivités. Elle aboutit cependant à apporter une réelle garantie au consommateur comme le prévoient les nouvelles dispositions règlementaires.

LES DONNEES DISPONIBLES

Les données qui vont pouvoir êtres valorisées dans le cadre de l'information sont de nature, d'origine et de périodicité variables. C'est la mise en regard de l'ensemble de ces éléments qui permettra aux usagers d'avoir une vision compréhensible de l'alimentation de l'eau.
Ces données comprennent :

Les documents relatifs à la qualité de l'eau :

- Le programme règlementaire d'analyses établi par la D.D.A.S.S dans le cadre du contrôle sanitaire qui définit les lieux de prélèvement, la fréquence et le type d'analyses à réaliser,
- les bulletins d'analyses du laboratoire,
- les résultats d'analyses avec l'interprétation sanitaire de la D.D.A.S.S,
- les synthèses commentées établies par la D.D.A.S.S. : bilans sanitaires pour une période déterminée ou note de synthèse annuelle,
- les fiches thématiques par polluant fournies par la D.D.A.S.S précisant notamment la signification de la norme et le risque sanitaire en cas d'identification d'un problème de qualité,
- les résultats de l'auto-surveillance mis en oeuvre par l'exploitant,

Les documents relatifs à la présentation de la distribution de l'eau :

- L'organisation administrative : elle identifie le maître d'ouvrage, propriétaire du réseau et premier responsable de la distribution, l'exploitant s'il est différent, les populations desservies ...

● la structure du réseau : elle précise l'origine de l'eau prélevée, les lieux de stockage, de relevage, de traitement, ainsi que les secteurs alimentés. Ces éléments sont visualisés sur des cartes de présentation des réseaux, des schémas, des coupes altimétriques,

● les mesures préventives ou correctives comme la délimitation des périmètres de protection des ressources en eau (rapports géologiques, plans parcellaires), la description des filières de traitement, les équipements de surveillance (télégestion) et de secours (captages, interconnexions).

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable :

● il rassemble un certain nombre d'indicateurs techniques et financiers, notamment la présentation de la décomposition du prix de l'eau.

LES ASPECTS REGLEMENTAIRES

Surveillance de la qualité des eaux :

Le code de la santé publique fixe les obligations du distributeur en matière de vérification de la qualité des eaux .

Le décret du 3 janvier 1989 confie à la D.D.A.S.S le soin de définir le contrôle sanitaire. Ces dispositions sont développées dans la fiche technique n°1 "*surveillance de la qualité* ".

Information du public

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 :

confirme le caractère public et communicable au tiers de l'ensemble des données relatives à la qualité des eaux. Les préfets, par l'intermédiaire des D.D.A.S.S, sont chargés de communiquer régulièrement aux Maires ces données dans des termes simples et compréhensibles par tous les usagers . Elles doivent faire l'objet d'un affichage et de toute autre mesure de publicité appropriée.

Le décret du 26 septembre1994 :

précise la nature des données relatives à la qualité des eaux, à savoir, les résultats d'analyses réalisées dans le cadre du contrôle sanitaire interprétés par la D.D.A.S.S., ainsi que les synthèses commentées établies par ce service,

impose au Maire l'affichage en mairie, dans les deux jours ouvrés, des documents transmis par le préfet.

apporte divers éléments relatifs à la mise en oeuvre de cette information.

D'autres textes récents participent à la diffusion de cette information :

Le décret du 6 mai 1995

demande au Maire de présenter au conseil municipal un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable.

L'arrêté du 10 juillet 1996

introduit l'obligation de joindre annuellement, à l'occasion d'une facturation, les éléments essentiels de la synthèse commentée établie par la D.D.A.S.S. Il prévoit un calendrier d'application progressif selon la taille des collectivités.

Les obligations du Maire .....

● il affiche sous 2 jours ouvrés les résultats du contrôle sanitaire transmis par le Préfet.

● il présente au Conseil Municipal le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable.

Pour les communes de plus de 3500 habitants :

● il met à disposition du public le rapport annuel précité aprés l'avoir informé par affichage de son existence

● il publie au recueil des actes administratifs la note de synthèse annuelle transmise par le Préfet

Celles du Maître d'Ouvrage

● il établit le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable et le transmet aux Maires concernés et au Préfet.

● en cas de dépassement des normes ou de dégradation de la qualité des eaux, il procède à une information circonstanciée sur la nature des risques et sur le danger qui pourrait résulter de la consommation de l'eau

Dans le cas d'une distribution communale, le Maire assure également le rôle du maître d'ouvrage.

Dans le dispositif permettant au Maire d'assurer l'information des usagers, le maître d'ouvrage occupe une place primordiale par la mise à disposition régulière des documents techniques et généraux relatifs à la distribution.

LA MISE EN OEUVRE

1) La transmission des données relatives à la qualité.

Le schéma ci-joint présente les principes de circulation de l'information résultant du dispositif règlementaire.

2) Le schéma directeur de l'information.

Dans chaque commune, dans chaque structure intercommunale gérant un réseau d'alimentation, une organisation particulière devra être retenue pour mettre en oeuvre l'information du public. C'est l'objet du schéma directeur de l'information sur l'eau d'alimentation qui répond aux trois questions suivantes : Quoi ?, Où ?, Comment ?.

Quoi ?

Les données comprennent au minimum les résultats d'analyses avec leur interprétation sanitaire et les synthèses commentées adressés par le Préfet. De plus :

- un historique de trois années doit être accessible sur le lieu de consultation

- au-delà de ces exigences, les éléments relatifs à l'organisation administrative, la structure du réseau, l'organisation de la surveillance, le coût de l'eau pourraient être utilement regroupés au sein d'un " *classeur information du public* ".

- le rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'eau potable doit d'autre part être mis à disposition du public dans chaque mairie de plus de 3500 habitants.

Où?

Les obligations règlementaires imposent au moins deux lieux destinés à l'information du public :

- le panneau d'affichage implanté dans chaque mairie qui réserve un espace aux données liées à la qualité de l'eau,

- un lieu de consultation de l'ensemble des données relatives à la qualité de l'eau dont la localisation est précisée sur le panneau d'affichage ainsi que dans chaque message relatif à la qualité. Ce site peut être situé dans une autre commune dans le cas de la gestion des réseaux par une structure intercommunale.

Comment ?

Les supports utilisables pour pratiquer l'information sont mutiples. En complément du panneau d'affichage et de la consultation sur place, la mairie pourra recourir au bulletin municipal, à la lettre du gestionnaire du réseau d'eau, à des serveurs télématiques.

Pour les communes de plus de 3500 habitants, le recueil des actes administratifs reprendra , de plus, la note annuelle relative à la qualité de l'eau adressée par le Préfet.

3) Un exemple d'affichage.

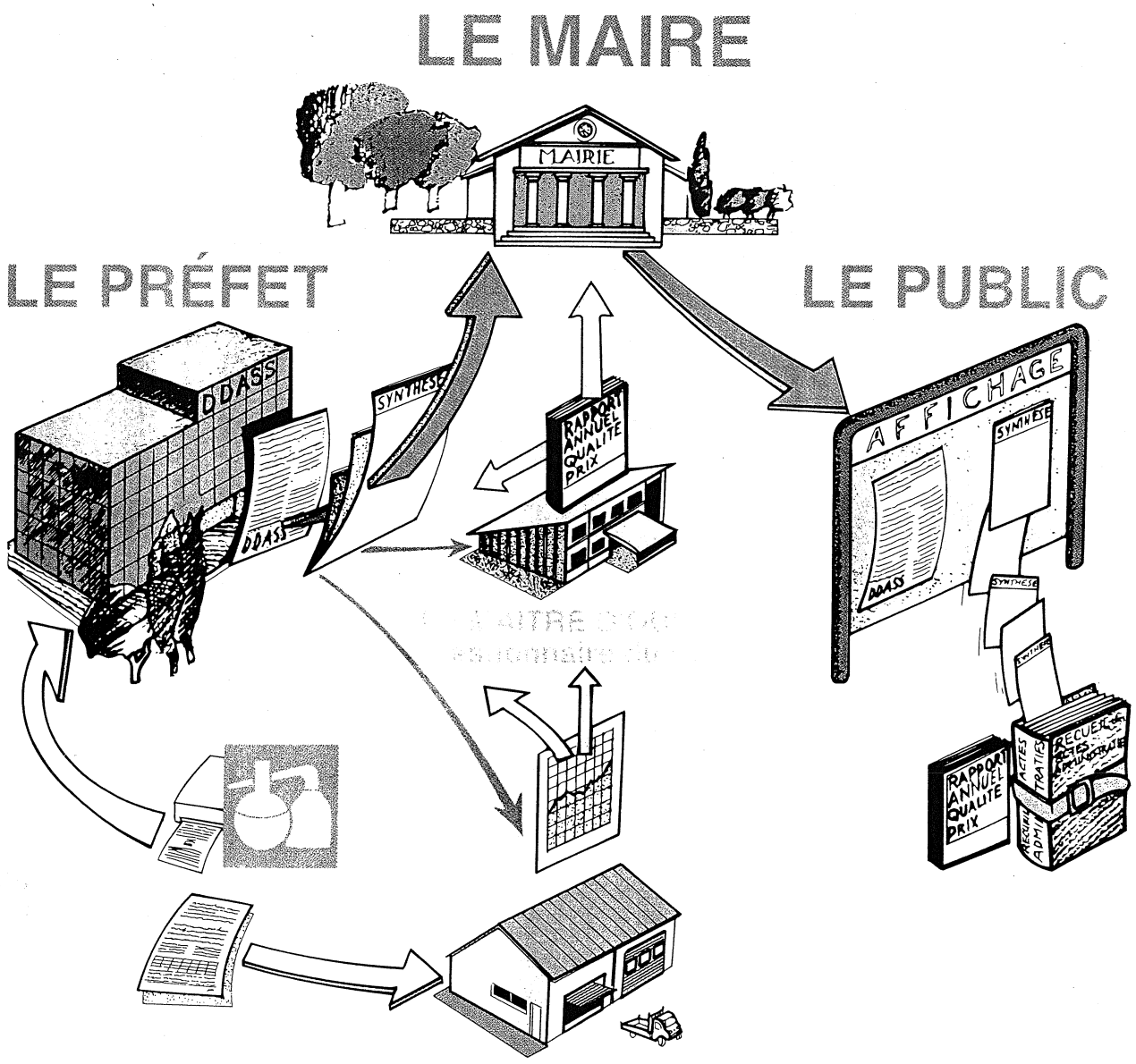
Les mairies et les sièges de syndicats doivent, sur le plan pratique, être équipés d'un panneau d'affichage où une information à la fois précise et globale sera présentée. Celui-ci abrite des rubriques relatives à la présentation de la distribution de l'eau peu évolutives dans le temps et d'autres présentant des données qualitatives et quantitatives qui nécessitent une mise à jour régulière. L'exemple d'affichage ci-joint donne un aperçu de la diversité des informations qui peuvent être livrées à l'usager en vue de susciter son intérêt.

Références réglementaires :

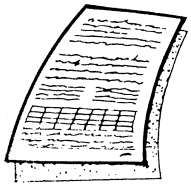
❒ Code de la santé publique (L.19.21.22)
❒ Décret modifié du 3 janvier 1989.
❒ Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 (art. 13.III)
❒ Décret du 26 septembre 1994 relatif aux conditions d'information sur la qualité de l'eau distribuée.
❒ Décret du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur les prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement.
❒ Arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau, de collecte et de traitement des eaux usées

CONCEPTION ET RÉALISATION JEAN BRUNET

de la qualité de l'eau.



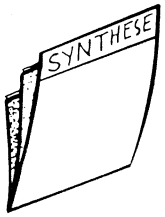
Bulletin d'analyses du laboratoire



Résultats d'analyses et leur interprétation sanitaire



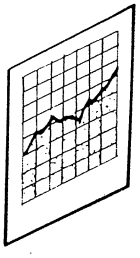
Note de synthèse annuelle et éventuellement bilan sanitaire périodique



Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable



Résultats de l'autosurveillance



EXEMPLE D'INFORMATION

AFFICHAGE MUNICIPAL
Commune de St Paul

Organisation administrative

La commune de St-Paul a confié sa compétence eau potable au syndicat intercommunal des Fontaines dont le siège se situe : 10, route des saules à St-Paul . Le syndicat alimente les communes de St Pierre et St Paul et comporte 2500 abonnés. L'exploitant est la SEE dont les bureaux sont implantés à l'espace Europe ; Tél..... .

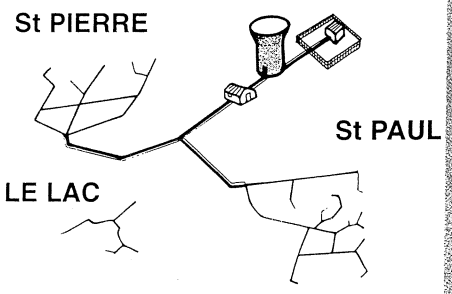
Structure de la distribution.

Origine de l'eau :

Le puits des Fontaines exploite la nappe de l'Isle à raison de 4000 m3 par jour.

La source des Sagnes est issue du massif calcaire de l'Alpe et alimente le hameau du Lac. Son débit d'étiage est de 120 m3 par jour.

Plan du réseau



Le programme d'analyses

Le contrôle sanitaire établi par la DDASS impose une analyse bactériologique mensuelle en distribution et trois analyses physico-chimiques en production.

Les résultats

Contrôle sanitaire

La ressource *Réseau principal* *Hameau du Lac*



Commentaire de la DDASS : en 1996, 87% des analyses se sont révélées conformes aux normes bactériologiques en distribution.....

Autosurveillance

La SEE réalise une fois par semaine, au titre de l'autosurveillance, une analyse sommaire à la station de traitement .

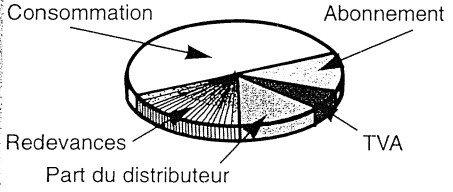
Teneurs en nitrates : position sanitaire

La teneur en nitrates oscille autour de 45mg/l.Pour des eaux dépassant la norme de 50 mg/l, il est recommandé .....

Informations particulières

Travaux réalisés et en cours : les travaux de renforcement du réseau en centre ville devraient occasionner des coupures d'eau, le 11 juin 1997 à partir de 10 heures.

Coût de l'eau



Décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles (J.O. du 4 janvier 1989) modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990 (J.O. du 13 avril 1990), par le décret n° 91-257 du 7 mars 1991 (J.O. du 8 mars 1991) et par le décret n° 95-363 du 5 avril 1995 (J.O. du 7 avril 1995).

LE PREMIER MINISTRE,

SUR le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale,

VU la directive n° 75/440/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 16 juin 1975 concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres ;

VU la directive n° 79/869/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 9 octobre 1979 relative aux méthodes de mesure et à la fréquence des échantillonnages et de l'analyse des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres ;

VU la directive n° 80/778/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 15 juillet 1980 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le code de la santé publique, et notamment les chapitres I, III et VI du titre Ier du Livre Ier ;

VU le code du travail, notamment le titre troisième du Livre II ;

VU le code rural, notamment l'article 113 ;

VU le code de la construction, notamment l'article R. 111-3 ;

VU le code de l'expropriation ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, notamment ses articles 10 et 13 ;

VU le décret n° 61-987 du 24 août 1961 modifié relatif au Conseil supérieur d'hygiène publique de France ;

VU le décret n° 73-138 du 12 février 1973 modifié portant application de la loi du 1er août 1905 en ce qui concerne les procédés et les produits utilisés pour le nettoyage des matériaux et objets destinés à entrer en contact avec les denrées, produits et boissons pour l'alimentation de l'homme et des animaux,

VU le décret n° 92-631 du 8 juillet 1992 relatif aux matériaux et objets destinés à entrer en contact avec les denrées, produits et boissons pour l'alimentation de l'homme et des animaux ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU les avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France ;

VU les avis de la mission interministérielle de l'eau ;

VU les avis du Comité national de l'eau ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

DECRETE :

SECTION I – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er.– Sont considérées comme eaux destinées à la consommation humaine :

1°) Les eaux livrées à la consommation, conditionnées ou non, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

2°) Les eaux utilisées dans les entreprises alimentaires à des fins de fabrication, de traitement, de conservation ou de mise sur le marché de produits ou substances destinés à être consommés par l'homme et qui peuvent affecter la salubrité de la denrée alimentaire finale ;

3°) La glace alimentaire d'origine hydrique.

ARTICLE 2.– Au lieu de leur mise à disposition de l'utilisateur, les eaux destinées à la consommation humaine doivent satisfaire aux exigences de qualité définies à l'annexe I.1 du présent décret. Par ailleurs, elles ne doivent pas présenter de signe de dégradation de leur qualité.

(Décret n° 95-363 du 5 avril 1995) – "Toutefois, le préfet peut, par arrêté pris après avis du conseil départemental d'hygiène, autoriser l'utilisation dans les industries alimentaires d'eaux dont la qualité ne respecte pas certains des paramètres mentionnés aux A, B, C et G de l'annexe I.1."

(Décret n° 90-330 du 10 avril 1990) – "Lorsque les caractéristiques de l'eau s'écartent des valeurs fixées à l'annexe I.2 du présent décret, le préfet peut, après enquête du service chargé du contrôle administratif et technique des règles d'hygiène, faire procéder aux vérifications prévues aux articles 9 et 10."

ARTICLE 3.– Sur demande de la personne publique ou privée qui assure la distribution d'eau, il peut être dérogé aux exigences de l'annexe I.1 :

1°. Pour tenir compte de la nature et de la structure des terrains de l'aire dont est tributaire la ressource considérée ;

2°. En cas de circonstances météorologiques exceptionnelles ;

3°. En cas de circonstances accidentelles graves et lorsque l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine ne peut être assuré d'aucune autre façon ;

4°. Lorsqu'il ne peut être fait appel qu'à une ressource en eau superficielle dont la qualité ne respecte pas les limites de qualité des eaux brutes fixées à l'annexe III du présent décret et qu'il ne peut être envisagé un traitement approprié pour obtenir une eau de la qualité définie à l'annexe I.1.

(Décret n° 95-363 du 5 avril 1995) – "Dans les situations définies aux 1° et 2° ci-dessus, les dérogations ne peuvent en aucun cas porter sur les paramètres concernant les substances toxiques, sur les paramètres microbiologiques ou sur les pesticides et produits apparentés ni entraîner un risque pour la santé publique. Les dérogations prévues au 2° sont accordées pour une durée limitée."

Dans les situations définies aux 3° et 4°, les dérogations sont accordées pour une période de temps limitée et ne doivent présenter aucun risque inacceptable pour la santé publique.

(Décret n° 90–330 du 10 avril 1990) – "Les dérogations sont accordées par arrêté du préfet. L'avis préalable du conseil départemental d'hygiène est requis dans les situations prévues aux 1° et 4°."

L'arrêté fixe les valeurs maximales des paramètres sur lesquels porte la dérogation.

ARTICLE 3.1.– (Décret n° 95–363 du 5 avril 1995) – "Lorsqu'il est constaté que les eaux mises à disposition de l'utilisateur ne respectent pas les exigences de qualité définies à l'annexe I.1 du présent décret ou présentent des signes de dégradation susceptibles de conduire à une situation dangereuse pour la santé publique, alors que ne sont pas réunies les conditions requises pour obtenir une dérogation au titre de l'article 3 ci–dessus, la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau est tenue, sur injonction du préfet du département et, sauf urgence, après avis du conseil départemental d'hygiène :

1°) de prendre ou de faire prendre dans un délai fixé par le préfet toute mesure appropriée pour protéger l'utilisateur contre les risques encourus et, notamment, de procéder à une information circonstanciée sur la nature de ces risques et sur le danger qui pourrait résulter d'une utilisation de l'eau pour l'alimentation humaine ;

2°) d'arrêter ou de faire arrêter un programme d'amélioration de la qualité des eaux distribuées et un calendrier de mise en oeuvre afin que soient satisfaites, dans les plus brefs délais, les exigences définies à l'article 2 du présent décret."

ARTICLE 4.– (Décret n° 95–363 du 5 avril 1995) –
"I. L'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine est autorisée par arrêté du préfet, pris après avis du conseil départemental d'hygiène et, dans les cas prévus à l'article 6 ci–après, du conseil supérieur d'hygiène publique de France.

L'arrêté d'autorisation fixe les conditions de réalisation, d'exploitation et de protection du point de prélèvement et indique notamment les produits et procédés de traitement techniquement appropriés auxquels il peut être fait appel. Lorsque les travaux de prélèvement sont soumis aux dispositions de l'article 113 du code rural ou de l'article L. 20 du code de la santé publique, cet arrêté déclare d'utilité publique lesdits travaux et, dans le second cas, détermine les périmètres de protection à mettre en place.

N'est pas soumise à la procédure d'autorisation prévue au premier alinéa, l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel à l'usage personnel d'une famille.

II. Le dossier de la demande d'autorisation doit contenir :

1°) les informations nécessaires pour évaluer la qualité des eaux prélevées et les risques éventuels de leur altération physique, chimique et microbiologique ;

2°) lorsque le débit de prélèvement est supérieur à 100 m^3/jour, une étude portant sur les caractéristiques géologiques et hydrogéologiques du secteur aquifère concerné, sur la vulnérabilité de la ressource, sur l'évaluation des risques de pollution et sur les mesures de protection à mettre en place ;

3°) l'avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, spécialement désigné pour l'étude du dossier par le préfet du département ; cet avis porte sur les disponibilités en eau et sur les mesures de protection à mettre en oeuvre ; dans le cas de travaux de prélèvement d'eau soumis aux dispositions de l'article L. 20 du code de la santé publique, l'avis de l'hydrogéologue porte également sur la définition des périmètres de protection ;

4°) le résultat des études effectuées pour justifier le choix des produits et des procédés de traitement qu'il est prévu, le cas échéant, de mettre en oeuvre.

Un arrêté du ministre chargé de la santé, pris après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, précise la nature des informations mentionnées aux 1°), 2°) et 4°) ci–dessus, et notamment le nombre et le type des analyses à réaliser."

ARTICLE 4.1.– (Décret n° 95–363 du 5 avril 1995) – "Un arrêté du ministre chargé de la santé fixe les modalités d'agrément et de désignation des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique.

Les frais supportés, à titre d'avance, par l'Etat pour indemniser les hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique sont à la charge du bénéficiaire de l'autorisation prévue à l'article 4 du présent décret. Un arrêté des ministres chargés de la santé, de l'économie, de la consommation et des collectivités territoriales fixe le tarif des indemnités pouvant être versées aux hydrogéologues et les conditions suivant lesquelles il sera procédé au remboursement des frais avancés par l'Etat."

ARTICLE 5.–
(Décret n° 95–363 du 5 avril 1995)

"I. Si les travaux de prélèvement sont soumis à autorisation en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée et des textes pris pour son application, l'autorisation accordée en application des dispositions du titre Ier du décret n° 93–742 du 29 mars 1993 susvisé vaut autorisation au titre de l'article 4 du présent décret.

Toutefois :

a) le dossier de demande d'autorisation prévu à l'article 2 du décret n° 93–742 du 29 mars 1993 susmentionné est complété conformément aux dispositions du II de l'article 4 du présent décret et, dans les cas mentionnés à l'article 6 ci–après, par l'avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France ;

b) l'arrêté préfectoral d'autorisation pris en application du titre Ier du décret n° 93–742 du 29 mars 1993 susmentionné fixe les conditions d'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine en tenant compte des dispositions du I de l'article 4 du présent décret ; s'il y a lieu, en application de l'article 113 du code rural ou de l'article L. 20 du code de la santé publique, il déclare d'utilité publique les travaux de prélèvement et, dans ce dernier cas, il détermine les périmètres de protection.

II. Si les travaux de prélèvement sont soumis à déclaration en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée et des textes pris pour son application, la demande d'autorisation déposée en application du I de l'article 4 du présent décret tient lieu de cette déclaration.

Dans ce cas, le dossier de demande d'autorisation est complété conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 93–742 du 29 mars 1993 susvisé.

III. Si les travaux de prélèvement ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, seules s'appliquent les dispositions de l'article 4 du présent décret."

ARTICLE 6.– Les demandes d'autorisation prévues à l'article 4 sont obligatoirement soumises au conseil supérieur d'hygiène publique de France :

1°) Lorsque les projets concernent l'alimentation en eau d'agglomérations de plus de 50 000 habitants, y compris, s'il y a lieu, la population saisonnière ;

2°) Lorsque les projets prévoient un captage en dehors des limites du département où sont situées la ou les communes intéressées et qu'il y a désaccord entre les préfets des départements intéressés sur le projet ou sur les conditions de contrôle et de surveillance des eaux captées ;

3°) Lorsque les projets portent sur l'utilisation, en vue de la consommation humaine, d'une eau dont la qualité dépasse l'une des limites fixées à l'annexe III du présent décret.

ARTICLE 7.– Les matériaux utilisés dans les systèmes de production ou de distribution et qui sont au contact de l'eau destinée à la consommation humaine ne doivent pas être susceptibles d'altérer la qualité de l'eau. Ils doivent répondre aux conditions définies par un arrêté pris, après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, par les ministres chargés de la santé, de l'industrie, de la consommation et de la construction.

(Décret n° 91–257 du 7 mars 1991)– "Toute substance utilisée lors de la préparation des eaux destinées à la consommation humaine ne doit pas se retrouver dans les eaux mises à la disposition de l'utilisateur en concentration supérieure aux limites de qualité fixées à l'annexe I.1 ni entraîner directement ou indirectement un risque pour la santé publique."

(Décret n° 90–330 du 10 avril 1990) – "Des dispositions plus contraignantes, concernant les impuretés chimiques à caractère toxique éventuellement présentes dans de telles substances, peuvent être imposées par le ministre chargé de la santé lorsqu'il approuve les méthodes de correction prévues à l'article L.21 du code de la santé publique."

ARTICLE 8.– La vérification de la qualité de l'eau est assurée conformément au programme d'analyse d'échantillons défini à l'annexe II du présent décret.

Les lieux de prélèvement des échantillons sont déterminés par un arrêté du préfet.

ARTICLE 9.– Le préfet peut, par arrêté, et selon les modalités prévues au IV de l'annexe II, modifier le programme d'analyse des échantillons d'eau prélevés dans les installations de production et de distribution s'il estime que les conditions de protection du captage de l'eau et de fonctionnement des installations, les vérifications effectuées et la qualité de l'eau le nécessitent ou le permettent. Cette modification ne peut conduire à une augmentation du coût du programme d'analyse supérieure à 20 %.

ARTICLE 10.– Le préfet peut imposer à l'exploitant des analyses complémentaires dans les cas suivants :

1°) (Décret n° 90–330 du 10 avril 1990) –" La qualité des eaux destinées à la consommation humaine ne respecte pas les exigences fixées à l'annexe I.1 ou s'écarte des valeurs de référence indiquées à l'annexe I.2."

2°) Les limites de qualité des eaux brutes définies à l'annexe III ne sont pas satisfaites ;

3°) L'eau présente des signes de dégradation ;

4°) Une dérogation est accordée en application de l'article 3 du présent décret ;

5°) Certaines personnes présentent des troubles ou les symptômes d'une maladie pouvant provenir des eaux distribuées.

(Décret n° 95–363 du 5 avril 1995) – "Lorsque les matériaux mis en oeuvre dans les installations de distribution existantes et la qualité des eaux placées à leur contact sont par nature incompatibles, de telle sorte que les exigences de qualité définies au paragraphe D de l'annexe I–1 du présent décret risquent de ne pas être satisfaites, le préfet peut ordonner la réalisation d'analyses complémentaires, à la charge du ou des propriétaires desdites installations."

ARTICLE 11.– Les prélèvements d'échantillons d'eau pour la réalisation du programme d'analyse prévu aux articles 8 et 9 et pour les analyses complémentaires prévues à l'article 10 sont effectués par les agents de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, les agents d'un laboratoire agréé désigné par le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ou par les agents des services communaux ou intercommunaux d'hygiène et de santé qui, à la date du 1er janvier 1984, exerçaient effectivement la vérification des eaux destinées à la consommation humaine.

Les frais de prélèvement sont supportés par l'exploitant, selon des tarifs et des modalités fixés par arrêté des ministres chargés de la santé, de l'économie, de la consommation et des collectivités territoriales.

ARTICLE 12.– (Décret n° 95–363 du 5 avril 1995) – "L'analyse des échantillons d'eau prélevés dans les conditions mentionnées à l'article 11 est réalisée par des laboratoires agréés. Un arrêté du ministre chargé de la santé, pris après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, définit les conditions d'agrément du laboratoire, qui concernent notamment la qualification des personnels, la nature des équipements dont il dispose et les méthodes d'analyse qu'il utilise.

Ces analyses peuvent être également réalisées dans des laboratoires ayant leur siège dans un autre Etat membre de la Communauté Européenne et justifiant qu'ils possèdent des moyens et utilisent des méthodes équivalents à ceux définis par l'arrêté mentionné à l'alinéa qui précède.

Les méthodes d'analyse des échantillons d'eau doivent être soit les méthodes de référence fixées par un arrêté du ministre chargé de la santé, pris après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, soit des méthodes conduisant à des résultats équivalents."

Les frais d'analyse sont supportés par l'exploitant, selon des tarifs et des modalités fixés par arrêté des ministres chargés de la santé, de l'économie, de la consommation et des collectivités territoriales.

ARTICLE 13.– (Décret n° 90–330 du 10 avril 1990) – "Les laboratoires agréés adressent les résultats des analyses auxquelles ils ont procédé au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et à l'exploitant.

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales met à la disposition des présidents des syndicats intercommunaux et des maires concernés les résultats des analyses prévues à l'article 12."

ARTICLE 14.– (Décret n° 90–330 du 10 avril 1990) – "Sans préjudice des vérifications prévues aux articles 8 à 12, l'exploitant est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

L'exploitant tient à la disposition du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales les résultats des vérifications qu'il a opérées pour surveiller la qualité des eaux ainsi que les autres informations en relation avec cette qualité.

Lorsque les résultats des vérifications font apparaître le dépassement d'une des valeurs limites fixées soit à l'annexe I.1 du présent décret, soit en application du deuxième alinéa de l'article 2, soit par arrêté de dérogation pris en application de l'article 3, ou un écart par rapport aux valeurs de référence indiquées à l'annexe I.2, l'exploitant porte immédiatement ces résultats à la connaissance du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales. Il en va de même de tout incident pouvant avoir des conséquences pour la santé publique."

(Décret n° 91–257 du 7 mars 1991)

"SECTION II – DISPOSITIONS RELATIVES AUX EAUX DOUCES SUPERFICIELLES UTILISEES OU DESTINEES A ETRE UTILISEES POUR LA PRODUCTION D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 15.– Au sens du présent décret, ces eaux sont celles des cours d'eau, des canaux, des lacs et des étangs appartenant ou non au domaine public.

ARTICLE 16.–

I. Ces eaux doivent satisfaire aux exigences de qualité définies à l'annexe I.3 pour les eaux des groupes A1, A2 et A3 correspondant aux traitements suivants :

A1 : traitement physique simple et désinfection ;
A2 : traitement normal physique, chimique et désinfection ;
A3 : traitement physique, chimique poussé, affinage et désinfection.

Un arrêté du préfet, pris après avis du conseil départemental d'hygiène, fixe les valeurs que doivent respecter les caractéristiques physiques, chimiques et microbiologiques de ces eaux pour chaque point de prélèvement. Ces valeurs ne peuvent être moins sévères que celles qui sont fixées de manière impérative dans l'annexe I.3 et elles tiennent compte des autres valeurs indiquées dans cette annexe.

II. Ces eaux sont regardées comme conformes aux exigences de qualité fixées par l'annexe I.3 lorsque sont respectées les règles suivantes :

1°) Les échantillons d'eau sont prélevés, avant traitement, à intervalles réguliers en un même lieu ;

2°) Les valeurs des paramètres sont inférieures aux valeurs limites impératives pour 95 % des échantillons et conformes aux autres valeurs de référence pour 90 % des échantillons ;

3°) Pour les 5 ou 10 % autres des échantillons, selon le cas :
*a) les valeurs des paramètres ne s'écartent pas de plus de 50 % de celles fixées, exception faite pour la température, le pH, l'oxygène dissous et les paramètres microbiologiques,

*b) il ne peut en découler aucun danger pour la santé publique ;

*c) des échantillons consécutifs d'eau prélevés à une fréquence statistiquement appropriée ne s'écartent pas des valeurs qui s'y rapportent.

Les dépassements de valeurs ne sont pas pris en compte lorsqu'ils résultent d'inondations, de catastrophes naturelles ou de circonstances météorologiques exceptionnelles.

ARTICLE 17.–

I. Le préfet peut apporter des dérogations aux arrêtés mentionnés à l'article 16 ci–dessus :

1°) En cas d'inondations ou de catastrophes naturelles ;

2°) En raison de circonstances météorologiques ou géographiques exceptionnelles ;

3°) Lorsque les eaux superficielles subissent un enrichissement naturel en certaines substances susceptible de provoquer le dépassement des valeurs fixées dans l'annexe I.3 ; on entend par enrichissement naturel le processus par lequel une masse d'eau déterminée reçoit du sol des substances contenues dans celui–ci sans intervention de la part de l'homme ;

4°) Dans le cas d'eaux superficielles de lacs d'une profondeur ne dépassant pas 20 mètres, dont le renouvellement en eau prend plus d'un an et qui ne reçoivent pas d'eaux usées.

En aucun cas, ces dérogations ne peuvent être contraires à la santé publique.

II. Les dérogations prévues au I ci–dessus portent sur les valeurs des paramètres suivants :

1°) En ce qui concerne le 2° du I :
– coloration (après filtration simple),
– température,
– sulfates,
– nitrates,
– ammonium ;

2°) En ce qui concerne le 4° du I :
– demande biochimique en oxygène (DBO5) à 20° sans nitrification,
– demande chimique en oxygène (DCO),
– taux de saturation en oxygène dissous,
– nitrates,
– fer dissous,
– manganèse,
– phosphore.

ARTICLE 18.– Les eaux superficielles qui ont des caractéristiques physiques, chimiques et microbiologiques supérieures aux valeurs fixées à l'annexe III du présent décret ne peuvent être utilisées pour la production d'eau alimentaire. Toutefois, l'emploi d'une eau d'une telle qualité inférieure peut être exceptionnellement autorisé par le préfet en application des articles 4 et 6 du présent décret, s'il est employé un traitement approprié, y compris le mélange, permettant de ramener toutes les caractéristiques de qualité de l'eau à un niveau conforme aux exigences fixées à l'annexe I–1 du présent décret. Une telle exception doit être fondée sur un plan de gestion des ressources en eau à l'intérieur de la zone intéressée.

ARTICLE 19.– L'application des dispositions de la présente section ne peut avoir pour effet d'accroître directement ou indirectement la dégradation de la qualité actuelle des eaux superficielles."

SECTION III – DISPOSITIONS RELATIVES AUX DISTRIBUTIONS COLLECTIVES, PUBLIQUES ET PRIVEES

ARTICLE 20.– La création et la modification d'installations collectives, publiques ou privées, d'adduction ou de distribution d'eau, l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel et réservée à l'usage personnel d'une famille, ainsi que les réseaux particuliers alimentés par une distribution publique qui peuvent présenter un risque pour la santé publique sont soumis à déclaration auprès du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, pris après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, fixe les catégories de réseaux particuliers pour lesquels la déclaration est obligatoire.

ARTICLE 21.– Les périmètres de protection mentionnés par l'article L.20 du code de la santé publique peuvent porter sur des terrains disjoints.

(Décret n° 95–363 du 5 avril 1995) – "Les limites du périmètre de protection immédiate sont établies afin d'interdire toute introduction directe de substances polluantes dans l'eau prélevée et d'empêcher la dégradation des ouvrages."

Les terrains compris dans ce périmètre sont clôturés, sauf dérogation prévue dans l'acte déclaratif d'utilité publique et sont régulièrement entretenus. Toutes activités, installations et dépôts y sont interdits en dehors de ceux qui sont explicitement autorisés dans l'acte déclaratif d'utilité publique.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont interdits les activités, installations et dépôts susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine. Les autres activités, installations et dépôts peuvent faire l'objet de prescriptions et sont soumis à une surveillance particulière, prévues dans l'acte déclaratif d'utilité

publique. Chaque fois qu'il est nécessaire, le même acte précise que les limites du périmètre de protection rapprochée seront matérialisées et signalées.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée peuvent être réglementés les activités, installations et dépôts qui, compte tenu de la nature des terrains, présentent un danger de pollution pour les eaux prélevées ou transportées, du fait de la nature et de la quantité de produits polluants liés à ces activités, installations et dépôts ou de l'étendue des surfaces que ceux-ci occupent.

SECTION IV – DISPOSITIONS RELATIVES AUX EAUX CONDITIONNEES AUTRES QUE LES EAUX MINERALES NATURELLES ET A LA GLACE ALIMENTAIRE D'ORIGINE HYDRIQUE

ARTICLE 22.– Toute installation de conditionnement d'eau autre qu'une eau minérale naturelle, toute installation de fabrication et d'emballage de glace alimentaire d'origine hydrique doit être autorisée par arrêté du préfet, après avis du conseil départemental d'hygiène. Un arrêté du ministre chargé de la santé détermine les modalités d'instruction de la demande d'autorisation.

L'autorisation est accordée si les installations de conditionnement d'eau ou les installations de fabrication, d'emballage, d'entreposage et de transport de glace sont de nature à éviter tout risque de contamination.

ARTICLE 23.– Un arrêté du ministre chargé de la santé, pris après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, définit :

1°) Les règles d'hygiène applicables au forage, aux installations, aux dispositifs de conditionnement et aux récipients ;

2°) Les méthodes de gazéification et de correction de la qualité des eaux conditionnées.

ARTICLE 24.– Les matériaux de conditionnement des eaux autres que les eaux minérales naturelles et les matériaux d'emballage de la glace ne doivent pas être susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ou de la glace. Ils doivent répondre aux conditions définies par un arrêté du ministre chargé de la santé et du ministre chargé de la consommation, pris après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France.

(Décret n° 91-257 du 7 mars 1991) – "Toute substance utilisée dans la préparation de ces eaux et de la glace ne doit pas se retrouver dans ces eaux ou cette glace en concentration supérieure à la limite de qualité fixée à l'annexe I.1 ni entraîner directement ou indirectement un risque pour la santé publique."

(Décret n° 90-330 du 10 avril 1990) – "Des dispositions plus contraignantes, concernant les impuretés chimiques à caractère toxique éventuellement présentes dans de telles substances, peuvent être imposées par le ministre chargé de la santé."

ARTICLE 25.– Abrogé par l'article 10 du décret n° 94-819 du 16 septembre 1994 relatif à l'importation des eaux conditionnées.

(Décret n° 95-363 du 5 avril 1995) –

"SECTION V – DISPOSITIONS CONCERNANT LES REGLES D'HYGIENE APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE DISTRIBUTION D'EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 26.– Les dispositions de la présente section s'appliquent aux installations, publiques ou privées, qui servent à la distribution des eaux destinées à la consommation humaine. Ces installations comprennent :

1°) Les réseaux publics de distribution.

2°) Les installations non raccordées aux réseaux publics de distribution dont les responsables doivent obtenir l'autorisation préfectorale de prélèvement d'eau dans le milieu naturel à des fins de consommation humaine, délivrée conformément à l'article 4 du présent décret.

3°) Les installations intérieures équipant les immeubles desservis par les réseaux ou installations mentionnés aux 1°) et 2°).

Au sens du présent décret, une installation de distribution comprend les réseaux de canalisations, les réservoirs et les équipements raccordés, de manière permanente ou temporaire, y compris les installations de production et de distribution d'eaux chaudes sanitaires.

Sous-section 1 – Règles générales d'hygiène applicables à toutes les installations de distribution

ARTICLE 27.– Les installations de distribution définies à l'article 26 doivent être conçues, réalisées et exploitées de manière à empêcher l'introduction ou l'accumulation de toutes matières solides, liquides ou gazeuses susceptibles d'être à l'origine d'une dégradation de la qualité de l'eau distribuée telle qu'il ne soit plus satisfait aux exigences visées à l'article 2 du présent décret. Dans les conditions normales d'exploitation, la circulation de l'eau dans les installations de distribution doit pouvoir être assurée en tout point. Ces installations doivent pouvoir être entièrement nettoyées, rincées, vidangées et désinfectées.

Les installations de distribution d'eau réservée à un autre usage que la consommation humaine doivent se distinguer, au moyen de signes particuliers, de celles visées par le présent décret. Sur tout point de puisage accessible au public et délivrant une eau réservée à un autre usage que la consommation humaine, doit être apposée une information signalant le danger encouru.

Un arrêté des ministres chargés de la santé, du travail et de la construction, pris après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, définit, en tant que de besoin :

1°) les modalités techniques d'application des dispositions du présent article ainsi que les délais éventuellement nécessaires pour mettre en conformité les installations existantes ;

2°) les règles d'hygiène particulières applicables aux puits, aux fontaines et aux sources accessibles au public, autorisés dans les conditions fixées à l'article 4 du présent décret, ainsi que celles concernant les citernes et bâches utilisées temporairement pour mettre à disposition des usagers des eaux destinées à la consommation humaine.

ARTICLE 28.– Sans préjudice des dispositions prises en application de l'article 7 ci-dessus, la mise en place de canalisations en plomb dans les installations de distribution est interdite à partir de la date de publication du décret n° 95-363 du 5 avril 1995.

ARTICLE 29.– Les produits utilisés pour le nettoyage et la désinfection des installations de distribution sont composés de constituants autorisés dans les conditions fixées par le décret du 12 février 1973 susvisé.

Les conditions et modalités d'emploi de ces produits et les procédés physiques de nettoyage et de désinfection des installations de distribution font l'objet de prescriptions particulières édictées par arrêté des ministres chargés de la santé et de la consommation, après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France.

L'évacuation des eaux utilisées pour le nettoyage et le rinçage des installations ainsi que l'élimination des produits issus du traitement des eaux ne doivent pas être susceptibles de porter atteinte à la santé publique et à l'environnement, ou de constituer une source d'insalubrité.

Sous-section 2 : Règles particulières d'hygiène applicables aux réseaux publics de distribution et aux installations non raccordées aux réseaux publics

ARTICLE 30.- Les réseaux et installations définis au 1°) et au 2°) de l'article 26 doivent être nettoyés, rincés et désinfectés avant toute mise ou remise en service. L'exploitant doit s'assurer de l'efficacité de ces opérations et de la qualité de l'eau avant la première mise en service ainsi qu'après toute intervention susceptible d'être à l'origine d'une dégradation de cette qualité.

Les réservoirs équipant ces réseaux et installations doivent être vidés, nettoyés et rincés au moins une fois par an. Lorsque les conditions d'exploitation le permettent et que l'eau distribuée ne présente aucun signe de dégradation de sa qualité, la fréquence de vidange, de nettoyage et de rinçage peut être réduite sur décision du préfet du département prise après avis du conseil départemental d'hygiène.

Le préfet du département est tenu informé par l'exploitant des opérations de désinfection réalisées en cours d'exploitation.

Sous-section 3 : Règles particulières d'hygiène applicables aux installations intérieures équipant les lieux et immeubles recevant du public

ARTICLE 31.- Les installations intérieures mentionnées au 3°) de l'article 26 ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation et notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel elles sont raccordées ou engendrer une contamination de l'eau distribuée. Ces installations ne peuvent, sauf dérogation, être alimentées par une eau issue d'une autre ressource.

Un arrêté des ministres chargés de la santé, du travail et de la construction, pris après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, définit les cas où il y a lieu de mettre en place des dispositifs de protection et les prescriptions techniques applicables à ces dispositifs. Il appartient aux propriétaires des installations mentionnées à la présente sous-section de mettre en place et d'entretenir ces dispositifs.

ARTICLE 32.-

I. Les installations intérieures mentionnées au 3°) de l'article 26 peuvent comporter un dispositif de traitement complémentaire de la qualité de l'eau, sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°) dans le cas d'installations collectives, le traitement complémentaire mis en oeuvre ne doit concerner qu'une partie des eaux livrées dans les immeubles desservis, de telle sorte que le consommateur final puisse disposer d'une eau froide non soumise à ce traitement complémentaire ;

2°) les produits et les procédés utilisés doivent être autorisés par le ministre chargé de la santé, après avis motivé du conseil supérieur d'hygiène publique de France.

Un arrêté des ministres chargés de la santé, du travail, de la construction, de l'industrie et de la consommation, pris après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, définit les prescriptions techniques applicables aux dispositifs de traitement ainsi que les obligations minimales à respecter en matière d'information des consommateurs.

II. Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, pris après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, définit les modalités d'application des dispositions du 1°) du I du présent article pour les installations réalisées avant la date de publication du décret n° 95-363 du 5 avril 1995, ainsi que les délais nécessaires à la mise en conformité desdites installations. Ces délais ne pourront pas excéder six ans à compter de la date de publication du décret n° 95-363 du 5 avril 1995. Dans les cas où, compte tenu de l'ancienneté des installations, il s'avèrerait impossible, pour des raisons techniques ou financières, de procéder à cette mise en conformité, l'arrêté interministériel susmentionné définit les conditions particulières de surveillance de la qualité des eaux ainsi distribuées.

ARTICLE 33.- La hauteur piézométrique de l'eau distribuée par les installations intérieures visées à la présente section doit, en tout point de mise à disposition, être au moins égale à trois mètres, à l'heure de pointe de consommation.

Cette hauteur piézométrique est exigible pour toutes les installations ; lorsque celles-ci desservent des immeubles de plus de six étages, des surpresseurs et des réservoirs de mise sous pression, conformes aux dispositions de l'article 27, peuvent être mis en oeuvre.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux installations de distribution existant avant la date de publication du décret n° 95-363 du 5 avril 1995.

ARTICLE 34.- L'utilisation des canalisations intérieures d'eau pour la mise à la terre des appareils électriques est interdite. Pour les installations de distribution existant avant la date de publication du décret n° 95-363 du 5 avril 1995 et lorsqu'il n'existe pas de dispositif de mise à la terre, cette mesure peut, à titre dérogatoire, ne pas être appliquée à condition que la sécurité des usagers et des personnels d'exploitation des installations de distribution d'eau soit assurée. Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, pris après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, définit les modalités d'application du présent article.

ARTICLE 35.- Sans préjudice des dispositions du titre troisième du Livre II du code du travail, les propriétaires d'immeubles doivent maintenir les installations collectives de distribution d'eau en bon état d'entretien et de fonctionnement. L'entretien des réservoirs et des bâches de stockage doit être réalisé et vérifié aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.

Les dispositifs de protection et de traitement mentionnés aux articles 31 et 32 du présent décret, équipant les installations collectives de distribution, doivent être vérifiés et entretenus, au moins tous les six mois. Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction définit les modalités de cette vérification et de cet entretien."

SECTION VI - DISPOSITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 36.- (Décret n° 95-363 du 5 avril 1995) - "Pour les services et organismes dépendant de l'autorité ou placés sous la tutelle du ministre chargé de la défense, un arrêté de ce ministre fixe les modalités d'application du présent décret, en ce qui concerne les dispositions des articles 2 (3ème alinéa), 3 (4ème alinéa), 3-1, 4 (I, 1er alinéa), 8 (2ème alinéa), 9, 10, 11 (1er alinéa), 12 (1er, 2ème et 4ème alinéas), 16, 17.I, 18, 20 (1er alinéa) et 30."

ARTICLE 37.- Sont abrogés le décret n° 61.859 du 1er août 1961 modifié et l'article 6 du décret n° 61.987 du 24 août 1961 susvisé."

ARTICLE 38.– Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement, le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'agriculture et de la forêt, le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte parole du Gouvernement, le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement, le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités territoriales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à PARIS, le 3 janvier 1989

Par le Premier Ministre,

Le Ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte parole du Gouvernement

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget

Le ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement

Le ministre de la défense

Le ministre de l'intérieur

Le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire

Le ministre de l'agriculture et de la forêt

Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de l'environnement

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités territoriales

- ANNEXE I.1 -

LIMITES DE QUALITE DES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE

A) PARAMETRES ORGANOLEPTIQUES

L'eau ne doit pas présenter :

1. Une coloration dépassant 15 mg/l de platine en référence à l'échelle Platine/Cobalt.

2. Une turbidité supérieure à une valeur équivalente à 2 unités JACKSON.

3. D'odeur, de saveur, pour un taux de dilution de 2, à 12 °C et de 3, à 25 °C.

B) PARAMETRES PHYSICO-CHIMIQUES EN RELATION AVEC LA STRUCTURE NATURELLE DES EAUX

1. A l'exception des eaux ayant subi un traitement thermique pour la production d'eau chaude, la température ne doit pas dépasser 25 °C.

2. Le pH doit être supérieur ou égal à 6,5 unités pH et inférieur ou égal à 9 unités pH ; cette obligation ne s'applique pas aux eaux conditionnées non minérales.

3. Pour les substances suivantes, les valeurs des concentrations doivent être inférieures ou égales aux valeurs indiquées ci-après :

- chlorures ..... 200 mg/l (Cl)
- sulfates ..... 250 mg/l (SO_4)
- magnésium ..... 50 mg/l (Mg)
- sodium ..... 150 mg/l (Na)
  avec un percentile de 80
- potassium ..... 12 mg/l (K)
- aluminium total ..... 0,2 mg/l (Al)

(A l'exception des eaux ayant subi un traitement thermique pour la production d'eau chaude, pour lesquelles la valeur de 0,5 mg/l (Al) ne doit pas être dépassée.)

4. La quantité de résidus secs, après dessiccation à 180 °C, doit être inférieure ou égale à 1 500 mg/l.

C) PARAMETRES CONCERNANT DES SUBSTANCES INDESIRABLES

1. Pour les substances suivantes, les valeurs des concentrations doivent être inférieures ou égales aux valeurs indiquées ci-après :

- nitrates ..... 50 mg/l (NO_3)
- nitrites ..... 0,1 mg/l (NO_2)
- ammonium ..... 0,5 mg/l (NH_4)
- azote Kjeldahl ..... 1 mg/l (en N)
  N de NO_3 et NO_2 exclus

2. L'oxydabilité au permanganate de potassium ($KMnO_4$), mesurée après 10 minutes en milieu acide, à chaud, doit être inférieure ou égale à 5 mg/l en oxygène.

3. La teneur en hydrogène sulfuré doit être telle que ce composé ne soit pas détectable organoleptiquement.

4. La valeur de la concentration en hydrocarbures dissous ou émulsionnés, après extraction au CCl_4, doit être inférieure à 10 microgrammes par litre.

5. La teneur en phénols doit être telle que les composés ne soient pas détectables organoleptiquement après ajout de chlore. En cas de détection, la concentration en phénols, exprimés en indice phénol C_6H_5OH, doit être inférieure ou égale à 0,5 µg/l, les phénols naturels ne réagissant pas au chlore étant exclus.

6. Pour les substances suivantes, les valeurs de concentrations doivent être inférieures ou égales aux valeurs indiquées ci-après :

- agents de surface réagissant au bleu de méthylène ... 200 µg/l
  (exprimés en lauryl-sulfate)
- fer ..... 200 µg/l (Fe)
- manganèse ..... 50 µg/l (Mn)
- cuivre ..... 1 mg/l (Cu)
- zinc ..... 5 mg/l (Zn)
- phosphore ..... 5 mg/l (P_2O_5)
- argent ..... 10 µg/l (Ag)

7. La teneur en fluor doit être inférieure à 1 500 microgrammes par litre (F) pour une température moyenne de l'aire géographique considérée comprise entre 8 °C et 12 °C et à 700 microgrammes par litre (F) pour une température moyenne de l'aire géographique considérée comprise entre 25°C et 30°C. Pour les températures moyennes comprises entre 12 °C et 25 °C, la teneur limite en fluor est calculée par interpolation linéaire.

D) PARAMETRES CONCERNANT DES SUBSTANCES TOXIQUES

Pour les substances suivantes, les valeurs des concentrations doivent être inférieures ou égales aux valeurs indiquées :

- arsenic ..... 50 µg/l (As)
- cadmium ..... 5 µg/l (Cd)
- cyanures ..... 50 µg/l (CN)
- chrome total ..... 50 µg/l (Cr)
- mercure ..... 1 µg/l (Hg)
- nickel ..... 50 µg/l (Ni)
- plomb ..... 50 µg/l (Pb)
- antimoine ..... 10 µg/l (Sb)
- sélénium ..... 10 µg/l (Se)
- hydrocarbures polycycliques aromatiques (H.P.A.) :

* pour le total des 6 substances suivantes : ..... 0,2 µg/l
fluoranthène,
benzo (3,4) fluoranthène,
benzo (11,12) fluoranthène,
benzo (3,4) pyrène,
benzo (1,12) pérylène,
indéno (1,2,3-cd) pyrène.

* benzo (3,4) pyrène ..... 0,01 µg/l

E) PARAMETRES MICROBIOLOGIQUES

1. L'eau ne doit pas contenir d'organismes pathogènes, en particulier de salmonelles dans 5 litres d'eau prélevée, de staphylocoques pathogènes dans 100 millilitres d'eau prélevée, de bactériophages fécaux dans 50 millilitres d'eau prélevée et d'entérovirus dans un volume ramené à 10 litres d'eau prélevée.

2. 95% au moins des échantillons prélevés ne doivent pas contenir de coliformes dans 100 millilitres d'eau.

3. L'eau ne doit pas contenir de coliformes thermotolérants et de streptocoques fécaux, dans 100 millilitres d'eau prélevée.

4. L'eau ne doit pas contenir plus d'une spore de bactéries anaérobies sulfito-réductrices par 20 millilitres d'eau prélevée.

5. Lorsque les eaux sont livrées sous forme conditionnée, le dénombrement des bactéries aérobies revivifiables, à 37 °C et après 24 heures, doit être inférieur ou égal à 20 par millilitre d'eau prélevée ; à 22 °C et après 72 heures, il doit être inférieur ou égal à 100 par millilitre d'eau prélevée. L'analyse est commencée dans les 12 heures suivant le conditionnement.

(Décret n° 95-363 du 5 avril 1995)
"6. Lorsque les eaux sont livrées sous forme conditionnée, l'eau ne doit pas contenir de Pseudomonas aeruginosa dans 100 millilitres."

(Décret n° 90-330 du 10 avril 1990) -

"F) PESTICIDES ET PRODUITS APPARENTES

Pour les insecticides organochlorés persistants, organophosphorés et carbamates, les herbicides, les fongicides, les P.C.B. et P.C.T., les valeurs des concentrations doivent être inférieures ou égales aux valeurs indiquées ci-après :

a) par substance individualisée ..... 0,1 µg/l
à l'exception des substances suivantes :
- aldrine et dieldrine ..... 0,03 µg/l
(Décret n° 95-363 du 5 avril 1995)
" - Heptachlore et epoxyde d'heptachlore ..... 0,03 µg/l"

b) pour le total des substances mesurées ..... 0,5 µg/l

(Décret n° 95-363 du 5 avril 1995)

"G) PARAMETRES CONCERNANT LES EAUX ADOUCIES LIVREES A LA CONSOMMATION HUMAINE

Les eaux adoucies livrées à la consommation humaine doivent satisfaire, en outre, aux exigences suivantes :

1. La dureté totale ne doit pas être inférieure à 15 degrés français.

2. L'alcalinité ne doit pas être inférieure à 2,5 degrés français.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux eaux adoucies ayant subi un traitement thermique pour la production d'eau chaude."

(Décret n° 90-330 du 10 avril 1990) –

"– ANNEXE I.2 –

AUTRES REFERENCES DE QUALITE DES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE

Les dispositions du troisième alinéa de l'article 2 s'appliquent lorsqu'est constatée l'une des situations suivantes :

1. La composition de l'eau, notamment sa teneur en anhydride carbonique libre et sa concentration en ions hydrogène, la rend agressive au carbonate de calcium.

2. La conductivité s'écarte de 400 µS par centimètre à 20°C.

3. Lors de traitement de l'eau avec des produits contenant des silicates, l'augmentation de la teneur en silicates dépasse 10 mg/l (SiO_2).

4. La teneur en calcium est supérieure à 100 mg/l.

5. La valeur de saturation de l'oxygène dissous est inférieure ou égale à 75 %, excepté pour les eaux souterraines.

6. La concentration en carbone organique total augmente par rapport à la concentration habituelle.

7. Le résidu sec des substances extractibles au chloroforme à pH neutre est supérieur à 0,1 mg/l.

8. La teneur en bore est supérieure à 1 000 µg/l.

9. La teneur en composés organochlorés, autres que les pesticides et les produits apparentés, est supérieure à 1 µg/l.

10. La teneur en chlore résiduel est supérieure à 0,1 mg/l.

11. La teneur en baryum est supérieure à 100 µg/l.

12. Le dénombrement des germes totaux pour les eaux autres que conditionnées fait apparaître plus de 10 germes par millilitre à 37°C ou plus de 100 germes par millilitre à 22°C. Ces valeurs sont ramenées respectivement à 2 germes et 20 germes par millilitre pour les eaux désinfectées à la sortie des stations de traitement.

13. L'eau contient des organismes parasites, des algues, d'autres éléments figurés (animalcules) ou des matières en suspension."

(Décret n° 91-257 du 7 mars 1991)

"ANNEXE I-3

EXIGENCES DE QUALITE DES EAUX DOUCES SUPERFICIELLES UTILISEES OU DESTINEES A ETRE UTILISEES POUR LA PRODUCTION D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE

G : valeur guide

I : valeur limite impérative

Groupes de paramètres (suite)	Paramètres	A 1		A 2		A 3	
		G	I	G	I	G	I
Paramètres organoleptiques	Coloration (après filtration simple) mg/l (échelle Pt)	10	20	50	100	50	200
	Odeur (facteur de dilution à 25 °C)	3		10		20	
Paramètres physico-chimiques liés à la structure naturelle des eaux	Conductivité µs/cm à 20 ° C	1000		1000		1000	
	Température (° C)	22	25	22	25	22	25
	pH (unités pH)	6,5-8,5		5,5-9		5,5-9	
	Chlorures (mg/l Cl)	200		200		200	
	Sulfates (mg/l SO_4)	150	250	150	250	150	250
	Matières en suspension (mg/l)	25					
	Demande biochimique en oxygène (DBO_5) à 20 °C sans nitrification (mg/l O_2)	< 3		< 5		< 7	
	Demande chimique en oxygène (DCO) (mg/l O_2)					30	
	Taux de saturation en oxygène dissous (% O_2)	> 70		> 50		> 30	
Paramètres concernant les substances indésirables	Nitrates (mg/l NO_3)	25	50		50		50
	Ammoniaque (mg/l NH_4)	0,05		1	1,5	2	4

Groupes de paramètres (suite)	Paramètres	A 1		A 2		A 3	
		G	I	G	I	G	I
Paramètres concernant les substances indésirables (suite)	Azote Kjeldhal [NO_3 excepté (mg/l N)]	1		2		3	
	Hydrocarbures dissous ou émulsionnés après extraction par éther de pétrole (mg/l)		0,05		0,2	0,5	1
	Phénols (indice phénol) para–nitraniline 4 aminoantipyrine (mg/l C_6H_5OH)		0,001	0,001	0,005	0,01	0,1
	Agents de surface réagissant au bleu de méthylène (mg/l lauryl–sulfate)	0,2		0,2		0,5	
	Substances Extractibles au chloroforme (mg/l)	0,1		0,2		0,5	
	Fer dissous (mg/l Fe)	0,1	0,3	1	2	1	
	Manganèse (mg/l Mn)	0,05		0,1		1	
	Cuivre (mg/l Cu)	0,02	0,05	0,05		1	
	Zinc (mg/l Zn)	0,5	3	1	5	1	5
	Phosphore (mg/l P_2O_5)	0,4		0,7		0,7	
	Fluor (mg/l F)	0,7–1	1,5	0,7–1,7		0,7–1,7	
	Bore (mg/l B)	1		1		1	
	Baryum (mg/l Ba)		0,1		1		1
Paramètres concernant les substances toxiques	Arsenic (μg/l As)	10	50		50	50	100
	Cadmium (μg/l Cd)	1	5	1	5	1	5
	Cyanures (μg/l CN)		50		50		50
	Chrome total (μg/l Cr)		50		50		50
	Plomb (μg/l Pb)		50		50		50
	Mercure (μg/l Hg)	0,5	1	0,5	1	0,5	1
	Sélénium (μg/l Se)		10		10		10
	Hydrocarbures polycycliques aromatiques Total 6 substances visées par décret du 03/01/89 (μg/l)		0,2		0,2		1
Pesticides	Total : parathion, HCH, dieldrine (μg/l)		1		2,5		5

Groupes de paramètres (suite)	Paramètres	A 1		A 2		A 3	
		G	I	G	I	G	I
Paramètres microbiologiques	Coliformes totaux 37°C (100 ml)	50		5000		50000	
	Coliformes thermo–tolérants (100 ml)	20		2000		20000	
	Streptocoques fécaux (100 ml)	20		1000		10000	
	Salmonelles	Absence dans 5000 ml		Absence dans 1000 ml			

"

– ANNEXE II –

PROGRAMMES D'ANALYSE DES ECHANTILLONS D'EAU

La présente annexe fixe les programmes d'analyses d'échantillons, pour les eaux distribuées par un réseau collectif public ou privé (I), les eaux conditionnées et la glace alimentaire (II) et les eaux utilisées dans les industries alimentaires (III) ainsi que les modalités d'adaptation du programme d'analyse (IV).

I – EAU DISTRIBUEES PAR UN RESEAU COLLECTIF PUBLIC OU PRIVE

A – CONTENU DES ANALYSES

Tableau 1 – ANALYSES BACTÉRIOLOGIQUES

ANALYSES BACTERIOLOGIQUES		
Réduite (B 1)	Sommaire (B 2)	Complète (B 3)
Coliformes thermotolérants Streptocoques fécaux	Coliformes thermotolérants Streptocoques fécaux Dénombrement des bactéries aérobies revivifiables à 22 ° C et 37 ° C	Coliformes thermotolérants Streptocoques fécaux – Coliformes Dénombrement des bactéries aérobies revivifiables à 22 °C et 37 °C Spores de bactéries anaérobies sulfitoréductrices

Tableau 2 – ANALYSES PHYSICO–CHIMIQUES

ANALYSES PHYSICO–CHIMIQUES (suite)							
	Analyse physico–chimique réduite (C1)	Analyse physico–chimique sommaire (C2)	Analyse physico–chimique complète (C3)	Analyses physico–chimiques particulières (C4)			
				C4a	C4b	C4c	C4d
PARAMETRES OGANO–LEPTIQUES	– Aspect (qualitatif) : odeur, saveur, couleur – Turbidité	– Aspect (qualitatif) : odeur, saveur, couleur – Turbidité	– Aspect (quantitatif) : odeur, saveur, couleur – Turbidité				

ANALYSES PHYSICO-CHIMIQUES
(suite)

	Analyse physico-chimique réduite (C1)	Analyse physico-chimique sommaire (C2)	Analyse physico-chimique complète (C3)	Analyses physico-chimiques particulières (C4)			
				C4a	C4b	C4c	C4d
PARAMETRES PHYSICO-CHIMIQUES LIES A LA STRUCTURE NATURELLE DES EAUX	– pH – conductivité	– température – pH – conductivité	– température – pH – conductivité – chlorures – sulfates – silice – calcium – magnésium – sodium – potassium – aluminium – résidus secs – oxygène dissous – anhydride carbonique libre (essai au marbre) ou calcul de l'équilibre calcocarbonique – carbonates – hydrogéno-carbonates				– matières totales en suspension (MES) – demande chimique en oxygène (DCO) – demande biochimique en oxygène dissous (DBO_5)
PARAMETRES CONCERNANT LES SUBSTANCES INDESIRABLES	– chlore résiduel ou tout autre paramètre représentatif du traitement de désinfection	– nitrates – nitrites – ammonium – 2 paramètres parmi les paramètres suivants : chlorures, sulfates, oxydabilité au $KMnO_4$ ou carbone organique total, titre alcalimétrique complet ou dureté totale – chlore résiduel ou tout autre paramètre représentatif du traitement de désinfection	– nitrates – nitrites – ammonium – oxydabilité au $KMnO_4$, à chaud, en milieu acide – hydrogène sulfuré – fer – cuivre – zinc – manganèse – phosphore – fluor – chlore résiduel ou tout autre paramètre représentatif du traitement de désinfection	– azote Kjeldhal – hydrocarbures dissous – agents de surface – indice phénol			– bore – baryum – substances extractibles au chloroforme
PARAMETRES CONCERNANT LES SUBSTANCES TOXIQUES					– cadmium – plomb – H.P.A.	– arsenic – cyanures – chrome – mercure – sélénium	
AUTRES PARAMETRES						– pesticides – composés organo-halogénés volatils	

Tableau 7 – ANALYSES-TYPES ET FREQUENCES D'ECHANTILLONNAGE ANNUELLES

Analyses types	Analyse bactériologique complète (B3) Analyses physico–chimique sommaire (C2)	Analyses physico–chimique complète (C3) Analyses physico–chimiques particulières (C4a, C4b, C4c)
Fréquences annuelles d'échantillonnage	Les fréquences annuelles d'échantillonnage sont identiques à celles prévues pour les analyses effectuées sur les ressources alimentant les réseaux d'adduction (tableau 4) ; elles ne peuvent être inférieures à celles indiquées ci–dessous :	
Fréquences minimales	3	1

IV – ADAPTATION DU PROGRAMME

Pour l'application de l'article 9 du présent décret, le programme d'analyse peut être modifié dans les conditions suivantes :

1. A coût égal de réalisation du programme d'analyses, la nature et la fréquence des paramètres analysés peuvent être modifiées.
2. a) Pour les eaux d'origine superficielle, les fréquences d'échantillonnage peuvent être réduites d'un facteur 2 à l'exception de celles concernant les analyses bactériologiques ;
   b) Pour les eaux souterraines ou profondes, les fréquences d'échantillonnage peuvent être réduites d'un facteur 4.
3. Le programme peut comprendre des analyses supplémentaires dont le coût ne conduit pas à un dépassement supérieur à 20 % du programme d'analyse établi selon les modalités prévues aux tableaux 1 et 2 de la présente annexe.

– ANNEXE III –

LIMITES DE QUALITE DES EAUX BRUTES UTILISEES POUR LA PRODUCTION D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE

1. Paramètres organoleptiques.

Coloration après filtration dépassant 200 mg/l de platine en référence à l'échelle platine/cobalt.

2. Paramètres en relation avec la structure naturelle des eaux.

1. Température de l'eau supérieure à 25 °C.
2. Pour les substances suivantes, valeurs des concentrations supérieures aux valeurs ci–après :
   a) Chlorures ..... 200 mg/l (Cl)
   b) Sulfates ..... 250 mg/l (SO_4)
3. Pour les eaux superficielles, pourcentage d'oxygène dissous inférieur à 30 % de la valeur de saturation.

3. Paramètres concernant des substances indésirables.

Pour les substances suivantes, valeurs des concentrations supérieures aux valeurs ci–après :

1. Nitrates ..... 50 mg/l (NO_3) pour les eaux superficielles
   ..... 100 mg/l (NO_3) pour les autres eaux
2. Ammonium ..... 4 mg/l (NH_4)
3. Oxydabilité ($KMnO_4$) en milieu acide ..... 10 mg/l (O_2)
4. Phénols (indice phénol) para nitraniline et 4 amino–antipyrine ..... 0,1 mg/l (C_6H_5OH)
5. Agents de surface (réagissant au bleu de méthylène) ..... 0,5 mg/l (lauryl–sulfate)
6. Hydrocarbures dissous émulsionnés après extraction au tétrachlorure de carbone ..... 1 mg/l
7. Zinc ..... 5 mg/l (Zn)
8. Baryum ..... 1 mg/l (Ba) pour les eaux superficielles

4. Paramètres concernant des substances toxiques

Pour les substances suivantes, valeurs de concentrations supérieures aux valeurs ci–après :

1. Arsenic ..... 100 µg/l (As)
2. Cadmium ..... 5 µg/l (Cd)
3. Cyanures ..... 50 µg/l (CN)
4. Chrome total ..... 50 µg/l (Cr)
5. Mercure ..... 1 µg/l (Hg)
6. Plomb ..... 50 µg/l (Pb)
7. Sélénium ..... 10 µg/l (Se)
8. Pesticides pour le total des trois substances suivantes (parathion, HCH, dieldrine) ..... 5 µg/l
9. Hydrocarbures polycycliques aromatiques :
   Pour le total des six substances suivantes : ..... 1 µg/l
   Fluoranthène
   Benzo (3,4) fluoranthène
   Benzo (11,12) fluoranthène
   Benzo (3,4) pyrène
   Benzo (1,12) périylène
   Indéno (1, 2, 3–cd) pyrène

5. Paramètres microbiologiques

Eau contenant plus de 20 000 coliformes thermotolérants et plus de 10 000 streptocoques fécaux par 100 millilitres d'eau prélevée.

IMPRIMERIE NATIONALE Impression d'après documents fournis 5 249145 TSP

>> Base D.: LOIR
>> Date : 29-03-1999, 15:04
>> Termes : Nature = décret, Date = 26 septembre 1994, Numéro = 94-841
Résultat (dans la présélection) "2 documents

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE ET DE LA VILLE.

N° 39 du 22 OCTOBRE 1994.
Décret **n° 94-841 du 26 septembre 1994**

Relatif aux conditions d'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine.

NOR: SPSP9400763D.

Sur le rapport du ministre de l'environnement et du ministre délégué à la santé,

Vu la directive n° 90/313/C.E.E. du 7 juin 1990 concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement ;

Vu le code de la santé publique et les textes pris pour son application, notamment le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, et notamment son article 13 ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau,

Décrète :

Art. 1er. - Les données relatives à la qualité de l'eau distribuée comprennent notamment :

- les résultats de l'analyse des prélèvements effectués au titre des articles 8 à 13 du décret du 3 janvier 1989 susvisé et leur interprétation sanitaire faite par le service de l'Etat chargé du contrôle administratif et technique des règles d'hygiène ;

- les synthèses commentées que peut établir ce service, sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Art. 2. - Sauf en cas de situation d'urgence où toutes les mesures sont prises pour informer les usagers dans les meilleurs délais possibles par des moyens adaptés, le maire affiche en mairie, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception, l'ensemble des documents que lui transmet le préfet sur les données relatives à la qualité de l'eau distribuée ou seulement la synthèse commentée permettant une bonne compréhension des données. Ces documents restent affichés jusqu'à ce que de nouveaux documents soient disponibles.

En complément à l'affichage en mairie, une note de synthèse annuelle sur les données relatives à la qualité des eaux distribuées, transmise par le préfet, est publiée par le maire au Recueil des actes administratifs prévu à l'article 18 de la loi du 6 février 1992 susvisée, dans les communes de 3 500 habitants et plus.

Copyright Juridisque Lamy S.A.

Lorsque, en complément à l'affichage en mairie, il est procédé à une autre forme de publicité sur les données relatives à la qualité des eaux, l'information doit être basée, pour la période prise en compte, sur l'ensemble des résultats correspondants disponibles. En cas de sélection de l'information, celle-ci ne doit pas être de nature à tromper le consommateur.

Sur le même panneau d'affichage, ou, dans le même message, en cas d'utilisation de façon complémentaire d'autres modes d'information, il est mentionné que, pour l'application de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, toutes les données relatives à la qualité de l'eau peuvent être consultées en un lieu indiqué, situé éventuellement dans une autre commune en cas d'intervention d'un groupement de communes dans la distribution de l'eau. En ce lieu, auquel le public peut facilement avoir accès pendant les heures normales d'ouverture, sont tenues à la disposition directe du public les données relatives au moins aux trois dernières années. Lorsqu'elles sont portées sur un système informatisé, les données sont présentées sous une forme équivalente à celle d'origine, et permettant une lecture simple.

Art. 3. - Pour faciliter la compréhension de l'information, chaque bulletin d'analyse effectuée au titre des articles 8 à 13 du décret du 3 janvier 1989 susvisé ainsi que les synthèses commentées qui peuvent être faites comme prévu à l'article 2 ci-dessus indiquent, pur chaque paramètre, la limite de qualité ou la référence de qualité.

Art. 4. - Lorsque, par quelque moyen que ce soit, les résultats des analyses effectuées dans le cadre de la surveillance prévue à l'article 14 du décret du 3 janvier 1989 susvisé sont portés à l'information du public, toute disposition doit être prise pour éviter que ces données puissent être confondues avec celles obtenues dans le cadre du programme réglementaire d'analyses réalisé au titre des articles 8 à 13 du même décret. De plus, sur la période concernée, l'ensemble des résultats d'analyse de surveillance doit être pris en compte.

Art. 5. - Les dispositions de l'article 3 ci-dessus sont applicables à compter du 1er jour du septième mois suivant la date de publication du présent décret.

Art. 6. - Le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'environnement, le ministre délégué à la santé et le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Le Premier ministre,

Journal officiel du 1er octobre 1994.

1856.

Copyright Juridisque Lamy S.A.

SYL

AMÉNAGEMENT - ENVIRONNEMENT

Eau

Eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles

DÉCRET - 20 DÉCEMBRE 2001 -
MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ
N° 2001-1220 - JO DU 22 DÉCEMBRE 2001 - NOR: MESX0100156D

COMMENTAIRE DU MONITEUR

Sécurité sanitaire de l'eau du robinet (plomb)

Ce décret transpose la directive européenne n° 98/83 du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et renforce la sécurité sanitaire des eaux de consommation. Principale mesure le contrôle de conformité des eaux fournies par un réseau de distribution, qui concernera désormais la qualité de l'eau aux points d'utilisation normale par les consommateurs et non plus au niveau du réseau public. Cette disposition est particulièrement importante dans la perspective de la diminution de la teneur en plomb à 10 microgrammes par litre d'ici fin 2013. Cependant, l'article 53 du décret fixe une période transitoire, commençant dès le 25 décembre 2003, où la teneur en plomb est abaissé à 25 microgrammes par litre. Par ailleurs, le plomb provenant principalement de la corrosion des canalisations, le régime juridique mis en place est adapté aux différentes situations: distribution publique ou privée, distribution dans des locaux ou établissements fournissant ou non de l'eau au public.
Les autre mesures concernent l'édiction de normes actualisées pour la qualité de l'eau renforçant le caractère contraignant des paramètres microbiologiques ou chimiques pouvant présenter des risques sanitaires et l'instauration d'un cadre de gestion des situations de non conformité.

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre et de la ministre de l'emploi et de la solidarité,
Vu la directive 75/440/CEE du Conseil du 16 juin 1975 modifiée concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres;
Vu la directive 79/869/CEE du Conseil du 9 octobre 1979 modifiée relative aux méthodes de mesure et à la fréquence des échantillonnages et de l'analyse des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres;
Vu la directive 80/778/CEE du Conseil du 15 juillet 1980 modifiée relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine;
Vu la directive 90/313/CEE du Conseil du 7 juin 1990 concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement;
Vu la directive 96/70/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 octobre 1996 modifiant la directive 80/777/CEE du Conseil relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant l'exploitation et la mise dans le commerce des eaux minérales naturelles;
Vu la directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine;
Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le livre II de la deuxième partie;
Vu le code de la santé publique;
Vu le code de la consommation;
Vu le code de la construction, notamment l'article R. 111-3;
Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique;
Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 214-1 et L. 215-13;
Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations;
Vu le décret n° 73-138 du 12 février 1973 modifié portant application de la loi du 1er août 1905 sur les fraudes et falsifications en ce qui concerne les procédés et les produits utilisés pour le nettoyage des matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées, produits et boissons pour l'alimentation de l'homme et des animaux;
Vu le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles;
Vu le décret n° 89-369 du 6 juin 1989 modifié relatif aux eaux minérales naturelles et aux eaux potables préemballées;
Vu le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration;
Vu le décret n° 92-631 du 8 juillet 1992 modifié relatif aux matériaux et objets destinés à entrer en contact avec les denrées, produits et boissons pour l'alimentation de l'homme et des animaux;
Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau;
Vu le décret n° 94-1033 du 30 novembre 1994 modifié relatif aux conditions d'application de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau aux opérations, travaux ou activités concernant des installations ou des enceintes relevant du ministre de la défense ou soumis à des règles de protection du secret de la défense nationale;
Vu le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics et de l'eau potable et de l'assainissement;
Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 et le décret n° 97-1205 du 19 décembre 1997;
Vu le décret n° 97-1185 du 19 décembre 1997 pris pour l'application à la ministre de l'emploi et de la solidarité du 1° de l'article 2 du décret du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles;
Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 13 novembre 2001;
Vu l'avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments en date du 23 novembre 2001;
Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 11 juillet 2001;
Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date des 6 avril et 16 novembre 2001;
Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu;
Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

SECTION 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SOUS-SECTION 1
Champ d'application, limites et références de qualité et délais d'application

Art. 1er. - Le présent décret est applicable aux eaux destinées à la consommation humaine définies ci-après:
1° Toutes les eaux qui, soit en l'état, soit après traitement, sont destinées à la boisson, à la cuisson, à la préparation d'aliments ou à d'autres usages domestiques, qu'elles soient fournies par un réseau de distribution, à partir d'un camion-citerne ou d'un bateau-citerne, en bouteilles ou en conteneurs, y compris les eaux de source;
2° Toutes les eaux utilisées dans les entreprises alimentaires pour la fabrication, la transformation, la conservation ou la commercialisation de produits ou de substances, destinés à la consommation humaine, qui peuvent affecter la salubrité de la denrée alimentaire finale, y compris la glace alimentaire d'origine hydrique.
Le présent décret n'est pas applicable aux eaux minérales naturelles et aux eaux relevant de l'article L. 5111-1 du code de la santé publique.

Art. 2. - I. - Les eaux destinées à la consommation humaine doivent, dans les conditions prévues au présent décret:
– ne pas contenir un nombre ou une concentration de micro-organismes, de parasites ou de toutes autres substances constituant un danger potentiel pour la santé des personnes;
– et être conformes aux limites de qualité définies à l'annexe I-1 du présent décret, sous réserve des dispositions prévues à l'article 53. Toutefois, pour les eaux de source préemballées, ces limites de qualité sont les paramètres microbiologiques fixés à l'article 14 bis et au I-3 de l'annexe I du décret du 6 juin 1989 susvisé.
II. - Elles doivent, en outre, satisfaire à des références de qualité, valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau et d'évaluation de risques pour la santé des personnes, fixées à l'annexe I-2 du présent décret.
III. - Les mesures prises pour mettre en œuvre le présent décret ne doivent pas entraîner, directement ou indirectement:
– une dégradation de la qualité actuelle des eaux destinées à la consommation humaine qui a une incidence sur la santé des personnes;
– un accroissement de la pollution des eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Art. 3. - Les limites et références de qualité définies au I et au II de l'article 2 doivent être respectées ou satisfaites aux points de conformité suivants:
a) Pour les eaux fournies par un réseau de distribution, au point où, à l'intérieur de locaux ou d'un établissement, elles sortent des robinets qui sont normalement utilisés pour la consommation humaine sauf pour certains paramètres pour lesquels des points spécifiques sont définis dans les notes figurant aux annexes I-1 et I-2;
b) Pour les eaux mises en bou-

REFERENCES

DIRECTIVE N° 98/83/CE
DU 3 NOVEMBRE 1998
TEXTES OFFICIELS
DU 1er JANVIER 1999, P. 234

DÉCRET N° 93-742
DU 29 MARS 1993
TEXTES OFFICIELS
DES 23 AVRIL 1993, P. 290
ET 13 AVRIL 2001, P. 434

teilles ou en conteneurs, aux points où les eaux sont mises en bouteilles ou en conteneurs et dans les contenants; pour les eaux de source, également à l'émergence, sauf pour les paramètres qui peuvent être modifiés par un traitement autorisé;

c) Pour les eaux utilisées dans une entreprise alimentaire, au point où les eaux sont utilisées dans l'entreprise;

d) Pour les eaux servant à la fabrication de la glace alimentaire, au point de production de la glace et dans le produit fini;

e) Pour les eaux fournies à partir de camions-citernes ou de bateaux-citernes, au point où elles sortent du camion-citerne ou du bateau-citerne;

f) Pour les eaux qui sont fournies à partir d'appareils distributeurs d'eau non préemballée eux-mêmes approvisionnés en eau par des récipients amovibles, au point où ces eaux sortent de l'appareil distributeur.

Art. 4. - I. - Sans préjudice des dispositions transitoires prévues aux articles 50 et 51 et de celles prévues au II du présent article, les limites et références de qualité définies au I et au II de l'article 2 du présent décret sont applicables à compter du 25 décembre 2003.

II. - Sans préjudice des dispositions transitoires prévues à l'article 53, pour les eaux mentionnées aux a, c, d et e de l'article 3, les limites de qualité des paramètres suivants sont applicables:

– pour le paramètre plomb, à compter du 25 décembre 2013;

– pour les paramètres bromates et trihalométhanes, à compter du 25 décembre 2008;

– pour la turbidité au point de mise en distribution lorsque les installations sont d'un débit inférieur à 1 000 m³/j ou desservent des unités de distribution de moins de 5 000 habitants et que ces eaux sont celles mentionnées à l'article 25 ou sont des eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique supérieure à 2 NFU, à compter du 25 décembre 2008.

SOUS-SECTION 2
Procédures

Art. 5. - I. - L'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par une personne publique ou privée est autorisée par arrêté du préfet, pris après avis du conseil départemental d'hygiène et, dans les cas prévus à l'article 7, du Conseil supérieur d'hygiène publique de France. L'arrêté l'autorisation fixe les conditions de réalisation, d'exploitation et de protection du point de prélèvement d'eau et indique notamment les produits et procédés de traitement techniquement appropriés auxquels il peut être fait appel.

Lorsque les travaux de prélèvement sont soumis aux dispositions de l'article L. 215-13 du code de l'environnement, cet arrêté déclare lesdits travaux d'utilité publique et, s'ils sont soumis aux dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique, détermine les périmètres de protection à mettre en place.

N'est pas soumise à la procédure d'autorisation l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel à l'usage personnel d'une famille.

II. - Le dossier de la demande d'autorisation doit contenir:

1° Les informations permettant d'évaluer la qualité de l'eau de la ressource utilisée et ses variations possibles, y compris en ce qui concerne les eaux mentionnées à l'article 25;

2° L'évaluation des risques susceptibles d'altérer la qualité de cette eau;

3° Lorsque le débit de prélèvement est supérieur à 8 m³/h, une étude portant sur les caractéristiques géologiques et hydrogéologiques du secteur aquifère concerné ou sur les caractéristiques du bassin versant concerné, sur la vulnérabilité de la ressource et sur les mesures de protection à mettre en place;

4° L'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, spécialement désigné pour l'étude du dossier par le préfet portant sur les disponibilités en eau et sur les mesures de protection à mettre en œuvre et, dans le cas de travaux de prélèvement d'eau soumis aux dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique, sur la définition des périmètres de protection;

5° L'indication des mesures prévues pour maîtriser les risques identifiés et notamment les résultats des études effectuées pour justifier le choix des produits et des procédés de traitement qu'il est envisagé, le cas échéant, de mettre en œuvre;

6° L'indication des mesures répondant à l'objectif défini au I de l'article 30 et notamment la prise en compte du potentiel de dissolution du plomb dans l'eau produite, prévu à l'article 36, du cuivre et du nickel;

7° Les éléments descriptifs du système de production et de distribution de l'eau.

Un arrêté du ministre chargé de la santé, pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, précise la nature des informations qui doivent figurer au dossier de la demande d'autorisation et notamment le nombre et le type des analyses à réaliser.

Art. 6. - I. - Lorsque les travaux de prélèvement sont soumis à autorisation en application de l'article L. 214-1 du code de l'environnement et des textes pris pour son application, l'autorisation accordée en application des dispositions du titre Ier du décret du 29 mars 1993 susvisé vaut autorisation au titre de l'article 5.

Dans ce cas:

a) Le dossier de demande d'autorisation prévu à l'article 2 du décret du 29 mars 1993 susvisé est complété conformément aux dispositions du II de l'article 5 et, dans les cas mentionnés à l'article 7, par l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France;

b) L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe à la fois les conditions de prélèvement, en application du titre Ier du décret du 29 mars 1993 susvisé, et les conditions d'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine en tenant compte des dispositions du I de l'article 5.

Le délai au terme duquel le silence gardé par l'administration vaut décision de rejet est le délai applicable aux demandes d'autorisation soumises aux dispositions de l'article L. 214-1 du même code.

II. - Lorsque les travaux de prélèvement sont soumis à déclaration en application de l'article L. 214-1 du même code et des textes pris pour son application, la demande d'autorisation déposée en application du I de l'article 5 tient lieu de cette déclaration.

Dans ce cas, le dossier de demande d'autorisation est complété conformément aux dispositions de l'article 29 du décret du 29 mars 1993 susvisé.

En cas d'absence de déclaration d'utilité publique, le silence gardé pendant plus de huit mois ou, dans les cas prévus à l'article 7, pendant plus de dix mois sur la demande d'autorisation vaut décision de rejet.

En cas de déclaration d'utilité publique, le silence gardé pendant plus de seize mois ou, dans les cas prévus à l'article 7, pendant plus de dix-huit mois sur la demande d'autorisation vaut décision de rejet.

III. - Lorsque les travaux de prélèvement ne sont pas soumis aux dispositions de l'article L. 214-1 du même code, seules s'appliquent les dispositions de l'article 5.

Art. 7. - Les demandes d'autorisation prévues à l'article 5 sont soumises au Conseil supérieur d'hygiène publique de France:

1° Lorsque les projets concernent l'alimentation en eau de plus de 50 000 habitants, y compris, s'il y a lieu, la population saisonnière;

2° Lorsque les projets prévoient un captage en dehors des limites du département où sont situées la ou les communes intéressées et qu'il y a désaccord entre les préfets des départements intéressés sur le projet ou sur les conditions de contrôle et de surveillance des eaux captées;

3° Lorsque les projets portent sur l'utilisation, en vue de la consommation humaine, d'une eau dont la qualité dépasse l'une des limites fixées à l'annexe III.

Art. 8. - Les hydrogéologues doivent obtenir un agrément en matière d'hygiène publique du préfet de région pour émettre des avis dans le cadre des procédures prévues aux articles 5 et 7. Un arrêté du ministre chargé de la santé, pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, fixe les modalités d'agrément et de désignation des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique et des coordonnateurs départementaux.

Le silence gardé par le préfet de région pendant plus de quatre mois sur la demande d'agrément vaut décision de rejet.

Les frais supportés pour indemniser les hydrogéologues sont à la charge du demandeur de l'autorisation prévue à l'article 5. Un arrêté des ministres chargés de la santé, de l'économie et des finances, de la consommation et des collectivités territoriales fixe les conditions de rémunération des hydrogéologues et des coordonnateurs départementaux agréés.

Art. 9. - Les périmètres de protection mentionnés par l'article L. 1321-2 du code de la santé publique pour les prélèvements d'eau destinés à l'alimentation des collectivités publiques peuvent porter sur des terrains disjoints.

Les limites du périmètre de protection immédiate sont établies afin d'interdire toute introduction directe de substances polluantes dans l'eau prélevée et d'empêcher la dégradation des ouvrages.

Les terrains compris dans ce périmètre sont clôturés, sauf dérogation prévue dans l'acte déclaratif d'utilité publique, et sont régulièrement entretenus. Toutes activités, installations et dépôts y sont interdits, en dehors de ceux qui sont explicitement autorisés dans l'acte déclaratif d'utilité publique.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, sont interdits les activités, installations et dépôts susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine. Les autres activités, installations et dépôts peuvent faire l'objet de prescriptions et sont soumis à une surveillance particulière, prévues dans l'acte déclaratif d'utilité publique. Chaque fois qu'il est nécessaire, le même acte précise que les limites du périmètre de protection rapprochée seront matérialisées et signalées.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée peuvent être réglementés les activités, installations et dépôts qui, compte tenu de la nature des terrains, présentent un danger de pollution pour les eaux prélevées ou transportées, du fait de la nature et de la quantité de produits polluants liés à ces activités, installations et dépôts ou de l'étendue des surfaces que ceux-ci occupent.

Art. 10. - L'extension ou la modification d'installations collectives, publiques ou privées, d'adduction ou de distribution d'eau qui ne modifient pas de façon notable les conditions d'autorisation d'utilisation mentionnées à l'article 5, l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel et réservée à l'usage personnel d'une famille, ainsi que les réseaux particuliers alimentés par une distribution publique qui peuvent présenter un risque pour la santé publique sont soumis à déclaration auprès du préfet.

Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, fixe les catégories de réseaux particuliers pour lesquels la déclaration est obligatoire.

SOUS-SECTION 3
Contrôle sanitaire et surveillance

Art. 11. - La vérification de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine est assurée conformément au programme d'analyse d'échantillons défini à l'annexe II. Les lieux de prélèvement des échantillons sont déterminés par un arrêté du préfet. ▶▶

Art. 12. - Le préfet peut, par arrêté, et selon les modalités prévues à l'annexe II-3, modifier le programme d'analyse des échantillons d'eau prélevés dans les installations de production et de distribution s'il estime que les conditions de protection du captage de l'eau et de fonctionnement des installations, les vérifications effectuées et la qualité de l'eau le nécessitent ou le permettent. Cette modification ne peut conduire à une augmentation du coût du programme d'analyse supérieure à 20%.

Art. 13. - I. - Le préfet peut imposer à la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau des analyses complémentaires dans les cas suivants:

1° La qualité des eaux destinées à la consommation humaine ne respecte pas les limites de qualité fixées à l'annexe I-1;

2° Les limites de qualité des eaux brutes définies à l'annexe III ne sont pas respectées ou la ressource en eau est susceptible d'être affectée par des développements biologiques;

3° L'eau de la ressource ou l'eau distribuée présente des signes de dégradation;

4° Les références de qualité fixées à l'annexe I-2 ne sont pas satisfaites;

5° Une dérogation est accordée en application de l'article 24;

6° Certaines personnes présentent des troubles ou les symptômes d'une maladie pouvant provenir de l'eau distribuée;

7° Des éléments ont montré qu'une substance, un élément figuré ou un micro-organisme, pour lequel aucune limite de qualité n'a été fixée, peut être présent en quantité ou en nombre constituant un danger potentiel pour la santé des personnes;

8° Lorsque des travaux ou aménagements en cours de réalisation au point de prélèvement ou sur le réseau de distribution d'eau sont susceptibles de porter atteinte à la santé des personnes.

II. - Le préfet peut faire réaliser des analyses complémentaires, à la charge du ou des propriétaires, lorsque leurs installations de distribution peuvent être à l'origine d'une non-conformité aux limites de qualité définies à l'annexe I-1.

Art. 14. - Pour la réalisation du programme d'analyse prévu aux articles 11 et 12 et pour les analyses complémentaires prévues à l'art. 13, les prélèvements d'échantillons d'eau sont effectués par les agents de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, les agents d'un laboratoire agréé dans les conditions mentionnées à l'article 16, désignés par le préfet, ou par les agents des services communaux ou intercommunaux d'hygiène et de santé mentionnés au 3e alinéa de l'art. L. 1422-1 du code de la santé publique.

Les frais de prélèvement sont, à l'exception des cas prévus au II de l'article 13, à la charge de la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau aux tarifs et selon les modalités fixés par arrêté des ministres chargés de la santé, de l'économie, de la consommation et des collectivités territoriales.

Art. 15. - Un arrêté du ministre chargé de la santé, pris après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, détermine :

– les conditions d'échantillonnage à mettre en œuvre pour mesurer les paramètres plomb, cuivre, et nickel dans l'eau ;

– les radionucléides à prendre en compte pour le calcul de la dose totale indicative figurant au tableau I-2.2 de l'annexe I-2, et les méthodes utilisées pour ce calcul.

Art. 16. - Les analyses des échantillons d'eau mentionnés à l'article 14 sont réalisées par des laboratoires qui doivent obtenir un agrément préalable du ministre chargé de la santé, pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France et de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments. Cet agrément peut concerner des laboratoires ayant leur siège dans un autre Etat membre de la Communauté européenne et justifiant qu'ils possèdent des moyens et utilisent des méthodes équivalentes. Le silence gardé pendant plus de six mois sur cette demande d'agrément vaut décision de rejet.

Les conditions d'agrément de ces laboratoires sont fixées par un arrêté du ministre chargé de la santé, pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France et de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments.

Les méthodes d'analyse des échantillons d'eau ainsi que leurs performances doivent être soit les méthodes de référence fixées par un arrêté du ministre chargé de la santé, pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France et de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, soit des méthodes conduisant à des résultats équivalents.

Les frais d'analyse sont, à l'exception des cas prévus au II de l'article 13, supportés par la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau, aux tarifs et selon des modalités fixés par arrêté des ministres chargés de la santé, de l'économie, de la consommation et des collectivités territoriales.

Art. 17. - Les laboratoires agréés adressent les résultats des analyses auxquelles ils ont procédé au préfet et à la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau.

Le préfet met à la disposition des maires, des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes concernés les résultats de ce contrôle sanitaire.

Art. 18. - I. - Sans préjudice des vérifications prévues aux articles 11, 12, 13, 14 et 16, la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Cette surveillance comprend notamment :

– un examen régulier des installations ;

– un programme de tests ou d'analyses effectués sur des points déterminés en fonction des risques identifiés que peuvent présenter les installations ;

– la tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre.

Lorsque la préparation ou la distribution des eaux destinées à la consommation comprend un traitement de désinfection, l'efficacité du traitement appliqué est vérifiée par la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau en s'assurant que toute contamination par les sous-produits de la désinfection est maintenue au niveau le plus bas possible sans compromettre la désinfection.

II. - Des analyses du programme cité au I peuvent se substituer à celles réalisées en application de l'article 11, lorsque :

a) Un plan d'assurance qualité est mis en place au sein du système de production et de distribution, basé sur :

– l'analyse régulière des risques comportant notamment l'identification des points critiques et les actions permettant de maîtriser les risques ;

– la mise en œuvre de vérifications et de suivis efficaces au niveau de ces points ;

– la formation et l'information des agents intervenant dans cette démarche ;

b) Et que les analyses de surveillance sont réalisées ou bien par un laboratoire agréé dans les conditions prévues à l'article 16 ou bien par un laboratoire reconnu par un organisme certificateur de services selon le référentiel défini par arrêté des ministres chargés de la santé et de la consommation ou bien par un laboratoire dont la compétence a été reconnue pour ses analyses par un organisme d'accréditation.

Ces dispositions peuvent s'appliquer, dans les conditions fixées au dernier alinéa du 2° et au 3° de l'annexe II-3, aux analyses suivantes :

– P1, D1 et R, en ce qui concerne les eaux citées au 1° de l'article 1er ;

– R, en ce qui concerne les eaux citées au 2° de l'article 1er.

Les résultats de ces analyses sont transmis au moins tous les mois au préfet.

Un arrêté préfectoral, pris après avis du conseil départemental d'hygiène, définit les conditions de prise en compte de la surveillance assurée par la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau.

III. - La personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau tient à la disposition du préfet les résultats de la surveillance de la qualité des eaux ainsi que toute information en relation avec cette qualité. Elle porte à la connaissance du préfet tout incident pouvant avoir des conséquences pour la santé publique.

Chaque année, pour les unités de distribution de plus de 3 500 habitants, la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau adresse au préfet un bilan de fonctionnement du système de distribution (surveillance et travaux) et indique le plan de surveillance défini pour l'année suivante.

SOUS-SECTION 4

Mesures correctives, restrictions d'utilisation, interruption de distribution, dérogations, information et conseils aux consommateurs

Art. 19. - Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 31, si les limites de qualité définies à l'annexe I-1 ne sont pas respectées aux points de conformité définis à l'article 3, la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine, à l'exception de celle ne fournissant pas d'eau au public, est tenue:

1° D'en informer immédiatement le maire et le préfet territorialement compétent;

2° D'effectuer immédiatement une enquête afin d'en déterminer la cause;

3° De porter immédiatement les constatations et les conclusions de l'enquête aux autorités mentionnées au 1° du présent article.

Art. 20. - Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 31, lorsque les limites de qualité ne sont pas respectées et que ce non-respect soit ou non imputable à l'installation privée de distribution, la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau doit prendre le plus rapidement possible les mesures correctives nécessaires afin de rétablir la qualité de l'eau. Elle en informe le maire et le préfet territorialement compétent. Elle accorde la priorité à l'application de ces mesures, compte tenu, entre autres, de la mesure dans laquelle la limite de qualité a été dépassée et du danger potentiel pour la santé des personnes.

Art. 21. - Lorsque les références de qualité ne sont pas satisfaites et que le préfet estime que la distribution présente un risque pour la santé des personnes, il demande à la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau de prendre des mesures correctives pour rétablir la qualité des eaux. Elle informe le maire et le préfet territorialement compétent de l'application effective des mesures prises.

Art. 22. - Sans préjudice des dispositions des articles 20 et 21, que les limites et les références de qualité aient été ou non respectées ou satisfaites, lorsque le préfet estime que la distribution de l'eau constitue un risque pour la santé des personnes, il demande à la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau, en tenant compte des risques que leur ferait courir une interruption de la distribution ou une restriction dans l'utilisation des eaux destinées à la consommation humaine, de restreindre, voire d'interrompre la distribution ou de prendre toute autre mesure nécessaire pour protéger la santé des personnes. La personne publique ou privée responsable de la distribution informe le maire et le préfet territorialement compétent de l'application effective des mesures prises.

Art. 23. - Lorsque des mesures correctives sont prises au titre des ar-

ticles 20, 21 et 22, les consommateurs en sont informés par la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau. Dans les cas prévus à l'article 22, l'information est immédiate et assortie des conseils nécessaires.

Art. 24. - Si l'utilisation de l'eau ne constitue pas un danger potentiel pour la santé des personnes et s'il n'existe pas d'autres moyens raisonnables pour maintenir la distribution de l'eau destinée à la consommation humaine dans le secteur concerné, la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau peut déposer auprès du préfet une demande de dérogation aux limites de qualité définies à la partie B de l'annexe I-1.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux eaux vendues en bouteilles ou en conteneurs.

La durée de cette dérogation, renouvelable dans les conditions définies aux II et III du présent article, est aussi limitée dans le temps que possible et ne peut excéder trois ans.

Un arrêté du ministre chargé de la santé définit les modalités d'application du présent article et notamment la composition du dossier de demande de dérogation.

I. - Lors de la première demande, le préfet:

a) Ou bien estime que le non-respect de la limite de qualité est sans gravité et que les mesures correctives prises permettent de corriger la situation dans un délai maximum de trente jours. Dans ce cas, il fixe par arrêté la valeur maximale admissible pour le paramètre concerné et le délai imparti pour corriger la situation.

Le recours à cette disposition n'est plus possible lorsqu'une limite de qualité n'a pas été respectée pendant plus de trente jours au total au cours des douze mois précédents;

b) Ou bien considère que les conditions du a du I ne sont pas remplies et prend, après avis du conseil départemental d'hygiène sauf urgence, un arrêté dans lequel il mentionne les éléments suivants:

- l'unité de distribution concernée;
- le cas échéant, les dispositions concernant les entreprises alimentaires concernées;
- les motifs de la demande de la dérogation;
- la valeur maximale admissible pour le(s) paramètre(s) concerné(s);
- le délai imparti pour corriger la situation;
- le programme de surveillance et de contrôle sanitaire prévu.

Sont précisés en annexe de l'arrêté les éléments suivants:

- en ce qui concerne l'unité de distribution, la description du système de production et de distribution intéressé, la quantité d'eau distribuée chaque jour et la population touchée;
- en ce qui concerne la qualité de l'eau, les résultats pertinents de contrôles antérieurs du suivi de la qualité;
- un résumé du plan concernant les mesures correctives nécessaires comprenant un calendrier des travaux, une estimation des coûts et les indicateurs pertinents prévus pour le bilan.

Le silence gardé par le préfet pendant plus de quatre mois vaut décision de rejet.

II. - Une seconde dérogation, d'une durée maximale de trois ans, peut être accordée par le préfet. La demande, accompagnée du dossier, doit être adressée au préfet au plus tard six mois avant la fin de la période dérogatoire et comporter un bilan provisoire justifiant cette deuxième demande. L'arrêté du préfet comprend les éléments indiqués au b du I.

Le silence gardé par le préfet pendant plus de six mois vaut décision de rejet.

III. - Dans des cas exceptionnels, une troisième dérogation d'une durée maximale de trois ans peut être sollicitée auprès du préfet au plus tard huit mois avant la fin de la période dérogatoire. L'arrêté du préfet comprend les éléments indiqués au b du I.

Le silence gardé par le préfet pendant plus de huit mois vaut décision de rejet.

IV. - A l'issue de chaque période dérogatoire, un bilan de situation portant sur les travaux engagés et sur les résultats du programme de surveillance et de contrôle mis en œuvre pendant la durée de la dérogation est établi par la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau et transmis au préfet.

V. - Dans les cas prévus au b du I, aux II et III le préfet s'assure auprès de la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau que la population concernée par une dérogation est informée rapidement et de manière appropriée de la dérogation et des conditions dont elle est assortie et veille à ce que des conseils soient donnés aux groupes de population spécifiques pour lesquels la dérogation pourrait présenter un risque particulier.

SECTION 2 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX EAUX DOUCES SUPERFICIELLES UTILISÉES OU DESTINÉES À ÊTRE UTILISÉES POUR LA PRODUCTION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

Art. 25. - Au sens du présent décret, les eaux douces superficielles utilisées ou destinées à être utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine sont celles des cours d'eau, des canaux, des lacs et des étangs appartenant ou non au domaine public.

Art. 26. - I. - Les eaux douces superficielles sont classées selon leur qualité dans les groupes A1, A2 et A3 en fonction des critères définis à l'annexe I-3. Leur utilisation pour la consommation humaine est subordonnée pour les eaux classées en:

- groupe A1: à un traitement physique simple et à une désinfection;
- groupe A2: à un traitement normal physique, chimique et à une désinfection;
- groupe A3: à un traitement physique et chimique poussé, à des opérations d'affinage et de désinfection.

L'arrêté mentionné au I de l'article 5 fixe les valeurs que doivent respecter les caractéristiques physiques, chimiques et microbiologiques de ces eaux pour chaque point de prélèvement. Ces valeurs ne peuvent être moins sévères que les valeurs limites impératives fixées à l'annexe I-3 et elles tiennent compte des valeurs guides indiquées dans cette annexe.

II. - Ces eaux sont regardées comme conformes aux limites de qualité fixées par l'annexe I-3 lorsque sont respectées les règles suivantes:

1° Les échantillons d'eau sont prélevés, avant traitement, à intervalles réguliers en un même lieu;

2° Les valeurs des paramètres sont inférieures aux valeurs limites impératives pour 95% des échantillons et conformes aux valeurs guides pour 90% des échantillons;

3° Pour les autres 5% ou 10% des échantillons, selon le cas:

a) Les valeurs des paramètres ne s'écartent pas de plus de 50% de celles fixées, exception faite pour la température, le pH, l'oxygène dissous et les paramètres microbiologiques;

b) Il ne peut en découler aucun danger pour la santé publique;

c) Des échantillons consécutifs d'eau prélevés à une fréquence statistiquement appropriée ne s'écartent pas des valeurs qui s'y rapportent.

Les dépassements de valeurs limites impératives et des valeurs guides fixées à l'annexe I-3 ne sont pas pris en compte lorsqu'ils résultent d'inondations, de catastrophes naturelles ou de circonstances météorologiques exceptionnelles.

Art. 27. - I. - Le préfet peut déroger aux limites de qualité fixées à l'annexe I-3:

1° En cas d'inondations ou de catastrophes naturelles;

2° En raison de circonstances météorologiques ou géographiques exceptionnelles;

3° Lorsque les eaux superficielles subissent un enrichissement naturel en certaines substances susceptible de provoquer le dépassement des valeurs fixées à l'annexe I-3; on entend par enrichissement naturel le processus par lequel une masse d'eau détermine reçoit du sol des substances contenues dans celui-ci sans intervention humaine;

4° Dans le cas d'eaux superficielles de lacs d'une profondeur ne dépassant pas vingt mètres, dont le renouvellement en eau prend plus d'un an et qui ne reçoivent pas d'eaux usées. En aucun cas, les conséquences de ces dérogations ne peuvent être contraires à la santé des personnes.

II. - Les dérogations prévues au I ci-dessus portent sur les valeurs des paramètres suivants:

1° En ce qui concerne le 2° du I:

- coloration (après filtration simple);
- température;
- sulfates;
- nitrates;
- ammonium;

2° En ce qui concerne le 4° du I:

- demande biochimique en oxygène (DBO_5) à 20° C sans nitrification;
- demande chimique en oxygène (DCO);
- taux de saturation en oxygène dissous;
- nitrates;
- fer dissous;
- manganèse;
- phosphore.

Art. 28. - Les eaux superficielles qui ont des caractéristiques physiques, chimiques et microbiologiques supérieures aux valeurs fixées à l'annexe III ne peuvent être utilisées pour la production d'eau alimentaire. Toutefois, l'emploi d'une eau d'une telle qualité peut être exceptionnellement autorisé par le préfet en application des articles 5 et 7, s'il est employé un traitement approprié, y compris le mélange, permettant de ramener toutes les caractéristiques de qualité de l'eau à un niveau conforme aux limites de qualité fixées à l'annexe I-1 ou aux valeurs limites fixées par dérogation en application de l'article 24. Une telle exception doit être fondée sur un plan de gestion des ressources en eau à l'intérieur de la zone intéressée.

SECTION 3 – DISPOSITIONS CONCERNANT LES RÈGLES D'HYGIÈNE APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAUX DESTINÉES À LA CONSOMMATION HUMAINE

SOUS-SECTION 1
Dispositions générales

Art. 29. - Les dispositions de la présente section s'appliquent aux installations, publiques ou privées, qui servent à la production et à la distribution des eaux destinées à la consommation humaine. Outre les installations de production, les installations comprennent:

1° Les réseaux publics de distribution qui incluent les branchements publics reliant le réseau public au réseau intérieur de distribution;

2° Les installations non raccordées aux réseaux publics de distribution dont les responsables ont obtenu l'autorisation préfectorale de prélèvement d'eau dans le milieu naturel à des fins de consommation humaine, délivrée conformément à l'article 5 du présent décret;

3° Le réseau intérieur de distribution équipant les immeubles desservis par les réseaux ou installations mentionnés aux 1° et 2° qui comprend:

- l'installation privée de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, c'est-à-dire les canalisations et appareillages installés entre les robinets qui sont normalement utilisés pour la consommation humaine et le réseau public de distribution, qu'elle fournisse ou non de l'eau au public;
- les autres réseaux de canalisations, réservoirs et équipements raccordés de manière permanente ou temporaire.

Art. 30. - I. - Afin de réduire ou d'éliminer le risque, lorsqu'il est imputable au service de distribution d'eau, de non-respect après la fourniture, ▶▶

pour les eaux mentionnées au a de l'article 3, des limites de qualité fixées à l'annexe I-1, la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau est tenue de prendre toute mesure technique appropriée pour modifier la nature ou la propriété des eaux avant qu'elles ne soient fournies. Toutefois, cette obligation s'impose, quelle que soit l'imputabilité, pour les locaux ou établissements où l'eau est fournie au public, tels que les écoles, les hôpitaux et les restaurants.

II. - Lorsque les limites de qualité fixées à l'annexe I-1 ne sont pas respectées au point de conformité cité au a de l'article 3, la personne publique ou privée responsable du réseau public de distribution d'eau destinée à la consommation humaine est réputée avoir rempli ses obligations lorsqu'il peut être établi que ce fait est imputable à l'installation privée de distribution ou à son entretien, ou à la qualité de l'eau qu'elle fournit.

III. - Dans tous les cas, la personne publique ou privée responsable de la distribution intérieure de locaux ou établissements où de l'eau est fournie au public doit répondre aux exigences de l'article L. 1321-1 du code de la santé publique, notamment en respectant les règles d'hygiène prévues à l'article 33.

Art. 31. - Lorsqu'il y a un risque que les limites et références de qualité définies au I et au II de l'article 2 ne soient pas respectées au point de conformité mentionné au a de l'article 3 et que ce risque n'est pas lié aux installations publiques ou privées de distribution d'eau au public, le préfet veille néanmoins à ce que des mesures appropriées soient prises pour réduire ou éliminer ce risque en s'assurant que:

– les propriétaires des installations mentionnées au 3° de l'article 29 sont informés des mesures correctives éventuelles qu'ils pourraient prendre;

– les consommateurs concernés sont dûment informés et conseillés au sujet d'éventuelles mesures correctives supplémentaires qu'ils devraient prendre.

Art. 32. - Les matériaux utilisés dans les systèmes de production ou de distribution, au contact de l'eau destinée à la consommation humaine, ne doivent pas être susceptibles d'altérer la qualité de l'eau. Leur utilisation est soumise à une autorisation du ministre chargé de la santé, donnée après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments. Les conditions de cette autorisation sont précisées par un arrêté des ministres chargé de la santé, de l'industrie et de la consommation, pris après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments.

Tout produit de traitement utilisé lors de la préparation des eaux destinées à la consommation humaine ne doit pas se retrouver dans les eaux mises à la disposition de l'utilisateur en concentration supérieure aux limites de qualité fixées à l'annexe I-1, ni entraîner un danger potentiel pour la santé publique.

L'utilisation des produits et procédés de traitement est soumise à autorisation du ministre chargé de la santé, donnée après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments. Des dispositions plus contraignantes concernant les impuretés chimiques à caractère toxique éventuellement présentes dans les produits de traitement utilisés lors de la préparation des eaux destinées à la consommation humaine peuvent être imposées par le ministre lorsqu'il approuve les méthodes de correction.

Les conditions de cette autorisation des produits et des procédés de traitement sont précisées par un arrêté du ministre chargé de la santé, pris après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments.

Le silence gardé pendant plus de six mois sur une demande d'autorisation d'utilisation de ces matériaux, produits ou procédés, vaut décision de rejet.

A l'issue du traitement, l'eau ne doit pas être agressive, corrosive ni gêner la désinfection.

Art. 33. - Les installations de distribution d'eau définies à l'article 29 doivent être conçues, réalisées et entretenues de manière à empêcher l'introduction ou l'accumulation de micro-organismes, de parasites ou de substances constituant un danger potentiel pour la santé des personnes ou susceptibles d'être à l'origine d'une dégradation de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine distribuée, telle qu'il ne soit plus satisfait aux exigences fixées à l'article 2.

Dans les conditions normales d'entretien, la circulation de l'eau dans les installations de distribution doit pouvoir être assurée en tout point. Ces installations doivent pouvoir être entièrement nettoyées, rincées, vidangées et désinfectées.

Les parties de réseau de distribution d'eau réservées à un autre usage que la consommation humaine doivent se distinguer, au moyen de signes particuliers, de celles visées par le présent décret. Sur tout point de puisage accessible au public et délivrant une eau réservée à un autre usage que la consommation humaine, doit être apposée une information signalant le danger encouru.

Des arrêtés des ministres chargés de la santé et de la construction, pris après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, définissent:

1° Les modalités techniques d'application des dispositions du présent article ainsi que les délais éventuellement nécessaires pour mettre en conformité les installations existantes;

2° Les règles d'hygiène particulières applicables aux puits, aux fontaines et aux sources accessibles au public, autorisées dans les conditions fixées à l'article 5 ainsi que celles concernant les citernes et bâches utilisées temporairement pour mettre à disposition des usagers des eaux destinées à la consommation humaine.

Art. 34. - Les produits utilisés pour le nettoyage et la désinfection des installations de distribution d'eau destinée à la consommation humaine sont composés de constituants autorisés dans les conditions fixées par le décret du 12 février 1973 susvisé.

Les conditions et modalités d'emploi de ces produits et les procédés physiques de nettoyage et de désinfection des installations de distribution font l'objet de prescriptions particulières édictées par arrêté des ministres chargés de la santé et de la consommation, après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments.

L'évacuation des eaux utilisées pour le nettoyage et le rinçage des installations ainsi que l'élimination des produits issus du traitement des eaux ne doivent pas être susceptibles de porter atteinte à la santé des personnes et à l'environnement, ou de constituer une source d'insalubrité.

SOUS-SECTION 2

Règles particulières relatives au plomb dans les installations de distribution

Art. 35. - Sans préjudice des dispositions prises en application de l'article 32, la mise en place de canalisations en plomb ou de tout élément en plomb dans les installations de distribution d'eau destinée à la consommation humaine est interdite.

Art. 36. - La personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau transmet au préfet une étude du potentiel de dissolution du plomb dans l'eau au point de mise en distribution dans un délai d'un an après la date de publication du présent décret. Elle indique au préfet les mesures prévues en application de l'article 5 pour réduire le risque de dissolution des métaux.

Un arrêté du ministre chargé de la santé, pris après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, définit les modalités d'évaluation du potentiel de dissolution du plomb.

Art. 37. - Le 1° de l'annexe I du décret du 6 mai 1995 susvisé est complété comme suit: «le nombre et le pourcentage de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés au cours de l'année écoulée».

SOUS-SECTION 3

Règles particulières d'hygiène applicables aux réseaux publics de distribution et aux installations non raccordées aux réseaux publics

Art. 38. - Les réseaux et installations définis aux 1° et 2° de l'article 29 doivent être nettoyés, rincés et désinfectés avant toute mise ou remise en service. La personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau doit s'assurer de l'efficacité de ces opérations et de la qualité de l'eau avant la première mise en service ainsi qu'après toute intervention susceptible d'être à l'origine d'une dégradation de cette qualité.

Les réservoirs équipant ces réseaux et installations doivent être vidés, nettoyés et rincés au moins une fois par an. Lorsque les conditions d'exploitation le permettent et que l'eau distribuée ne présente aucun signe de dégradation de sa qualité, la fréquence de vidange, de nettoyage et de rinçage peut être réduite sur décision du préfet prise après avis du conseil départemental d'hygiène.

Le silence gardé pendant plus de quatre mois sur cette demande d'autorisation vaut décision de rejet.

Le préfet est tenu informé par la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau des opérations de désinfection réalisées en cours d'exploitation.

SOUS-SECTION 4

Règles particulières d'hygiène applicables aux réseaux intérieurs de distribution raccordés ou non au réseau public

Art. 39. - Les réseaux intérieurs mentionnées au 3° de l'article 29 ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation, et notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau distribuée dans les installations privées de distribution. Ces réseaux ne peuvent, sauf dérogation du préfet, être alimentés par une eau issue d'une ressource qui n'a pas été autorisée en application de l'article 5.

Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, pris après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, définit les cas où il y a lieu de mettre en place des dispositifs de protection et les prescriptions techniques applicables à ces dispositifs. Il appartient aux propriétaires des installations mentionnées à la présente sous-section de mettre en place et d'entretenir ces dispositifs.

Art. 40. - I. - Les réseaux intérieurs mentionnés au 3° de l'article 29 peuvent comporter un dispositif de traitement complémentaire de la qualité de l'eau qui:

1° Dans le cas d'installations collectives, ne concerne qu'une partie des eaux livrées dans les immeubles desservis, de telle sorte que le consommateur final puisse disposer d'une eau froide non soumise à ce traitement complémentaire;

2° Utilise des produits et des procédés de traitement bénéficiant d'une autorisation du ministre chargé de la santé, prise après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments. Le silence gardé pendant plus de six mois sur une demande d'autorisation d'utilisation vaut décision de rejet.

Les conditions d'autorisation d'utilisation des produits et les procédés de traitement complémentaire de l'eau destinée à la consommation humaine mentionnés sont précisés par un arrêté du ministre chargé de la santé, pris après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments.

Les prescriptions techniques applicables aux dispositifs de traitement ainsi que les obligations minimales à respecter en matière d'information des consommateurs sont définies par arrêté des ministres chargés de la santé, de la construction, de l'industrie et de la consommation, pris après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments.

A l'issue du traitement, l'eau ne doit pas être agressive, corrosive ni gêner la désinfection.

II. - Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, pris après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, définit les modalités d'application des dispositions du 1° du I du présent article pour les installations réalisées avant la date de publication du présent décret ainsi que les délais éventuellement nécessaires à la mise en conformité desdites installations. Ces délais ne pourront pas excéder six ans à compter de la date de publication du présent décret. Dans les cas où, compte tenu de l'ancienneté des installations, il s'avérerait impossible, pour des raisons techniques ou financières, de procéder à cette mise en conformité, l'arrêté interministériel susmentionné définit les conditions particulières de surveillance de la qualité des eaux ainsi distribuées.

Art. 41. - La hauteur piézométrique de l'eau distribuée par les réseaux intérieurs concernés par la présente section doit, en tout point de mise à disposition, être au moins égale à trois mètres, à l'heure de pointe de consommation. Cette hauteur piézométrique est exigible pour tous les réseaux; lorsque ceux-ci desservent des immeubles de plus de six étages, des surpresseurs et des réservoirs de mise sous pression, conformes aux dispositions de l'article 33, peuvent être mis en œuvre.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux installations de distribution existant avant le 7 avril 1995.

Art. 42. - L'utilisation des canalisations intérieures d'eau pour la mise à la terre des appareils électriques est interdite. Pour les installations de distribution existant avant la date de publication du présent décret et lorsqu'il n'existe pas de dispositif de mise à la terre, cette mesure peut, à titre dérogatoire, ne pas être appliquée à condition que la sécurité des usagers et des personnels d'exploitation des installations de distribution d'eau soit assurée. Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, définit les modalités d'application du présent article.

Art. 43. - L'entretien des réservoirs et des bâches de stockage doit être réalisé et vérifié aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.

Les dispositifs de protection et de traitement mentionnés aux articles 39 et 40 équipant les installations collectives de distribution doivent être vérifiés et entretenus au moins tous les six mois. Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, pris après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, définit les modalités de cette vérification et de cet entretien.

SECTION 4 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX EAUX CONDITIONNÉES AUTRES QUE LES EAUX MINÉRALES NATURELLES ET À LA GLACE ALIMENTAIRE D'ORIGINE HYDRIQUE

Art. 44. - Toute installation de conditionnement d'eau destinée à la consommation humaine, toute installation de fabrication et d'emballage de glace alimentaire d'origine hydrique doit être autorisée par arrêté du préfet, pris après avis du conseil départemental d'hygiène. Un arrêté du ministre chargé de la santé, pris après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, détermine les modalités d'instruction de la demande d'autorisation.

Le silence gardé pendant plus de quatre mois sur cette demande d'autorisation vaut décision de rejet.

L'autorisation est accordée si les installations de conditionnement d'eau ou les installations de fabrication, d'emballage, d'entreposage et de transport de glace sont de nature à éviter tout risque de contamination.

Art. 45. - Un arrêté du ministre chargé de la santé définit, après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, les règles spécifiques applicables aux installations de conditionnement et aux récipients ainsi que les méthodes de gazéification et de correction de la qualité des eaux conditionnées autres que les eaux de source.

Art. 46. - Les matériaux de conditionnement de l'eau destinée à la consommation humaine et les matériaux d'emballage de la glace ne doivent pas être susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ou de la glace. Leur utilisation est soumise à une autorisation du ministre chargé de la santé, prise après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments. Les conditions d'autorisation d'utilisation de ces matériaux sont précisées par un arrêté des ministres chargés de la santé et de la consommation, pris après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments.

Tout produit de traitement utilisé dans la préparation de ces eaux et de la glace ne doit pas se retrouver dans ces eaux ou cette glace en concentration supérieure aux limites de qualité fixées à l'annexe I-1, s'écarter des références de qualité fixées à l'annexe I-2 ou entraîner directement ou indirectement un risque pour la santé publique.

L'utilisation de produits et de procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine est soumise à une autorisation du ministre chargé de la santé, prise après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments. Des dispositions plus contraignantes, concernant les impuretés chimiques à caractère toxique éventuellement présentes dans les substances utilisées lors de la préparation des eaux destinées à la consommation humaine, peuvent être imposées par le ministre chargé de la santé lorsqu'il approuve les méthodes de correction.

Les conditions d'autorisation d'utilisation des produits et les procédés de traitement mentionnés au deuxième alinéa sont précisés par un arrêté du ministre chargé de la santé, pris après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments.

Le silence gardé pendant plus de six mois sur une demande d'autorisation d'utilisation de ces matériaux, produits ou procédés vaut décision de rejet.

SECTION 5 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Art. 47. - Pour les installations, services et organismes dépendant de l'autorité ou placés sous la tutelle du ministre chargé de la défense, un arrêté de ce ministre fixe les modalités d'application du présent décret en ce qui concerne les dispositions du I de l'article 5, de l'article 6, du premier alinéa de l'article 10, du deuxième alinéa de l'article 11, des articles 12 et 13, du premier alinéa de l'article 14, des premier, deuxième et quatrième alinéas de l'article 16, des articles 17 à 24, de l'article 26, des I et II de l'article 27, des articles 28, 33, 38 et 44, du troisième alinéa de l'article 51 et de l'article 52.

Art. 48. - La seconde phrase du premier alinéa de l'article 13 du décret du 6 juin 1989 susvisé est remplacée par les dispositions suivantes:

«Elle respecte dans son état naturel les caractéristiques de qualité microbiologiques définies au I-3 de l'annexe I du présent décret, ainsi que celles fixées à la partie B de l'annexe I-1 et à l'annexe I-2 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles.»

Art. 49. - Au titre II, point 2, de l'annexe du décret du 19 décembre 1997 susvisé, la mention: «décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles: 1. Agrément des laboratoires chargés d'effectuer des analyses pour la vérification de la qualité de l'eau (article 12); 2. Autorisation des produits et procédés utilisés pour le traitement complémentaire de l'eau dans les installations intérieures de distribution d'eaux destinées à la consommation humaine (article 32)» est remplacée par: «décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles: 1. Agrément des laboratoires chargés d'effectuer des analyses pour la vérification de la qualité de l'eau (article 16); 2. Autorisation d'utilisation des matériaux en contact avec l'eau et des produits et procédés de traitement de l'eau dans les systèmes de production et de distribution (article 32); 3. Autorisation des produits et procédés de traitement complémentaire de l'eau dans les réseaux intérieurs de distribution (article 40); 4. Autorisation d'utilisation des substances ou matériaux de conditionnement de l'eau ou des matériaux d'emballage de la glace, ainsi que des produits et procédés de traitement qui leur sont spécifiques (article 46)».

SECTION 6 – DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 50. - De la date de publication du présent décret et jusqu'au 24 décembre 2003, sont applicables les limites de qualité définies à l'annexe I-1 et les références de qualité fixées à l'annexe I-2 du décret du 3 janvier 1989 susvisé, ainsi que celles prévues à la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 13 du décret du 6 juin 1989 susvisé.

Art. 51. - Dix mois au plus tard avant la date d'entrée en vigueur fixée au I de l'article 4, dans des cas exceptionnels et pour des zones géographiquement limitées, la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau peut déposer auprès du préfet une demande de prolongation de la date limite fixée à l'article 50. La demande, dûment motivée, fait état des difficultés rencontrées et comporte, au minimum, toutes les informations spécifiées au I de l'article 24. Le préfet peut accorder une prolongation pour une durée maximale de trois ans, renouvelable une fois.

Le silence gardé pendant plus de dix mois sur la demande de prolongation vaut décision de rejet.

Le préfet s'assure auprès de la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau que la population concernée est informée de la décision de prolongation de délai et que, le cas échéant, des conseils sont donnés aux groupes de population spécifiques pour lesquels elle pourrait présenter un risque particulier.

La présente disposition n'est pas applicable aux paramètres cités à l'article 53.

Art. 52. - Pendant une période de cinq ans à compter de la publication du présent décret, lorsque les conditions exigées au II de l'article 18 pour la prise en compte de la surveillance assurée par la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau ne sont pas réunies, l'arrêté préfectoral mentionné à cet article peut néanmoins être pris lorsque:

– la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau a mis en place un protocole de surveillance préparatoire au plan d'assurance-qualité;

– et que les paramètres pris en compte sont analysés à l'aide d'une méthode normalisée ou reconnue équivalente.

Art. 53. - Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 4, 50 et 51, les limites de qualité des eaux mentionnées aux a, c, d et e de l'article 3 sont fixées ainsi qu'il suit:

– du 25 décembre 2003 au 25 décembre 2013 et pour le paramètre plomb: 25 µg/l; ▸▸

– du 25 décembre 2003 au 25 décembre 2008 et pour les paramètres suivants:
– bromates: 25 µg/l;
– trihalométhanes: 150 µg/l;
– du 25 décembre 2003 au 25 décembre 2008 et pour la turbidité au point de mise en distribution lorsque les installations sont d'un débit inférieur à 1000 m³/j ou desservent des unités de distribution de moins de 5000 habitants et que ces eaux sont celles mentionnées à l'article 25 ou sont des eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique supérieure à 2 NFU: 2 NFU.

Art. 54. - I. - Sans préjudice des dispositions des articles 50 et 51, le décret du 3 janvier 1989 susvisé est abrogé à la date de la publication du présent décret.

II. - Toutefois, et jusqu'au 24 décembre 2003 au plus tard, les dispositions en vigueur prises sur le fondement du décret du 3 janvier 1989 susvisé sont réputées prises sur le fondement du présent décret.

Art. 55. - Le présent décret pourra être modifié par décret en Conseil d'Etat, à l'exception des articles 16, 32, 40, 46 et 49 qui, en application des dispositions du décret du 15 janvier 1997 susvisé, doivent être pris en conseil des ministres.

Art. 56. - Chargés de l'exécution ...
Fait à Paris, le 20 décembre 2001.

Annexe I

LIMITES ET RÉFÉRENCES DE QUALITÉ

I-1. Limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine

rtie A. - Paramètres microbiologiques

s eaux de distribution doivent respecter les valeurs suivantes:

ramètres	Limites de qualité (nombre/100 ml)
Escherichia coli (E. coli)	0
Entérocoques	0

s eaux vendues en bouteilles ou en nteneurs doivent respecter des valeurs inférieures ou égales aux limites suivantes à l'exception des eaux source préemballées pour lesquelles les limites sont celles fixées r l'article 14 bis et par le I-3 de l'annexe I du décret n° 89-369 du 6 juin 1989 modifié:

Paramètres	Limites de qualité
Escherichia coli (E. coli)	0/250 ml
Entérocoques	0/250 ml
Pseudomonas aeruginosa *.	0/250 ml
Numération de germes aérobies revivifiables à 22° C **	100/ml
Numération de germes aérobies revivifiables à 37° C **	20/ml
Bactéries sulfito-réductrices, y compris les spores.....	0/50 ml

** Les analyses doivent être commencées au moins 3 jours après le conditionnement.*
*** Les analyses doivent être commencées dans les 12 heures suivant le conditionnement.*

Partie B. - Paramètres chimiques

es eaux doivent respecter des valeurs inférieures ou égales aux limites de qualité définies ci-après:

mètres	Limite de qualité	unité
ylamide	0,10	µg/l
limite de qualité se réfère à la concentration résiduelle en monomères dans l'eau, calculée conformément ux spécifications de la migration maximale du polymère correspondant en contact avec l'eau.		
imoine	5,0	µg/l
rsenic	10	µg/l
aryum	0,7	mg/l
zène	1,0	µg/l
enzo[a]pyrène	0,010	µg/l
re	1,0	µg/l
mates	10	µg/l
valeur la plus faible possible inférieure à cette limite doit être visée sans pour autant compromettre la désinfection.		
tes les mesures appropriées doivent être prises pour réduire le plus possible, au cours de la période nécessouf se conformer à la limite de qualité (cf. articles 50 et 53), la concentration de bromates dans les eaux es à la consommation humaine.		
dmium	5,0	µg/l
me	50	µg/l
rure de vinyle	0,5	µg/l
mite de qualité se réfère à la concentration résiduelle en monomères dans l'eau, calculée conformément spécifications de la migration maximale du polymère correspondant en contact avec l'eau.		
ce	2,0	mg/l
ures totaux	50	µg/l
1,2-dichloroéthane	3,0	µg/l
Epichlorhydrine	0,10	µg/l
La limite de qualité se réfère à la concentration résiduelle en monomères dans l'eau, calculée conformément aux spécifications de la migration maximale du polymère correspondant en contact avec l'eau.		
Fluorures	1,5	mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	0,1	µg/l
Pour la somme des composés suivants: benzo[b]fluoranthène, benzo[k]fluoranthène, benzo[ghi]pérylène, indéno[1,2,3-cd]pyrène.		
Mercure total	1,0	µg/l
Microcystine-LR	1	µg/l
A rechercher en cas de prolifération aalgale dans les eaux brutes.		
Nickel	20	µg/l
Nitrates	50 De plus le somme de la concentration en nitrates divisée par 50 et de celle en nitrites divisée par 3 doit rester inférieure à 1	mg/l
Nitrites	0,50	mg/l
En sortie des installations de traitement, la concentration en nitrites doit être inférieure ou égale à 0,1 mg/l.		
	0,1	mg/l
Pour les eaux conditionnées.		
Pesticides	0,10	µg/l
	Pour chaque pesticide sauf aldrine, dieldrine, heptachlore, heptachlorépoxyde: 0,03	µg/l
Par «pesticides» on entend: les pesticides organiques; les herbicides organiques; les fongicides organiques; les nématocides organiques; les acaricides organiques; les algicides organiques; les rodenticides organiques; les produits antimoisissures organiques; les produits apparentés (notamment les régulateurs de croissance) et leurs métabolites, produits de dégradation et de réaction pertinents.		
Total pesticides	0,50	µg/l
Par «total pesticides», on entend la somme de tous les pesticides individualisés détectés et quantifiés.		
Plomb	10	µg/l
Les mesures appropriées pour réduire progressivement la concentration en plomb dans les eaux destinées à la consommation humaine au cours de la période nécessaire pour se conformer à la limite de qualité sont précisées aux articles 33 et 36 (arrêté d'application) du présent décret. *Lors de la mise en œuvre des mesures destinées à atteindre cette valeur, la priorité est donnée aux cas où les concentrations en plomb dans les eaux destinées à la consommation humaine sont les plus élevées.*		
Sélénium	10	µg/l
Tétrachloroéthylène et trichloroéthylène	10	µg/l
Somme des concentrations des paramètres spécifiés.		
Total trihalométhanes (THM)	100	µg/l
La valeur la plus faible possible inférieure à cette valeur doit être visée sans pour autant compromettre la désinfection. Par «totaltrihalométhanes» on entend la somme de: chloroforme, bromoforme, dibromochlorométhane et bromodichlorométhane. *Toutes les mesures appropriées doivent être prises pour réduire le plus possible, au cours de la période nécessaire pour se conformer à la limite de qualité (cf. articles 50 et 53), la concentration de THM dans les eaux destinées à la consommation humaine.*		
Turbidité	1	NFU
La limite de qualité est applicable au point de mise en distribution, pour les eaux visées à l'article 25 et pour les eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2NFU. En cas de mise en œuvre d'un traitement de neutralisation ou de reminéralisation, la limite de qualité s'applique hors augmentation éventuelle de turbidité due au traitement. *Pour les installations qui sont d'un débit inférieur à 1000 m³/j ou qui desservent des unités de distribution de moins de 5000 habitants, toutes les mesures appropriées doivent être prises pour réduire le plus possible la turbidité, au cours de la période nécessaire pour se conformer à la limite de qualité.*		

I-2. Références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine

I-2.1. Paramètres indicateurs de qualité témoins de fonctionnement des installations de production et de distribution d'eau

Le dépassement des valeurs ou intervalles suivants entraîne, selon le cas, l'application des dispositions prévues aux articles 13, 21, 22, 23, 39.

Paramètres	Références de qualité	unité
Aluminium total	200	µg/l
A l'exception des eaux ayant subi un traitement thermique pour la production d'eau chaude pour lesquelles la valeur de 0,5 mg/l (Al) ne doit pas être dépassée.		
Ammonium	0,1	mg/l
S'il est démontré que l'ammonium a une origine naturelle, la valeur à respecter est de 0,5 mg/l pour les eaux souterraines.		

aramètres	Références de qualité	unité
Bactéries coliformes	0 0	/100 ml /250 ml
our les eaux mises en bouteilles ou en conteneurs.		
hlore libre et total		
Absence d'odeur ou de saveur désagréable et pas de changement anormal.		
uivre	1	mg/l
hlorites	0,2	mg/l
Sans compromettre la désinfection, la valeur la plus faible possible doit être visée.		
hlorures	250	mg/l
s eaux ne doivent pas être agressives.		
actéries sulfito-réductrices y compris les spores	0	n[bre]/100 ml
Ce paramètre doit être mesuré lorsque l'eau est d'origine superficielle ou influencée par une eau d'origine superficielle. En cas de non-respect de cette valeur, une enquête doit être menée sur la distribution d'eau pour s'assurer qu'il n'y a aucun danger potentiel pour la santé humaine résultant de la présence de micro-organismes pathogènes, par exemple des cryptosporidium.		
Couleur	Acceptable pour les consommateurs et aucun changement anormal notamment une couleur inférieure ou égale à 15	mg/l de platine en référence à l'échelle Pt/Co
nductivité	180 ≤ ≥ 1000	µS/cm à 20°C
Les eaux ne doivent pas être corrosives.		
	2500	µS/cm à 20°C
ur les eaux conditionnées.		
ncentration en ions hydrogène	≥ 6,5 ≤ 9	Unités pH
Les eaux ne doivent pas être agressives.		
	≥ 4,5 ≤ 9	Unités pH
ur les eaux plates mises en bouteilles ou en conteneurs.		
	< 9	Unités pH
ur les eaux mises en bouteilles ou en conteneurs qui sont naturellement riches ou enrichies artificiellement avec du dioxyde de carbone.		
rbone organique total (COT)	Aucun changement anormal 2	mg/l
paramètre doit être mesuré pour les unités de distribution desservant au moins 5000 habitants.		
quilibre calcocarbonique	Les eaux ne doivent pas être agressives	
Fer total	200	µg/l
anganèse	50	µg/l
Numération de germes aérobies revivifiables à 22°C et à37°C		
Variation dans un rapport de 10 par rapport à la valeur habituelle.		
ydabilité au permanganate de potassium esurée après 10 minutes en milieu acide	5,0	mg/l O_2
Ce paramètre doit être recherché lorsque le COT n'est pas analysé.		
deur	Acceptable pour les consommateurs et aucun changement anormal notamment pas d'odeur détectée pour un taux de dilution de 3 à 25°C	
aveur	Acceptable pour les consommateurs et aucun changement anormal notamment pas d'odeur détectée pour un taux de dilution de 3 à 25°C	
dium	200	mg/l
ulfates	250	mg/l
mpérature	25	°C
xception des eaux ayant subi un traitement thermique pour la production d'eau chaude. *ette valeur ne s'applique pas dans les départements d'outre-mer.*		
rbidité	0,5	NFU
férence de qualité est applicable au point de mise en distribution, pour les eaux visées à l'article 25 et pour aux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante supérieure à 2 NFU. En cas de mise en œuvre d'un traitement de neutralisation ou de reminéralisation, la férence de qualité s'applique hors augmentation éventuelle de turbidité due au traitement.		
	2	NFU
férence de qualité s'applique aux robinets normalement utilisés.		

I-2.2. *Indicateurs de radioactivité*

mètres	Références de qualité	unité
e totale indicative (DTI)	0,10	mSv/an
calcul de la DTI est effectué selon les modalités définies à l'article 15 du présent décret.		
itium	100	Bq/l
ésence de concentrations élevées de tritium dans l'eau peut être le témoin de la présence d'autre radionucs artificiels. Si la concentration en tritium dépasse le niveau de référence, il est procédé à la recherche de présence éventuelle de radionucléides artificiels.		

I-3. Limites de qualité des eaux superficielles utilisées ou destinées à être utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine

Les eaux doivent respecter des valeurs inférieures ou égales aux limites suivantes ou être comprises dans les intervalles suivants sauf pour le taux de saturation en oxygène dissous. G: valeur guide ; I : valeur limite impérative.

Groupe de paramètres	Paramètres	A1		A2		A3	
		G	I	G	I	G	I
Paramètres organoleptiques	Coloration (après filtration simple) mg/l (échelle Pt)	10	20	50	100	50	200
	Odeur (facteur de dilution à 25°C)	3		10		20	
Paramètres physico-chimiques liés à la structure naturelle des eaux	Conductivité µS/cm à 20°C	1000		1000		1000	
	Température (°C)	22	25	22	25	22	25
	pH (unités pH)	6,5-8,5		5,5-9		5,5-9	
	Chlorures (mg/l Cl)	200		200		200	
	Sulfates (mg/l SO_4)	150	250	150	250	150	250
	Matières en suspension (mg/l)	25					
	Demande biochimique en oxygène (DBO_5) à 20°C sans nitrification (mg/l O_2)	< 3		< 5		< 7	
	Demande chimique en oxygène (DCO) (mg/l O_2)					30	
	Taux de saturation en oxygène dissous (% O_2)	> 70		> 50		> 30	
Paramètres concernant les substances indésirables	Nitrates (mg/l NO_3)	25	50		50		50
	Ammoniaque (mg/l NH_4)	0,05		1	1,5	2	4
	Azote Kjeldhal [NO_2), excepté (mg/l de N)]	1		2		3	
	Hydrocarbures dissous ou emulsionnés après extraction (mg/l)		0,05		0,2	0,5	1
	Phénols (indice phénol) paranitraniline 4 - amino-antipyrine (mg/l C_6H_5OH)		0,001	0,001	0,005	0,01	0,1
	Agents de surface réagissant au bleu de méthylène (mg/l lauryl-sulfate)	0,2		0,2		0,5	
	Substances extractibles au chloroforme (mg/l)	0,1		0,2		0,5	
	Fer dissous (mg/l Fe)	0,1	0,3	1	2	1	
	Manganèse (mg/l Mn)	0,05		0,1		1	
	Cuivre (mg/l Cu)	0,02	0,05	0,05		1	
	Zinc (mg/l Zn)	0,5	3	1	5	1	5
	Phosphore (mg/l P_2O_5)	0,4		0,7		0,7	
	Fluor (mg/l F)	0,7-1	1,5	0,7-1,7		0,7-1,7	
	Bore (mg/l B)	1		1		1	
	Baryum (mg/l Ba)		0,7		1		1
Paramètres concernant les substances toxiques	Arsenic (µg/l As)		10		50	50	100
	Cadmium (µg/l Cd)	1	5	1	5	1	5
	Cyanures (µg/l CN)		50		50		50
	Chrome total (µg/l Cr)		50		50		50
	Plomb (µg/l Pb)		10		50		50
	Mercure (µg/l Hg)	0,5	1	0,5	1	0,5	1
	Sélénium (µg/l Se)		10		10		10
	Hydrocarbures polycycliques aromatiques total 6 substances précisées en annexe III (µg/l)		0,2		0,2		1
Pesticides	Total		0,5 (2)		0,5 (2)		5
	Par substances individualisées		0,1 (1,2)		0,1 (1,2)		2
Paramètres microbiologiques	Coliformes totaux 37°C (100 ml)	50		5000		50000	
	Escherichia coli (100 ml)	20		2000		20000	
	Entérocoques (100 ml)	20		1000		10000	
	Salmonelles	Abs dans 5000ml		Abs dans 1000ml			

Note 1: pour l'aldrine, la dieldrine, l'heptachlore et l'heptachlorepoxyde, la limite de qualité est de 0.03 µg/l.
Note 2: ces valeurs ne concernent que les eaux superficielles utilisées directement, sans dilution préalable. En cas de dilution, il peut être fait appel à des eaux de qualités différentes, le taux de dilution devant être calculé au cas par cas.

▶▶

Annexe II

CONTRÔLE ET PROGRAMMES D'ANALYSE DES ÉCHANTILLONS D'EAU

La présente annexe fixe les programmes d'analyses d'échantillons, pour les eaux fournies par un réseau de distribution (II-1), pour les eaux conditionnées, la glace alimentaire et les eaux utilisées dans les industries alimentaires non raccordées (II-2) ainsi que les modalités d'adaptation de ces programmes d'analyse (II-3).

II-1. Eaux fournies par un réseau de distribution (Art. 3, a)

Les échantillons doivent être prélevés de manière à être représentatifs (temporellement tout au long de l'année et géographiquement) de la qualité des eaux consommées.

Partie A. - Contenu des analyses

Le tableau 1 fixe le contenu des analyses types (RS, RP, P1, P2, D1, D2) à effectuer sur les échantillons d'eau prélevés soit:

- au niveau de la ressource;
- au point de mise en distribution.

La qualité de l'eau, en ce point, est considérée comme représentative de la qualité de l'eau sur le réseau de distribution d'une zone géographique déterminée, où les eaux proviennent d'une ou plusieurs sources et à l'intérieur de laquelle la qualité peut être considérée comme uniforme. Ce réseau est appelé «unité de distribution»;
- aux robinets normalement utilisés par le consommateur.

RS correspond au programme d'analyse effectué à la ressource pour les eaux d'origine superficielle.

RP correspond au programme d'analyse effectué à la ressource pour les eaux d'origine souterraine ou profonde.

P1 correspond au programme d'analyse de routine effectué au point de mise en distribution.

P2 correspond au programme d'analyse complémentaire de P1 permettant d'obtenir le programme d'analyse complet (P1+P2) effectué au point de mise en distribution.

D1 correspond au programme d'analyse de routine effectué aux robinets normalement utilisés pour la consommation humaine.

D2 correspond au programme d'analyse complémentaire de D1 permettant d'obtenir le programme d'analyse complet (D1+D2) effectué aux robinets normalement utilisés pour la consommation humaine.

Tableau 1 - Contenu des analyses types

Ressource		Point de mise en distribution		Distribution aux robinets visés à l'article 3 a	
RP	RS	P1	P2	D1	D2
Escherichia coli	Escherichia coli	Escherichia coli		Escherichia coli	
Entérocoques	Entérocoques	Entérocoques		Entérocoques	
		Bactéries sulfito-réductrices y compris les spores (si les eaux subissent un traitement de filtration		Bactéries sulfito-réductrices y compris les spores (si les eaux subissent un traitement de filtration	
		Coliformes totaux		Coliformes totaux	
		Numération de germes aérobies revivifiables à 22°C et 37°C		Numération de germes aérobies revivifiables à 22°C et 37°C	
	HAP				HAP
					Benzo[a]pyrène
Hydrocarbures dissous	Hydrocarbures dissous				
			Benzène		
Tétrachloréthylène et trichloréthylène	Tétrachloréthylène et trichloréthylène		Tétrachloréthylène et trichloréthylène		
			1,2-dichloroéthane		
			THM (si l'eau subit un traitement au chlore)		THM (s'il y a une rechloration ou si la teneur en chlore est > 0,5 mg/l)
			Bromates (si l'eau subit un traitement à l'ozone ou au chlore)		
			Chlorites (si l'eau subit un traitement au bioxyde de chlore)		
	Mercure		Mercure (2)		
Sélénium (1)	Sélénium (1)		Sélénium (2)		
Fluorures (1)	Fluorures (1)		Fluorures (2)		
	Cyanures		Cyanures (2)		
Bore (1)	Bore		Bore (2)		
Arsenic (1)	Arsenic (1)		Arsenic (2)		
Nitrates	Nitrates	Nitrates		Nitrates (si plusieurs ressources en eaux au niveau de l'unité de distribution dont une au moins délivre une eau dont la concentration en nitrates est supérieure à 50 mg/l)	

Ressource		Point de mise en distribution		Distribution aux robinets visés à l'article 3 a	
RP	RS	P1	P2	D1	D2
Nitrites	Nitrites	Nitrites			Nitrites
Antimoine (1)					Antimoine
	Plomb				
Cadmium	Cadmium				Cadmium
	Chrome				Chrome
	Cuivre				Cuivre
Nickel	Nickel				Nickel
Pesticides	Pesticides		Pesticides (2) (les pesticides susceptibles d'être présents doivent être recherchés en priorité)		
Température	Température	Température		Température	
	Odeur	Odeur		Odeur	
	Saveur	Saveur		Saveur	
	Couleur	Couleur		Couleur	
Turbidité	Turbidité	Turbidité		Turbidité	
		Chlore libre et total (ou tout autre paramètre représentatif du traitement de désinfection)		Chlore libre et total (ou tout autre paramètre représentatif du traitement de désinfection)	
Oxydabilité $KMnO_4$ à chaud, milieu acide	Oxydabilité $KMnO_4$ à chaud, milieu acide	Oxydabilité $KMnO_4$ à chaud, milieu acide ou COT			
	Aluminium		Aluminium	Aluminium (lorsqu'il est utilisé comme agent de floculation)	
Fer dissous	Fer dissous		Fer total	Fer total (lorsqu'il est utilisé comme agent de floculation et pour les eaux déferrisées)	Fer total
Ammonium	Ammonium	Ammonium		Ammonium	
Manganèse	Manganèse	Manganèse (si traitement de démanganisation)	Manganèse (2)		
Sodium (1)	Sodium		Sodium		
Silice	Silice				
	Zinc				
Phosphates	Phosphates (mg/l P_2O_5)				
pH	pH	pH		pH	
Conductivité	Conductivité	Conductivité		Conductivité	
Chlorures	Chlorures	Chlorures (1) TAC (1)			
Calcium (1)	Calcium	TH (1)			
Magnésium (1)	Magnésium				
			Paramètres de l'équilibre calco-carbonique		
Oxygène dissous (1)	Oxygène dissous				
Anhydride carbonique (essai au marbre) ou calcul de l'équilibre calcocarbonique (1)	Anhydride carbonique (essai au marbre) ou calcul de l'équilibre calcocarbonique				
Carbonates (1)	Carbonates				

Ressource		Point de mise en distribution		Distribution aux robinets visés à l'article 3 a	
RP	RS	P1	P2	D1	D2
Hydrogénocarbonates (1)	Hydrogénocarbonates				
Sulfates (1)	Sulfates	Sulfates			
	Résidus secs				
Hydrogène sulfuré	Hydrogène sulfuré				
	Azote Kjeldhal				
	Agents de surface (réagissant au bleu de méthylène)				
	Indice phénol				
	Matières en suspension				
	DCO				
	DBO_5				
	Baryum		Baryum		
			Acrylamide (3)		Acrylamide (3)
			Epichlorhydrine (3)		Epichlorhydrine (3)
					Chlorure de vinyle (3)
			Tritium (1, 2)		
Indicateur $\alpha\tau$ (1)	Indicateur $\alpha\tau$ (1)		Indicateur $\alpha\tau$ (1, 2)		
Indicateur $\beta\tau$ (1)	Indicateur $\beta\tau$ (1)		Indicateur $\beta\tau$ (1, 2)		

Note 1 : si, pour un ou plusieurs des paramètres notés (1), qui sont normalement liés à la caractérisation de la ressource, il est observé une stabilité sur une période de temps significative, la fréquence d'analyse peut être réduite.
Note 2 : pour les unités de distribution (de taille inférieure à 500 habitants) si les eaux ne sont pas susceptibles de contenir les éléments notés (2), ces éléments peuvent être exclus de l'analyse P2. Toutefois, dans un délai de 2 ans sur les captages qui n'ont pas fait l'objet d'une analyse complète, une analyse (P1 + P2) doit être pratiquée afin de permettre d'adapter le contrôle.
Note 3 : la limite de qualité se réfère à la concentration résiduelle en monomères dans l'eau, calculée conformément aux spécifications de la migration maximale du polymère correspondant en contact avec l'eau.

Partie B. - Fréquence des prélèvements d'eau à analyser

Le tableau 2 indique la fréquence des prélèvements d'échantillons d'eau à effectuer chaque année sur la ressource (RP, RS) selon le débit journalier de l'eau.

Le tableau 3 indique la fréquence des prélèvements dans l'eau distribuée aux consommateurs selon la population desservie par le réseau. Lorsqu'un réseau de distribution dessert plusieurs communes, le nombre des analyses à effectuer doit être au moins égal à celui correspondant à la population des communes desservies par le réseau sans être inférieur au nombre des communes desservies.

Tableau 2 - Fréquences annuelles d'échantillonnages et d'analyses d'eaux prélevées à la ressource

Débit journalier (m³/jour)	Fréquences annuelles RP	RS
< 10	0,2 (*)	0,5 (*)
De 10 à 100	0,2 (*)	1
De 100 à 399	0,5 (*)	2
De 400 à 999	0,5 (*)	2
De 1000 à 1999	0,5 (*)	2
De 2000 à 5999	1	3
De 6000 à 9999	2	6
De 10000 à 19999	2	6
De 20000 à 29999	4	12
De 30000 à 59999	4	12
De 60000 à 99999	4	12
≥ 100000	4	12

(*) 0,2 et 0,5 correspondent respectivement à une analyse tous les 5 ans et tous les 2 ans.

Nota. - En ce qui concerne les eaux superficielles de la ressource (RS), outre les analyses bactériologiques demandées, il est procédé :

a) A une recherche annuelle de salmonelles (dans cinq litres d'eau) ;

b) A une recherche de coliformes dans les conditions suivantes:
- ba: une fois par an pour un débit inférieur à 6000 m³/jour ;
- bb: deux fois par an pour un débit compris entre 6 000 m³/jour et 20000 m³/jour ;
- bc: quatre fois par an pour un débit supérieur à 20000 m³/jour.

Tableau 3 - Fréquences annuelles d'échantillonnages et d'analyses au point de mise en distribution et d'utilisation

Population desservie	Débit m3/j	Types et fréquences d'analyses P1	P2*	D1***	D2**
0 à 50 habitants	0-10	1	entre 0,1 et 0,2	entre 2 et 4	entre 0,1 et 0,2
50 à 499 habitants	10-99	2	entre 0,2 et 0,5	entre 3 et 4	entre 0,2 et 0,5
500 à 1999 habitants	100-399	2	1	6	1
2000 à 4999 habitants	400-999	3	1	9	1
5000 à 14999 habitants	1000-2999	5	2	12	2
15000 à 29999 habitants	3000-5999	6	3	25	3
30000 à 99999 habitants	6000-19999	12	4	61	4
100000 à 149999 hab.	20000-29999	24	5	150	5
150000 à 199999 hab.	30000-39999	36	6	210	6
200000 à 299999 hab.	40000-59999	48	8	270	8
300000 à 499999 hab.	60000-99999	72	12	390	12
500000 à 625000 hab.	100000-125000	100	12	630	12
> 625000 habitants	> 125000	144	12****	800*****	12****

** L'analyse P2 est à faire en complément d'une analyse P1.*
*** L'analyse D2 est à faire en complément d'une analyse D1.*
**** Pour les populations supérieures à 500 habitants, le nombre d'analyses à effectuer est obtenu par interpolation linéaire entre les chiffres fixés dans la colonne D1 (le chiffre étant arrondi à la valeur entière la plus proche). Le chiffre inscrit dans la colonne D1 correspond à la borne inférieure de chaque classe de débit.*
***** Pour cette catégorie, une analyse supplémentaire doit être réalisée par tranche supplémentaire de 25000 m³/j du volume total.*
****** Pour cette catégorie, 3 analyses supplémentaires doivent être réalisées par tranche supplémentaire de 1000 m³/j du volume total.*

II-2. Eaux conditionnées, glace alimentaire et industries agroalimentaires non raccordées

Les analyses et fréquences d'échantillonnage doivent respecter les prescriptions définies dans les tableaux ci-après.

Deux types d'analyses sont définis :

R correspond au programme d'analyse de routine ;

C correspond au programme d'analyse complémentaire à effectuer permettant d'obtenir le programme d'analyse complet (R + C).

Tableau 1 - Contenu des analyses types

Analyses C (*) :

Bactéries sulfito-réductrices, y compris les spores.
Sélénium. Arsenic. Cyanures. Bore. Chrome. Cuivre. Nickel. Cadmium. Antimoine. Plomb. HAP. Fluorures. TAC. Calcium. Magnésium. Benzo[a]pyrène. 1,2-dichloroéthane. Benzène. Mercure.
Pesticides (les pesticides susceptibles d'être présents doivent être recherchés en priorité).
Chlorites (si l'eau subit un traitement par du dioxyde de chlore).
Bromates (si l'eau subit un traitement de désinfection).
Tétrachloroéthylène et trichloréthylène.
THM (si l'eau subit un traitement de désinfection).
Oxydabilité $KMnO_4$ à chaud en milieu acide ou COT.
Aluminium. Manganèse. Sodium. Chlorures. Sulfates. Hydrocarbures dissous. Baryum. Acrylamide (3). Chlorure de vinyle (3). Epichlorhydrine (3). Tritium.
Indicateurs α_T. Indicateurs β_T.

Analyses R :

Bactéries sulfito-réductrices, y compris les spores (1).
Escherichia coli.
Entérocoques.
Pseudomonas aeruginosa.
Numération de germes aérobies reviviliables à 22°C et 37°C.
Coliformes totaux.
Odeur. Saveur. Couleur. Turbidité (**). Température. pH. Conductivité.
Ammonium. Fer. Nitrates. Aluminium (2). Nitrites.

(*) L'analyse C est à faire en complément d'une analyse R.
(**) Pour la glace, uniquement sur l'eau en vue de la fabrication.
(1) Seulement nécessaire si les eaux proviennent d'eaux superficielles ou sont influencées par celles-ci.
(2) Seulement nécessaire lorsque le paramètre est utilisé comme agent de floculation.
(3) La limite de qualité se réfère à la concentration résiduelle en monomères dans l'eau, calculée conformément aux spécifications de la migration maximale du polymère correspondant en contact avec l'eau.

*Partie A. - **Eaux conditionnées et glace alimentaire***

***Tableau 2** - Fréquences minimales annuelles d'échantillonnages et d'analyses portant sur les eaux mises en bouteilles ou dans des conteneurs destinés à la vente et sur la glace alimentaire*

Volume d'eau produit par jour (en m³ **)	Fréquences annuelles				
	Ressource	Avant soutirage		Après conditionnement	
	C (*)	C (*)	R	C (*)	R
≤ 10	1	–	3	1	3
> 10 ≤ 60	1	–	6	1	6
> 60	1	1 par tranche de 200m³ entamée	1 par tranche de 200m³ entamée	1 par tranche de 200m³ entamée	1 par tranche de 200m³ entamée

** L'analyse C est à faire en complément d'une analyse R. ** Volumes moyens calculés sur une année civile. Le contenu des analyses est défini au tableau 1.*

*Partie B. - **Eau utilisée dans les entreprises alimentaires***

Lorsque l'eau utilisée dans les entreprises alimentaires ne provient pas d'une distribution publique, des prélèvements d'échantillons d'eau sont effectués à la ressource et aux points où elle est utilisée dans l'entreprise.

***Tableau 3** - Fréquences annuelles d'échantillonnage et d'analyse de l'eau*

Débit	Fréquence annuelle	
	C (*)	R
< 10	0,2	2
10 < 100	0,5	3
> 100 ≤ 1000	1	9

Débit	Fréquence annuelle	
	C (*)	R
> 1000 ≤ 10000	1+1 par tranche de 3300 m³ entamée	
> 10000 ≤ 100000	3+1 par tranche de 10000 m³ entamée	4+3 par tranche de 1000 m³ entamée
> 100000	10+1 par tranche de 25000 m³ entamée	

(*) L'analyse C est à faire en complément d'une analyse R. Le contenu des analyses est défini au tableau 1.

II-3. Adaptation du programme

1. *Eaux brutes destinées à la production d'eau destinée à la consommation humaine :*

Pour les eaux souterraines et les eaux douces superficielles de qualité A1 et A2 (définies à l'annexe I-3), les fréquences indiquées dans le tableau 2 de l'annexe II-1, partie B, peuvent être réduites, pour certains paramètres, en fonction de la qualité de l'eau et de la protection naturelle de la ressource :
– pour les eaux d'origine superficielle, les fréquences d'échantillonnage peuvent être réduites d'un facteur 2, à l'exception de celles concer- nant les analyses bactériologiques ;
– pour les eaux souterraines ou profondes, les fréquences d'échantillonnage peuvent être réduites d'un facteur 4.

2. *Eaux visées à l'article 3 (a, c, d et e) :*

Pour l'application de l'article 11 du présent décret, le programme d'analyse peut être modifié dans les conditions suivantes :
– Le programme peut comprendre des analyses supplémentaires dont le coût ne conduit pas à un dépassement supérieur à 20 % du programme d'analyse établi selon les modalités prévues aux tableaux 1 de l'annexe II-1 et II-2.
– Pour les différents paramètres des analyses D1 et P1 ou R, le nombre de prélèvements peut être réduit lorsque :
- les valeurs des résultats obtenus avec les échantillons prélevés au cours d'une période d'au moins deux années successives sont constantes et sensiblement meilleures que les limites prévues à l'annexe I, et
- lorsque aucun facteur n'est susceptible d'altérer la qualité des eaux.
La fréquence la plus basse appliquée ne doit pas être inférieure à 50 % du nombre de prélèvements indiqués dans le tableau.

En outre, pour les eaux visées à l'article 3 (a) et pour les installations dûment autorisées en application de l'article 5, lorsque des analyses du programme de l'annexe II-1, partie B, sont effectuées par la personne publique ou privée chargée de la distribution d'eau, dans les conditions définies à l'article 18 du présent décret, la fréquence minimale des contrôles effectués par la DDASS ne doit pas être inférieure à 50 % de la fréquence prévue dans les tableaux 2 et 3.

3. *Eaux visées à l'article 3 (b et f) :*

Pour les installations dûment autorisées en application des articles 5 et 44, lorsque des analyses du programme de l'annexe II-2, partie A, sont effectuées par la personne publique ou privée chargée de la distribution d'eau, dans les conditions définies à l'article 18 du présent décret, la fréquence minimale des contrôles effectués par la DDASS ne doit pas être inférieure à :
– une fois tous les 2 mois pour les usines produisant moins de 60 000 000 de cols par an ;
– une fois par mois pour les usines produisant plus de 60 000 000 de cols par an.

Annexe III

LIMITES DE QUALITÉ DES EAUX BRUTES UTILISÉES POUR LA PRODUCTION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE, FIXÉE POUR L'APPLICATION DE LA PROCÉDURE PRÉVUE AUX ART. 5 ET 7 (3°) DU PRÉSENT DÉCRET

1. *Paramètres organoleptiques:*

Coloration après filtration dépassant 200 mg/l de platine en référence à l'échelle platine/cobalt.

2. *Paramètres en relation avec la structure naturelle des eaux:*
– température de l'eau supérieure à 25°C (cette valeur ne s'applique pas dans les départements d'outre-mer);
– pour les substances suivantes, les valeurs limites sont:
a) Chlorures: 200 mg/l (Cl);
b) Sulfates: 250 mg/l (SO_4);
c) Sodium: 200 mg/l (Na);
– pour les eaux superficielles, pourcentage d'oxygène dissous inférieur à 30 % de la valeur de saturation.

3. *Paramètres concernant des substances indésirables:*

Pour les substances suivantes, les valeurs limites sont:
– nitrates: 50 mg/l (NO_3) pour les eaux superficielles, 100 mg/l (NO_3) pour les autres eaux;
– ammonium: 4 mg/l (NH_4);
– oxydabilité ($KMnO_4$) en milieu acide: 10 mg/l (O_2);
– phénols (indice phénol) para-nitraniline et 4-amino-antipyrine : 0,1 mg/l (C_6H_5OH);
– agents de surface (réagissant au bleu de méthylène): 0,5 mg/l (laurylsulfate);
– hydrocarbures dissous émulsionnés après extraction: 1 mg/l;
– zinc: 5 mg/l (Zn);
– baryum: 1 mg/l (Ba) pour les eaux superficielles.

4. *Paramètres concernant des substances toxiques:*

Pour les substances suivantes, les valeurs limites sont:
– arsenic: 100 µg/l (As);
– cadmium: 5 µg/l (Cd);
– cyanures: 50 µg/l (CN);
– chrome total: 50 µg/l (Cr);
– mercure: 1 µg/l (Hg);
– plomb: 50 µg/l (Pb);
– sélénium: 10 µg/l (Se);
– pesticides 5 µg/l par substance individualisée: 2 µg/l;
– hydrocarbures polycycliques aromatiques:

Pour le total des six substances suivantes: 1 µg/l:
– fluoranthène;
– benzo (3, 4) fluoranthène;
– benzo (11, 12) fluoranthène;
– benzo (3, 4) pyrène;
– benzo (1, 12) pérylène;
– indéno (1, 2, 3-cd) pyrène.

5. *Paramètres microbiologiques:*

Eau contenant plus de 20 000 Escherichia coli et plus de 10 000 entérocoques par 100 millilitres d'eau prélevée.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE LA SANTÉ, DE LA FAMILLE ET DES PERSONNES HANDICAPÉES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ
Sous–direction de la gestion des risques des milieux
DGS/SD7 A - N°
Bureau des Eaux

Paris, le 6 décembre 2002

Le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées

à

Mesdames et Messieurs les Préfets de Région
Directions Régionales des Affaires Sanitaires et Sociales

Mesdames et Messieurs les Préfets de Département
Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales

CIRCULAIRE DGS/SD7A n° 2002/592 du 6 décembre 2002 concernant l'application de l'arrêté du 4 novembre 2002 relatif à l'évaluation du potentiel de dissolution du plomb dans l'eau pris en application de l'article 36 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles.

Date d'application : immédiate

Résumé : La présente circulaire apporte des précisions sur l'arrêté du 4 novembre 2002 relatif aux modalités d'évaluation du potentiel de dissolution du plomb dans l'eau et précise le contenu de l'étude prévue à l'article 36 du décret n° 2001-1220 que la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau doit transmettre au préfet. A la suite de la remise de l'étude précitée, la DDASS veillera à ce que la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau indique au préfet les mesures prévues pour réduire le risque de dissolution du plomb dans l'eau.

Mots clés : potentiel de dissolution, plomb

Textes de référence :
- Décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- Arrêté du 4 novembre 2002 relatif aux modalités d'évaluation du potentiel de dissolution du plomb pris en application de l'article 36 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- Circulaire DGS n° 98/225 du 8 avril 1998 relative aux distributions d'eaux d'alimentation naturellement peu minéralisées ;
- Circulaire DGS n° 309 du 3 mai 2002 définissant les orientations du ministère chargé de la santé et les actions à mettre en œuvre par les DDASS, DRASS et SCHS dans le domaine de la lutte contre l'intoxication par le plomb pour l'année 2002.

Textes abrogés ou modifiés : Néant

Le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 en son article 36 demande que la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau transmette au préfet une étude du potentiel de dissolution du plomb dans l'eau au point de mise en distribution. L'arrêté du 4 novembre 2002 fixe les modalités d'évaluation du potentiel de dissolution du plomb dans l'eau.
L'objectif de la présente circulaire est d'expliciter la notion de potentiel de dissolution du plomb dans l'eau et le contenu de l'étude précitée.

I Définition du potentiel de dissolution du plomb dans l'eau

Le **potentiel de dissolution** du plomb dans l'eau est une notion conventionnelle permettant de caractériser la dissolution du plomb dans l'eau en fonction des caractéristiques de l'eau au point de mise en distribution. Le potentiel de dissolution du plomb dans l'eau ne permet pas de prévoir la teneur réelle en plomb à un moment donné en un point de puisage particulier. En effet, la teneur réelle en plomb au robinet du consommateur dépend de nombreux paramètres notamment de la présence de branchements publics en plomb et/ou de canalisations intérieures en plomb, des conditions de soutirage en eau, de la structure du réseau intérieur et de la présence de canalisations en plomb à proximité d'une source de chaleur.

La méthode d'évaluation du potentiel de dissolution du plomb dans l'eau (cf. annexe I de l'arrêté du 4 novembre 2002 précité) est basée sur la mesure du pH pour des raisons de simplicité, du faible coût de mise en œuvre et de la pertinence des résultats obtenus.

Le potentiel de dissolution du plomb dans l'eau est caractérisé par quatre classes : potentiel de dissolution du plomb faible, moyen, élevé ou très élevé. Ces classes ont été déterminées à partir des travaux menés par l'Association Générale des Hygiénistes et Techniciens Municipaux[1]. Ainsi, des classes de pH ont pu être définies selon les principes suivants :

[1] Guide pratique *«Contrôle de la concentration en plomb dans l'eau – Echantillonnage, prélèvement, analyse, interprétation »* annexé à la circulaire DGS n°309 du 3 mai 2002

1- A partir des résultats de la mesure du pH in-situ et du TAC d'une eau, la solubilité du plomb, c'est-à-dire la teneur maximale en plomb à l'équilibre chimique à une température donnée, peut être calculée à l'aide d'un modèle thermodynamique (Modèle de Schock).
2- La teneur moyenne en plomb en présence de conduites en plomb est obtenue en appliquant un coefficient statistique égal à 0,09 à la solubilité. Ce coefficient correspond au rapport moyen obtenu dans différentes situations réelles entre la solubilité calculée et la teneur moyenne mesurée à des robinets en présence de conduites en plomb selon une méthode de prélèvement proportionnelle.
3- Quatre groupes de valeurs de teneurs moyennes en plomb ont alors été déterminés, en fonction des ordres de grandeur, auxquels peuvent être associées des valeurs de pH :
$pH \leq 7,0$; $7,0 < pH \leq 7,5$; $7,5 < pH \leq 8,0$; $8,0 < pH$.

La caractérisation du potentiel de dissolution du plomb dans l'eau est basée sur ces classes de pH.

La **capacité de dissolution** du plomb dans l'eau mentionnée dans l'arrêté du 4 novembre 2002 correspond à une autre notion conventionnelle permettant de caractériser la dissolution du plomb dans l'eau avec une méthode différente de celle utilisée pour évaluer le potentiel de dissolution du plomb dans l'eau. A titre d'exemple, la capacité de dissolution du plomb dans l'eau peut être évaluée à partir d'études réalisées au moyen de pilotes installés en sortie de production et simulant le fonctionnement d'un réseau de distribution.

II Evaluation du potentiel de dissolution du plomb dans l'eau

Les modalités d'évaluation du potentiel de dissolution du plomb dans l'eau sont précisées dans l'arrêté du 4 novembre 2002 précité.
Pour évaluer au mieux le potentiel de dissolution du plomb dans l'eau, il est également nécessaire de prendre en compte les dispositions suivantes :

- lors des mesures de pH, le contact de l'eau avec l'air doit être limité au maximum ;
- le nombre minimal de mesures à prendre en compte pour évaluer le potentiel de dissolution du plomb dans l'eau figure dans le tableau de l'annexe I de l'arrêté précité. Cependant, plus le nombre de mesures de pH est important, meilleure est l'évaluation du potentiel de dissolution du plomb dans l'eau, en particulier pour les petites unités de distribution ;
- pour la détermination de la classe de référence de pH, lorsque le découpage en centile ne correspond pas à une valeur de pH mesuré ($5^{ème}$ ou $10^{ème}$ centile), la valeur de pH mesuré inférieure au centile considéré sera prise en compte pour déterminer la valeur de référence de pH. Cette dernière est à répertorier dans une des classes de référence de pH (cf. annexe II de l'arrêté précité) afin d'évaluer le potentiel de dissolution du plomb dans l'eau.

III Etude du potentiel de dissolution du plomb

La personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau doit transmettre au préfet l'étude du potentiel de dissolution du plomb dans l'eau prévue à l'article 36 du décret n° 2001-1220. Cette étude doit comporter notamment les informations suivantes :

le débit d'eau de l'unité de distribution ;
- la population desservie par l'unité de distribution ;
- l'évaluation du potentiel de dissolution du plomb dans l'eau ;
- des mesures de la température aux points considérés comme représentatifs de la qualité de l'eau de l'unité de distribution ;
- le cas échéant, des mesures du titre alcalimétrique complet aux points considérés comme représentatifs de la qualité de l'eau de l'unité de distribution ;
- le cas échéant, toute information supplémentaire permettant d'évaluer la dissolution du plomb dans l'eau ;
- les mesures prévues et en cours, si l'eau est à l'équilibre et déjà traitée, pour réduire la dissolution du plomb dans l'eau conformément aux dispositions de l'article 30-I du décret n° 2001-1220 précité.

Conformément à l'article 5 de l'arrêté du 4 novembre 2002 précité, lorsque les eaux subissent un traitement correctif vis-à-vis de la corrosivité du plomb, la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau remettra une étude comportant les éléments précités et toute information permettant de prouver que le traitement mis en œuvre diminue suffisamment la dissolution du plomb dans l'eau. La réalisation d'analyses de plomb appropriées en constitue un préalable.

Dans le cas où la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau ne serait pas en mesure d'évaluer le potentiel de dissolution du plomb dans l'eau mentionné précédemment dans le délai imparti, l'étude devra contenir notamment les mêmes informations que celles citées auparavant auxquelles sera adjoint le calendrier prévisionnel de réalisation des mesures de pH. Celles-ci devront être effectuées dans un délai maximal d'un an après la remise de l'étude au préfet. Les résultats, en particulier l'évaluation du potentiel de dissolution du plomb dans l'eau, devront être portés à connaissance du préfet au terme de ce délai.

IV Actions à mener

Je vous demande de transmettre aux responsables de la distribution d'eau l'arrêté du 4 novembre 2002 et la présente circulaire et de veiller à ce que ceux-ci vous communiquent l'étude précitée avant le 31 décembre 2003. Les résultats des évaluations du potentiel de dissolution de l'ensemble des unités de distribution de votre département devront m'être transmis pour le 31 mars 2004 via les DRASS qui assureront la synthèse de l'ensemble des informations à colliger.

En fonction des résultats de l'étude, vous veillerez à ce que d'une part l'eau soit distribuée à l'équilibre calcocarbonique, référence de qualité à l'annexe I-2 du décret n° 2001-1220. Vous vous assurerez d'autre part à ce que la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau apporte, si nécessaire, des modifications du traitement de l'eau ayant pour objectif de réduire la dissolution du plomb dans l'eau aux échéances fixées pour l'application des nouvelles limites de qualité du plomb dans l'eau. Les types de traitements possibles figurent dans la circulaire DGS n°98/225 du 8 avril 1998 citée en référence. En fonction du contexte local, des traitements filmogènes anti-corrosion, notamment à base d'orthophosphates, pourront être envisagés. Ces derniers viennent d'être autorisés sous contrôle renforcé pour quelques unités de distribution et font l'objet actuellement d'études particulières.

Je vous demande de me faire part sous le présent timbre des éventuelles difficultés rencontrées pour l'application de la présente circulaire.

Arrêté du 19 novembre 2002 fixant la liste des organisations syndicales aptes à désigner des représentants au sein des comités techniques paritaires auprès des directeurs régionaux des affaires maritimes ainsi que le nombre de sièges attribués à chacune d'elles

NOR : *EQUH0201789A*

Le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires de la fonction publique de l'Etat, notamment ses articles 11, second alinéa, 11 *bis* et 8 ;

Vu l'arrêté du 13 mars 1998 portant création de comités techniques paritaires auprès des directeurs régionaux des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 2002 fixant les modalités de la consultation du personnel organisée afin de déterminer les organisations syndicales appelées à être représentées au sein des comités techniques paritaires auprès des directeurs régionaux des affaires maritimes ;

Vu les résultats de la consultation du 24 octobre 2002,

Arrête :

Art. 1er. – Les organisations syndicales suivantes sont déclarées aptes à désigner des représentants aux comités techniques paritaires régionaux auprès des directeurs régionaux des affaires maritimes du Havre, de Rennes, de Nantes, de Bordeaux, de Marseille et de Fort-de-France selon les proportions suivantes :

CTP ORGANISATION	LE HAVRE		RENNES		NANTES		BORDEAUX		MARSEILLE		FORT-DE-FRANCE	
	Tit.	Sup.	Tit.	Sup.	Tit.	Sup.	Tit.	Sup.	Tit.	Sup.	Tit.	Sup.
Confédération générale du travail (CGT Mer)	2	2	4	4	3	3	2	2	2	2	1	1
Confédération générale du travail-Force ouvrière (FO Cartel Mer)	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1	2	2
Syndicat national autonome des personnels de l'administration chargée de la mer (SNA Mer)	1	1	1	1	–	–	1	1	1	1	–	–
Confédération française démocratique du travail (CFDT)	1	1	1	1	–	–	–	–	–	–	–	–

Art. 2. – Les organisations syndicales visées ci-dessus disposent d'un délai maximum de huit jours à compter de la date de publication du présent arrêté pour désigner leurs représentants titulaires et suppléants.

Art. 3. – Les directeurs régionaux des affaires maritimes du Havre, de Rennes, de Nantes, de Bordeaux, de Marseille et de Fort-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 novembre 2002.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des affaires maritimes et des gens de mer,
C. SERRADJI

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA FAMILLE ET DES PERSONNES HANDICAPÉES

Arrêté du 4 novembre 2002 relatif aux modalités d'évaluation du potentiel de dissolution du plomb pris en application de l'article 36 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles

NOR : *SANP0223619A*

Le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées,

Vu le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

Vu l'avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments,

Arrête :

Art. 1er. – Les informations que doit utiliser la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau pour l'évaluation du potentiel de dissolution du plomb dans l'eau au point de mise en distribution de l'eau, conformément aux dispositions prévues à l'article 36 du décret du 20 décembre 2001 susvisé, sont définies à l'annexe I du présent arrêté.

Art. 2. – La grille d'interprétation des résultats obtenus que la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau devra utiliser pour caractériser le potentiel de dissolution du plomb dans l'eau aux points considérés comme représentatifs de la qualité de l'eau de l'unité de distribution, à partir des mesures de pH effectuées conformément à l'annexe I, est donnée en annexe II du présent arrêté.

Art. 3. – Dans le cas où les mesures de pH disponibles n'ont pas été effectuées selon les préconisations mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau doit compléter l'étude prévue à l'article 36 du décret du 20 décembre 2001 susvisé par l'établissement d'un programme planifié de mesures de pH réalisées conformément à l'annexe I. Ces mesures sont à réaliser dans un délai maximal d'un an après la remise de l'étude et les résultats devront être portés à la connaissance du préfet au terme de ce délai.

Art. 4. – Toute information supplémentaire permettant d'évaluer la capacité de dissolution du plomb dans l'eau pourra être jointe à l'étude prévue à l'article 36 du décret du 20 décembre 2001 susvisé. La méthode utilisée pour obtenir ces informations complémentaires et l'interprétation des résultats devront être précisément décrites dans l'étude qui sera transmise au préfet.

Art. 5. – Pour les eaux subissant un traitement correctif vis-à-vis de la corrosivité du plomb, la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau doit fournir toute information complémentaire permettant d'apprécier l'évolution de la capacité de dissolution du plomb dans l'eau à la suite de la mise en œuvre du traitement précité.

Art. 6. – Lorsque les caractéristiques de l'eau subissent des fluctuations importantes, le préfet pourra demander des études complémentaires à la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau dans un délai d'un an après réception de l'étude prévue à l'article 36 du décret du 20 décembre 2001 susvisé.

Art. 7. – Le directeur général de la santé est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 novembre 2002.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général de la santé :
Le chef de service,
Y. COQUIN

ANNEXE I

INFORMATIONS MINIMALES NÉCESSAIRES POUR ÉVALUER LE POTENTIEL DE DISSOLUTION DU PLOMB DANS L'EAU AUX POINTS CONSIDÉRÉS COMME REPRÉSENTATIFS DE LA QUALITÉ DE L'EAU DE L'UNITÉ DE DISTRIBUTION

L'évaluation du potentiel de dissolution est basée sur des mesures de pH qui ont été faites sur 12 mois minimum. Les analyses réalisées les années antérieures peuvent être prises en compte tant que les conditions de production, de traitement et de distribution sont comparables à celles présentes à la date de remise au préfet de l'étude du potentiel de dissolution du plomb.

Les mesures utilisées doivent avoir été réalisées *in situ* et aux points considérés comme représentatifs de la qualité de l'eau de l'unité de distribution, selon la norme NF T 90-008.

Il s'agit soit d'analyses du contrôle sanitaire réalisées en application du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles et du décret susvisé soit d'analyses réalisées dans le cadre de la surveillance mise en œuvre par la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau. Dans ce dernier cas, celle-ci doit apporter la preuve que ces analyses ont été réalisées dans les conditions mentionnées dans la présente annexe.

Le nombre minimum de mesures sur une année pris en compte pour l'appréciation du potentiel de dissolution du plomb est précisé dans le tableau ci-après :

DÉBIT EN m³/j	< 100	100-999	1 000-9 999	10 000-19 999	≥ 20 000
Nombre de mesures de pH	2	4	6	12	24
Modalités de réalisation	La moitié des analyses en saison chaude et l'autre moitié en saison froide				

ANNEXE II

GRILLE D'INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS D'ANALYSES DE PH RÉALISÉES EN APPLICATION DE L'ANNEXE I

Les résultats d'analyses de pH doivent être présentés sous une forme identique au tableau ci-après :

TYPE DE CONTRÔLE	NOMBRE de mesures de pH	pH minimal	pH maximal	MÉDIANE des mesures de pH	5e centile	10e centile
Contrôle sanitaire (CS)						
Surveillance réalisée par la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau (S)						
CS + S						

Une valeur de référence de pH est définie à partir de l'ensemble des analyses disponibles relevant du contrôle sanitaire et, le cas échéant, de la surveillance réalisée par la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau.

Elle correspond au :

- pH minimal si le nombre total d'analyses est strictement inférieur à 10 ;
- 10e centile si le nombre total d'analyses est compris entre 10 et 19 ;
- 5e centile si le nombre total d'analyses est supérieur ou égal à 20.

La valeur de référence de pH permet d'évaluer le potentiel de dissolution du plomb dans l'eau aux points considérés comme représentatifs de la qualité de l'eau de l'unité de distribution. Cette valeur de référence de pH est à reporter dans une des classes de référence de pH telles que définies dans la grille d'interprétation ci-après :

CLASSE DE RÉFÉRENCE de pH	CARACTÉRISATION DU POTENTIEL de dissolution du plomb
pH ≤ 7	Potentiel de dissolution du plomb très élevé.
7,0 < pH ≤ 7,5	Potentiel de dissolution du plomb élevé.
7,5 < pH ≤ 8,0	Potentiel de dissolution du plomb moyen.
8,0 < pH	Potentiel de dissolution du plomb faible.

Arrêté du 13 novembre 2002 portant additif n° 57 à la Pharmacopée

NOR : *SANP0223678A*

Le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées,

Vu la directive 98/34/CE du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et des réglementations techniques ;

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L. 4211-1, L. 5112-1, L. 5125-24 et R. 5001 à R. 5006-1 ;

Vu le décret n° 74-825 du 27 septembre 1974 portant publication de la convention relative à l'élaboration d'une Pharmacopée européenne, faite à Strasbourg le 22 juillet 1964 ;

Vu le décret n° 94-250 du 23 mars 1994 portant publication du protocole à la convention du 22 juillet 1964 relative à l'élaboration d'une Pharmacopée européenne, fait à Strasbourg le 16 novembre 1989 ;

SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL SMDEA D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT
l'eau durable
e-mail : smdea@smdea.com

ÉTUDE DIAGNOSTIQUE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Défense incendie

20, rue de Comboire - Espace Comboire - 38130 Echirolles
Siret 253 800 841 000 12 - URSSAF 380 88010450083
Tél 04 76 40 21 00 - Fax 04 76 33 14 24

isère Conseil Général



Annexe VII

Ressources en eau pour la défense incendie



Ressources en eau pour la défense incendie

Textes de référence :

- Article L 2212-2-5° du code général des collectivités territoriales relatif aux pouvoirs de police du maire.
- Article L 2321-2-7° du code général des collectivités territoriales relatif aux dépenses de sécurité obligatoires pour les communes (matériels et personnels)
- Circulaire Interministérielle n° 465 du 10/12/1951 relative à la création et à l'aménagement des points d'eau
- Article R 122-9 et R 123-11 du code de la construction et de l'habitation
- Norme NF.S.62.200 de septembre 1990 concernant les règles d'installation des bouches et poteaux d'incendie
- Norme NF.S.61.213 d'avril 1990 concernant les matériels d'extinction (poteaux de 100 m/m et de 2x100 m/m)

Principes :

- L'efficacité des secours dépend, entre autre, de la disponibilité permanente des ressources en eau nécessaires à la mise en œuvre efficace des moyens de secours et de lutte contre les incendies.
- Il revient à l'autorité communale d'aménager des réseaux de canalisations d'eau sous pression ou des points d'eau (naturels ou artificiels), d'en vérifier le bon fonctionnement, l'accessibilité et d'en assurer l'entretien.
- Chaque implantation nouvelle susceptible de modifier le risque pris en compte en matière de défense incendie doit être soumise à l'examen du SDIS pour avis.
- Les attestations des installateurs doivent être transmises au SDIS ainsi que les procès-verbaux de vérification des hydrants.
- Les services du SDIS peuvent effectuer pour leur besoin, des essais hydrauliques destinés à vérifier les débits et pressions des réseaux. Les résultats obtenus peuvent être fournis à l'autorité communale à titre d'information, si nécessaire ou si celle-ci le souhaite.
- Tous les travaux intéressant les adductions d'eau susceptibles d'altérer les ressources en eau de lutte contre l'incendie doivent être portés à la connaissance du SDIS.

Ressources en eau accessoires :

- Lorsque le réseau communal est insuffisant ou inexistant, l'utilisation totale ou partielle de ressources en eau naturelles ou artificielles peut être admise par le SDIS qui précise les conditions de son accord après consultation obligatoire.

- Les réseaux privés et les piscines ne peuvent être pris en compte qu'après examen particulier effectué par le SDIS avec un avis favorable du maire et l'accord du propriétaire.

Besoins en eau d'incendie :

- Le débit minimal pour la défense incendie des habitations et risques courants est de 60 m3/heure sous une pression dynamique minimale de 1 bar.

- Ce débit doit être assuré pendant deux heures au moins (ou réserve équivalente de 120 m3).

- La distance de l'hydrant par rapport au risque à défendre ne doit pas dépasser 200 mètres sauf en zone rurale ou des assouplissements peuvent être admis en accord avec le centre d'incendie et de secours assurant la défense incendie en 1er appel.

- Pour les risques particuliers (établissements recevant du public, entreprises à caractère industriel, stockages importants, etc...) les exigences supplémentaires en eau d'extinction sont déterminées par les services prévention et/ou prévision du SDIS selon le cas. La distance entre les hydrants et les risques à défendre est ramenée à 100 mètres. Un tableau de synthèse permettant de calculer les ressources nécessaires peut être obtenu auprès du service prévision du SDIS.

PARTIE LÉGISLATIVE

L. 2212-1 *Loi n° 96-142 du 21 février 1996*

Responsabilité de police

Le maire est chargé, sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le département, de la police municipale, de la police rurale et de l'exécution des actes de l'Etat qui y sont relatifs.

L. 2212-2 *Loi n° 96-142 du 21 février 1996*

Missions de la police municipale

La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment :

1°) Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques, ce qui comprend le nettoiement, l'éclairage, l'enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des édifices menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou autres parties des édifices qui puisse nuire par sa chute ou celle de rien jeter qui puisse endommager les passants ou causer des exhalaisons nuisibles ;

2°) Le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues, le tumulte excité dans les lieux d'assemblée publique, les attroupements, les bruits, y compris les bruits de voisinage, les rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ;

3°) Le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics ;

4°) L'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure et sur la salubrité des comestibles exposés en vue de la vente ;

5°) Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure ;

6°) Le soin de prendre provisoirement les mesures nécessaires contre les personnes atteintes de troubles mentaux dont l'état pourrait compromettre la morale publique, la sécurité des personnes ou la conservation des propriétés ;

7°) Le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces ;

8°) Le soin de réglementer la fermeture annuelle des boulangeries, lorsque cette fermeture est rendue nécessaire pour l'application de la législation sur les congés payés, après consultation des organisations patronales et ouvrières, de manière à assurer le ravitaillement de la population.

L. 2212-3 *Loi n° 96-142 du 21 février 1996*

Communes riveraines de la mer

La police municipale des communes riveraines de la mer s'exerce sur le rivage de la mer jusqu'à la limite des eaux.

Questions pratiques



Par **Jean-Christophe Niollet,** *Conseiller de tribunal administratif*

Prévention et lutte contre l'incendie

Question – Quels sont, en termes de responsabilité, les droits et les devoirs des maires en matière de prévention et de lutte contre les incendies, qu'ils aient ou non délégué cette compétence ?

Réponse – La prévention et la lutte contre l'incendie, dont les dépenses y afférent, constituent des dépenses obligatoires pour la commune, aux termes de l'article L. 2321-2, 7° du CGCT relèvent, aux termes de l'article L. 2212-2, 5° du même Code, de la compétence du maire, titulaire du pouvoir de police administrative. L'exercice de ce pouvoir engage la responsabilité civile de la commune devant la juridiction administrative, sur le fondement de l'article L. 2216-2 du même Code, qui prévoit toutefois que cette responsabilité est atténuée à due concurrence, au cas où le dommage résulterait, en tout ou partie, de la faute d'un agent ou du mauvais fonctionnement d'un service ne relevant pas de la commune.

La responsabilité d'une personne morale autre que la commune ne peut toutefois être engagée que si cette personne a été mise en cause par la commune ou par la victime du dommage. Dans le cas contraire, la commune demeure seule et entière responsable.

En matière de responsabilité du fait des services de secours et d'incendie, la jurisprudence constante du Conseil d'État retenait, en cas d'insuffisance de débit aux bornes incendie, la responsabilité de la commune, lieu du sinistre, dont dépendent les services de lutte contre l'incendie (CE, 14 octobre 1964, commune de Pointe-à-Pitre). Toutefois, depuis l'arrêt Commune de Hannapes (CE 29 avril 1998), la responsabilité d'une commune peut être engagée sur la base d'une faute simple, pour défaillance d'un matériel utilisé par le service d'incendie et de secours ayant aggravé les dommages causés par un incendie.

Lorsqu'une commune transfère sa compétence en matière d'incendie et de secours à un établissement public de coopération intercommunale, sa responsabilité est concomitamment transférée à l'établissement concerné. Ainsi dans la décision Communauté urbaine de Lille du 29 décembre 1999, le Conseil d'État a considéré que "*les dommages imputables à des défauts d'organisation ou de fonctionnement des services d'incendie et de secours engagent la responsabilité de la communauté urbaine à l'exclusion de celle de la commune sur le territoire de laquelle est survenu le sinistre*", compte tenu du transfert, opéré par les dispositions des articles L. 5215-20 et L. 5215-22 du CGCT, de la compétence "*services d'incendie et de secours*", avec substitution de plein droit de la communauté aux communes la composant.

En cas de gestion déléguée du service de l'eau, les travaux relatifs à l'installation des bornes d'incendie peuvent être confiés au délégataire. La responsabilité de ce dernier ne pourra néanmoins être engagée, s'agissant de la lutte contre l'incendie. Ainsi, dans les considérants de l'arrêt de Lille et autre du 7 novembre 1991, il a été retenu que l'insuffisance de la pression aux bouches d'incendie, alors même qu'elle serait imputable à la conception ou à l'entretien des canalisations, est constitutive d'une faute dans l'organisation des services de lutte contre l'incendie. En l'espèce, la responsabilité de la seule commune urbaine de Lille a été retenue, nonobstant les compétences du syndicat intercommunal de distribution d'eau du Nord en matière de distribution d'eau.

Enfin, la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951, complétée par celle du 9 août 1967 applicable aux seules communes rurales, explicite la réglementation relative à l'utilisation optimale du réseau d'eau potable. Il convient de rappeler que la vocation première du réseau de distribution d'eau potable est la desserte des abonnés. Dans ce contexte, les moyens de défense contre les incendies devant être adaptés à l'importance des risques, les schémas départementaux d'analyse et de couverture des risques peuvent ainsi être utilisés comme aide à la décision concernant l'implantation des points d'eau, en associant le maire, le distributeur d'eau et le service départemental d'incendie et de secours (cf. rép. min. n° 68670, JO, Ass. Nat., 8 avril 2002, p. 1914).

Population de la commune

Question – Comment appliquer les différents seuils de population requis par les textes en vigueur ?

Réponse – La population communale est, dans certains cas, un critère d'application des dispositions législatives et réglementaires régissant les communes. Toutefois, au regard des états de la population dressés par l'INSEE à la suite du recensement, différentes catégories de population peuvent être utilisées dans les textes particuliers, la population totale d'une commune se décomposant en "*population municipale*" et "*population comptée à part*".

Ainsi, l'article D. 2151-1 du CGCT (partie réglementaire) se réfère, pour l'application des dispositions de ce Code, au chiffre de population résultant de l'addition au chiffre de la population municipale du chiffre de la population comptée à part, c'est-à-dire la population totale suivant la définition de l'INSEE, alors que pour l'application des règles électorales, en vertu de l'article D. 2151-2, le chiffre de référence est celui de la population municipale.

LE CONSEIL DE L'EXPERT

Drôle d'égalité...

Moins de 30 m³/heure : condamnation de 4 000 000 francs, la goutte d'eau d'incendie est revenue cher à cette commune de 2 000 habitants.

Et pourtant, c'est la conclusion judiciaire d'un incendie qui a ravagé les établissements Poirot, il y a près de 8 ans. Le feu a éclaté vers une heure du matin dans cette importante usine, située dans la commune de Flamiche et, croyez-moi, ce n'était pas « de la tarte »... ! Les gens du Nord me comprendront ! C'est en circulant qu'un des sept ouvriers, en équipe de nuit, aperçut des lueurs sur le bâti d'une machine et, s'approchant, vit le feu sur un tas d'emballages vides, réunis près de la chaudière à fioule. Aussitôt, il donna l'alarme. Ses compagnons et lui essayèrent de combattre ce début d'incendie avec des extincteurs et un R.I.A.

Les extincteurs furent inefficaces car les flammes, de plus en plus hautes, ravageaient déjà le plafond, entre le tas de cartons et de certains bureaux. Quant au robinet d'incendie, il ne donnait pratiquement pas d'eau, bien que la vanne d'alimentation fut ouverte à fond. Un chef d'équipe voulut téléphoner aux pompiers. En vain : les câbles devaient être brûlés. Heureusement, ils furent alertés par le voisinage, mais plus tardivement. Devant l'ampleur du sinistre, les sapeurs-pompiers demandèrent, dès leur arrivée, les renforts de la grande ville voisine (huit kilomètres). Vers deux heures, toute l'usine brûlait et il n'y avait toujours pas assez d'eau pour l'éteindre.

Le rapport général d'incendie précise qu'au moment du sinistre, la bouche d'incendie de 100 mm, sur conduite de 80 mm, desservant l'usine (située à environ 300 mètres) ne débitait qu'une quinzaine de mètres cubes avec une très faible pression. Le jet de la première grosse lance n'arrivait qu'à 2 à 3 mètres. Les pompiers durent aller puiser l'eau dans la rivière située à plus d'un kilomètre. Cependant les fourgons-pompes-tonnes se remplissaient, par rotation, à des bouches d'incendie mieux alimentées mais assez éloignées, et apportaient chacun leurs 2 à 3 mètres cubes d'eau par tour. Des relevés effectués plus tard dans la commune donnèrent des débits variant de 10 à 65 m³/heure et des pressions de 2 à 3,20 kg, selon l'emplacement des bouches, le diamètre restant des canalisations et l'heure de l'essai.

Le premier expert désigné par le tribunal administratif résume ainsi la situation.

• Les établissements Poirot avaient à leur disposition des moyens efficaces pour combattre un début d'incendie, servis par un personnel entraîné ; en outre, une installation téléphonique interne permettait d'appeler directement les pompiers. Dommage, les extincteurs n'allaient pas assez haut, le R.I.A. n'avait pas d'eau et le téléphone était coupé...

• La commune de Flaminche a souhaité la pose d'une bouche d'incendie près de l'usine, mais le manque de subventions ne pouvait lui permettre une telle dépense. Ce n'est pas cela qui aurait mis de l'eau dans les tuyaux...

• Le syndicat de distribution des eaux a jugé satisfaisants débit et pression qui, dans l'ensemble, sont valables pour la consommation courante. Les canalisations en fonte, ont 30 ans d'âge, leurs diamètres sont donc sensiblement diminués par les incrustations internes, ce qui entraîne une réduction importante des débits en pressions. Assez d'eau pour les besoins des usagers, mais pas pour éteindre un incendie. La commune de Flamiche et le syndicat de distribution des eaux ont été déclarés responsables de l'aggravation des conséquences dommageables.

Un deuxième expert a reçu la mission de déterminer la part d'aggravation de ces dommages, dus à l'insuffisance de débit et de pression d'eau dans les ouvrages de lutte contre l'incendie et au retard pris en conséquence par les sapeurs-pompiers, qui furent contraints de puiser l'eau à la rivière lointaine. Il basa ses calculs savants sur : les circonstances (découverte, attaque, alarme, alerte) ; le rapport entre la surface en feu à l'arrivée des pompiers et celle de l'usine, totalement anéantie ; le débit d'eau qui aurait été suffisant au début (30 m³/heure) et celui qu'il a fallu pour le maîtriser après propagation (450 m³/heure) et les valeurs du contenu et du contenant, par secteurs.

Et il put ensuite attribuer les parts d'aggravation suivantes : 2/7 imputables aux établissements Poirot, pour le retard apporté dans l'appel aux sapeurs-pompiers et 5/7 pour l'insuffisance de débit et de pression. La commune de Flamiche et le syndicat ont été condamnés, conjointement et solidairement, à payer à la société la somme de 4.000.000 francs avec les intérêts au taux légal pendant 8 ans et... les frais d'expertise.

Dans sa lettre autorisant l'expert à publier le résumé exposé ci-dessus, à condition de contrefaire les noms, le président du tribunal administratif écrit : « Je pense, moi aussi, qu'il s'agit d'une affaire intéressante sur le plan juridique, caractéristique de ce genre de litige, et que votre commentaire sera de nature à rendre service tant aux professionnels de l'assurance qu'aux usagers de service public ».

Mon commentaire est simple : s'il n'y a pas assez d'eau dans les canalisations, créez les réserves représentant au moins 120 mètres cubes alimentées, exigées par les textes légaux, sinon bonjour les dégâts... sur le budget de la commune.

H. Chauveau.

SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL SMDEA D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT
l'eau durable
e-mail : smdea@smdea.com

ÉTUDE DIAGNOSTIQUE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Législation

20, rue de Comboire - Espace Comboire - 38130 Echirolles
Siret 253 800 841 000 12 - URSSAF 380 88010450083
Tél 04 76 40 21 00 - Fax 04 76 33 14 24
isère Conseil Général

ments hydrauliques ayant pour objet ou pour conséquence la régulation du débit d'un cours d'eau non domanial ou l'augmentation de son débit en période d'étiage et souhaite l'affectation à certains usages de tout ou partie du débit artificiel en application des dispositions de l'article 15 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, il adresse à cet effet une demande accompagnée d'un dossier au préfet du département ou de chacun des départements où les ouvrages doivent être réalisés.

Art. 2. – La demande peut être également formée par un maître d'ouvrage qui souhaite l'institution d'un débit affecté à partir des aménagements qu'il exploite régulièrement. Elle est adressée au préfet du département où les aménagements principaux sont exploités.

Art. 3. – Le dossier accompagnant la demande formée en application de l'article 1er comprend, si l'opération tend à l'acquisition d'immeubles ou de droits réels immobiliers par voie d'expropriation, les éléments prévus au I de l'article R 11-3 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Dans tous les cas, il comprend, outre les éléments énumérés à l'article 2 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, les indications suivantes :

a) Le cours d'eau ou la ou les sections du cours d'eau sur lesquels il est prévu que les dispositions de l'article 15 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée seront appliquées ;

b) Pour chacune des époques de l'année :

– le débit affecté prévu à l'aval des ouvrages d'aménagement projetés compte tenu des tranches d'eau ou débits disponibles, ainsi que les usages auxquels il est destiné, étant précisé que tout ou partie peut en être utilisé à la garantie de débits minimaux en différents points de la rivière ;

– le mode de calcul du débit affecté et des débits minimaux éventuels ;

c) La liste des ouvrages existants et l'état des prélèvements existants, autorisés ou déclarés ;

d) La durée sollicitée pour le bénéfice du débit affecté ;

e) Les règles de calcul qui seront appliquées pour la fixation des débits à maintenir dans le lit du cours d'eau, à l'aval de leurs ouvrages ou de leurs points de prélèvement, par les bénéficiaires des dérivations, seuils ou barrages existants en vue d'assurer le passage dans la section considérée du cours d'eau de tout ou partie du débit affecté .

f) Les dispositifs prévus pour assurer le respect du passage du débit affecté sur tout le parcours concerné, y compris les modifications à apporter aux autorisations existantes, et celles qui devront être apportées aux ouvrages existants ;

g) L'implantation des stations de mesure existantes ou à installer pour permettre, en amont des ouvrages d'aménagement projetés, la mesure du débit naturel du cours d'eau et, en aval de ces ouvrages, d'une part, la mesure des débits dans les différentes parties du cours d'eau ou de la section concernée, d'autre part, le contrôle et la gestion du passage du débit affecté .

h) Une estimation des coûts, mis à la charge du demandeur, des dispositifs matériels et aménagements prévus aux *f)* et *g)*.

Art. 4. – Dans le cas prévu à l'article 2, le dossier accompagnant la demande doit comprendre une notice explicative, un plan de situation, les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ainsi que les informations prévues aux paragraphes *a)* à *h)* de l'article 3 du présent décret.

TITRE II

INSTRUCTION DE LA DEMANDE ET DÉCISION

Art. 5. – L'instruction de la demande et l'enquête préalable à l'acte déclaratif d'utilité publique mentionné à l'article 15 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée sont régies par le titre Ier du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé. Toutefois l'arrêté prévu à l'article 4 du même décret est également notifié aux propriétaires ou exploitants des ouvrages mentionnés au *f)* de l'article 3 du présent décret.

En outre, dès l'ouverture de l'enquête prévue par le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, le préfet sollicite l'avis du ou des conseils généraux intéressés. A défaut de réponse dans un délai de deux mois à dater de la communication du dossier, cet avis est réputé favorable.

Art. 6. – Outre les mentions exigées lorsque est envisagée l'acquisition par voie d'expropriation d'immeubles ou de droits réels immobiliers, l'acte déclaratif d'utilité publique :

a) Fixe les prescriptions relatives à l'installation et à l'exploitation des aménagements projetés ;

b) Désigne la ou les sections de cours d'eau sur lesquelles les dispositions de l'article 15 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée sont appliquées ;

c) Fixe pour chaque époque de l'année le débit affecté et, s'il y a lieu, le débit à maintenir dans le lit du cours d'eau à l'aval de chacun des ouvrages ou points de prélèvement mentionnés au *e)* de l'article 3 ci-dessus ainsi que les débits minimaux à maintenir en différents points de ce cours d'eau en fonction des tranches d'eau ou débits disponibles, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article L. 232-5 du Code rural ;

d) Fixe les usages du débit affecté ;

e) Fixe la durée d'attribution du débit affecté ;

f) Prescrit les moyens de mesure à mettre en place pour contrôler le passage du débit affecté, dans la ou les sections du cours d'eau considérées et en assurer la gestion ;

g) Prescrit, le cas échéant, aux frais du bénéficiaire de l'acte déclaratif d'utilité publique, les modifications aux ouvrages existants mentionnés au *f)* de l'article 3 ci-dessus.

En cas de rejet de la demande, la décision est prise par arrêté motivé.

Les autorisations délivrées antérieurement à la date de dépôt de la demande de débit affecté, et les déclarations déposées avant la même date, concernant les ouvrages mentionnés au *g)* ci-dessus font, lorsqu'ils relèvent de sa compétence territoriale, l'objet de la part du préfet saisi de la demande, des modifications ou prescriptions complémentaires rendues nécessaires par l'affectation du débit.

Lorsque ces ouvrages relèvent de la compétence territoriale d'un autre préfet, le préfet saisi de la demande l'invite à participer à l'instruction de cette demande pour qu'il prononce, en application des articles 14 ou 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, les modifications des autorisations ou les prescriptions complémentaires aux déclarations susmentionnées.

Les modifications ou prescriptions mentionnées aux deux alinéas précédents ne pourront entraîner la remise en cause de l'équilibre général de l'autorisation ou de l'exploitation d'un ouvrage ou d'une installation, ou des changements considérables dans l'activité à laquelle cet ouvrage ou cette installation est indispensable.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 7. – L'attributaire du débit affecté alloue tout ou partie de ce débit aux différents usagers suivant des modalités fixées par conventions. Copie de ces conventions, y compris des conventions existantes à la date du dépôt de la demande d'affectation de débit visée à l'article 2 du présent décret, est adressée au préfet du ou des départements concernés afin qu'il puisse vérifier que les prescriptions fixées dans la déclaration d'utilité publique en matière d'usages du débit affecté sont respectées. Dans le cas contraire, le préfet met l'attributaire du débit affecté en demeure de respecter ces prescriptions dans le délai qu'il fixe, à peine des mesures ou sanctions prévues respectivement aux articles 27 et 25 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée.

En outre, l'attributaire du débit affecté élabore un rapport annuel présentant l'exploitation de l'aménagement hydraulique et les résultats des contrôles du passage du débit affecté dans la section de cours d'eau concernée et le transmet au préfet du ou des départements intéressés.

La convention ne dispense pas l'allocataire des obligations résultant des décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisés en ce qui concerne notamment les ouvrages et aménagements à exécuter dans le lit du cours d'eau pour permettre l'utilisation de sa part du débit affecté.

Les droits au débit affecté sont exercés sans préjudice de l'application des dispositions du décret du 24 septembre 1992 susvisé.

Art. 8. – Les dispositions des articles 3 et 4 du décret du 29 avril 1994 susvisé sont applicables aux cours d'eau ou aux sections de cours d'eau faisant l'objet d'un débit affecté, ainsi qu'à leurs nappes d'accompagnement, lorsque ces cours d'eau ne sont pas inclus dans une zone de répartition des eaux définie par ledit décret. Les obligations résultant de l'article 4 de ce décret prennent alors effet à la date de publication de l'acte déclaratif d'utilité publique du débit affecté.

Art. 9. – *V. D. n° 93-743 du 29 mars 1993, rubriques 2.1.0, 2.1.1 et 4.3.0*

ARRÊTÉ DU 10 JUILLET 1996

relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées

NOR : *FCE C 96 00130 A*

(JO du 23 juillet 1996)

Vu le Code de la consommation, notamment son article L. 113-3 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les sections 1 et 2 du chapitre IV du titre II du livre II ;

Vu le Code des communes, notamment les articles R. 372-6 à R. 372-17 relatifs au régime financier des services d'assainissement et aux redevances d'assainissement ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, notamment son article 13-2, et le décret n° 93-1347 du 28 décembre 1993 pris pour son application ;

Vu le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

Vu le décret n° 94-841 du 26 septembre 1994 relatif aux conditions d'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 1987 relatif à l'information du consommateur sur les prix ;

Le Conseil national de la consommation consulté,

Arrête :

Article premier. – Toute facture d'eau aux abonnés comprend trois rubriques distinctes ainsi dénommées :

– distribution de l'eau ;

– collecte et traitement des eaux usées ;

– organismes publics.

Toutefois, lorsqu'il est établi des factures distinctes pour chacun des services, ou si l'un des services ne donne pas lieu à facturation, la rubrique sans objet peut ne pas être mentionnée.

En cas de traitement non collectif des eaux usées, la rubrique Collecte et traitement des eaux usées peut être remplacée par la rubrique « Contrôle et, le cas échéant, entretien de l'installation du système d'assainissement individuel ».

Art. 2. – Les rubriques Distribution de l'eau et Collecte et traitement des eaux usées comportent :

Pour les factures non forfaitaires, deux sous-rubriques :

– l'abonnement, correspondant à la partie fixe de la facturation ; si les dispositions choisies par la collectivité pour sa tarification prévoient une distinction des frais de location et/ou d'entretien du compteur et du branchement, ceux-ci doivent faire l'objet de plusieurs lignes à part, la facture devant faire apparaître un montant totalisé de l'ensemble de ces éléments ;

– la consommation, correspondant à la partie variable de la facturation en fonction du volume consommé par l'abonné.

Pour les factures forfaitaires, le volume et le montant du forfait et le prix du mètre cube d'eau supplémentaire sont indiqués distinctement. La facture mentionne également les références de l'autorisation préfectorale de la facturation forfaitaire, prise en application du décret du 28 décembre 1993 susvisé.

Les différentes rubriques distinguent, en plus des mentions correspondant à leur globalité, la ou les parts des distributeurs et celles des collectivités ou des établissements publics de coopération intercommunale. Les libellés suivants doivent être utilisés si possible avec un caractère différent : « part distributeur », « part communale » ou « part intercommunale ». Lorsqu'il en existe plusieurs, le nom de chacun d'eux doit être ajouté ou substitué à ce libellé.

La rubrique Distribution de l'eau comporte la sous-rubrique Préservation des ressources en eau (agence de l'eau).

Art. 3. – La rubrique Organismes publics distingue les sommes revenant à :

– aide au développement des réseaux ruraux (FNDAE) ;

– lutte contre la pollution (agence de l'eau) ;

– Voies navigables de France (VNF).

La ligne Voies navigables de France doit mentionner la référence de la décision de la collectivité de répercuter cette redevance sur le prix de l'eau facturé à l'usager.

Art. 4. – Pour chacune de ces rubriques et sous-rubriques, la facture doit faire apparaître le prix unitaire hors taxes, le montant hors taxes et le taux de TVA applicable.

Pour les rubriques dont le montant est fonction du volume consommé, ce volume doit figurer en face de chacune des rubriques et sous-rubriques concernées.

La facture mentionne également le montant global hors taxes et toutes taxes comprises.

Art. 5. – Chaque facture émise doit comporter les informations suivantes :

– le nom et l'adresse du service de distribution de l'eau et/ou de collecte et de traitement des eaux usées ;

– les coordonnées téléphoniques et les horaires d'ouverture du service à appeler par l'usager en cas de demande d'information ou de réclamation ;

– le numéro de téléphone à appeler en cas d'urgence ;

– la date limite de règlement de la facture et les modalités de paiement.

Art. 6. – Les niveaux des anciens et des nouveaux index retenus ainsi que le montant du volume consommé sont mentionnés. En cas de facturation intermédiaire, basée sur un volume estimé, ces indications ne sont pas obligatoires.

Le solde restant dû sur les précédentes factures doit être rappelé.

Art. 7. – Les périodes de facturation doivent figurer dans tous les cas.

Dans le cas de factures intermédiaires basées sur des volumes estimés de consommation, le caractère estimatif de la facture doit être mentionné ainsi que la période de référence retenue. Le mode d'évaluation de cette estimation doit avoir été porté à la connaissance de l'abonné.

Art. 8. – Les éléments essentiels de la note de synthèse annuelle ou de la synthèse commentée de la qualité de l'eau établie par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, en application des articles 1er et 2 du décret du 26 septembre 1994 susvisé, doivent être portés à la connaissance de l'abonné, une fois par an, à l'occasion d'une facturation.

Art. 9. – Tout changement significatif total ou partiel du tarif, correspondant à une modification des conditions dans lesquelles le service est rendu, doit être mentionné au plus tard à l'occasion de la première facture où le nouveau tarif s'applique en précisant le tarif concerné et la date exacte d'entrée en vigueur.

Art. 10. – Chaque abonné doit avoir la possibilité de s'acquitter des sommes dues dans l'année au moins par deux paiements. Un nombre plus élevé de paiements peut être proposé en fonction du montant global de la facture annuelle à échelonner.

Art. 11. – Les opérations particulières résultant de la mise en place d'un nouveau contrat ou de la réalisation de prestations ponctuelles donnent lieu à des facturations ou à des rubriques séparées.

Art. 12. – Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1er janvier 1998 pour les communes ou établissements publics de coopération intercommunale de plus de 30 000 habitants.

Pour les communes ou établissements publics de coopération intercommunale compris entre 10 000 et 30 000 habitants, la date d'entrée en vigueur est fixée au 1er janvier 1999.

Pour les communes ou établissements publics de coopération intercommunale de moins de 10 000 habitants, la date d'entrée en vigueur est fixée au 1er juillet 2000.

CIRCULAIRE DE/GE N° 838/1124 DU 18 JUILLET 1996

relative à l'eau potable et l'assainissement ; rapport annuel du maire

(non publiée au JO)

Le Directeur de l'eau (ministère de l'Environnement) à Mmes et MM. les préfets de département :

La loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement a prévu, dans son article 73, un rapport annuel du maire (ou du président de l'organisme intercommunal auquel la commune a transféré ses compétences) sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement.

Les maires, lorsqu'ils exercent directement leur compétence, ou les présidents des syndicats intercommunaux avaient jusqu'au 30 juin 1996 pour produire ce rapport. Ultérieurement les maires ayant transféré leurs compétences auront jusqu'au 31 décembre 1996 pour rédiger un rapport de synthèse englobant l'ensemble des services financés par la facture d'eau payée par le consommateur.

Je souhaite être en mesure de présenter un premier bilan lors de la séance de l'Observatoire de l'eau qui se tiendra à l'automne prochain. Pour cela je vous demande de bien vouloir me communiquer votre analyse sur le sujet. Il ne s'agit pas de lancer une enquête lourde et difficilement réalisable en quelques semaines. Il est probablement possible en revanche, en se limitant par exemple aux plus grosses unités de distribution, de porter un diagnostic léger sur la mise en œuvre de cette nouvelle procédure :

– Le rapport annuel a-t-il été rédigé et présenté effectivement aux conseils municipaux et aux conseils des syndicats intercommunaux ?

– La démarche a-t-elle fait l'objet d'un intérêt particulier de la part des élus, du public, des consommateurs ? A-t-elle suscité des débats ?

– Des difficultés ont-elles été rencontrées pour l'élaboration du rapport ? Qui l'a rédigé (les services eux-mêmes, la DDE, la DDAF, un bureau d'études travaillant pour le compte de la collectivité, ...) ?

– Quels sont les enseignements à tirer de cette première phase ? Le rapport annuel a-t-il permis de faire progresser la transparence sur les conditions de fonctionnement et de financement des services publics de l'eau potable et de l'assainissement, ce qui était son objectif ?

TITRE I

LES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE

Article 1. — Domaine d'application

Les dispositions du présent titre s'appliquent à tous les systèmes d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine.

SECTION 1 — REGLES GENERALES

Article 2. — Origine et qualité des Eaux

A l'exception de l'eau potable provenant de la distribution publique toutes les eaux d'autre origine ou celles ne correspondant pas aux dispositions du présent titre sont considérées a priori comme non potables et ne peuvent donc être utilisées qu'à certains usages industriels, commerciaux ou agricoles non en rapport avec l'alimentation et les usages sanitaires.

Article 3. — Matériaux de construction

3.1. Composition des matériaux des équipements servant à la distribution de l'eau.

— Les canalisations et réservoirs d'eau potable et, d'une manière générale, tout l'équipement servant à la distribution des eaux d'alimentation sont constitués de matériaux non susceptibles d'altérer d'une manière quelconque les qualités de l'eau distribuée.

3.2. Revêtements

— Les revêtements bitumineux, les enduits dérivés du pétrole ou tous les produits similaires et les revêtements en matières plastiques ne doivent être employés que dans la mesure où ils ne sont pas susceptibles, au contact de l'eau distribuée pour l'alimentation humaine, de se dissoudre, de se désagréger ou de communiquer à celle-ci des saveurs ou des odeurs désagréables.

— En particulier, ne doivent entrer dans la composition des canalisations, appareils ou parties d'appareils et les accessoires en matière plastique, que des substances autorisées dans la fabrication des emballages ou récipients en contact avec les denrées alimentaires (1).

Article 4. — Température de l'eau

Toutes précautions doivent être prises pour éviter les élévations importantes de la température de l'eau distribuée.

Article 5. — Mise en œuvre des matériels

5.1. Précautions au stockage.

Des précautions sont prises pour éviter la pollution des matériels entreposés, destinés à la distribution des eaux.

5.2. Précautions à la pose.

La plus grande attention est apportée à l'étanchéité des canalisations, des réservoirs et des appareils, de leurs joints et raccords, ainsi qu'à leur propreté parfaite au moment de leur pose et de leur mise en service.

5.3. Juxtaposition de matériaux.

La juxtaposition de matériaux de nature différente ne doit en aucun cas modifier les qualités de l'eau, ni entraîner notamment l'apparition de phénomènes de corrosion.

5.4. Mise à la terre.

L'utilisation des canalisations d'eau pour la mise à la terre d'appareil électrique est interdite.

Article 6. — Double réseau

6.1. Distinction et repérage des canalisations et réservoirs.

Les canalisations et réservoirs d'eau non potable doivent être entièrement distincts et différenciés des canalisations et réservoirs d'eau potable au moyen de signes distinctifs conformes aux normes (2).

Toute communication entre l'eau potable et l'eau non potable est interdite.

6.2. Distinction des appareils.

Sur tout réservoir et sur tout point de puisage d'eau non potable est appliquée une plaque apparente et scellée à demeure, portant d'une manière visible la mention "EAU DANGEREUSE A BOIRE" et un pictogramme caractéristique.

Article 7. — Stockage de l'eau

7.1. Précautions générales, stagnation.

Les réseaux de distribution et les ouvrages de stockage doivent être conçus et exploités de manière à éviter une stagnation prolongée de l'eau d'alimentation. Les réseaux doivent être munis de dispositifs de soutirage ; ces derniers doivent être manœuvrés aussi souvent que nécessaire et au moins deux fois par an, pour les points du réseau où la circulation de l'eau n'est pas constante.

7.2. Prescriptions générales applicables aux réservoirs.

Les réservoirs doivent être protégés contre toute pollution d'origine extérieure et contre les élévations importantes de température.

Ils doivent être faciles d'accès et leur installation doit permettre de vérifier en tout temps leur étanchéité.

Il doit être installé un dispositif permettant une prise d'échantillon d'eau à l'amont et à l'aval immédiat du réservoir.

L'ensemble des matériaux constituant les réservoirs doivent répondre aux prescriptions de l'article 3 du présent titre.

Après chaque intervention susceptible de contaminer l'eau contenue dans les réservoirs, et de toute façon, au moins une fois par an, les réservoirs sont vidés, nettoyés et désinfectés.

Pour les réservoirs dont la capacité est supérieure à 1 m³, ces opérations doivent être suivies d'un contrôle de la qualité de l'eau.

Des dispositions sont prises pour assurer un approvisionnement en eau potable pendant la mise hors service.

7.3. Les réservoirs ouverts à la pression atmosphérique.

En plus des prescriptions indiquées ci-dessus, ces types de réservoirs doivent être fermés par un dispositif amovible à joints étanches. Les orifices de ventilation sont protégés contre l'entrée des insectes et des petits animaux par un dispositif approprié (treillage métallique inoxydable à mailles d'un millimètre au maximum).

L'orifice d'alimentation est situé en point haut du réservoir avec une garde d'air suffisante (au moins 5 cm au-dessus de l'orifice du trop-plein) à l'exception des réservoirs d'équilibre.

La section de la canalisation de trop-plein doit pouvoir absorber la fourniture d'eau à plein régime. Cette canalisation est siphonnée avec une garde d'eau suffisante.

La canalisation de vidange doit être située au point le plus bas du fond du réservoir.

Les orifices d'évacuation de trop-plein et de vidange sont protégés contre l'entrée des insectes et des petits animaux.

De plus, les trop-pleins et les vidanges doivent être installés de telle sorte qu'il y ait une rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre. Lorsque les trop-pleins et les vidanges se déversent dans une même canalisation avant le dispositif de rupture de charge, la section de cette canalisation doit être calculée de manière à permettre l'évacuation du débit maximal.

L'orifice de distribution de l'eau doit être placé à 10 cm au moins au-dessus du point le plus haut du fond du réservoir.

7.4. Les bâches de reprise.

Les bâches de reprise sont soumises aux mêmes dispositions que les réservoirs ouverts à la pression atmosphérique.

7.5. Les réservoirs sous pression.

En plus des prescriptions indiquées à l'alinéa 7.2., les réservoirs fonctionnant sous des pressions différentes de la pression atmosphérique sont construits pour résister aux pressions d'utilisation et sont conformes aux normes existantes.

A l'exception des réservoirs antibéliers, les orifices d'alimentation et de distribution de l'eau doivent être situés respectivement à 10 cm et à 20 cm au moins au-dessus du point le plus haut du fond du réservoir.

Chaque élément de réservoir est pourvu d'un orifice de vidange situé au point le plus bas du fond de cet élément.

La canalisation de vidange doit être installée de telle sorte qu'il y ait rupture de charge, avant déversement par mise à l'air libre.

Des purges doivent être effectuées aussi souvent que nécessaires et au moins une fois par trimestre.

Il ne doit y avoir aucune possibilité de contact entre le gaz sous pression, nécessaire au fonctionnement de l'installation, et l'eau contenue dans le réservoir. Si, pour des raisons techniques, ce contact ne peut être évité, toutes les précautions sont prises pour éviter une pollution de l'eau par le gaz.

Article 8. — Produits additionnels

8.1. Les produits anti-gel.

Leur adjonction dans l'eau destinée à l'alimentation humaine est interdite.

8.2. Les autres produits additionnels.

L'utilisation et l'introduction de ces produits notamment : catio-résines, polyphosphates, silicates, dans les eaux des réseaux publics ou particuliers à l'intérieur des immeubles doivent être pratiquées conformément à la réglementation en vigueur (3).

L'utilisation de produits additionnels n'autorise en aucun cas, l'emploi de matériaux, de canalisations ou d'appareils ne répondant pas aux dispositions de l'article 3 du présent titre.

SECTION 2
OUVRAGES PUBLICS OU PARTICULIERS

Article 9. — Règles générales

Toutes dispositions doivent être prises pour assurer la protection et l'entretien des ouvrages de captage, de traitement, de stockage et d'élévation, ainsi que des ouvrages d'amenée et de distribution d'eau potable, contre les contaminations notamment celles dues aux crues ou aux évacuations d'eaux usées, conformément à la réglementation et aux instructions techniques du Ministre chargé de la Santé. Le transport de l'eau ne doit pas occasionner de bruits excessifs, ni être à l'origine d'érosion des canalisations.

Article 10. — Les puits

Tout projet d'établissement d'un puits ou d'un forage non visé par une procédure d'autorisation doit faire l'objet d'une déclaration à l'autorité sanitaire.

En l'absence d'une distribution publique d'eau potable, l'usage de l'eau des puits publics ou particuliers n'est autorisé, pour l'alimentation humaine, que si elle est potable et si toutes les précautions sont prises pour la mettre à l'abri de toutes contaminations.

A défaut d'écoulement gravitaire, l'eau doit être relevée au moyen d'un dispositif de pompage.

L'orifice des puits est protégé par une couverture surélevée, le dispositif étant suffisamment étanche pour empêcher notamment la pénétration des animaux et des corps étrangers tels que branches et feuilles. Leur paroi doit être étanche dans la partie non captante et la margelle doit s'élever à 50 centimètres au minimun, au-dessus du sol, ou du niveau des plus hautes eaux connues si le terrain est inondable.

Sur une distance de 2 m au minimum autour du puits, le sol est rendu étanche en vue d'assurer une protection contre les infiltrations superficielles ; il doit présenter une pente vers l'extérieur.

Un caniveau doit éloigner notamment les eaux s'échappant du dispositif de pompage.

L'ensemble de l'ouvrage doit être maintenu en bon état d'entretien et en état constant de propreté. Il est procédé à son nettoyage et à sa désinfection sur injonction du Maire, à la demande et sous contrôle de l'autorité sanitaire. L'ouvrage dont l'usage aura été reconnu dangereux pour l'alimentation sera muni de l'inscription apparente "EAU DANGEREUSE A BOIRE" et d'un pictogramme caractéristique. La mise hors service ou le comblement définitif est imposé par le Maire si cette mesure est reconnue nécessaire par l'autorité sanitaire.

En aucun cas, un tel ouvrage ne doit être utilisé comme puits filtrant ou dispositif d'enfouissement.

Article 11. — Les sources

Les dispositions prévues aux alinéas 1, 2 et 7 de l'article 10 sont applicables aux sources et à leurs ouvrages de captage.

Article 12. — Les citernes destinées à recueillir l'eau de pluie.

Les citernes destinées à recueillir l'eau de pluie doivent être étanches et protégées des pollutions externes. Elles comportent un dispositif d'aération muni d'un treillage métallique inoxydable à mailles de 1 millimètre au maximum pour empêcher les insectes et petits animaux d'y pénétrer.

Les parois intérieures doivent être en matériaux inertes vis-à-vis de l'eau de pluie. Si elles sont recouvertes d'un matériau destiné à maintenir l'étanchéité, ce matériau doit satisfaire aux dispositions de l'article 3 de la section 1 du présent titre.

Elles sont munies de dispositifs spéciaux destinés à écarter les premières eaux de lavage des toitures. Un filtre à gros éléments doit arrêter les corps étrangers, tels que terre, gravier, feuilles, détritus et déchets de toutes sortes.

Elles doivent être soigneusement nettoyées et désinfectées une fois par an.

Sur la couverture des citernes enterrées un revêtement de gazon est seul toléré, à l'exclusion de toute autre culture. L'usage des pesticides, de fumures, organiques ou autres y est interdit. Les conditions de protection des citernes sont conformes à celles prescrites à l'article 8 ci-dessus.

L'utilisation des canalisations en plomb pour le transport et la distribution de l'eau de citerne est interdite.

L'eau des citernes doit être, a priori, considérée comme suspecte. Elle ne peut être utilisée pour l'alimentation que lorsque sa potabilité a été établie.

Article 13. — Mise à disposition d'eaux destinées à l'alimentation humaine par des moyens temporaires.

13.1. Les citernes.

Les citernes utilisées temporairement pour mettre à la disposition des usagers de l'eau destinée à l'alimentation humaine doivent être réalisées en matériau répondant à l'article 3 et ne pas avoir contenu au préalable de liquide non alimentaire.

Avant leur mise en œuvre, il doit être procédé à un nettoyage, à une désinfection et à un rinçage de la citerne (4). L'eau utilisée pour le remplissage doit être potable et contenir une dose résiduelle de désinfectant ; toute précautions doivent être prises afin d'éviter une éventuelle pollution de l'eau.

Avant distribution, un contrôle de la teneur résiduelle en désinfectant doit être effectué.

13.2. Les canalisations de secours.

Lorsque des canalisations de secours sont utilisées pour mettre temporairement à la disposition des usagers de l'eau destinée à l'alimentation humaine, les prescriptions générales du présent titre doivent être respectées.

Une désinfection systématique des eaux ainsi distribuées doit être effectuée.

SECTION 3
OUVRAGES ET RESEAUX PARTICULIERS DE DISTRIBUTION DES IMMEUBLES ET DES LIEUX PUBLICS

Article 14. — Desserte des immeubles

Dans toutes les agglomérations ou parties d'agglomérations possédant un réseau de distribution publique d'eau potable, toutes les voies publiques ou privées doivent, dans tous les cas où cette mesure est techniquement réalisable, comporter au moins une conduite de distribution.

Tout immeuble desservi par l'une ou l'autre de ces voies, qu'il soit directement riverain ou en enclave, doit être relié à cette conduite par un branchement.

Ce branchement est suivi d'un réseau de canalisations intérieures qui met l'eau de la distribution publique, et sans traitement complémentaire, à la disposition de tous les habitants de l'immeuble, à tous les étages et à toutes heures du jour et de la nuit.

Le branchement et le réseau de canalisations intérieures ont une section suffisante pour que la hauteur piézométrique de l'eau au point le plus élevé ou le plus éloigné de l'immeuble, soit encore d'au moins 3 mètres (correspondant à une pression d'environ 0,3 bar) à l'heure de pointe de consommation, même au moment où la pression de service dans la conduite publique atteint sa valeur minimale.

Article 15. — Qualité de l'eau distribuée aux utilisateurs.

Il est interdit aux propriétaires, hôteliers, tenanciers ou gérants des immeubles et établissements, où de l'eau chaude ou froide est mise à la disposition des usagers, de livrer aux utilisateurs une autre eau que celle de la distribution publique, exception faite pour les eaux minérales et les eaux conditionnées autorisées :

— pour tous les usages ayant un rapport direct ou même indirect avec l'alimentation, tels que le lavage des récipients destinés à contenir des boissons, du lait, des produits alimentaires ;

— pour tous les usages à but sanitaire tels que la toilette, le lavage de linge de table, de corps, de couchage ;

— d'une façon générale dans tous les cas où la consommation de l'eau peut présenter un risque pour la santé humaine, notamment sur les aires de jeux pour enfants, les bacs à sable, les pelouses, les aires pour l'évolution des sportifs telles que stades ou pistes.

La même interdiction s'applique aux fabricants de boissons, de glace alimentaire, crèmes glacées ainsi qu'à toute personne utilisant de l'eau soit pour la préparation, soit pour la conservation de denrées alimentaires.

Lorsque pour des raisons de force majeure reconnues par le Commissaire de la République, l'eau délivrée au consommateur ou utilisée pour des usagers connexes ne peut être celle d'une distribution publique, les personnes ci-dessus désignées doivent s'assurer que cette eau est potable au moyen d'analyses, conformément à la réglementation en vigueur.

Lorsqu'il existe des raisons de craindre la contamination des eaux, même si les causes de l'insalubrité ne sont pas imputables aux personnes visées aux deux premiers alinéas, celles-ci ont l'obligation de prendre les mesures prescrites par la réglementation en vigueur pour assurer la désinfection de l'eau. Ces mesures sont portées à la connaissance de l'autorité sanitaire qui contrôlera la qualité des eaux aux frais desdites personnes.

Lorsqu'il est constaté que les eaux ne sont pas saines ou qu'elles sont mal protégées, leur usage pour l'alimentation est immédiatement interdit. Leur utilisation ultérieure est subordonnée à une autorisation préfectorale.

Article 16. — Qualité technique sanitaire des installations.

16.1. Règle générale

Les installations d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable ou du réseau intérieur de caractère privé, par des matières résiduelles ou des eaux nocives ou toute substance non désirable.

16.2. Réseaux intérieurs de caractère privé.

En plus des prescriptions définies à l'article 14, alinéas 3 et 4 du présent titre, ces réseaux doivent être protégés contre le retour d'eau provenant de locaux à caractère privatif tels que appartement, local commercial ou professionnel.

16.3. Réservoirs de coupure et appareils de disconnection.

Lorsqu'il est envisagé d'utiliser l'eau potable pour alimenter un réseau ou un circuit fermé pouvant présenter des risques particuliers pour la distribution située en amont, il est utilisé un réservoir de coupure ou un bac de disconnection isolant totalement les deux réseaux.

L'alimentation en eau potable de cette réserve se fait soit par surverse totale, soit au-dessus d'une canalisation de trop-plein (5 cm au moins) installée de telle sorte qu'il y ait rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

Les réservoirs de coupure et les bacs de disconnection peuvent être remplacés par des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable, sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

— l'appareil doit avoir faire l'objet d'essais technologiques favorables de la part du Centre scientifique et technique du bâtiment ;

— la mise en place d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable sur un réseau d'eau destinée à la consommation humaine doit faire l'objet de la part du propriétaire de l'installation d'une déclaration préalable à l'autorité sanitaire. Cette déclaration précise le lieu d'implantation de l'appareil, les caractéristiques du réseau situé à l'aval et la nature de ces eaux : elle est déposés au moins deux fois avant la date prévue pour la mise en place ;

— l'appareil n'est installé qu'à la condition que ses caractéristiques soient adaptées à celles du réseau, notamment celles concernant la température et la nature des eaux, la pression et le débit maximum de retour possible dans l'appareil ;

— l'appareil doit être placé de manière qu'il soit facile d'y accéder, en dehors de toutes possibilités d'immersion ;

— l'appareil et ses éléments annexes doivent être maintenus en bon état de fonctionnement : des essais de vérification des organes d'étanchéité et de mise à décharge comportant les mesures correspondantes sont effectués périodiquement sous la responsabilité du propriétaire et au moins une fois par an ; les résultats sont notés sur une fiche technique propre à l'appareil et transmis à l'autorité sanitaire.

L'eau contenue dans les réservoirs de coupure, dans les appareils de disconnection et dans les canalisations situées à leur aval est considérée a priori comme eau non potable.

16.4. Manque de pression.

Lorsque les conditions prévues à l'article 14, alinéa 4, du présent titre, ne peuvent être satisfaites, les propriétaires peuvent installer des surpresseurs ou des réservoirs conformes aux dispositions prévues à l'article 7 du présent titre. Les canalisations alimentant ces réservoirs n'assurent aucune distribution au passage.

Chaque installation fait obligatoirement l'objet d'un avis de l'autorité sanitaire, après consultation du Service ou de l'organisme chargé de la gestion technique de la distribution publique d'eau et d'un avis du Conseil Départemental d'Hygiène. Ce dernier avis n'est pas requis pour les surpresseurs en prise et refoulement directs.

Dans les immeubles de grande hauteur ou de grande surface, l'installation peut être fractionnée en plusieurs stations réparties à des niveaux différents, afin d'éviter de trop grandes pressions. Les appareils installés doivent, en outre, être conformes aux dispositions de sécurité prescrites pour ces catégories de constructions.

De telles installations ne doivent être à l'origine d'aucune nuisance lors de l'exploitation, en particulier : création de coups de bélier, augmentations excessives de la vitesse de l'eau, vibrations, bruits, retour de pression sur le réseau public.

16.5. Des dispositifs de traitement des eaux.

Les éventuels dispositifs de traitement des eaux insérés dans les réseaux intérieurs de caractère privé doivent être conçus, installés et exploités conformément à la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'emploi de matières introduites ou susceptibles de s'incorporer à l'eau de consommation, ainsi qu'il est indiqué à l'article 8 du présent titre.

La canalisation d'alimentation de tout poste de traitement doit comporter un dispositif de protection placé à l'amont immédiat de chaque appareil afin d'éviter tout retour des produits utilisés ou des eaux traitées. Les canalisations de rejet doivent permettre une évacuation gravitaire et comporter une rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

16.6. Les dispositifs de traitement de l'air fonctionnant à l'eau potable.

Lorsqu'un appareil de traitement d'air fonctionne à l'eau, à partir du réseau de distribution d'eau potable, son installation ne doit pas permettre un quelconque retour d'eau modifiée ou susceptible de l'être.

Les canalisations de rejet doivent permettre une évacuation gravitaire des eaux et comporter une rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

Lorsqu'une installation comporte un circuit de recyclage ou qu'il est envisagé d'adjoindre à l'eau un produit de traitement non réglementé ou non autorisé par l'autorité sanitaire, cette installation ne doit pas être en relation directe avec le réseau d'eau potable.

16.7. Les dispositifs de chauffage.

Les installations de chauffage ne doivent pas permettre un quelconque retour, vers le réseau d'eau potable, d'eau des circuits de chauffage ou des produits introduits dans ces circuits pour lutter contre le gel ou d'autres substances non autorisées par la réglementation.

A cet effet, l'installation ne doit pas être en relation directe avec le réseau d'eau potable.

16.8. Les productions d'eau chaude et les productions d'eau froide destinées à des usages alimentaires ou sanitaires.

Les canalisations d'eau alimentant les appareils de production doivent être protégées contre tout retour. Ces appareils et canalisations doivent comporter tous les dispositifs de sécurité nécessaires au bon fonctionnement des installations.

L'eau produite, du fait de sa température, ne doit pas être à l'origine de détérioration des canalisations qui la véhiculent ou des appareils qui la distribuent.

Les réservoirs et les éléments en contact avec l'eau produite doivent répondre aux prescriptions des articles 3 et 7.2 à 7.4 du présent titre.

Les canalisations de rejet doivent permettre une évacuation gravitaire des eaux et comporter une rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

16.9. Le traitement technique.

Dans le cas d'un traitement thermique de l'eau destinée à la consommation humaine par échange et lorsque le fluide vecteur est constitué de produits ayant reçu un avis favorable du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, pour une utilisation en simple échange, le dispositif doit satisfaire à l'une des deux conditions suivantes :

— toutes précautions doivent être prises dans la conception de l'échangeur et dans le choix des matériaux pour limiter les risques de détérioration, notamment dans le cas où l'échangeur est destiné à assurer les besoins en chauffage de plus d'une famille ;

— l'installation doit être conçue de telle façon que la pression de l'eau potable à l'intérieur de l'appareil d'échange soit en permanence supérieure à la pression régnant en tout point de l'enceinte du fluide vecteur.

Toute installation utilisant les produits mentionnés au premier alinéa du présent article doit comporter un moyen de procéder à un contrôle de l'existence d'une fuite éventuelle.

Dans le cas de traitement thermique de l'eau potable par échange et lorsque le fluide vecteur est constitué de produits autres que ceux visés au premier alinéa du présent article, la perforation de l'enveloppe de ce fluide ne doit en aucun cas permettre le contact entre celui-ci et l'eau destinée à la consommation humaine. La détérioration du dispositif d'échange doit se manifester de façon visible à l'extérieur de ce dispositif.

Quel que soit le fluide vecteur utilisé, une plaque est apposée sur le dispositif de traitement thermique pour indiquer la nature des produits pouvant être admis en application du présent article et des précautions élémentaires à respecter en cas de fuite du fluide vecteur. Une instruction technique du Centre scientifique et technique du bâtiment définit, en outre, les règles de conformité des échangeurs thermiques et de leurs installations au présent article.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du sixième mois suivant la publication du présent arrêté.

16.10. Les appareils sanitaires, ménagers ou de cuisine.

Tous les appareils sanitaires, ménagers ou de cuisine raccordés au réseau potable ne doivent en aucune manière permettre la pollution de ce réseau.

Toutes les alimentations immergées ou susceptibles de l'être sont interdites.

Il y a lieu de prévoir et d'adapter tout dispositif approprié afin d'éviter le retour des eaux usées.

16.11. Les dispositifs d'arrosage, de lavage et d'ornement.

Les appareils d'arrosage, de lavage, manuels ou automatiques, ou d'ornement, arasés au niveau du sol, qui sont raccordés à un réseau d'eau potable sont munis d'un dispositif évitant toute contamination de ce réseau.

Dans le cas où il fait appel à des robinets en élévation, ceux-ci doivent être placés à une distance d'au moins 50 centimètres au-dessus du sol avoisinant, et être munis de dispositifs de protection évitant tout retour d'eaux polluées vers le réseau d'eau potable.

16.12. Les équipements particuliers.

Toutes les canalisations et appareils destinés à alimenter des installations industrielles, commerciales ou artisanales de toute nature et raccordés sur le réseau d'eau potable doivent répondre à l'ensemble des dispositions fixées par le présent titre.

16.3. Les installations provisoires.

Toutes les installations provisoires destinées à desservir des chantiers de toute nature (chantiers de construction ou autres) ou des alimentations temporaires (telles que : expositions, marchés, cirques, théâtres) raccordées sur le réseau d'eau potable, ne doivent présenter aucun risque pour celui-ci. Elles doivent de toutes façons répondre à l'ensemble des dispositions fixées par le présent titre.

Article 17. — Les installations en sous-sol.

Toutes précautions doivent être prises pour que les canalisations d'eau potable, ainsi que les appareils qui y sont raccordés tels que : bâches, compteurs, robinets de puisage ne soient en aucune manière immergés à l'occasion d'une mise en charge d'un égout ou d'inondations fréquentes.

Un puits de relevage doit obligatoirement être installé et comporter un dispositif d'exhaure à mise en marche automatique, lequel doit exclure toute possibilité d'introduction d'eaux polluées dans les installations d'eau potable.

Article 18. — Entretien des installations.

En plus des dispositions visées à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 5, du présent titre, les propriétaires, locataires et occupants doivent maintenir les installations inférieures en bon état d'entretien et de fonctionnement, et supprimer toute fuite dès qu'elle est décelée.

Les canalisations, robinets d'arrêt, robinets de puisage, robinets à flotteur des réservoirs de chasse, robinets de chasse et tous autres appareils doivent être vérifiés aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.

Article 19. — Immeubles astreints à la protection contre l'incendie, utilisant un réseau d'eau potable.

Dans le cas des immeubles où la sécurité impose une protection contre les risques d'incendie, l'ensemble des installations correspondantes, raccordées à un réseau d'eau potable, doivent répondre aux dispositions du présent titre, qu'il s'agisse des canalisations, des réservoirs ou appareils destinés au bon fonctionnement de ces installations.

SECTION 4
DISPOSITIONS DIVERSES

Article 20. — Surveillance hygiénique des eaux destinées à l'alimentation humaine.

20.1. Surveillance sanitaire de la qualité des eaux.

La qualité des eaux doit faire l'objet d'une surveillance sanitaire suivant la réglementation en vigueur (5).

20.2. Désinfection des réseaux.

Tout réseau d'adduction collective, tout réservoir, toute canalisation neuve ou ancienne, destinés à la distribution de l'eau potable, doivent faire l'objet avant leur mise ou remise en service, et dans leur totalité, d'un rinçage méthodique et d'une désinfection effectuée dans les conditions fixées par les instructions techniques du Ministère chargé de la Santé (6).

En outre, des mesures de désinfection complémentaires peuvent être prescrites en cours d'exploitation au cas où des contaminations sont observées ou à craindre.

20.3. Contrôle des désinfections.

L'efficacité des désinfections est contrôlée aux frais du propriétaire.

La mise en service d'un réseau collectif neuf, public ou privé, ne peut être effectuée qu'après délivrance par l'autorité sanitaire du procès verbal de réception hygiénique du réseau.

Textes de références

(1) Répression des fraudes et contrôle de la qualité. Brochure J.O. n° 1227. Recueil des textes concernant les matériaux au contact des aliments et denrées destinées à l'alimentation humaine, et notamment le décret n° 73-138 du 12 février 1973 (J.O. du 15 février 1973).

(2) Norme NF X 08 100 d'octobre 1977.

(3) Régime de l'eau. Brochure I 327. Notamment :

— Circulaire du 14/4/1962 relative au traitement des eaux d'alimentation par les polyphosphates (J.O. du 2 mai 1962).

— Circulaire du 3/5/1963 relative à l'emploi des catio-résines dans le traitement des eaux d'alimentation et dans la fabrication des produits alimentaires (J.O. du 11 mai 1963).

— Circulaire du 5/6/1964 relative au traitement des eaux d'alimentation par les silicates (J.O. du 9 juin 1964).

(4) Arrêté modifié du 10 août 1961 relatif à l'application de l'article L.25-1 du Code de la Santé Publique (J.O. du 26 août 1961, 27 mars 1962, 30 septembre 1967 et 28 juin 1973).

(5) Notamment le Code de la Santé, Livre premier, titre 1, chapitre III et textes d'application, décret du 1er août 1961 et arrêté du 10 août 1961, arrêté du 15 mars 1962, circulaire du 15 mars 1962.

(6) Circulaire du 15 mars 1962 relative aux instructions générales concernant les eaux d'alimentation et la glace alimentaire (J.O. du 27 mars et du 15 avril 1962).

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ASSURANCE MALADIE

EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE
PREMIERE PARTIE

Livre 1er – Protection générale de la santé publique
Titre 1er – Mesures sanitaires générales

CHAPITRE 1er – REGLEMENTS SANITAIRES

Article L. 1er.– Sans préjudice de l'application de législations spéciales et des pouvoirs reconnus aux autorités locales, des décrets en Conseil d'Etat, pris après consultation du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, fixent les règles générales d'hygiène et toutes autres mesures propres à préserver la santé de l'homme, notamment en matière :

– ...
– d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine ;
– ...

Article L. 2.– Les décrets mentionnés à l'article L. 1er peuvent être complétés par des arrêtés du représentant de l'Etat dans le département ou par des arrêtés du maire ayant pour objet d'édicter des dispositions particulières en vue d'assurer la protection de la santé publique dans le département ou la commune.

CHAPITRE III – DES EAUX POTABLES

Article L. 19.– Sans préjudice des dispositions des sections I et II au présent chapitre et de celles qui régissent les entreprises exploitant les eaux minérales, quiconque offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine, à titre onéreux ou à titre gratuit et sous quelque forme que ce soit, y compris la glace alimentaire, est tenu de s'assurer que cette eau est propre à la consommation.

Est interdite pour la préparation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine l'utilisation d'eau non potable.

SECTION I.– Des distributions publiques

Article L. 20.– En vue d'assurer la protection de la qualité des eaux, l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines détermine autour du point de prélèvement un périmètre de protection immédiate dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété, un périmètre de protection rapprochée à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes activités et tous dépôts ou installations de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux et, le cas échéant, un périmètre de protection éloigné à l'intérieur duquel peuvent être réglementés les activités, installations et dépôts ci–dessus visés.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application de l'alinéa précédent.

L'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines détermine, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existant à la date de sa publication, les délais dans lesquels il devra être satisfait aux conditions prévues par le présent article et par le décret prévu ci–dessus.

Des actes déclaratifs d'utilité publique peuvent, dans les mêmes conditions, déterminer les périmètres de protection autour des points de prélèvements existants, ainsi qu'autour des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés.

Si un point de prélèvement, un ouvrage ou un réservoir, existant à la date de publication de la loi n° 64–1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, ne bénéficie pas d'une protection naturelle permettant efficacement d'assurer la qualité des eaux, des périmètres de protection sont déterminés par déclaration d'utilité publique, dans un délai de cinq ans à compter de la publication de la loi n° 92–3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

Article L. 20–1.– Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires ou occupants de terrains compris dans un périmètre de protection de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, à la suite de mesures prises pour assurer la protection de cette eau, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article L. 21.– Tout concessionnaire d'une distribution d'eau potable est tenu, dans les conditions fixées par un règlement d'administration publique, de faire vérifier la qualité de l'eau qui fait l'objet de cette distribution.

Les méthodes de correction à mettre éventuellement en oeuvre doivent être approuvées par le ministre de la santé publique et de la population, sur avis motivé du conseil supérieur d'hygiène publique de France.

Article L. 22.– Si le captage et la distribution d'eau potable sont faits en régie, les obligations prévues à l'article L. 21 incombent à la collectivité intéressée avec le concours du bureau d'hygiène s'il en existe un dans la commune et sous la surveillance du directeur départemental de la santé.

Les mêmes obligations incombent aux collectivités en ce qui concerne les puits publics, sources, nappes souterraines ou superficielles ou cours d'eau servant à l'alimentation collective des habitants.

En cas d'inobservation par une collectivité des obligations énoncées au présent article, le préfet, après mise en demeure restée sans résultat, prend les mesures nécessaires. Il est procédé à ces mesures aux frais des communes.

Article L. 23.– En cas de condamnation du concessionnaire par application des dispositions de l'article L. 46, le ministre de la santé publique et de la population peut, après avoir entendu le concessionnaire et demandé l'avis du conseil municipal, prononcer la déchéance de la concession, sauf recours devant la juridiction administrative. La décision du ministre est prise après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France.

SECTION II.– Des distributions privées

Article L. 24.– L'embouteillage de l'eau destinée à la consommation publique ainsi que le captage et la distribution d'eau d'alimentation humaine par un réseau d'adduction privé sont soumis à l'autorisation du préfet.

Cette autorisation peut être suspendue ou retirée par le préfet dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'article L. 25–1 du présent code.

SECTION III.– Dispositions communes

Article L. 25.– Sont interdites les amenées par canaux à ciel ouvert d'eau destinée à l'alimentation humaine à l'exception de celles qui, existant à la date du 30 octobre 1935, ont fait l'objet de travaux d'aménagement garantissant que l'eau livrée est propre à la consommation.

Article L. 25–1.– Un règlement d'administration publique pris après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France déterminera les modalités d'application des dispositions du présent chapitre et notamment celles du contrôle de leur exécution ainsi que les conditions dans lesquelles les personnes ou entreprises visées par lesdites dispositions devront rembourser les frais de ce contrôle.

CHAPITRE VI.– DISPOSITIONS PENALES

Article L. 48.– Les infractions aux prescriptions des articles L. 1er à L. 7–1, L. 12, L. 14 et L. 17 à L. 40 ou des règlements pris pour leur application sont constatées par des officiers et agents de police judiciaire conformément aux dispositions du code de procédure pénale ainsi que par les inspecteurs de salubrité commissionnés à cet effet par le préfet et assermentés dans les conditions fixées par décret.

Les procès–verbaux dressés par les inspecteurs de salubrité en ce domaine font foi jusqu'à preuve contraire.

Les contraventions aux dispositions du règlement sanitaire départemental et des autres actes réglementaires, relatives à la propreté des voies et espaces publics, peuvent être également relevées par les agents spécialement habilités à constater par procès–verbaux les contraventions aux dispositions du code de la route concernant l'arrêt ou le stationnement des véhicules.

Toute personne qui met obstacle à l'accomplissement des fonctions des inspecteurs de salubrité mentionnés à l'alinéa 1er est punie, en cas de récidive, d'une amende de 2 000 F à 15 000 F.

...

CHAPITRE VII.– DISPOSITIONS DIVERSES

SECTION I.– Dépenses

Article L. 49.– Sous réserve des compétences reconnues aux autorités municipales, le contrôle administratif et technique des règles d'hygiène relève de la compétence de l'Etat, qui en détermine les modalités et en assure l'organisation et le financement.

DGS/VS4 – Juin 1995

(Last update : Mon. 2 Nov 1998)
[AdmiNet | France | tof | disclaimer | about]

Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992. Sur l'eau.

NOR: ENVX9100061L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1er. -
L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.

L'usage de l'eau appartient à tous dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis.

Art. 2. -
Les dispositions de la présente loi ont pour objet une gestion équilibrée de la ressource en eau.

Cette gestion équilibrée vise à assurer :

"La préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides ; on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorges d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ;

- la protection contre toute pollution et la restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines et des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ;

- le développement et la protection de la ressource en eau ;

- la valorisation de l'eau comme ressource économique et la répartition de cette ressource ;

de manière à satisfaire ou à concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences :

- de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population ;

- de la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations ;

- de l'agriculture, des pêches et des cultures marines, des la pêche en eau douce, de l'industrie, de la production d'énergie, des transports, du tourisme, des loisirs et des sports nautiques ainsi que de toutes autres activités humaines légalement exercées.

TITRE Ier

DE LA POLICE ET DE LA GESTION DES EAUX

Art. 3. -

Un ou des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux fixent pour chaque bassin ou groupement de bassins les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau, telle que prévue à l'article 1er.

Ils prennent en compte les principaux programmes arrêtés par les collectivités publiques et définissent de manière générale et harmonisée les objectifs de quantité et de qualité des eaux ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre. Ils délimitent le périmètre des sous-bassins correspondant à une unité hydrographique.

Les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendus compatibles avec leurs dispositions. Les autres décisions administratives doivent prendre en compte les dispositions de ces schémas directeurs.

Le ou les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux sont élaborés, à l'initiative du préfet coordonnateur de bassin, par le comité de bassin compétent dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication de la présente loi.

Le comité de bassin associe à cette élaboration des représentants de l'Etat et des conseils régionaux et généraux concernés, qui lui communiquent toutes informations utiles relevant de leur compétence.

Le comité de bassin recueille l'avis des conseils régionaux et des conseils généraux concernés sur le projet de schéma qu'il a arrêté. Ces avis sont réputés favorables s'ils n'interviennent pas dans un délai de quatre mois après la transmission du projet de schéma directeur.

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux est adopté par le comité de bassin et approuvé par l'autorité administrative. Il est tenu à la disposition du public et révisé selon les formes prévues aux alinéas précédents.

Art. 4. -

Dans chaque bassin, le préfet de la région où le comité de bassin a son siège anime et coordonne la politique de l'Etat en matière de police et de gestion des ressources en eau afin de réaliser l'unité et la cohérence des actions déconcentrées de l'Etat en ce domaine dans les régions et départements concernés.

Les décrets prévus à l'article 8 précisent les conditions d'intervention du préfet coordonnateur de bassin, notamment en ce qui concerne la gestion des situations de crises, ainsi que les moyens de toute nature nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées par la présente loi.

Art. 5. -

Dans un groupement de sous-bassins ou un sous-bassin correspondant à une unité hydrographique ou à un système aquifère, un schéma d'aménagement et de gestion des eaux fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine et des écosystèmes aquatiques ainsi que de préservation des zones humides, de manière à satisfaire aux principes énumérés à l'article 1er. Son périmètre est déterminé par le schéma directeur mentionné à l'article 3 ; à défaut, il est arrêté par le représentant de l'Etat, après consultation ou sur proposition des collectivités territoriales et après consultation du comité de bassin.

Pour l'élaboration, la révision et le suivi de l'application du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, une commission locale de l'eau est créée par le représentant de l'Etat.

Elle comprend :

- pour moitié, des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, qui désignent en leur sein le président de la commission ;

- pour un quart, des représentants des usagers, des propriétaires riverains, des organisations professionnelles et des associations concernées. Ces associations doivent être régulièrement déclarées depuis au moins cinq ans à la date de la création de la commission et se proposer, par leurs statuts, la sauvegarde de tout ou partie des principes visés à l'article 1er ;

- pour un quart, des représentants de l'Etat et de ses établissements publics.

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux dresse un constat de l'état de la ressource en eau et du milieu aquatique. Il recense les différents usages qui sont faits des ressources en eau existantes.

Il prend en compte les documents d'orientation et les programmes de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements, des syndicats mixtes, des établissements publics, des autres personnes morales de droit public, ainsi que des sociétés d'économie mixte et des associations syndicales de la loi du 21 juin 1865 ayant des incidences sur la qualité, la répartition ou l'usage de la ressource en eau.

Il énonce, ensuite, les priorités à retenir pour atteindre les objectifs définis au premier alinéa, en tenant compte de la protection du milieu naturel aquatique, des nécessités de mise en valeur de la ressource en eau, de l'évolution prévisible de l'espace rural, de l'environnement urbain et économique et de l'équilibre à assurer entre les différents usages de l'eau. Il évalue les moyens économiques et financiers nécessaires à sa mise en oeuvre. Il doit être compatible avec les orientations fixées par le schéma directeur mentionné à l'article 3 de la présente loi, s'il existe.

Le projet de schéma d'aménagement et de gestion des eaux, élaboré ou révisé par la commission locale de l'eau, est soumis à l'avis des conseils généraux, des conseils régionaux et du comité de bassin intéressés. Le comité de bassin assure l'harmonisation des schémas d'aménagement et de gestion des eaux entrant dans le champ de sa compétence.

Le projet est rendu public par l'autorité administrative avec, en annexe, les avis des personnes consultées. Ce dossier est mis à la disposition du public pendant deux mois.

A l'issue de ce délai, le schéma d'aménagement et de gestion des eaux, éventuellement modifié pour tenir compte des observations du public, des avis des communes, des conseils généraux, des conseils régionaux et du comité de bassin, est approuvé par l'autorité administrative. Il est tenu à la disposition du public.

Lorsque le schéma a été approuvé, les décisions prises dans le domaine de l'eau par les autorités administratives et applicables dans le périmètre qu'il définit doivent être compatibles ou rendues compatibles avec ce schéma. Les autres décisions administratives doivent prendre en compte les dispositions du schéma.

La commission locale de l'eau connaît des réalisations, documents ou programmes portant

effet dans le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et des décisions visées à l'alinéa ci-dessus.

Un décret fixe, entant que de besoin, les modalités d'application du présent article.

Art. 6. -
En l'absence de schéma d'aménagement et de gestion des eaux approuvé, la circulation sur les cours d'eau des engins nautiques de loisir non motorisés s'effectue librement dans le respect des lois et règlements de police et des droits des riverains.

Art. 7. -
Pour faciliter la réalisation des objectifs arrêtés dans un schéma d'aménagement et de gestion des eaux, les collectivités territoriales intéressées et leurs groupements exerçant tout ou partie des compétences énumérées à l'article 31 peuvent s'associer dans une communauté locale de l'eau. Cet établissement public est constitué et fonctionne selon les dispositions régissant l'un des établissements publics mentionnés au titre VI du livre Ier du code des communes ou au titre VII de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux.

Les associations et syndicats de personnes physiques ou morales ayant des activités dans le domaine de l'eau peuvent être associés à ses travaux à titre consultatif.

Dans la limite de son périmètre d'intervention, la communauté locale de l'eau peut exercer tout ou partie des compétences énumérées à l'article 31.

Elle établit et adopte un programme pluriannuel d'intervention après avis conforme de la commission locale de l'eau.

Un décret détermine les conditions d'application du présent article.

Art. 8. -
Les règles générales de préservation de la qualité et de répartition des eaux superficielles, souterraines et des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Elles fixent :

1° Les normes de qualité et les mesures nécessaires à la restauration et à la préservation de cette qualité, en fonction des différents usages de l'eau et de leur cumul ;

2° Les règles de répartition des eaux, de manière à concilier les intérêts des diverses catégories d'utilisateurs ;

3° Les conditions dans lesquelles peuvent être :

- interdits ou réglementés les déversements, écoulements, jets, dépôts directs ou indirects d'eau ou de matière et plus généralement tout fait susceptible d'altérer la qualité des eaux et du milieu aquatique ;

- prescrites les mesures nécessaires pour préserver cette qualité et assurer la surveillance des puits et forages en exploitation ou désaffectés ;

4° Les conditions dans lesquelles peuvent être interdites ou réglementées la mise en vente et la diffusion de produits ou de dispositifs qui, dans des conditions d'utilisation normalement

prévisibles, sont susceptibles de nuire à la qualité du milieu aquatique ;

5° Les conditions dans lesquelles sont effectués, par le service chargé de la police des eaux ou des rejets ou de l'activité concernée, des contrôles techniques des installations, travaux ou opérations et les conditions, dans lesquelles le coût de ces contrôles peut être mis à la charge de l'exploitant, du propriétaire ou du responsable de la conduite des opérations en cas d'inobservation de la réglementation. Si les contrôles des rejets de substances de toute nature, y compris radioactives ne sont pas effectués par des laboratoires publics, ils ne peuvent l'être que par des laboratoires agréés.

Art. 9. -

En complément des règles générales mentionnées à l'article 8 des prescriptions nationales ou particulières à certaines parties du territoire sont fixées par décret en Conseil d'Etat afin d'assurer la protection des principes mentionnés à l'article 2.

Ces décrets déterminent en particulier les conditions dans lesquelles l'autorité administrative peut :

1° Prendre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau, pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie ;

2° Edicter, dans le respect de l'équilibre général des droits et obligations résultant de concessions de service public accordées par l'Etat, des prescriptions spéciales applicables aux installations, travaux et activités qui font usage de l'eau ou qui en modifient le niveau ou le mode d'écoulement et les conditions dans lesquelles peuvent être interdits ou réglementés tous forages, prises d'eau, barrages, travaux ou ouvrages de rejet, notamment dans les zones de sauvegarde de la ressource, déclarées d'utilité publique pour l'approvisionnement actuel ou futur en eau potable ;

3° Fixer les dispositions particulières applicables aux sources et gisements d'eaux minérales naturelles et à leur protection.

Art. 10. - I. -

Sont soumis aux dispositions du présent articles les installations, ouvrages, travaux et activités réalisés à des fins non domestiques par toute personne physique ou morale, publique ou privée et entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines, restitués ou non, une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux ou des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques, même non polluants.

II. - Les installations, ouvrages, travaux et activités visés au I sont définis dans une nomenclature, établie par décret en Conseil d'Etat après avis du Comité national de l'eau, et soumis à autorisation ou à déclaration suivant les dangers qu'ils présentent et la gravité de leurs effets sur la ressource en eau et les écosystèmes aquatiques.

Ce décret définit en outre les critères de l'usage domestique, et notamment le volume d'eau en deçà duquel le prélèvement est assimilé à un tel usage, ainsi que les autres formes d'usage dont l'impact sur le milieu aquatique est trop faible pour justifier qu'elles soient soumises à autorisation ou à déclaration.

III. - Sont soumis à autorisation de l'autorité administrative les installations, ouvrages, travaux et activités susceptibles de présenter des dangers pour la santé et la sécurité

publique, de nuire au libre écoulement des eaux, de réduire la ressource en eau, d'accroître notablement le risque d'inondation, de porter atteinte gravement à la qualité ou à la diversité du milieu aquatique.

Sont soumis à déclaration les installations, ouvrages, travaux et activités qui, n'étant pas susceptibles de présenter de tels dangers, doivent néanmoins respecter les prescriptions édictées en application des articles 8 et 9.

Si les principes mentionnés à l'article 2 de la présente loi ne sont pas garantis par l'exécution de ces prescriptions, l'autorité administrative peut imposer, par arrêté, toutes prescriptions spécifiques nécessaires.

Les prescriptions nécessaires à la protection des principes mentionnés à l'article 2 de la présente loi, les moyens de surveillance, les modalités des contrôles techniques et les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident sont fixés par l'arrêté d'autorisation et, éventuellement, par des actes complémentaires pris postérieurement à cette autorisation.

Un décret détermine les conditions dans lesquelles les prescriptions visées aux deux alinéas précédents sont établis, modifiées et portées à la connaissance des tiers.

IV. - L'autorisation est accordée après enquête publique et, le cas échéant, pour une durée déterminée. Un décret détermine les conditions dans lesquelles le renouvellement des autorisations et l'autorisation de travaux, installations ou activités présentant un caractère temporaire et sans effet important et durable sur le milieu naturel peuvent être accordés sans enquête publique préalable.

L'autorisation peut être retirée ou modifiée, sans indemnité de la part de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police, dans les cas suivants :

1° Dans l'intérêt de la salubrité publique, et notamment lorsque ce retrait ou cette modification est nécessaire à l'alimentation en eau potable des populations ;

2° Pour prévenir ou faire cesser les inondations ou en cas de menace pour la sécurité publique ;

3° En cas de menace majeure pour le milieu aquatique, et notamment lorsque les milieux aquatiques sont soumis à des conditions hydrauliques critiques non compatibles avec leur préservation ;

4° Lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier.

Tout refus, retrait ou modification d'autorisation doit être motivé auprès du demandeur.

V. - Les règlements d'eau des entreprises hydroélectriques sont pris conjointement au titre de l'article 10 de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique et du présent article.

Ces règlements peuvent faire l'objet de modifications, sans toutefois remettre en cause l'équilibre général de la concession.

VI. - Dans tous les cas les droits des tiers sont et demeurent réservés.

VII. - Les installations et ouvrages existants doivent être mis en conformité avec les dispositions prises en application du II ci-dessus dans un délai de trois ans à compter de la date de publication de la présente loi.

Art. 11. -

Les installations soumises à autorisation ou à déclaration au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement doivent aussi respecter les dispositions prévues par la présente loi. Des règlements d'application communs peuvent être pris au titre de ces deux lois sans que cela n'affecte les compétences et les procédures mises en oeuvre pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée.

Art. 12. -

Les installations soumises à autorisation ou à déclaration au titre de l'article 10 de la présente loi permettant d'effectuer à des fins non domestiques des prélèvements en eau superficielle ou des déversements, ainsi que toute installation de pompage des eaux souterraines, doivent être pourvues des moyens de mesure ou d'évaluation appropriés. Leurs exploitants ou, s'il n'existe pas d'exploitants, leurs propriétaires sont tenus d'en assurer la pose et le fonctionnement, de conserver trois ans les données correspondantes et de tenir celles-ci à la disposition de l'autorité administrative ainsi que des personnes morales de droit public dont la liste est fixée par décret.

Les installations existantes doivent être mises en conformité avec les dispositions du présent article dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication de la présente loi.

Art. 13. - I. -

L'article L. 20 du code de la santé publique est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Si un point de prélèvement, un ouvrage ou un réservoir, existant à la date de publication de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, ne bénéficie pas d'une protection naturelle permettant efficacement d'assurer la qualité des eaux, des périmètres de protection sont déterminés par déclaration d'utilité publique, dans un délai de cinq ans à compter de la publication de la loi n° 92-2 du 3 janvier 1992 sur l'eau."

II. - Dans le délai de deux ans à compter de la publication de la présente loi, toute facture d'eau comprendra un montant calculé en fonction du volume réellement consommé par l'abonné à un service de distribution d'eau et pourra, en outre, comprendre un montant calculé indépendamment de ce volume, compte tenu des charges fixes du service et des caractéristiques du branchement.

Toutefois, à titre exceptionnel, le préfet pourra, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat, à la demande du maire, si la ressource en eau est naturellement abondante et si le nombre d'usagers raccordés au réseau est suffisamment faible, ou si la commune connaît habituellement de fortes variations de sa population, autoriser la mise en oeuvre d'une tarification ne comportant pas de terme directement proportionnel au volume total consommé.

III. - Les données sur la qualité de l'eau destinée à l'alimentation humaine et, notamment, les résultats des analyses réalisées dans le cadre du contrôle sanitaire et les analyses réalisées chez les particuliers sont publiques et communicables aux tiers.

Les préfets sont tenus de communiquer régulièrement aux maires les données relatives à la qualité de l'eau distribuée, en des termes simples et compréhensibles par tous les usagers.

Les données relatives à la qualité de l'eau distribuée font l'objet d'un affichage en mairie et de toutes autres mesures de publicité appropriée dans des conditions fixées par décret.

Art. 14. - I. -

Le premier alinéa de l'article L. 736 du code de la santé publique est complété par deux phrases ainsi rédigées : "Il peut porter sur des terrains disjoints. A l'intérieur de ces périmètres peuvent être interdits ou réglementés toutes activités, dépôts ou installations de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux."

II. - L'article L. 737 du code de la santé publique est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Les autres activités, dépôts ou installations de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux peuvent également être soumis à autorisation ou à déclaration par le décret instituant le périmètre de protection."

III. - Au début de l'article L. 738 du code de la santé publique, les mots : "Les travaux énoncés" sont remplacés par les mots : "Les travaux, activités, dépôts ou installations mentionnés".

IV. - A l'article L. 739 du code de la santé publique :

a) Au premier alinéa, après les mots : "travaux souterrains" sont insérés les mots : "ou à raison d'autres activités, dépôts ou installations" ;

b) Le même alinéa est complété par les mots : "ou activités" ;

c) Au début du deuxième alinéa, après les mots : "les travaux" sont insérés les mots : "ou activités".

V. - Au deuxième alinéa de l'article L. 743 du code de la santé publique, après les mots : "L'occupation d'un terrain compris dans le périmètre" sont insérés les mots : "ou l'application des articles L. 736 à L. 740 ci-dessus".

VI. - Au premier alinéa de l'article L. 744 du code de la santé publique, les mots : "de suspension, interdiction ou destruction de travaux dans les cas prévus aux articles L. 738, L. 739 et L. 740" sont remplacés par les mots : "des mesures imposées en application des articles L. 736 à L. 740".

VII. - Au deuxième alinéa de l'article L. 744 du code de la santé publique, les mots : "les articles L. 738, L. 739 et L. 740" sont remplacés par les mots : "les articles L. 736 à L. 740".

Art. 15. -

Lorsque des travaux d'aménagement hydraulique, autres que ceux concédés ou autorisés en application de la loi du 16 octobre 1919 précitée, ont pour objet ou pour conséquence la régulation du débit d'un cours d'eau non domanial ou l'augmentation de son débit en période d'étiage, tout ou partie du débit artificiel peut être affecté, par déclaration d'utilité publique, sur une section de ce cours d'eau et pour une durée déterminée, à certains usages, sans préjudice de l'application de l'article 45 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la

prévention des risques majeurs.

L'acte déclaratif d'utilité publique vaut autorisation au titre de la présente loi et fixe, dans les conditions prévues par décret, outre les prescriptions pour son installation et son exploitation :

- un débit affecté, déterminé compte tenu des ressources disponibles aux différentes époques de l'année et attribué en priorité au bénéficiaire de l'acte déclaratif d'utilité publique ;

- les prescriptions jugées nécessaires pour assurer le passage de tout ou partie du débit affecté dans la section considérée, dans les conditions les plus rationnelles et les moins dommageables pour les autres usagers dudit cours d'eau et dans le respect des écosystèmes aquatiques.

Sans préjudice de la responsabilité encourue vis-à-vis du bénéficiaire du débit affecté, quiconque ne respecte pas les prescriptions définies par l'acte déclaratif d'utilité publique sera passible d'une amende d'un montant de 1 000 F à 80 000 F.

Les dispositions du présent article sont applicables aux travaux d'aménagement hydraulique autorisés antérieurement à la publication de la présente loi.

Art. 16. -

Dans les parties submersibles des vallées non couvertes par un plan d'exposition aux risques naturels prévisibles, l'autorité administrative peut élaborer des plans de surfaces submersibles qui définissent les prescriptions techniques à respecter afin d'assurer le libre écoulement des eaux, la conservation des champs d'inondation et le fonctionnement des écosystèmes qu'ils constituent.

Dans les zones couvertes par un plan de surfaces submersibles, les dispositions du deuxième alinéa et des alinéas suivants de l'article 5-1 de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles sont applicables.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont établis les plans de surfaces submersibles ainsi que la nature des prescriptions techniques qui y sont applicables.

Art. 17. - I. -

Après le premier alinéa de l'article 83 du code minier, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

"Dans tous les cas, le titulaire du titre ou de l'autorisation dresse un bilan des effets cumulés des travaux sur la présence, l'accumulation, l'émergence, le volume, l'écoulement et la qualité des eaux de toute nature, évalue les conséquences prévisibles de l'abandon des travaux ou de l'exploitation sur la situation ainsi crée et sur les usages de l'eau et indique les mesures compensatoires envisagées.

"Après avoir consulté les collectivités territoriales intéressées et entendu le titulaire du titre ou de l'autorisation, le préfet lui prescrit les travaux à exécuter pour rétablir en leur état antérieur, conserver en leur état actuel ou adapter aux besoins les caractéristiques essentielles du milieu aquatique et les conditions hydrauliques permettant de répondre aux objectifs mentionnés à l'article 1er de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau."

II. - Le deuxième alinéa de l'article 83 du code minier est complété par une phrase ainsi rédigée : "La consignation entre les mains d'un comptable public des sommes nécessaires à la réalisation des travaux imposés en application de l'alinéa précédent peut être exigée dans les

conditions prévues à l'article 17 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 précitée."

Art. 18. -

Le préfet et le maire intéressés doivent être informés, dans les meilleurs délais par toute personne qui en a connaissance, de tout incident ou accident présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux.

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant ou, s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier.

Le préfet peut prescrire aux personnes mentionnées ci-dessus les mesures à prendre pour mettre fin au dommage constaté ou en circonscrire la gravité et, notamment, les analyses à effectuer.

En cas de carence, et s'il y a un risque de pollution ou de destruction du milieu naturel, ou encore pour la santé publique et l'alimentation en eau potable, le préfet peut prendre ou faire exécuter les mesures nécessaires aux frais et risques des personnes responsables.

Le préfet et le maire intéressés informent les populations par tous les moyens appropriés des circonstances de l'incident ou de l'accident, de ses effets prévisibles et des mesures prises pour y remédier.

Les agents des services publics d'incendie et de secours ont accès aux propriétés privées pour mettre fin aux causes de danger ou d'atteinte au milieu aquatique et prévenir ou limiter les conséquences de l'incident ou de l'accident.

Sans préjudice de l'indemnisation des autres dommages subis, les personnes morales de droit public intervenues matériellement ou financièrement ont droit au remboursement, par la ou les personnes a qui incombe la responsabilité de l'incident ou de l'accident, des frais exposés par elles. A ce titre, elles peuvent se constituer partie civile devant les juridictions pénales saisies de poursuites consécutives à l'incident ou à l'accident.

Art. 19. -

Sont chargés de procéder à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions de la présente loi, ainsi que des textes et des décisions pris pour son application :

1° Les agents assermentés et commissionnés, appartenant aux services de l'Etat chargés de l'environnement, de l'agriculture, de l'industrie, de l'équipement, des transports, de la mer, de la santé et de la défense ;

2° Les agents mentionnés à l'article 13 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée ;

3° Les agents mentionnés à l'article 4 de la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et portant modification de la loi du 19 décembre 1917 ;

4° Les agents des douanes ;

5° Les agents habilités en matière de répression des fraudes ;

6° Les agents assermentés et commissionnés à cet effet de l'Office national de la chasse et du Conseil supérieur de la pêche ;

7° Les chercheurs, ingénieurs et techniciens assermentés de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer ;

8° Les officiers de port et officiers de port adjoints ;

9° Les ingénieurs en service à l'Office national des forêts et les agents assermentés de cet établissement, visés à l'article L. 122-7 du code forestier ;

10° Les agents assermentés et commissionnés des parcs nationaux.

Les gardes champêtres commissionnés à cet effet peuvent être habilités à constater les infractions mentionnées au présent article dans des conditions déterminées par décret.

Art. 20. -

En vue de rechercher et constater les infractions, les agents mentionnés à l'article 19 ont accès aux locaux, aux installations et lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions, à l'exclusion des domiciles et de la partie des locaux qui sert de domicile aux intéressés. Les propriétaires et exploitants sont tenus de leur livrer passage. Les agents ne peuvent accéder à ces locaux qu'entre 8 heures et 20 heures, ou en dehors de ces heures si l'établissement est ouvert au public, ou lorsqu'une activité est en cours.

La procureur de la République est préalablement informé des opérations envisagées en vue de la recherche des infractions. Il peut s'opposer à ces opérations.

Art. 21. -

Les infractions aux dispositions de la présente loi et des textes prix pour son application sont constatées par des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Les procès-verbaux doivent, sous peine de nullité, être adressés dans les cinq jours qui suivent leur clôture au procureur de la République. Une copie en est également remise, dans le même délai, à l'intéressé.

Art. 22. -

Quiconque a jeté, déversé ou laissé s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions ont même provisoirement, entraîné des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, à l'exception des dommages visés à l'article L. 232-2 du code rural et à l'article 6 du décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche maritime, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, sera puni d'une amende de 2 000 F à 500 000 F et d'un emprisonnement de deux mois à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. Lorsque l'opération de rejet a été autorisée par arrêté, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté n'ont pas été respectées.

Le tribunal pourra également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu aquatique dans le cadre de la procédure prévue par l'article 24.

Ces mêmes peines et mesures sont applicables à quiconque a jeté ou abandonné des déchets en quantité importante dans les eaux superficielles ou souterraines ou dans les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, sur les plages ou sur les rivages de la mer. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux rejets en mer effectués à partir des navires.

Art. 23. -

Sera puni d'une amende de 2 000 F à 120 000 F et d'un emprisonnement de deux mois à deux ans ou de l'une de ces deux peines seulement quiconque aura, sans l'autorisation requise pour un acte, une opération, une installation ou un ouvrage, soit commis cet acte, conduit ou effectué cette opération, exploité cette installation ou cet ouvrage, soit mis en place ou participé à la mise en place d'une telle installation ou d'un tel ouvrage.

En cas de récidive, l'amende est portée de 10 000 F à 1 000 000 F.

En cas de condamnation, le tribunal peut ordonner qu'il soit mis fin aux opérations, à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation. L'exécution provisoire de cette décision peut être ordonnée.

Le tribunal peut également exiger les mesures prévues à l'alinéa précédent ainsi que la remise en état des lieux, dans le cadre de la procédure prévue par l'article 24.

Le tribunal, saisi de poursuites pour infraction à une obligation de déclaration, peut ordonner l'arrêt de l'opération ou l'interdiction d'utiliser l'installation ou l'ouvrage, dans le cadre de la procédure prévue par l'article 24.

Art. 24. -

En cas de poursuite pour infraction aux dispositions des articles 22 et 23 ou pour infraction à une obligation de déclaration ou à toute autre obligation résultant de la présente loi ou des règlements ou décisions individuelles pris pour son application, le tribunal peut, après avoir déclaré le prévenu coupable, décider l'ajournement du prononcé de la peine en lui enjoignant de respecter les prescriptions auxquelles il a été contrevenu.

Le tribunal impartit un délai pour l'exécution de ces prescriptions. Il peut assortir l'injonction d'une astreinte dont il fixe le taux et la durée maximum. Son montant est de 100 F à 20 000 F par jour de retard dans l'exécution des mesures imposées.

L'ajournement ne peut intervenir qu'une fois. Il peut être ordonné même si le prévenu ne comparaît pas en personne. Dans tous les cas, la décision peut être assortie de l'exécution provisoire.

A l'audience de renvoi, lorsque les prescriptions visées par l'injonction ont été exécutées dans le délai fixé, le tribunal peut soit dispenser le coupable de peine, soit prononcer les peines prévues.

Lorsque les prescriptions ont été exécutées avec retard, le tribunal liquide, s'il y a lieu, l'astreinte et prononce les peines prévues.

Lorsqu'il y a eu inexécution des prescriptions, le tribunal liquide, s'il y a lieu, l'astreinte, prononce les peines et peut ensuite ordonner que l'exécution de ces prescriptions soit poursuivie d'office aux frais du condamné.

La décision sur la peine intervient au plus tard un an après la décision d'ajournement

Le taux d'astreinte tel qu'il a été fixé par la décision d'ajournement ne peut être modifié.

Pour la liquidation de l'astreinte, la juridiction apprécie l'inexécution ou le retard dans l'exécution des prescriptions, en tenant compte, s'il y a lieu, de la survenance d'événements

qui ne sont pas imputables au prévenu.

Art. 25. -

Quiconque exploite une installation ou un ouvrage ou réalise des travaux en violation d'une mesure de mise hors service, de retrait ou de suspension d'une autorisation ou de suppression d'une installation ou d'une mesure d'interdiction prononcée en application de la présente loi sera puni d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 20 000 F à 1 000 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

Sera puni des mêmes peines quiconque poursuit une opération ou l'exploitation d'une installation ou d'un ouvrage sans se conformer à l'arrêté de mise en demeure, pris par le préfet, d'avoir à respecter, au terme d'un délai fixé, les prescriptions techniques prévues par l'autorisation ou les règlements pris en application de la présente loi.

Quiconque met obstacle à l'exercice des fonctions confiées par la présente loi aux agents mentionnés aux articles 8 et 19 sera puni d'une peine d'emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 5 000 F à 50 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 26. -

En cas de condamnation pour infraction aux dispositions de la présente loi ou des règlements et arrêtés pris pour son application, le tribunal peut ordonner, aux frais du condamné, la publication intégrale ou par extraits de sa décision et éventuellement la diffusion d'un message, dont il fixe explicitement les termes, informant le public des motifs et du contenu de sa décision, dans un ou plusieurs journaux qu'il désigne ainsi que son affichage dans les conditions et sous les peines prévues suivant les cas aux articles 51 et 471 du code pénal sans toutefois que les frais de cette publicité puissent excéder le montant de l'amende encourue.

Art. 27. -

Indépendamment des poursuites pénales, en cas d'inobservation des dispositions prévues par la présente loi ou les règlements et décisions individuelles pris pour son application, le préfet met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé, il n'a pas été obtempéré à cette injonction par l'exploitant ou par le propriétaire de l'installation s'il n'y a pas d'exploitant, le préfet peut ;

- l'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant à l'estimation du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée au fur et à mesure de leur exécution ; il est, le cas échéant, procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine ;

- faire procéder d'office, sans préjudice de l'article 18 de la présente loi aux frais de l'intéressé, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application des dispositions ci-dessus peuvent être utilisée pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office ;

- suspendre, s'il y a lieu, l'autorisation jusqu'à exécution des conditions imposées.

Art 28. -

Le montant des amendes prévues aux articles 24, 27 à 29, 57 et 59 et 214 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure est de 1 000 F à 80 000 F. A l'article 214 du même code, les mots : "et en cas de récidive, d'une amende de 480 F à 7 200 F" sont supprimés.

Art. 29. -
Les décisions prises en application des articles 10, 12, 18 et 27 de la présente loi peuvent être déférées à la juridiction administrative dans les conditions prévues à l'article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée.

Art. 30. -
En cas de non-respect des prescriptions imposées au titre des articles 8, 9 et 10, toute mesure utile, y compris l'interdiction d'exploiter l'ouvrage ou l'installation en cause, peut être ordonnée pour faire cesser le trouble, soit sur réquisition du ministère public agissant à la requête de l'autorité administrative ou d'une association remplissant les conditions fixées par l'article 42, soit même d'office par le juge d'instruction saisi des poursuites ou par le tribunal correctionnel. L'autorité judiciaire statue après avoir entendu l'exploitant ou l'avoir dûment convoqué à comparaître dans les quarante-huit heures. La décision judiciaire est exécutoire sur minute et nonobstant toute voie de recours. La mainlevée de la mesure ordonnée peut intervenir à la cessation du trouble.

TITRE II

DE L'INTERVENTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

CHAPITRE Ier

De l'intervention des collectivités territoriales dans la gestion des eaux

Art. 31. -
Sous réserve du respect des dispositions des articles 5 et 25 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, les collectivités territoriales et leurs groupements ainsi que les syndicats mixtes créés en application de l'article L. 166-1 du code des communes et la communauté locale de l'eau sont habilités à utiliser la procédure prévue par les deux derniers alinéas de l'article 175 et les articles 176 à 179 du code rural pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe et visant :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;

- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau non domanial, y compris les accès à ce cours d'eau ;

- l'approvisionnement en eau ;

- la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ;

- la défense contre les inondations et contre la mer ;

- la lutte contre la pollution ;

- la protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines ;

- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;

- les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile.

L'étude, l'exécution et l'exploitation desdits travaux peuvent être concédées notamment à des sociétés d'économie mixte. Les concessionnaires sont fondés à percevoir le prix des participations prévues à l'article 175 du code rural.

Il est procédé à une seule enquête publique au titre de l'article 176 du code rural, de l'article 10 de la présente loi et, s'il y a lieu, de la déclaration d'utilité publique.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

Art. 32. -

A la fin du septième alinéa de l'article L. 142-2 du code de l'urbanisme, sont ajoutés les mots : "et pour l'acquisition, par voir amiable ou par exercice du droit de préemption mentionné à l'article L. 142-3, l'aménagement et la gestion des chemins le long des autres cours d'eau et plans d'eau".

Art. 33. -

Le loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat est ainsi modifiée :

I. - Le premier alinéa de l'article 5 est ainsi rédigé :

"La région est compétente pour créer des canaux et des ports fluviaux sur ces canaux et pour aménager et exploiter les voies navigables et les ports fluviaux situés sur les voies navigables qui lui sont transférées par décret en Conseil d'Etat sur proposition du conseil régional intéressé."

II. - Le même article 5 est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

"Les régions, les départements, les communes, leurs groupements, les syndicats mixtes créés en application de l'article L. 166-1 du code des communes et la communauté locale de l'eau sont compétents pour aménager, entretenir et exploiter les cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau domaniaux, rayés de la nomenclature des voies navigables ou n'y ayant jamais figuré qui leur sont transférés par décret en Conseil d'Etat, sur proposition de l'assemblée délibérante concernée ou du conseil d'administration de la communauté locale de l'eau.

"Ces transferts s'effectuent sous réserve de l'existence dans le bassin, le groupement de sous-bassins ou les sous-bassins correspondant à une unité hydrographique, d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

"Les bénéficiaires d'un transfert de compétences, en application du présent article, sont substitués à l'Etat pour l'application de l'article L. 29 du code du domaine de l'Etat.

"Les bénéficiaires d'un transfert de compétences en application du présent article peuvent concéder, dans la limite de leurs compétences respectives, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau à des personnes de droit public ou à des sociétés d'économie mixte ou à des associations."

III. - Au premier alinéa de l'article 7 de la loi susmentionnée, les mots : "pour toutes les voies navigables" sont remplacés par les mots : "pour tous les cours d'eau, canaux, lacs et

plans d'eau domaniaux".

Art. 34. -

Les collectivités territoriales ou leurs établissements publics ou leurs groupements, concessionnaires de cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau faisant partie du domaine public de l'Etat, sont substituées à l'Etat pour l'application de l'article L. 29 du code du domaine de l'Etat.

CHAPITRE II

De l'assainissement et de la distribution de l'eau

Art. 35. - I. -

Après l'article L. 372-1 du code des communes, il est inséré un article L. 372-1-1 ainsi rédigé :

"Art. L. 372-1-1. - Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif.

"Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif.

"L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales, agglomérées et saisonnières."

II. - L'ensemble des prestations prévues à l'article L. 372-1-1 du code des communes doit en tout état de cause être assuré sur la totalité du territoire au plus tard le 31 décembre 2005.

III. - L'article L 372-3. du code des communes est ainsi rédigé :

"Art. L. 372-3. - Les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique :

"- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

"- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretient ;

"- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

"- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement."

IV. - L'article L. 372-6 du code des communes est ainsi rédigé :

"Art. L. 372-6. - Les services publics d'assainissement sont financièrement gérés comme des services à caractère industriel et commercial."

V. - Dans l'article L. 372-7 du code des communes, les mots : "à l'article L. 35-5" sont remplacés par les mots : "aux articles L. 33 et 35-5".

Art. 36. - I. -

L'article L. 33 du code de la santé publique est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

"Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service de l'égout et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle percevra auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L. 372-7 du code des communes.

"Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'une assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés."

II. - A la fin du troisième alinéa de l'article L. 34 du code de la santé publique, sont ajoutés les mots : "et en contrôle la conformité".

III. - L'article L. 35-1 du code de la santé publique est complété par une phrase ainsi rédigée :

" La commune contrôle la conformité des installations correspondantes."

IV. - L'article L. 35-5 du code de la santé publique est ainsi complété :

"... ou s'il est propriétaire d'une installation d'assainissement autonome, à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement."

V. - Il est ajouté au code de la santé publique un article L. 35-10 ainsi rédigé :

"Art. L. 35-10. - Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application des articles L. 35-1 et L. 35-3 ou pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service."

Art. 37. -

Les immeubles et installations existants destinés à un usage autre que l'habitat et qui ne sont pas soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée ou de la présente loi doivent, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication de la présente loi, être dotés d'un dispositif de traitement des effluents autres que domestiques, adapté à l'importance et à la nature de l'activité et assurant une protection satisfaisante du milieu naturel.

Les conditions dans lesquelles l'épandage des effluents agricoles pourra être autorisé sont fixées par décret

Art. 38. - I. -

Le troisième alinéa de l'article L. 122-1 du code de l'urbanisme est complété par les mots :

"et de la gestion des eaux".

II. - Après le quatorzième alinéa de l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

"12° Délimiter les zones visées à l'article L. 372-3 du code des communes."

III. - Au premier alinéa de l'article L. 421-3 du code de l'urbanisme, il est inséré, après les mots : "dimensions", les mots : "leur assainissement".

IV. - A l'article L. 443-1 du même code, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

"Si ces terrains sont desservis par un réseau public d'assainissement, les dispositions de l'article L. 421-5 du présent code sont applicables à leur délivrance."

Art. 39. - I. -

L'article L. 323-9 du code des communes est ainsi rédigé :

"Art. L. 323-9. - Les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont créées, et leur organisation administrative et financière déterminée, par délibération du conseil municipal. Elles sont administrées par un conseil d'administration et un directeur désignés dans les mêmes conditions sur proposition du maire.

"Un décret en Conseil d'Etat détermine, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article."

II. - L'article L. 323-13 du même code est ainsi rédigé :

"Art. L. 323-13. - Les régies dotées de la seule autonomie financière sont créées, et leur organisation administrative et financière déterminée, par délibération du conseil municipal. Elles sont administrées, sous l'autorité du maire et du conseil municipal, par un conseil d'exploitation et un directeur désignés dans les mêmes conditions sur proposition du maire.

"Un décret en Conseil d'Etat détermine, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article."

Art. 40. -

Le département peut mettre à l a disposition des communes ou de leurs groupements une expertise du fonctionnement des dispositifs d'épuration et d'assainissement publics. Ce service d'assistance technique aux stations d'épuration publiques est dirigé par un comité auquel sont associés l'Etat et ses établissements publics s'ils participent à son financement. Les dispositions des conventions en vigueur à la date de publication de la présente loi peuvent continuer à s'appliquer pendant un délai maximum de cinq ans.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art 41. - I. -

Le premier alinéa de l'article L. 231-6 du code rural est complété par les dispositions suivantes : "ou de valorisation touristique. Dans ce dernier cas et lorsqu'elles concernent des plans d'eau, les autorisations et concessions stipulent que la capture du poisson à l'aide de

lignes dans ces plans d'eau est permise. Toute personne qui capture le poisson à l'aide de lignes dans ces plans d'eau doit avoir acquitté la taxe visée à l'article L. 236-1, à moins d'en être exonérée dans les conditions fixées à l'article L. 236-2, d'être la personne physique propriétaire du plan d'eau ou de pratiquer ces captures dans des plans d'eau d'une surface inférieure à 10 000 mètres carrés."

II. - Après le quatrième alinéa de l'article L. 231-6 du code rural, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

"Les enclos piscicoles créés sans autorisation avant le 1er janvier 1986 feront l'objet, à la demande de leur propriétaire, d'une procédure de régularisation par l'administration, dans des conditions fixées par décret. Les propriétaires devront déposer leur demande avant le 1er janvier 1994."

Art. 42. -

Les associations régulièrement déclarées depuis au moins cinq ans à la date des faits, se proposant par leurs statuts la sauvegarde de tout ou partie des intérêts visés à l'article 2, peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction aux dispositions de cette loi ou des textes pris pour leur application et portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs que ces associations ont pour objet de défendre.

Art. 43. -

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application des articles 10, 12, 19 et 20 aux opérations, travaux ou activités concernant des installations ou enceintes relevant du ministre de la défense ou soumises à des règles de protection du secret de la défense nationale.

Art. 44. -

Il est créé, dans chaque département d'outre-mer, un comité de bassin qui, outre les compétences qui lui sont conférées par l'article 13 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, est associé à la mise en place des structures administratives qui se révéleraient nécessaires et, s'il y a lieu, à l'élaboration, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, des adaptations facilitant l'application dans le département, de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 précitée et de la présente loi.

Art. 45. -

Les articles 1 à 27, 31, 35, 36, 42 et 43 sont applicables à la collectivité territoriale de Mayotte.

Les articles 13, paragraphe II, 28, 32, 33, 34 et 38 ne sont pas applicables à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Art. 46. - I. -

Sont abrogés :

- les deux premiers alinéas de l'article 2, les articles 3 à 6, 9, 11, 12, 20 à 23, 33 à 40, 46 à 57 et 61 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 précitée ;

- les articles L. 315-4 à L. 315-8, L. 315-11 et L. 315-12 ainsi que le vingtième alinéa (17°) de l'article L. 221-2 et le cinquième alinéa (4°) de l'article L. 231-8 du code des communes ;

- les articles 97-1, 106, 107, 112 et 128-1 à 128-5 du code rural, ainsi que les deux dernières phrases de son article 113 ;

- l'article 17, les articles 42 et 48 à 54 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

- le décret-loi du 8 août 1935 relatif à la protection des eaux souterraines ;

- la loi n° 73-624 du 10 juillet 1973 relative à la défense contre les eaux ;

- les articles 30 à 33 de la loi du 8 avril 1898 portant régime des eaux.

II. - Dans les articles 175 du code rural et L. 315-9 du code des communes, sont abrogés :

- les mots : "ou du point de vue de l'aménagement des eaux" ;

- le 2° et le 7°.

III. - A l'article 84 du code minier, les mots : "l'effet des mesures générales arrêtées par décret à l'intérieur d'une zone spéciale d'aménagement des eaux" sont supprimés.

IV. - Toutefois, les textes législatifs visés aux paragraphes I et II du présent article et abrogés par celui-ci demeurent applicables jusqu'à la parution des décrets d'application des dispositions de la présente loi qui s'y substituent.

Art. 47. -

La loi du 16 octobre 1919 précitée est ainsi modifiée :

I. - L'article 13 est ainsi rédigé :

"Art. 13. - Onze ans au moins avant l'expiration de la concession, le concessionnaire présente sa demande de renouvellement.

"Au plus tard, cinq ans avant cette expiration, l'administration prend la décision soit de mettre fin définitivement à cette concession à son expiration normale, soit d'instituer une concession nouvelle à compter de l'expiration.

"A défaut par l'administration d'avoir, avant cette date, notifié sa décision au concessionnaire, la concession actuelle est prorogée aux conditions antérieures, mais pour une durée équivalente au dépassement.

"Lors de l'établissement d'une concession nouvelle, le concessionnaire actuel a un droit de préférence s'il accepte les conditions du nouveau cahier des charges définitif. Cette concession nouvelle doit être instituée au plus tard le jour de l'expiration du titre en cours, c'est-à-dire soit à la date normale d'expiration, soit si l'alinéa précédent est mis en oeuvre à la nouvelle date déterminée selon les dispositions de cet alinéa. A défaut, pour assurer la continuité de l'exploitation, ce titre est prorogé aux conditions antérieures jusqu'au moment où est délivrée la nouvelle concession."

II. - Les troisième et quatrième alinéas de l'article 16 sont remplacés par quatre alinéas ainsi rédigés :

"Cinq ans au moins avant l'expiration de l'autorisation, la permissionnaire présente sa demande de renouvellement.

"Au plus tard trois ans avant cette expiration, l'administration prend la décision soit de mettre fin définitivement à cette autorisation à son expiration, soit d'instituer une autorisation nouvelle à compter de l'expiration.

"A défaut par l'administration d'avoir, avant cette date, notifié sa décision au permissionnaire, l'autorisation actuelle est prorogée aux conditions antérieures, mais pour une durée équivalente au dépassement.

"Lors de l'établissement d'une autorisation nouvelle, le permissionnaire actuel a un droit de préférence, s'il accepte les conditions du nouveau règlement d'eau. Cette autorisation nouvelle doit être instituée au plus tard le jour de l'expiration du titre en cours, c'est-à-dire soit à la date normale d'expiration, soit si l'alinéa précédent est mis en oeuvre à la nouvelle date déterminée selon les dispositions de cet alinéa. A défaut, pour assurer la continuité de l'exploitation, ce titre est prorogé aux conditions antérieures jusqu'au moment où est délivrée la nouvelle autorisation."

III. - L'article 18 est ainsi modifié :

1. La dernière phrase du deuxième alinéa est abrogée.

2. Le troisième alinéa est complété par les mots : "applicables aux seules entreprises concessibles".

3. A la fin du quatrième alinéa, les mots : "d'une autorisation nouvelle ou d'une concession" sont remplacés par les mots : "d'une concession nouvelle".

Art. 48. -

Avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi, le Gouvernement présentera à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques un bilan de l'application de la présente loi et des objectifs et moyens des actions nécessaires à la réduction des pollutions diffuses de l'eau.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 janvier 1992.

(Last update : Mon. 2 Nov 1998)
Copyright © 1998 AdmiNet by courtesy of *Journal Officiel*
Send your comments to cs
URL : http://www.ensmp.fr/~scherer/adminet/jo/ENVX9100061L.html

designed with **vi**
100% Y2K compliant

Chapitre I

Dispositions générales

OBJET DU REGLEMENT

Article Premier. — Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau potable du réseau de distribution.

MODALITES DE FOURNITURE DE L'EAU

Article 2. — Tout usager éventuel désireux d'être alimenté en eau potable doit souscrire auprès du Service des Eaux une demande d'abonnement, et de ce fait, est soumis aux dispositions du présent règlement auquel des modifications pourront être apportées selon la procédure définie à l'article 28.

La fourniture de l'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

DEFINITION DU BRANCHEMENT

Article 3. — Le branchement comprend depuis la canalisation publique, en suivant le trajet le plus court possible :
— la prise d'eau sur la conduite de distribution publique,
— le robinet d'arrêt sous bouche à clé,
— un réducteur de pression le cas échéant,
— la canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
— le robinet avant compteur,
— le regard ou la niche abritant le compteur le cas échéant,
— le compteur,
— le robinet de purge et le robinet après compteur le cas échéant.

CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

Article 4. — Un branchement sera établi pour chaque immeuble.

Toutefois, dans le cas d'un immeuble collectif, il pourra être établi :
— un branchement équipé d'un compteur général pour l'ensemble des logements desservis (ensembles collectifs ou lotissements),
— un branchement unique avec autant de compteurs qu'il y a de logements (immeubles collectifs),
— autant de branchements munis d'un compteur qu'il y a de logements (lotissements),
— suivant les cas, pourront être associés compteur général et compteurs individuels.

De même, les immeubles indépendants, même contigüs doivent disposer chacun d'un branchement, sauf s'il s'agit des bâtiments d'une même exploitation agricole, industrielle ou artisanale, ou des bâtiments situés sur une même propriété, et ayant le même occupant.

Le service des Eaux fixe, en concertation avec l'abonné le tracé et le diamètre du branchement, ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur.

Le service des eaux ou l'entreprise agréée par lui pour réaliser les travaux de branchement présente au futur abonné un devis estimatif des travaux à réaliser et l'informe des délais d'exécution correspondants.

Si pour des raisons de convenance personnelle ou en fonction de conditions locales et particulières d'aménagement de la construction à desservir, l'abonné demande des modifications aux dispositions arrêtées par le service des Eaux, celui-ci peut lui donner satisfaction sous réserve que l'abonné prenne à sa charge le supplément de dépenses d'installation et d'entretien en résultant. Le service des Eaux demeure toutefois libre de refuser ces modifications si elles ne lui paraissent pas compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

Tous les travaux d'installation de branchement sont exécutés pour le compte de l'abonné et à ses frais par le service des Eaux, ou sous sa direction, par une entreprise agréée par celui-ci. Toutefois, l'aménagement de la niche ou la construction du regard peut être réalisé par l'abonné, sous réserve qu'il se conforme aux directives du service des Eaux.

De même les travaux d'entretien et de renouvellement des branchements sont exécutés par le service des Eaux, ou sous sa direction par une entreprise ou organisme agréé par celui-ci.

Pour sa partie située en domaine public, le branchement est la propriété de la commune ou du syndicat, et fait partie intégrante du réseau ; le service des Eaux prend à sa charge les réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement.

Pour sa partie située en propriété privée, le branchement appartient au propriétaire de l'immeuble.

L'entretien de la partie du branchement située en propriété privée est à la charge de l'abonné, avec toutes les conséquences que cette notion comporte en matière de responsabilité ; le service des Eaux ou l'entreprise agréée par lui, seul habilité à intervenir pour réparer cette partie, facture à l'abonné le coût de ses interventions.

L'entretien à la charge du service des Eaux ne comprend pas :
— les frais de déplacement ou de modification des branchements effectués à la demande de l'abonné ;
— les frais de réparation et les dommages résultant d'une faute prouvée de l'abonné.

L'ensemble de ces frais sont à la charge de l'abonné.

Chapitre II

Abonnements

DEMANDE D'ABONNEMENT

Article 5. — Les abonnements sont accordés aux propriétaires et usufruitiers des immeubles, ainsi qu'aux locataires et occupants de bonne foi, sous réserve que la demande de ces derniers soit contresignée par le propriétaire ou l'usufruitier qui s'en porte garant, ou qu'à défaut de cette signature la Collectivité demande, le cas échéant, un dépôt de garantie.

Le dépôt de garantie n'est pas révisable, il est restitué à la fin d'abonnement, déduction faite des sommes restant dues.

Le service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement, dans un délai de 8 jours suivant la signature de la demande d'abonnement s'il s'agit d'un branchement existant.

S'il faut réaliser un branchement neuf, le délai nécessaire sera porté à la connaissance du candidat lors de la signature de sa demande.

Le service des Eaux peut surseoir à accorder un abonnement ou limiter le débit du branchement si l'importance de la consommation, ou l'implantation de l'immeuble, nécessite la réalisation d'un renforcement ou d'une extension de canalisations.

Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf le service des Eaux peut exiger du pétitionnaire la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme

REGLES GENERALES CONCERNANT LES ABONNEMENTS ORDINAIRES

Article 6. — Les abonnements ordinaires sont souscrits pour une période mentionnée au tableau de tarification, et renouvelable par tacite reconduction.

La souscription d'un contrat d'abonnement oblige, à compter de la date de souscription, au paiement des redevances forfaitaires, ou proportionnelles aux consommations, ainsi qu'aux m³ consommés, aux conditions et prix prévus au tableau de tarification.

La souscription ou la résiliation d'abonnements en cours d'exercice entraîne la facturation des m³ consommés et redevances afférentes, ainsi que les redevances forfaitaires au prorata s'il y a lieu, du nombre de mois de consommation.

CESSATION, RENOUVELLEMENT, MUTATION ET TRANSFERT DES ABONNEMENTS

Article 7. — L'abonné ne peut renoncer à son abonnement (la renonciation de l'abonnement, si l'installation du branchement a été prise en charge par la Collectivité, entraîne l'application des dispositions de l'article 23 ci-après) qu'en avertissant par lettre recommandée le service des Eaux 10 jours au moins avant la fin de la période en cours. A défaut de cet avertissement, l'abonnement se renouvelle de plein droit par tacite reconduction. Lors de la cessation de l'abonnement, le branchement est fermé et le compteur peut être enlevé. Les frais de fermeture sont à la charge de l'abonné dans les conditions prévues à l'art. 21.

Si après cessation de son abonnement sur sa propre demande, un abonné sollicite, dans un délai inférieur à un an par rapport à la fin de l'abonnement précédent, la réouverture du branchement et la réinstallation du compteur, le service des Eaux peut exiger en sus des frais de réouverture de branchement et de réinstallation du compteur, le paiement de l'abonnement pendant la période d'interruption.

En cas de changement d'abonné, pour quelque cause que ce soit, le nouvel abonné est substitué à l'ancien, sans frais autres que ceux, le cas échéant, de réouverture du branchement.

L'ancien abonné ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayants droit restent responsables vis à vis du service des Eaux de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial jusqu'à la résiliation du contrat de leur part.

Tout abonné peut en outre consulter les délibérations fixant les tarifs ainsi que le contrat déléguant la gestion du réseau s'il y a lieu, à la Mairie ou au siège de la Collectivité responsable du service.

ABONNEMENTS ORDINAIRES

Article 8. — Les abonnements ordinaires sont soumis aux tarifs fixés par la Collectivité (voir tableau de tarification).

ABONNEMENTS SPECIAUX

(Voir tableau de tarification)

Article 9. — Peuvent faire l'objet d'abonnements spéciaux donnant lieu à des conventions particulières :

1. Les abonnements dits "abonnements communaux", correspondant aux consommations des ouvrages et appareils publics (bornes-fontaines, fontaines et prises publiques, lavoirs, abreuvoirs, urinoirs publics, bouches de lavage, d'arrosage et d'incendie, réservoirs de chasse des égouts. Il s'agit de consommations dispensées de la redevance instituée par les décrets des 1er octobre et 14 décembre 1954 au profit du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

Les établissements publics scolaires, hospitaliers ou autres, y compris les logements de fonction, font l'objet d'abonnements ordinaires, ou d'abonnements spéciaux lorsque l'importance de la consommation le justifie.

2. Dans la mesure où les installations du service permettent de telles fournitures, des abonnements spéciaux dits "de grande consommation" peuvent être accordés notamment à des industries pour fourniture de quantités d'eau importantes hors du cas général prévu à l'article 8 ci-dessus.

3. Des abonnements spéciaux peuvent également être accordés à des abonnés disposant de branchements multiples dans des immeubles distincts pour des besoins ressortissant à la même activité agricole, artisanale, commerciale ou industrielle.

Ces abonnements donnent lieu à conventions spéciales.

Le service des Eaux se réserve le droit de fixer, si les circonstances l'y obligent, une limite maximale aux quantités d'eau fournies aux abonnés spéciaux des types 2 et 3 ci-dessus ainsi que d'interdire temporairement certains usages de l'eau ou d'imposer la construction d'un réservoir.

4. Des abonnements dits "abonnements d'attente" peuvent être demandés par des abonnés qui n'ont pas un besoin immédiat de fourniture d'eau mais veulent faire exécuter la partie principale du branchement. Ces abonnements, qui ne comportent pas de fourniture d'eau, sont obligatoirement transformés en l'un des autres types d'abonnement dans un délai de 3 ans au maximum. Ils font l'objet de conventions spéciales, y compris la tarification.

ABONNEMENTS TEMPORAIRES

Article 10. — Des abonnements temporaires (alimentation en eau d'entreprises de travaux, de forains, etc.) peuvent être consentis à titre exceptionnel, pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau.

Le Service des Eaux peut subordonner la réalisation des branchements provisoires pour abonnement temporaire au versement d'un dépôt de garantie à fixer dans chaque cas particulier.

Au cas où en raison du caractère temporaire des besoins en eau, l'aménagement d'un branchement spécial ne semblerait pas justifié, un particulier peut après demande au service des Eaux être autorisé à prélever l'eau aux bouches de lavage par l'intermédiaire d'une prise spéciale, qui est installée par le service des Eaux.

Les conditions de fourniture de l'eau, conformément au présent article, donnent lieu à l'établissement d'une convention spéciale.

ABONNEMENTS TEMPORAIRES POUR LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Article 11. — Le Conseil Municipal (ou le Comité Syndical) pourra par simple délibération consentir à certains bénéficiaires des abonnements spéciaux d'incendie (voir tableau tarification).

Tout propriétaire aura le droit de faire établir dans son installation particulière des bouches d'incendie alimentées par le branchement normal comportant le compteur.

En outre, si la chose est jugée compatible avec le bon fonctionnement du service général, la commune pourra consentir à certains propriétaires des abonnements spéciaux d'incendie à la condition que ces propriétaires soient déjà abonnés au service normal, ou s'y abonnent en même temps qu'au service d'incendie ; dans ce cas, le branchement devra comporter un robinet vanne cacheté, monté en parallèle avec le compteur destiné à mesurer la consommation normale.

Lorsque le cachet du robinet vanne aura été rompu à la suite d'un sinistre, le Service des Eaux devra en être avisé dans les 24 heures et son agent rétablira immédiatement ce cachet ; lorsqu'un essai des appareils d'incendie sera prévu, le Service des Eaux devra en être averti trois jours à l'avance, de façon que son agent puisse assister à la rupture des cachets et le rétablir immédiatement après les essais.

La commune (ou le Syndicat) sera seule juge de l'opportunité d'accorder ou de refuser les abonnements d'incendie ; elle aura le droit de les supprimer à toute époque moyennant un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée à l'abonné. La résiliation d'un abonnement d'incendie sera faite d'office en cas de cessation ou de non paiement de l'abonnement au service normal correspondant.

Les abonnements d'incendie donneront lieu à des demandes spéciales sur lesquelles le nombre total des bouches d'incendie de chaque calibre sera indiqué par l'abonné, ce dernier devra en outre à toute époque, tenir le Service des Eaux au courant des modifications apportées au nombre de bouches de chaque calibre.

La commune (ou le Syndicat) ne pourra jamais être recherchée en cas de fonctionnement mauvais ou insuffisant de bouches d'incendie particulières, même au cas où il sera établi que la défectuosité provient du réseau général.

Chapitre III

Branchements, compteurs et installations intérieures

MISE EN SERVICE DES BRANCHEMENTS ET COMPTEURS

Article 12. — La mise en service du branchement ne peut avoir lieu qu'après paiement au service des Eaux des sommes éventuellement dues pour son exécution, conformément à l'article 19 ci-après.

Les compteurs propriété de la collectivité sont posés et entretenus par le service des Eaux.

Le compteur doit être placé aussi près que possible des limites du domaine public de façon à être accessible facilement et en tout temps aux agents du service des Eaux.

Si la distance séparant le domaine public des premiers bâtiments de l'abonné est jugée trop longue par le Service des Eaux, le compteur doit être posé dans une niche ou un regard.

Si le compteur est placé dans un bâtiment, la partie du branchement située dans ce bâtiment en amont du compteur doit être visible et dégagée, afin que le service des Eaux puisse s'assurer à chaque visite qu'aucun piquage illicite n'a été effectué sur ce tronçon de conduite.

Le type et le calibre des compteurs sont fixés par le service des Eaux compte tenu des besoins annoncés par l'abonné, conformément aux prescriptions réglementaires relatives aux instruments de mesure.

Si la consommation d'un abonné ne correspond pas aux besoins qu'il avait annoncés, le service des Eaux remplace, en concertation avec l'abonné aux frais de celui-ci, le compteur par un autre de calibre approprié.

Débit des compteurs :

Calibre	Débit nominal	Débit maximal instantané	Débit mensuel maxima
12 m/m	1 m³/h	0,6 l/s	66 m³
15 m/m	1,5 m³/h	0,8 l/s	90 m³
20 m/m	2,5 m³/h	1,4 l/s	150 m³
25 m/m	3,5 m³/h	1,9 l/s	270 m³
30 m/m	5 m³/h	2,8 l/s	420 m³
40 m/m	10 m³/h	5,6 l/s	1000 m³
50 m/m	15 m³/h	8,3 l/s	2000 m³

L'abonné doit signaler sans retard au service des Eaux tout indice d'un fonctionnement défectueux du branchement et du compteur.

INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE FONCTIONNEMENT - REGLES GENERALES

Article 13. — Tous les travaux d'établissement et d'entretien de canalisations après le compteur sont exécutés par les installateurs particuliers choisis par l'abonné et à ses frais. Le service des Eaux est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution. L'abonné est seul responsable de tous les dommages causés à la Commune (ou au syndicat) ou aux tiers tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages installés par ses soins.

Tout appareil qui constituerait une gêne pour la distribution ou un danger pour le branchement, notamment par coup de bélier, doit être immédiatement remplacé sous peine de fermeture du branchement. En particulier les robinets de puisage doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélier. A défaut le service des Eaux peut imposer un dispositif anti-bélier.

L'abonné autorise expressément la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, le service des Eaux ou tout organisme mandaté par la collectivité à vérifier, à toute époque, les installations intérieures en ce qui concerne les actions nuisibles qu'elles pourraient avoir sur la distribution publique ou leur conformité aux prescriptions du règlement sanitaire départemental.

Pour éviter les préjudices qui peuvent résulter des ruptures de tuyaux notamment pendant l'absence des usagers, les abonnés peuvent demander au service des Eaux, avant leur départ, la fermeture du robinet sous bouche à clé à leurs frais (art. 21).

INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE CAS PARTICULIERS

Article 14. — Tout abonné disposant à l'intérieur de sa propriété de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique doit en avertir le service des Eaux, toute communication entre ces canalisations et la distribution intérieure après compteur est formellement interdite.

L'emploi d'appareils pouvant mettre en dépression la canalisation publique à travers le branchement est interdit. Il en est de même des dispositifs ou appareils qui permettraient le retour d'eau de l'installation intérieure vers le réseau. En particulier, les abonnés possesseurs d'installations susceptibles de modifier la qualité de l'eau distribuée ou de générateurs d'eau chaude doivent munir l'installation ou la canalisation amenant l'eau froide à ces appareils, de dispositifs agréés pour éviter, en toutes circonstances, le retour de l'eau vers le compteur.

Pour raison de sécurité, l'utilisation des installations intérieures et du branchement comme dispositif de mise à la terre des installations et appareillages électriques de l'abonné est interdite.

Toutefois, s'il s'agit de bâtiments anciens ne comportant pas de canalisation de prise de terre et s'il n'est pas possible d'installer une canalisation principale de terre, il peut être admis d'utiliser les conduites intérieures d'eau à cet effet sous réserve :

— de vérifier la continuité de ladite conduite,

— qu'un manchon isolant soit disposé sur la conduite d'eau en aval du compteur général du bâtiment,

— que la conduite d'eau soit reliée à une prise de terre spécialement établie,

— qu'une plaque placée près du compteur général d'eau du bâtiment signale que la conduite intérieure d'eau est utilisée comme canalisation principale de terre.

Toute infraction aux dispositions de cet article entraîne la responsabilité de l'abonné et la fermeture de son branchement.

INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE INTERDICTIONS

Article 15. — Il est formellement interdit à l'abonné :

1. d'user de l'eau autrement que pour son usage personnel et celui de ses locataires, et notamment d'en céder ou d'en mettre à la disposition d'un tiers sauf en cas d'incendie ;

2. de pratiquer tout piquage ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de son branchement depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur ;

3. de modifier les dispositifs du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les plombs ou cachets ;

4. de faire sur son branchement toute opération autre que la fermeture ou l'ouverture des robinets d'arrêt ou du robinet de purge.

Toute infraction au présent article expose l'abonné à la fermeture immédiate de son branchement sans préjudice des poursuites que le service pourrait exercer contre lui.

Toutefois la fermeture du branchement doit être précédée d'une mise en demeure préalable de 15 jours notifiée à l'abonné, excepté le cas où la fermeture est nécessaire pour éviter des dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés ou faire cesser un délit.

MANŒUVRE DES ROBINETS SOUS BOUCHE A CLE ET DEMONTAGE DES BRANCHEMENTS

Article 16. — La manœuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée au service des Eaux et interdite aux usagers. En cas de fuite dans l'installation intérieure, l'abonné doit, en ce qui concerne son branchement, se borner à fermer le robinet du compteur.

Le démontage partiel ou total du branchement ou du compteur ne peut être fait que par le service des Eaux ou l'entreprise agréée et aux frais du demandeur.

COMPTEURS : RELEVES FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN

Article 17. — Toutes facilités doivent être accordées au service des Eaux pour le relevé du compteur qui a lieu au moins une fois par an pour les abonnements ordinaires et dans les conditions prévues à leur contrat pour les abonnements spéciaux. Si, à l'époque d'un relevé, le service des Eaux ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place, soit un avis de second passage, soit une carte-relevé que l'abonné doit retourner complétée au service des Eaux dans un délai maximal de dix jours. Si lors du second passage le relevé ne peut encore avoir lieu ou si la carte-relevé n'a pas été retournée dans le délai prévu, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de la période correspondante de l'année précédente : le compte est apuré ultérieurement à l'occasion du relevé suivant. En cas d'impossibilité d'accès au compteur lors du relevé suivant le service des Eaux est en droit d'exiger de l'abonné qu'il le mette en mesure, en lui fixant rendez-vous, de procéder à la lecture du compteur, et ceci dans le délai maximum de 30 jours, faute de quoi, de même qu'en cas de fermeture de la maison, le Service des Eaux est en droit de procéder à la fermeture du branchement. Un relevé spécial des compteurs aura obligatoirement lieu au moment où l'abonnement prendra fin pour quelque motif que ce soit.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation pendant l'arrêt est calculée, sauf preuve contraire apportée par l'une ou l'autre des parties, sur la base de la consommation pendant la période correspondante de l'année précédente ou, à défaut, sur celle de l'année en cours, s'il y a eu mesure de consommation pendant un laps de temps nettement déterminé.

Dans le cas où l'abonné refuse de laisser faire les réparations jugées nécessaires au compteur et au robinet d'arrêt avant compteur, le service des Eaux supprime immédiatement la fourniture de l'eau, tout en étant en droit d'exiger le paiement de la redevance d'abonnement, jusqu'à la fin de l'abonnement.

L'abonné doit prendre, à ses risques et périls, toutes les précautions utiles pour garantir son compteur contre le gel, les retours d'eau chaude, les chocs et les accidents divers. Toutefois le service est responsable des conséquences de gel du compteur s'il est prouvé que les dispositions imposées lors de sa pose interdisaient une bonne protection thermique.

Ne sont réparés ou remplacés aux frais du service des Eaux que les compteurs ayant subi des détériorations indépendantes de l'usager et des usures normales. Tout remplacement et toute réparation de compteur, dont le plomb de scellement aurait été enlevé et qui aurait été ouvert ou démonté ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur (gel, incendie, introduction de corps étrangers, chocs extérieurs, etc.), sont effectués par le service des Eaux, aux frais exclusifs de l'abonné, auquel incombe le soin de prendre les mesures nécessaires pour éviter les accidents dont il s'agit.

Les dépenses ainsi engagées par le service des Eaux pour le compte d'un abonné font l'objet d'un mémoire dont le montant est recouvré dans les mêmes conditions que les factures d'eau.

COMPTEURS - VERIFICATION

Article 18. — L'abonné a le droit de demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de son compteur au service des Eaux et en cas de contestation, sa dépose pour étalonnage par un organisme agréé.

La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation en vigueur.

Si le compteur répond aux prescriptions réglementaires visées à l'article 12, les frais de vérification et annexes sont à la charge de l'abonné. Ces frais sont fixés à la valeur des dépenses engagées par le service des Eaux.

Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de vérification sont supportés par le service des Eaux. De plus, la facturation sera, s'il y a lieu, rectifiée à compter de la date du précédent relevé. Le service des eaux a le droit de procéder à tout moment et à ses frais, à la vérification des indications des compteurs des abonnés.

Chapitre IV

Paiements

PAIEMENT DU BRANCHEMENT DROIT DE BRANCHEMENT

Article 19. — Tout nouveau branchement donne lieu au paiement par le demandeur :
- de la redevance pour droit de branchement prévue au tableau de tarification,
- du coût des travaux effectués pour la réalisation du branchement.

Il y a lieu de noter que la Collectivité peut décider de prendre à sa charge, lors de la construction ou de l'extension d'un réseau, tout ou partie des frais d'installation des branchements dont la demande lui a été adressée avant les dates publiées par la Mairie, pour toutes les propriétés situées le long des canalisations de distribution en cours de pose.

Les compteurs font partie intégrante du réseau, et sont posés par le Service, aux frais des abonnés.

Conformément à l'article 12, la mise en service du branchement n'a lieu qu'après paiement des sommes dues.

PAIEMENT DES FOURNITURES D'EAU

Article 20. — Les redevances d'abonnement, ou forfaits de base, peuvent être payables par semestre, annuellement et d'avance. Les redevances au mètre cube correspondant à la consommation ou à l'excédent par rapport au volume minimal, sont payables dès constatation.

Les différents éléments pouvant entrer dans la composition de la facture d'eau sont spécifiés au présent règlement (voir tableau de tarification).

L'abonné n'est jamais fondé à solliciter une réduction de consommation en raison de fuites dans ses installations intérieures car il a toujours la possibilité de contrôler lui-même la consommation indiquée par son compteur.

A partir de la réception de la facture, si les redevances ne sont pas payées dans les délais prévus et si l'abonné ne peut apporter la preuve du bien fondé de sa réclamation adressée par écrit au service des Eaux, le branchement peut être fermé jusqu'à paiement des sommes dues, un mois après notification de la mise en demeure, sans préjudice des poursuites qui peuvent être exercées contre l'abonné. La réouverture du branchement intervient après justification par l'abonné auprès du service des Eaux du paiement de l'arriéré. S'il y a récidive, le service des Eaux est en droit de résilier l'abonnement.

Les redevances sont mises en recouvrement par le service des Eaux, habilité à en faire poursuivre le versement par tous moyens de droit.

FRAIS DE FERMETURE ET DE REOUVERTURE DU BRANCHEMENT

Article 21. — Les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'abonné (voir tableau de tarification).

La fermeture du branchement ne suspend pas le paiement de la redevance d'abonnement, tant que celui-ci n'a pas été résilié.

PAIEMENT DES PRESTATIONS ET FOURNITURES D'EAU RELATIVES AUX ABONNEMENTS TEMPORAIRES

Article 22. — Les frais de pose et d'entretien des tuyaux et de compteur, pour les abonnements temporaires, font l'objet de conventions spéciales avec le service des Eaux et sont à la charge de l'abonné.

La fourniture de l'eau est facturée et payable dans les conditions fixées par lesdites conventions ou, à défaut par application de celles fixées à l'article 20.

REMBOURSEMENT D'EXTENSIONS ET AUTRES FRAIS EN CAS DE CESSATION D'ABONNEMENT

Article 23. — Lorsque pour desservir un abonné il a été établi des installations spéciales (canalisations, branchement...), cet abonné, s'il résilie son abonnement dans un certain délai, peut être obligé à verser une indemnité qui doit être prévue au contrat d'abonnement.

REGIME DES EXTENSIONS REALISEES SUR L'INITIATIVE DES PARTICULIERS

Article 24. — Lorsque le Service réalise des travaux d'extension sur l'initiative de particuliers, ces derniers s'engagent à lui verser, à l'achèvement des travaux, une participation au coût des travaux définie comme suit :

Dans le cas où les engagements de remboursement des dépenses sont faits conjointement par plusieurs riverains, le service détermine la répartition des dépenses entre ces riverains en se conformant à l'accord spécial intervenu entre eux.

A défaut d'accord spécial, la participation totale des riverains dans la dépense de premier établissement est partagée entre eux proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leurs branchements de l'origine de l'extension.

Pendant les 15 premières années suivant la mise en service d'une extension ainsi réalisée, un nouveau riverain ne pourra être branché sur l'extension que moyennant le versement d'une somme égale à celle qu'il aurait payée lors de l'établissement de la canalisation diminuée de 1/15e par année de service de cette canalisation. Cette somme sera partagée entre les riverains déjà branchés, proportionnellement à leur participation ou à celle de leurs prédécesseurs, en cas de changement de riverain.

Chapitre V

Interruptions et restrictions du service de distribution

FOURNITURE DE L'EAU

Article 25. — Le service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement selon les modalités prévues à l'article 5.

Il est tenu, sauf cas de force majeure, d'assurer à cette fourniture la continuité d'une pression minimum.

Il est responsable du bon fonctionnement du service et est tenu, à l'égard de l'usager d'une obligation de résultat.

Par contre, le service ne peut être tenu responsable d'une perturbation de la fourniture due à un cas de force majeure.

Le service des Eaux avertit les abonnés 48 heures à l'avance lorsqu'il procède à des travaux de réparation ou d'entretien prévisibles.

QUALITE DE L'EAU

Article 26. — Le service des eaux est tenu de fournir une eau correspondant aux normes réglementaires en vigeur.

Il est tenu d'informer l'abonné de toute modification de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur sa santé soit directement soit indirectement par les différentes utilisations qui peuvent en être faites (bains, arrosage...).

Il est pareillement tenu de fournir à tout abonné en faisant la demande, tout justificatif (analyses, contrôles...) de la conformité de l'eau aux normes réglementaires de potabilité.

Chapitre VI

Dispositions d'application

DATE D'APPLICATION

Article 27. — Le présent règlement est mis en vigueur à dater de la délibération prise par la collectivité. Tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

MODIFICATION DU REGLEMENT

Article 28. — Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le Conseil Municipal ou le Comité Syndical, et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'à condition d'avoir été portées à la connaissance des abonnés.

Ces derniers peuvent user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 7. Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnité.

CLAUSE D'EXECUTION

Article 29. — Le Maire ou le Président du Syndicat, les agents du service des Eaux habilités à cet effet, et le Reveveur Municipal (ou Syndical) en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

SMDEA
La maîtrise de l'eau
20, Rue de Comboire 38130 Echirolles
Tél 04 76 40 21 00 - Fax 04 76 33 14 24

MISE A JOUR DU

REGLEMENT DU SERVICE DES EAUX

DEPARTEMENT DE L'ISERE

Nouvelle édition Mars 2000

Pour de plus amples informations, consulter Mademoiselle G. MARMOEX, ingénieur chargée d'études dans la prévention et la qualité de l'eau au service « Prévention et Prospective en eau potable et en eaux usées ».

SOMMAIRE

Chapitre I
OBJET ET OBLIGATIONS

Article 1 Objet du règlement
Article 2 Obligations du service
Article 3 Modalités de fourniture de l'eau
Article 4 Définition du branchement
Article 5 Conditions d'établissement du branchement

Chapitre II
ABONNEMENTS

Article 6 Demande d'abonnement
Article 7 Règles générales concernant les abonnements ordinaires
Article 8 Cessation, renouvellement, mutation et transfert des abonnements ordinaires
Article 9 Abonnements ordinaires
Article 10 Abonnements spéciaux
Article 11 Abonnements temporaires
Article 12 Abonnements temporaires pour lutte contre l'incendie

Chapitre III
BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTERIEURES

Article 13 Mise en service des branchements et compteurs
Article 14 Installations intérieures de l'abonné – Fonctionnement - Règles générales
Article 15 Installations intérieures de l'abonné - Cas particuliers
Article 16 Installations intérieures de l'abonné - Interdictions
Article 17 Manœuvre des robinets sous bouche à clé et démontage des branchements
Article 18 Compteurs - Relevés - Fonctionnement - Entretien
Article 19 Compteurs - Vérification

Chapitre IV
PAIEMENTS

Article 20 Paiement du branchement – Droit de branchement
Article 21 Paiement des fournitures d'eau
Article 22 Frais de fermeture et de réouverture du branchement
Article 23 Paiement des prestations et fournitures d'eau relatives aux abonnements temporaires
Article 24 Remboursement d'extensions et autres frais en cas de cessation d'abonnement
Article 25 Régime des extensions réalisées sur l'initiative des particuliers

Chapitre V
INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION

Article 26 Fourniture de l'eau
Article 27 Interruption résultant de cas de force majeure et de travaux
Article 28 Restrictions à l'utilisation de l'eau et modification des caractéristiques de distribution
Article 29 Cas du service de lutte contre l'incendie

Chapitre VI
DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 30 Pénalités
Article 31 Date d'application
Article 32 Modification du règlement
Article 33 Clause d'exécution

CHAPITRE I
OBJET ET OBLIGATIONS

ARTICLE 1
OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau potable du réseau de distribution.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DU SERVICE

Le Service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement suivant les modalités prévues aux articles 6 et 7 ci-après.
Il est responsable du bon fonctionnement du service.
Les branchements et les compteurs sont établis sous la responsabilité du Service des Eaux de manière à permettre leur fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation.
Il est tenu, sauf cas de force majeur, d'assurer la continuité du service.
Le Service des Eaux est tenu de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur.
Toutefois, lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie), le service sera exécuté suivant les articles 27 à 29 du présent règlement.
Il est tenu d'informer la collectivité et la direction départementale des affaires sanitaires de toute modification de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercutions sur la santé des usagers, soit directement soit indirectement par les différentes utilisations qui peuvent en être faites (bains, arrosages, etc).
Tous justificatifs de la conformité de l'eau à la réglementation en matière de potabilité sont mis à la disposition de tout abonné qui en fait la demande, par le Maire de la collectivité responsable de l'organisation du service de distribution d'eau.
Ces justificatifs sont assortis de commentaires propres à éclairer utilement l'abonné.

ARTICLE 3
MODALITES DE FOURNITURE DE L'EAU

Tout usager éventuel désireux d'être alimenté en eau potable doit souscrire auprès du Service des Eaux un contrat établi sous la forme d'une demande d'abonnement signée par l'abonné. Cette demande, à laquelle est obligatoirement annexé le règlement de service, est remplie en double exemplaire et signée par les deux parties. Un exemplaire est remis à l'abonné, qui de ce fait est soumis au présent règlement auquel des modifications pourront être apportées selon la procédure définie à l'article 32.
La fourniture d'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

ARTICLE 4
DEFINITION DU BRANCHEMENT

4.1 – Branchement :

Le branchement comprend depuis la canalisation publique en suivant le trajet le plus court possible :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique,
- le robinet d'arrêt sous bouche à clé, dont le Service des Eaux a seul la clé,
- un réducteur de pression le cas échéant,
- la canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- le robinet avant compteur,
- le regard ou la niche abritant le compteur le cas échéant,
- le compteur,
- le robinet de purge et le robinet après compteur le cas échéant. Ils pourront être fournis par le Service des Eaux, mais de convention expresse, ne font pas partie du branchement. Il en est de même pour les joints et le joint aval du compteur.

Le compteur muni d'un clapet anti-retour sera placé dans la propriété privée aussi près que possible de la limite de propriété desservie dans des conditions permettant un accès facile aux agents du Service des Eaux.

4.2 - Conditions de branchement :

En règle générale, un seul branchement sera établi pour chaque immeuble.
Toutefois, dans le cas d'un immeuble collectif, il pourra être établi :
- un branchement équipé d'un compteur général pour l'ensemble des logements desservis (ensembles collectifs ou lotissements),
- un branchement unique avec autant de compteurs qu'il y a de logements (immeubles collectifs)
- autant de branchements munis d'un compteur qu'il y a de logements (lotissements),
- suivant les cas, pourront être associés compteur général et compteurs individuels.

La consommation des parties communes est réputée égale à la différence entre l'indication du compteur général installé par le Service des Eaux et la somme des indications des compteurs individuels installés par ce même service.
Dans le cas d'immeuble possédant un jardin, il peut être accordé un deuxième branchement. Ce deuxième branchement à l'usage exclusif d'arrosage des jardins, devra être indépendant du premier branchement et non raccordable aux canalisations domestiques. Le tarif de l'eau applicable dans ce cas particulier sera composé uniquement de la part « Eau », la part « Assainissement » ne pouvant être appliquée sur un produit qui ne peut transiter par un réseau. Dans ce cas l'abonné devra se soumettre à tout contrôle surprise du Service des Eaux qui vérifiera l'usage qui est fait de l'eau.
Les immeubles indépendants, même contigus, doivent disposer chacun d'un branchement sauf s'il s'agit des bâtiments d'une même exploitation industrielle, agricole ou artisanale ou des bâtiments situés sur la même propriété, et ayant le même occupant.

4-3 - Entretien :

Les branchements sont entretenus et renouvelés par le Service des Eaux qui, pendant toute la durée de l'abonnement prendra en charge les frais de réparation jusqu'au raccord amont du compteur inclus ou du robinet d'arrêt général pour les immeubles collectifs dont l'installation n'est pas conforme au présent règlement.
Au-delà de ces limites, les réparations sur les conduites de jonction, colonnes montantes et branchements individuels d'appartements seront exécutées dans les règles de l'art par les soins et aux frais du propriétaire (ou du syndic) avec le concours d'un entrepreneur de son choix après avis adressé au Service des Eaux.
Le Service des Eaux supportera la charge des dommages provoqués par la partie du branchement général située sous la voie publique, mais aussi la charge des conséquences dommageables d'accidents, indépendants du propriétaire ou syndic, mais dans lesquels la responsabilité du Service des Eaux est reconnue, survenus sur la partie du branchement située au-delà du domaine public.

4.4 - Surveillance du branchement :

L'abonné assurera la surveillance de son branchement et préviendra le Service des Eaux de toute fuite d'eau, dépression ou affouillement du sol, qu'il constaterait entre la prise et la limite de propriété, ou de toute anomalie de fonctionnement (bruit, baisse de pression inhabituelle, etc.) qu'il observerait dans les lieux desservis et dont la cause ne se trouverait pas à l'intérieur. Il appartient à l'abonné, s'il en a connaissance, d'informer le Service des Eaux des travaux de quelque nature que ce soit, exécutés dans le domaine public à proximité de son branchement.

Dans le cas où l'abonné désirerait mettre son branchement hors service pendant l'hiver par mesure de précaution contre le gel, il lui appartiendra de demander au Service des Eaux la fermeture du robinet de prise placé sous la voie publique et lui appartiendra en outre d'assurer la vidange de toute l'installation et du compteur par un orifice de purge à prévoir immédiatement à l'aval de cet appareil.

4.5 - Installation de compteurs individuels dans les immeubles collectifs

4.5.1. - Conditions. requises et caractéristiques principales de l'installation

1) L'ensemble de l'installation doit être conforme au règlement du Service.
2) La construction ne doit comporter ni réseau général d'eau chaude, ni surpresseur.
3) Le relevé des compteurs et la fermeture du robinet d'isolement avant compteur doivent pouvoir être effectués sans pénétrer chez l'abonné.
4) Le robinet d'arrêt général, le compteur principal de contrôle seront placés dans une partie commune des sous-sols, ou, à défaut de sous-sols, dans une trappe située dans une partie commune du rez-de-chaussée de façon à être visibles et accessibles en tout temps, ou si la construction est située à plus de 10 mètres de l'alignement dans un tabouret extérieur.
5) Les colonnes montantes devront être placées dans une gaine, à l'abri du gel, ou des températures ambiantes susceptibles de nuire aux installations et à l'agrément du consommateur, réservée au Service, accessible des paliers par panneaux articulés pouvant être ouverts par les agents du Service des Eaux, le gardien de l'immeuble ou les abonnés.
Les dimensions de cette gaine seront au minimum de 60 centimètres (largeur) par 30 centimètres (profondeur).
6) Au niveau de chaque palier, chaque logement sera desservi par une ramification particulière et une seule, à partir de la colonne

montante située dans la cage d'escalier lui donnant accès. Chaque propriétaire ou locataire souscrira un abonnement individuel et sera soumis aux obligations du règlement.
7) Chaque ramification sera équipée, dans la gaine, successivement d'un robinet d'arrêt d'un compteur individuel et d'un clapet anti-retour ou d'un té purgeur. Ces diverses canalisations seront exécutées en cuivre, en fer galvanisé ou tout autre matériau spécialement agréé par le Service des Eaux, avec les précautions d'usage pour éviter la corrosion métallique. Il est précisé que l'écartement vertical entre chaque ramification devra être au minimum de 30 centimètres.
8) Les robinets d'arrêts seront d'un type agréé par le Service des Eaux et éventuellement posés par ce dernier en même temps que les compteurs individuels.
9) Les orifices desservant les parties communes (local vide ordures, aire de lavage des véhicules, bouches d'arrosage ...) seront contrôlés par des compteurs dont l'abonnement sera souscrit par le ou les propriétaires ou leur représentant.
10) Le propriétaire ou son représentant souscrira un abonnement concernant le compteur principal de contrôle impliquant à sa charge le paiement de la prime fixe, de la location du compteur, et des consommations éventuellement indiquées par le compteur principal, après déduction de la somme des consommations des compteurs individuels. De plus, au-delà du compteur principal de contrôle, la responsabilité et l'entretien des conduites de jonction des colonnes montantes et des branchements individuels (à l'exclusion des compteurs individuels) seront, sauf cas d'application de l'article 4.3, à la charge des propriétaires ou syndics.

4.5.2 - Procédure et réalisation des travaux

1) Dans l'intérêt du pétitionnaire, celui-ci déléguera son installateur auprès du Service des Eaux, avant les travaux d'installation, pour y recevoir tous les renseignements utiles.
2) Les compteurs individuels seront mis en place par le Service des Eaux après signature obligatoire, par l'usager ou son représentant, de la demande de contrat d'abonnement à laquelle est annexé le règlement de service et sous réserve que l'abonnement au compteur de contrôle soit souscrit. Lors de la souscription au contrat d'abonnement, un exemplaire de la tarification de l'eau en vigueur sera remis à l'abonné. Toute modification du tarif sera portée à la connaissance de chaque abonné par une information écrite.

4.6 - Cas particulier : Non conformité de l'installation de distribution d'eau dans certains immeubles collectifs d'habitation existants

Les propriétaires et locataires d'appartements dans certains immeubles collectifs d'habitation bénéficient lors de l'entrée en vigueur du présent contrat, d'un abonnement individuel direct auprès du Service des Eaux, sans que les conditions requises ci-dessus, soient remplies.
Le plus souvent:
- Le branchement général ne comporte pas, à son entrée dans l'immeuble, un compteur principal de contrôle.
- Le branchement individuel de chaque appartement ne peut être isolé et le compteur ne peut être relevé sans que l'agent du Service des Eaux pénètre dans ledit appartement.
Dans ces cas, le Service des Eaux assurera l'entretien du branchement jusqu'au robinet d'arrêt général inclusivement à la condition que ce robinet soit placé à moins de 10 mètres de la voie publique et que le branchement jusqu'à ce robinet général soit accessible sans démolition de la maçonnerie de l'immeuble ni de son revêtement de sol à ses abords. Dans le cas où ces conditions ne seraient pas remplies, les frais de réparations seront facturés par le Service des Eaux au propriétaire ou au syndic de la copropriété, sauf cas d'application de l'article 4.3.
En tout état de cause, la responsabilité civile des dommages provoqués par une fuite sur la partie du branchement située à l'intérieur de la propriété incombera au propriétaire ou au syndic de copropriété, excepté si la responsabilité du service des eaux est établie dans le cadre de cette fuite.

Au-delà du robinet d'arrêt général, la responsabilité et l'entretien de la canalisation de la colonne montante seront assurés par le propriétaire ou le syndic de copropriété qui feront exécuter les travaux nécessaires par un entrepreneur de leur choix, exception faite du cas prévu par l'article 4.3.
Dans les interventions de ce genre, les règles suivantes devront être respectées :
- les tuyaux et accessoires de plomberie utilisés devront être d'un type agréé par le Service des Eaux.
- aucun raccord démontable ne devra être installé, autre que ceux encadrant le tuyau isolant interrompant la continuité électrique de l'installation entre la conduite publique et la prise de terre de l'immeuble.
- aucune dérivation, ni prise par empattement, pour quelque usage que ce soit ne devront

être réalisées sans que le Service des Eaux ait été informé, et ait installé un compteur destiné à mesurer les puisages effectués par la suite, compteur pour lequel le propriétaire ou le syndic de copropriété souscrira un abonnement.
- aucune pose de filtre à sable ne sera effectuée sans l'accord du Service des Eaux.

Si une fuite, dont la cause est indépendante du Service des Eaux, se produit entre le robinet d'arrêt général et un compteur, le propriétaire ou le syndic est tenu de faire procéder à la réparation. Si, dans un délai de 3 jours francs après mise en demeure, il n'a pas été procédé à la dite réparation, le propriétaire ou son représentant se verra appliquer à compter du 4ème jour une pénalité qui sera manifestement ni excessive, ni dérisoire par rapport au préjudice subi.
Dans le cas où la fuite ne serait pas réparée 15 jours après la mise en demeure, le Service des Eaux interrompra la distribution d'eau en raison des dommages éventuels préjudiciables à la sécurité des personnes et des biens. Le Service des Eaux sera d'ailleurs en droit d'interrompre sans délai la distribution dans l'immeuble dans les cas suivants :
- danger immédiat pour la sécurité publique,
- accumulation de l'eau submergeant l'orifice de la fuite (risque de retour d'eau polluée en cas de baisse de pression dans le réseau).
En outre, le Service des Eaux pourra à l'occasion d'une remise en service d'une installation, demander la mise en conformité de celle-ci pour répondre à la normalisation en vigueur et aux règles de sécurité.

4.7 - Pression

Dans le cas où un abonné estimerait que la pression de distribution est trop importante pour ses propres besoins, il devra procéder à ses frais, s'il le juge nécessaire, à la fourniture et la mise en place d'un réducteur détendeur de pression. L'entretien de cet appareil reste à sa charge et la responsabilité du Service des Eaux ne pourra être mise en cause, en cas de mauvais réglage ou de détérioration entraînant des dégâts à l'usager ou à des tiers.
En cas d'une pression constatée à l'arrivée au compteur, supérieure à une valeur statique de 7 bars, le branchement doit comprendre l'installation d'un réducteur de pression par le Service des Eaux. Dans ce cas l'entretien de cet appareil sera à sa charge et la responsabilité du Service des Eaux pourra être mise en cause, en cas de mauvais réglage ou de détérioration entraînant des dégâts à l'usager ou à des tiers.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

Le Service des Eaux fixe, en concertation avec l'abonné, le tracé et le diamètre du branchement ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur, qui doit être situé aussi près que possible de la limite de propriété.
Si pour des raisons de convenance personnelle ou en fonction de conditions locales et particulières d'aménagement de la construction à desservir, l'abonné demande des modifications aux dispositions arrêtées par le Service des Eaux, celui-ci peut lui donner satisfaction sous réserve que l'abonné prenne à sa charge le supplément de dépenses d'installation et d'entretien en résultant. Le Service des Eaux demeure toutefois libre de refuser ces modifications si elles ne lui paraissent pas compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.
Tous les travaux d'installation de branchement sont exécutés par le Service des Eaux, ou sous sa direction, par une entreprise agréée par lui et par la collectivité. Toutefois, l'aménagement de la niche ou la construction du regard, peut être réalisé par l'abonné, sous réserve qu'il se conforme aux directives du Service des Eaux.
Si la distance entre la conduite publique et la limite de la propriété excède 30 mètres linéaires, l'abonné doit, soit faire appel à l'entrepreneur de son choix pour réaliser les travaux de fouilles situés entre le robinet d'arrêt et son compteur, soit demander pour l'ensemble des travaux, l'application du régime particulier des extensions.
En cas d'appel à l'entrepreneur de son choix pour les travaux de fouilles, l'abonné devra obtenir l'accord préalable de la Société et respecter les conditions techniques d'établissement du réseau. Ces travaux de fouille seront exécutés sous l'entière responsabilité de l'abonné, tant pour la signalisation et la protection du chantier que pour celle de la tenue, pendant une période de 2 ans, des remblais et des réfections de chaussées.
Pour sa partie située en domaine public, le branchement est la propriété de la collectivité et fait partie intégrante du réseau ; le Service des Eaux prend à sa charge les réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement.
La garde et la surveillance de la partie du branchement située en domaine privé sont à la charge de l'abonné, avec les conséquences

que cette notion comporte en matière de responsabilité.
Les travaux d'entretien et de renouvellement des branchements sont exécutés exclusivement par le Service des Eaux, ou sous sa direction, par une entreprise ou un organisme agréé par lui et par la collectivité.
L'entretien à la charge du Service des Eaux ne comprend ni les frais de déplacement ou de modification des branchements, ni les frais de réparation et les dommages résultant d'une faute prouvée de l'abonné.
En revanche, les dommages causés par le gel du compteur sont à la charge du Service des eaux sauf faute prouvée de l'abonné.

CHAPITRE II
ABONNEMENTS

ARTICLE 6
DEMANDE D'ABONNEMENT

Les abonnements sont accordés aux propriétaires et usufruitiers des immeubles ainsi qu'aux locataires ou occupants de bonne foi, sous réserve que la demande de ces derniers soit contresignée par le propriétaire ou l'usufruitier qui s'en porte garant ou qu'à défaut de cette signature le service des Eaux demande le cas échéant un dépôt de garantie.
Ce dépôt de garantie n'est pas révisable. Il est restitué sans intérêts, dans un délai d'un mois à compter de la date de résiliation du contrat déduction faite des sommes éventuellement dues au Service des Eaux, dûment justifiées.
Le Service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement, dans un délai de huit jours suivant la signature de la demande d'abonnement s'il s'agit d'un branchement existant.
S'il faut réaliser un branchement neuf, le délai nécessaire sera porté à la connaissance du candidat lors de la signature de la demande.
Le Service des Eaux peut surseoir à accorder un abonnement ou limiter le débit du branchement si l'implantation de l'immeuble ou la consommation prévue nécessite la réalisation d'un renforcement ou d'une extension de canalisation.
Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf, le Service des Eaux peut exiger du pétitionnaire la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme et la réglementation sanitaire.
Pour les immeubles collectifs contrôlés par un compteur général, l'abonnement sera souscrit par le propriétaire, le syndic de copropriété ou le mandataire dûment agréé.

Redressement judiciaire

La faillite ou la liquidation judiciaire d'un abonné permettra au Service des Eaux la résiliation de l'abonnement à la date du jugement et l'autorisera à fermer sans délai le branchement, au frais de l'abonné (sans préjudice de recours éventuel pour l'acquit des sommes dues) à moins que, dans les 15 jours, le mandataire désigné par décision de justice n'ait prié le Service des Eaux par lettre de continuer le service pour une durée de 3 mois comme il est dit ci-dessous.
En cas de redressement judiciaire prononcé par le tribunal, le mandataire désigné par décision de justice (notamment l'administrateur, le représentant des créanciers ...) devra dans les huit jours d'ouverture du redressement reconnaître contradictoirement avec le Service des Eaux l'index du compteur.
A défaut la consommation réputée effectuée à dater du jugement d'ouverture du redressement dont le montant sera dû au Service des Eaux par privilège conformément à la loi, sera calculée depuis la dernière lecture de l'index.
Les personnes sous la responsabilité desquelles les contrats ont été poursuivis sont responsables de toute conséquence en découlant.
Lorsque le redressement judiciaire est assorti d'un contrat de location-gérance, un abonnement sera souscrit par un locataire gérant autorisé par le mandataire de justice habilité, conformément aux dispositions légales, sous réserve du versement d'un dépôt de garantie.
La liquidation judiciaire prononcée par le tribunal entraînant la résiliation de l'abonnement. La date d'effet de celle-ci pourra cependant être différée de trois mois à compter de la date du jugement de liquidation si la personne habilitée l'a demande auprès du Service des Eaux.

ARTICLE 7
REGLES GENERALES CONCERNANT LES ABONNEMENTS ORDINAIRES

Les abonnements ordinaires sont souscrits pour une période mentionnée au tableau de tarification, et renouvelable par tacite reconduction.
La souscription d'un contrat d'abonnement oblige, à compter de la date de souscription, au paiement des redevances forfaitaires, ou proportionnelles aux consommations, ainsi

qu'aux m3 consommés, aux conditions et prix prévus au tableau de tarification.
La souscription ou la résiliation d'abonnements en cours d'exercice entraîne la facturation des m3 consommés et redevances afférentes, ainsi que les redevances forfaitaires au prorata s'il y a lieu, du nombre de mois de consommation.
Tout abonné peut, en outre, consulter les délibérations fixant les tarifs ainsi que le contrat s'il y a lieu, à la mairie ou au siège de la société responsable du Service des Eaux.

ARTICLE 8
CESSATION RENOUVELLEMENT, MUTATION ET TRANSFERT DES ABONNEMENTS ORDINAIRES

L'abonné ne peut renoncer à son abonnement qu'en avertissant par lettre recommandée le Service des Eaux dix jours au moins avant la fin de la période en cours. A défaut de cet avertissement, l'abonnement se renouvelle de plein droit par tacite reconduction. Lors de la cessation de l'abonnement le branchement est fermé et le compteur peut être enlevé. Les frais de fermeture sont à la charge de l'abonné dans les conditions prévues à l'article 22.
La résiliation ne deviendra effective qu'après la lecture de l'index par le Service des Eaux, la dépose ou le plombage du compteur et le paiement de la totalité des sommes dues.
Si après cessation de son abonnement sur sa propre demande, un abonné sollicite la réouverture du branchement et la réinstallation du compteur, le service des Eaux peut exiger des frais de réouverture de branchement et de réinstallation du compteur.
En cas de changement d'abonné, ou de raison sociale, pour quelque cause que ce soit, le nouvel abonné devra souscrire un abonnement à son nom et régler, le cas échéant, les frais de réouverture du branchement.
L'ancien abonné ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayant droit restent responsables vis-à-vis du Service des Eaux de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial jusqu'à résiliation du contrat de leur part.
Un nouvel abonné ne pourra, en aucun cas, être tenu responsable des sommes dues par le précédent abonné.

ARTICLE 9
ABONNEMENTS ORDINAIRES

Les abonnements ordinaires sont soumis aux tarifs approuvés par la collectivité. (voir tableau de tarification)

ARTICLE 10
ABONNEMENTS SPECIAUX

(Voir tableau de tarification)

Peuvent faire l'objet d'abonnements spéciaux donnant lieu à des conventions particulières:

1. Les abonnements dits "abonnements communaux", correspondant aux consommations des ouvrages et appareils publics (bornes-fontaines, fontaines et prises publiques, lavoirs, abreuvoirs, urinoirs publics, bouches de lavage, d'arrosage et d'incendie, réservoirs de chasse des égouts). Il s'agit de consommations dispensées de la redevance instituée par les décrets des 1er octobre et 14 décembre 1954 au profit du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

Les établissements publics scolaires, hospitaliers ou autres, y compris les logements de fonction, font l'objet d'abonnements ordinaires, ou d'abonnements spéciaux lorsque l'importance de la consommation le justifie.

2. Dans la mesure où les installations du service permettent de telles fournitures, des abonnements spéciaux dits "de grande consommation" peuvent être accordés notamment à des industries pour fourniture de quantités d'eau importantes hors du cas général prévu à l'article 9 ci-dessus.

3. Des abonnements spéciaux peuvent également être accordés à des abonnés disposant de branchements multiples dans des immeubles distincts pour des besoins ressortissant à la même activité agricole, artisanale, commerciale ou industrielle.

Ces abonnements donnent lieu à conventions spéciales.
Le service des Eaux se réserve le droit de fixer, si les circonstances l'y obligent, une limite maximale aux quantités d'eau fournies aux abonnés spéciaux des types 2 et 3 ci-dessus ainsi que d'interdire temporairement certains usages de l'eau ou d'imposer la construction d'un réservoir.

4. Des abonnements dits "abonnements d'attente" peuvent être demandés par des abonnés qui n'ont pas un besoin immédiat de fourniture d'eau mais veulent faire exécuter la partie principale du branchement. Ces abonnements, qui ne comportent pas de fourniture d'eau, sont obligatoirement

transformés en l'un des autres types d'abonnement dans un délai de 3 ans au maximum. Ils font l'objet de conventions spéciales, y compris la tarification.

ARTICLE 11
ABONNEMENTS TEMPORAIRES

Des abonnements temporaires (alimentation en eau d'entreprises de travaux, de forains, etc...) peuvent être consentis à titre exceptionnel, pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau.
Le Service des Eaux peut subordonner la réalisation des branchements provisoires pour abonnement temporaire au versement d'une avance sur prime fixe à fixer dans chaque cas particulier.
Au cas où en raison du caractère temporaire des besoins en eau, l'aménagement d'un branchement spécial ne semblerait pas justifié, un particulier peut après demande au Service des Eaux, être autorisé à prélever l'eau aux bouches de lavage par l'intermédiaire d'une prise spéciale, qui est installée par le Service des Eaux.
Les conditions de fourniture de l'eau, conformément au présent article donnent lieu à l'établissement d'une convention spéciale.

ARTICLE 12
ABONNEMENTS TEMPORAIRES POUR LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Le Conseil Municipal (ou le Comité Syndical) pourra par simple délibération consentir à certains bénéficiaires des abonnements spéciaux d'incendie (voir tableau tarification).
Tout propriétaire aura le droit de faire établir dans son installation particulière des bouches d'incendie alimentées par le branchement normal comportant le compteur.
En outre, si la chose est jugée compatible avec le bon fonctionnement du service général, la commune pourra consentir à certains propriétaires des abonnements spéciaux d'incendie à la condition que ces propriétaires soient déjà abonnés au service normal, ou s'y abonnent en même temps qu'au service d'incendie; dans ce cas, le branchement devra comporter un robinet vanne cacheté, monté en parallèle avec le compteur destiné à mesurer la consommation normale.
Lorsque le cachet du robinet vanne aura été rompu à la suite d'un sinistre, le Service des Eaux devra en être avisé dans les 24 heures et son agent rétablira immédiatement ce cachet ; lorsqu'un essai des appareils d'incendie sera prévu, le Service des Eaux devra en être averti trois jours à l'avance, de façon que son agent puisse assister à la rupture des cachets et le rétablir immédiatement après les essais.
La commune (ou le Syndicat) sera seule juge de l'opportunité d'accorder ou de refuser les abonnements d'incendie; elle aura le droit de les supprimer à toute époque moyennant un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée à l'abonné. La résiliation d'un abonnement d'incendie sera faite d'office en cas de cessation ou de non paiement de l'abonnement au service normal correspondant.
Les abonnements d'incendie donneront lieu à des demandes spéciales sur lesquelles le nombre total des bouches d'incendie de chaque calibre sera indiqué par l'abonné, ce dernier devra en outre à toute époque, tenir le Service des Eaux au courant des modifications apportées au nombre de bouches de chaque calibre.
La commune (ou le Syndicat) ne pourra jamais être recherchée en cas de fonctionnement mauvais ou insuffisant de bouches d'incendie particulière, même au cas où il sera établi que la défectuosité provient du réseau général.

CHAPITRE III
BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTÉRIEURES

ARTICLE 13
MISE EN SERVICE DES BRANCHEMENTS ET COMPTEURS

La mise en service du branchement ne peut avoir lieu qu'après paiement au Service des Eaux des sommes éventuellement dues pour son exécution, conformément à l'article 20 ci-après.
Les compteurs sont fournis, posés et entretenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité par le Service des Eaux.
Le compteur doit être placé en propriété privée et aussi près que possible des limites du domaine public de façon à être accessible facilement et en tous temps aux agents du Service des Eaux.
Si la distance séparant le domaine public des premiers bâtiments de l'abonné est jugée trop longue par le Service des Eaux, le compteur doit être posé dans une niche ou un regard, dont l'entretien incombe à l'abonné.

Si le compteur est placé dans un bâtiment, la partie du branchement située dans ce bâtiment en amont du compteur doit rester accessible, afin que le Service des Eaux puisse s'assurer

à chaque visite qu'aucun piquage illicite n'a été effectué sur ce tronçon de conduite.
Le type et le calibre des compteurs sont fixés par le Service des Eaux, compte tenu des besoins annoncés par l'abonné, conformément aux prescriptions réglementaires relatives aux instruments de mesure.
Si la consommation d'un abonné ne correspond pas aux besoins qu'il avait annoncés, l'une des parties peut proposer à l'autre la signature d'un avenant à la demande d'abonnement portant sur le remplacement du compteur par un matériel adapté aux nouveaux besoins de l'abonné. L'opération s'effectue aux frais de l'abonné.

Débit des compteurs :

Calibre	Débit nominal	Débit maximal instantané	Débit mensuel maximal
12 m/m	1 m3/h	0.6 l/s	66 m3
15 m/m	1.5 m3/h	0.8 l/s	90 m3
20 m/m	2.5 m3/h	1.4 l/s	150 m3
25 m/m	3.5 m3/h	1.9 l/s	270 m3
30 m/m	5 m3/h	2.8 l/s	420 m3
40 m/m	10 m3/h	5.6 l/s	1000 m3
50 m/m	15 m3/h	8.3 l/s	2000 m3

L'abonné doit signaler sans retard au service des eaux tout indice d'un fonctionnement défectueux du branchement et du compteur.

ARTICLE 14
INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE FONCTIONNEMENT- REGLES GENERALES

Tous les travaux d'établissement et d'entretien de canalisations après le compteur sont exécutés par les installateurs particuliers choisis par l'abonné et à ses frais. Le Service des Eaux est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution. L'abonné est seul responsable de tous les dommages causés à la commune ou au tiers tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages installés par ses soins.
Tout appareil qui constituerait une gène pour la distribution ou un danger pour le branchement notamment par coup de bélier, doit être immédiatement remplacé sous peine de fermeture du branchement. En particulier les robinets de puisage doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélier. A défaut, le Service des Eaux peut imposer un dispositif antibélier.

Conformément au règlement sanitaire, les installations intérieures d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre, à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable par les matières résiduelles, des eaux nocives ou toute autre substance non désirable.
Lorsque les installations intérieures d'un abonné sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes aux prescriptions du règlement sanitaire départemental, le Service des Eaux, la direction des affaires sanitaires et sociales ou tout organisme mandaté par la collectivité peuvent en accord avec l'abonné, procéder à leur vérification.
En cas d'urgence ou de risque pour la santé publique, ils peuvent intervenir d'office.
Pour éviter les préjudices qui peuvent résulter des ruptures de tuyaux, notamment pendant l'absence des usagers, les abonnés peuvent demander au Service des Eaux, avant leur départ, la fermeture du robinet sous bouche à clé à leurs frais (dans les conditions prévues à l'article 22).

ARTICLE 15
INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE CAS PARTICULIERS

Tout abonné disposant à l'intérieur de sa propriété de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique doit en avertir le Service des Eaux. Toute communication entre ces canalisations et la distribution intérieure après compteur est formellement interdite.
L'emploi d'appareils pouvant mettre en dépression la canalisation publique à travers le branchement est interdit. Il en est de même pour des dispositifs ou appareils qui permettraient le retour d'eau de l'installation intérieure vers le réseau. En particulier, les abonnés, possesseurs d'installations susceptibles de modifier la qualité de l'eau distribuée ou de générateurs d'eau chaude, doivent munir l'installation ou la canalisation, amenant l'eau froide à ces appareils, de dispositifs agréés pour éviter, en toutes circonstances, le retour de l'eau vers le compteur.
Pour des raisons de sécurité, l'utilisation des canalisations enterrées de la distribution publique pour constituer des prises de terre et l'utilisation des canalisations d'eau intérieures pour la mise à la terre des appareils électriques sont interdites.
Dans les bâtiments anciens ne comportant pas

de canalisation de terre et s'il n'est pas possible d'installer une telle canalisation, il peut être admis d'utiliser les conduites intérieures d'eau sous réserve du respect des conditions suivantes :
- la continuité électrique de cette canalisation doit être assurée sur son cheminement;
- un manchon isolant doit être inséré à l'aval du compteur d'eau et à l'amont de la partie de la conduite reliée à la terre ;
- la conduite d'eau intérieure doit être reliée à une prise de terre réalisée dans le sol sous-jacent au bâtiment ;
- la canalisation intérieure doit faire l'objet d'un repérage particulier, une plaque apparente et placée près du compteur général d'eau signale que la canalisation est utilisée comme conducteur.
Toute infraction aux dispositions de cet article entraîne la responsabilité de l'abonné et la fermeture de son branchement.

ARTICLE 16
INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE INTERDICTIONS

Il est formellement interdit à l'abonné :
1. D'user de l'eau autrement que pour son usage personnel et celui de ses locataires, et notamment d'en céder ou d'en mettre à la disposition d'un tiers sauf en cas d'incendie ;
2. De pratiquer tout piquage, ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de son branchement depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur ;
3. De modifier les dispositions du compteur, d'en gêner le fonctionnement d'en briser les plombs ou cachets ;
4. De faire sur son branchement des opérations autres que la fermeture ou l'ouverture des robinets d'arrêt ou du robinet de purge ;
5. D'aspirer mécaniquement de l'eau du réseau en vue d'essayer d'en augmenter le débit.

Le propriétaire du local demeure responsable de toute modification apportée à l'alimentation en eau potable de l'immeuble, notamment en cas de restructuration.
Toute infraction au présent article expose l'abonné à la fermeture immédiate de son branchement sans préjudice des poursuites que le service pourrait exercer contre lui, en particulier pour le vol d'eau.
Toutefois la fermeture du branchement doit être précédée d'une mise en demeure préalable de quinze jours notifiée à l'abonné, excepté le cas où la fermeture est nécessaire pour éviter des dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés ou faire cesser un délit.

ARTICLE 17
MANŒUVRE DES ROBINETS SOUS BOUCHE A CLE ET DEMONTAGE DES BRANCHEMENTS

La manœuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée au Service des Eaux et interdite aux usagers.
En cas de fuite dans l'installation intérieure, l'abonné doit en ce qui concerne son branchement se borner à fermer le robinet d'arrêt du compteur.
Le démontage partiel ou total du branchement ou du compteur ne peut être fait que par le Service des Eaux ou l'entreprise agréée et aux frais du demandeur.

Cas particuliers des bâtiments à démolir:

Dans le cas d'une démolition d'un bâtiment collectif, les frais de suppression de branchement seront s'ils n'ont pas été couverts par les anciens abonnés, assurés par le bénéficiaire du permis de démolir sans que la responsabilité civile de l'ancien abonné soit éteinte pour autant.

ARTICLE 18
COMPTEURS: RELEVES, FONCTIONNEMENT, ENTRETIEN

Toutes facilités doivent être accordées au Service des Eaux pour le relevé du compteur qui a lieu au moins une fois par an pour les abonnements ordinaires et dans les conditions prévues à leur contrat pour les abonnements spéciaux. Si, à l'époque d'un relevé, le Service des Eaux ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place, soit un avis de second passage, soit une carte relevé que l'abonné doit retourner complétée au Service des Eaux dans un délai maximal de dix jours. Si, lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu ou si la carte relevé n'a pas été retournée dans le délai prévu, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de la période correspondante de l'année précédente : le compte est apuré ultérieurement à l'occasion du relevé suivant.
En cas d'impossibilité d'accès au compteur lors du relevé suivant le Service des Eaux est en droit d'exiger de l'abonné qu'il le mette en mesure, en lui fixant rendez-vous, de procéder contre remboursement des frais par l'abonné à la lecture du compteur, et cela dans le délai maximum de trente jours, faute de quoi, de même qu'en cas de fermeture de la maison, le

Service des Eaux est en droit de procéder à la fermeture du branchement.
En cas d'arrêt du compteur, la consommation pendant l'arrêt est calculée, sauf preuve contraire apportée par l'une ou l'autre des parties, sur la base de la consommation pendant la période correspondante de l'année précédente ou, à défaut, sur celle de l'année en cours, s'il y a eu mesure de consommation pendant un laps de temps nettement déterminé.
Dans le cas où l'abonné refuse de laisser faire les réparations jugées nécessaires au compteur ou robinet d'arrêt avant compteur, le Service des Eaux supprime immédiatement la fourniture de l'eau, tout en étant en droit d'exiger le paiement de la redevance d'abonnement jusqu'à la fin de l'abonnement.
Lorsqu'il réalise la pose d'un nouveau compteur et qu'il accepte l'ouverture d'un branchement le Service des Eaux prend toutes dispositions utiles pour qu'une bonne protection du compteur contre le gel et les chocs soit réalisée dans des conditions climatiques normales de la région concernée.
Il informe, par ailleurs, l'abonné des précautions complémentaires à prendre pour assurer une bonne protection contre le gel dans des circonstances particulières. Faute de prendre des précautions, l'abonné serait alors responsable de la détérioration du compteur.
Ne sont réparés ou remplacés aux frais du Service des Eaux que les compteurs ayant subi des usures normales et des détériorations indépendantes du fait de l'usager.
Tout remplacement ou toute réparation de compteur dont le plomb de scellement aurait été enlevé et qui aurait été ouvert ou démonté, ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur (incendie, introduction de corps étrangers, carence de l'abonné dans la protection du compteur, chocs extérieurs, etc.) sont effectués par le Service des Eaux aux frais de l'abonné.
Les dépenses ainsi engagées par le Service ces Eaux pour le compte d'un abonné font l'objet d'un mémoire dont le montant est recouvré dans les mêmes conditions que les factures de l'eau.

ARTICLE 19
COMPTEURS - VERIFICATION

L'abonné a le droit de demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de son compteur au Service des Eaux et en cas de contestation, sa dépose pour étalonnage par un organisme agréé.

La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation en vigueur.
Si le compteur répond aux prescriptions réglementaires visées à l'article 13, les frais de vérification et annexes sont à la charge de l'abonné. Ces frais sont fixés à la valeur des dépenses engagées par le service des Eaux.
Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de vérification sont supportés par le service des Eaux. De plus, la facturation sera, s'il y a lieu, rectifiée à compter de la date du précédent relevé. Le service des eaux a le droit de procéder à tout moment et à ses frais, à la vérification des indications des compteurs des abonnés.

CHAPITRE IV
PAIEMENTS

ARTICLE 20
PAIEMENT DU BRANCHEMENT DROIT DE BRANCHEMENT

Tout nouveau branchement donne lieu au paiement par le demandeur :
- de la redevance pour droit de branchement prévue au tableau de tarification,
- du coût des travaux effectués pour la réalisation du branchement.

Il y a lieu de noter que la Collectivité peut décider de prendre à sa charge, lors de la construction ou de l'extension d'un réseau, tout ou partie des frais d'installation des branchements dont la demande lui a été adressée avant les dates publiées par la Mairie, pour toutes les propriétés situées le long des canalisations de distribution en cours de pose.
Les compteurs font partie intégrante du réseau, et sont posés par le Service, aux frais des abonnés.
Conformément à l'article 13, la mise en service du branchement n'a lieu qu'après paiement des sommes dues.

ARTICLE 21
PAIEMENT DES FOURNITURES D'EAU

Les redevances d'abonnement, ou forfaits de base, peuvent être payables par semestre, annuellement et d'avance. Les redevances au mètre cube correspondant à la consommation ou à l'excédent par rapport au volume minimal, sont payables dès constatation.
Les différents éléments pouvant entrer dans la composition de la facture d'eau sont spécifiés

au présent règlement (voir tableau de tarification).
L'abonné n'est jamais fondé à solliciter une réduction de consommation en raison de fuites dans ses installations intérieures car il a toujours la possibilité de contrôler lui-même la consommation indiquée par son compteur.
A partir de la réception de la facture, si les redevances ne sont pas payées dans les délais prévus et si l'abonné ne peut apporter la preuve du bien fondé de sa réclamation adressée par écrit au service des Eaux, le branchement peut être fermé jusqu'à paiement des sommes dues, un mois après notification de la mise en demeure, sans préjudice des poursuites qui peuvent être exercées contre l'abonné. La réouverture du branchement intervient après justification par l'abonné auprès du service des Eaux du paiement de l'arriéré. S'il y a récidive, le service des Eaux est en droit de résilier l'abonnement.
Les redevances sont mises en recouvrement par le Service des Eaux habilité à en faire poursuivre le versement par tous moyens de droit.

ARTICLE 22
FRAIS DE FERMETURE ET DE RÉOUVERTURE DU BRANCHEMENT

Les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'abonné. (voir tableau de tarification)
La fermeture du branchement ne suspend pas le paiement de la redevance d'abonnement, tant que celui-ci n'a pas été résilié.

ARTICLE 23
PAIEMENT DES PRESTATIONS ET FOURNITURES D'EAU RELATIVES AUX ABONNEMENTS TEMPORAIRES

Les frais de pose et d'entretien des tuyaux et du compteur pour les abonnements temporaires, font l'objet de conventions spéciales avec le Service des Eaux et sont à la charge de l'abonné. La fourniture de l'eau est facturée et payable dans les conditions fixées par les dites conventions ou, à défaut par application de celles fixées à l'article 21.

ARTICLE 24
REMBOURSEMENT D'EXTENSIONS ET AUTRES FRAIS EN CAS DE CESSATION D'ABONNEMENT

Lorsque pour desservir un abonné, il a été établi des installations spéciales (canalisations, branchement etc.), cet abonné, s'il résilie son abonnement dans un certain délai, peut être obligé à verser une indemnité qui doit être prévue au contrat d'abonnement ou à la convention passée pour la réalisation des installations.

ARTICLE 25
REGIME DES EXTENSIONS REALISEES SUR L'INITIATIVE DES PARTICULIERS

Lorsque le Service réalise des travaux d'extension sur l'initiative de particuliers, ces derniers s'engagent à lui verser, à l'achèvement des travaux, une participation au coût des travaux définie comme suit :
Dans le cas où les engagements de remboursement des dépenses sont faits conjointement par plusieurs riverains, le service détermine la répartition des dépenses entre ces riverains en se conformant à l'accord spécial intervenu entre eux.
A défaut d'accord spécial, la participation totale des riverains dans la dépense de premier établissement est partagée entre eux proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leurs branchements de l'origine de l'extension.
Pendant les 15 premières années suivant la mise en service d'une extension ainsi réalisée, un nouveau riverain ne pourra être branché sur l'extension que moyennant le versement d'une somme égale à celle qu'il aurait payée lors de l'établissement de la canalisation diminuée de 1/15e par année de service de cette canalisation. Cette somme sera partagée entre les riverains déjà branchés, proportionnellement à leur participation ou à celle de leurs prédécesseurs, en cas de changement de riverain.

CHAPITRE V
INTERRUPTION ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION

ARTICLE 26
FOURNITURE DE L'EAU

Le service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement selon les modalités prévues à l'article 6.
Il est tenu, sauf cas de force majeure, d'assurer à cette fourniture la continuité d'une pression minimum.
Il est responsable du bon fonctionnement du service et est tenu, à l'égard de l'usager d'une obligation de résultat.

ARTICLE 27
INTERRUPTION RESULTANT DE CAS DE FORCE MAJEURE ET DE TRAVAUX

Le Service des Eaux ne peut être tenu responsable d'une perturbation de la fourniture en eau due à un cas de force majeure.
Le service des Eaux avertit les abonnés deux jours ouvrables à l'avance lorsqu'il procède à des travaux de réparation ou d'entretien prévisibles.
En cas d'interruption de la distribution excédant quarante-huit heures consécutives, la redevance d'abonnement est réduite au prorata du temps de non-utilisation, sans préjudice des actions en justice que l'usager pourrait intenter pour obtenir réparation des dommages causés par cette interruption.

ARTICLE 28
RESTRICTIONS A L'UTILISATION DE L'EAU ET MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE DISTRIBUTION

En cas de force majeure, notamment de pollution des eaux, le Service des Eaux a, à tout moment, le droit d'apporter en accord avec la collectivité des limitations à la consommation d'eau en fonction des possibilités de la distribution, ou des restrictions aux conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.
Dans l'intérêt général, la collectivité se réserve le droit d'autoriser le Service des Eaux à procéder à la modification du réseau de distribution ainsi que de la pression de service, même si les conditions de desserte des abonnés doivent en être modifiées, sous réserve que le Service des Eaux ait en temps opportun, averti les abonnés des conséquences des dites modifications.

ARTICLE 29
CAS DU SERVICE DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Le débit maximal dont peut disposer l'abonné est celui des appareils installés dans sa propriété et coulant à gueule bée. Il ne peut en aucun cas, pour essayer d'en augmenter le débit, aspirer mécaniquement l'eau du réseau.
Lorsqu'un essai des appareils d'incendie de l'abonné est prévu, le Service des Eaux doit en être averti trois jours à l'avance de façon à pouvoir y assister éventuellement et, le cas échéant, y inviter le Service de Protection contre l'incendie.
En cas d'incendie ou d'exercices de lutte contre l'incendie , les abonnés doivent, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser leur branchement. En cas d'incendie et jusqu'à la fin du sinistre, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées, sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement.
La manœuvre des robinets sous bouche à clé et des bouches et poteaux d'incendie incombe aux seuls Service des Eaux et Service de Protection contre l'incendie.

CHAPITRE VI
DISPOSITIONS D'APPLICATION

ARTICLE 30
PENALITES

Les infractions au présent règlement sont, en tant que de besoin, constatées soit par les agents du Service des Eaux, soit par le représentant de la collectivité, et peuvent donner lieu à des poursuites devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 31
DATE D'APPLICATION

Le présent règlement est mis en vigueur à dater de la délibération prise par la collectivité. Tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

ARTICLE 32
MODIFICATION DU REGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le Conseil Municipal ou le Comité Syndical, et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'à condition d'avoir été portées à la connaissance des abonnés 3 mois avant leur mise en application.
Toute modification du règlement du service doit être remise à l'abonné avant sa mise en application, à charge pour le service de justifier de cette remise.
Ces derniers peuvent user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 8. Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnité.

ARTICLE 33
CLAUSE D'EXECUTION

Le Maire, les agents municipaux et du Service des Eaux habilités à cet effet, et le Receveur municipal en tant que de besoin, sont chargés,

chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Annexe à l'article 21 du règlement du Service des Eaux

COMPOSANTES DU PRIX DE L'EAU

PRIME FIXE

Somme destinée à couvrir des charges fixes du Service

LOCATION DE COMPTEUR

Somme destinée à couvrir la mise à disposition du compteur et son entretien

CONSOMMATION

Produit du nombre de mètre cubes consommés par le prix unitaire du mètre cube

REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

Si l'usager du Service des Eaux est raccordé ou raccordable au tout à l'égout, cette somme est destinée à couvrir l'ensemble des charges du Service de l'Assainissement (réseau de collecte, collecteurs généraux, stations d'épuration)

FONDS NATIONAL (F.N.D.A.E.)

Somme versée à l'Etat et destinée au Fonds National pour le Développement des Adductions d'Eau en zone rurale

REDEVANCES LUTTE CONTRE LA POLLUTION ET DE PRELEVEMENT

(Agence de bassin)
Ces deux redevances, versées à l'Agence de bassin qui définit la politique générale en matière de qualité des eaux, sont proportionnelles à la consommation d'eau.

TVA

La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée à l'ensemble des rubriques de la facture

***Remarque** : dans le cas où la distribution d'eau potable est confiée a une société privée, les termes de services des eaux et collectivité ou commune ne sont pas équivalents : il est important de relire le règlement en étudiant à chaque fois ce qui incombe à chacun.*